

NOTE D'INFORMATION
BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR
- BMCE BANK -



AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPORT
EN NUMERAIRE DE
BMCE BANK RESERVEE A LA BANQUE
FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL
-BFCM-

NOMBRE D' ACTIONS A EMETTRE : 10 712 000 ACTIONS

PRIX D'EMISSION : MAD 235 PAR ACTION

MONTANT GLOBAL DE L'OPERATION : MAD 2 517 320 000

ORGANISME CONSEIL



ORGANISME CHARGE DE
L'ENREGISTREMENT



ORGANISME CENTRALISATEUR



Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM N°03/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des valeurs mobilières -CDVM- et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le **27 septembre 2010**, sous la référence n° **VI/EM/039/2010**.

ABREVIATIONS

AFH	African Financial Holding
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
ALCO	Asset Liability Committee
ALM	Asset Liability Management
BAM	Bank AL Maghrib
BCP	Banque Centrale Populaire
BDM	Banque de Développement du Mali
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BMCD	Banque Malienne de Crédit et de Dépôts
BMCI	Banque Marocaine du Commerce et de l'Industrie
BNR	Bénéfice Net Réel
BVC	Bourse des Valeurs de Casablanca
CA	Chiffre d'Affaires
CACI	Comité d'Audit et de Contrôle Interne
CAM	Caja De Ahorros Del Mediterraneo
CDM	Crédit du Maroc
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CEB	Charges d'Exploitation Bancaire
CIH	Crédit Immobilier et Hôtelier
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CSIS	Center for Strategic International Studies
CTM	Compagnie de Transport Marocaine
DAB	Distributeur Automatique de Billets
DAT	Dépôts à Terme
ESFG	Espirito Santo Financial Group
EUR	Monnaie unique européenne
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FCP	Fonds Commun de Placement
FMI	Fonds Monétaire International
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GBP	Livre sterling - Royaume Uni
GDR	Global Depositary Receipts
GNS	Global Network System
GPBM	Groupe Professionnel des Banques du Maroc
IG	Intégration Globale
IM	Investment Management

IPE	Impression Presse Edition
ITB	Institut Technique de Banque
IR	Impôt sur le revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
K	Millier
LCN	Lettre de Change Normalisée
M	Million
MAD	Dirham Marocain
MAMDA	Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances
MCMA	Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances
Md	Milliard
MEE	Mise en Equivalence
MRE	Marocain Résident à l'Étranger
MSIM	Morgan Stanley Investment Management
Nb	Nombre
ND	Non disponible
OPCVM	Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OPV	Offre Publique de Vente
Pb	Point de base
PEB	Produits d'Exploitation Bancaire
PNB	Produit Net Bancaire
RBE	Résultat Brut d'Exploitation
RMA	Royale Marocaine d'Assurances
RMI	Radio Méditerranée Internationale
RNPG	Résultat Net Part du Groupe
RoE	Return On Equity
SCR	Société Centrale de Réassurance
SFCM	Société Financière Crédit du Maghreb
SFI	Société Financière Internationale
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
STP	Straight Through Processing
TCN	Titres de Créances Négociables
TMT	Télécommunications, Média & Technologies
UBP	Union Bancaire Privée
LCB	La Congolaise de Banque
USD	Dollar américain
USSD	Unstructured Supplementary Service Data

SOMMAIRE

ABREVIATIONS	2
SOMMAIRE.....	4
AVERTISSEMENT.....	6
PREAMBULE	7
PARTIE I :	8
ATTESTATIONS ET COORDONNEES	8
I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK	9
II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	10
III. LE CONSEIL JURIDIQUE	19
IV. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE.....	19
V. AGENCES DE NOTATION.....	20
PARTIE II :	21
PRESENTATION DE L'OPERATION	21
I. CADRE REGLEMENTAIRE DE L'OPERATION.....	22
II. OBJECTIFS DE L'OPERATION	23
III. PRESENTATION DE LA BFCM ET DU GROUPE CM-CIC	23
IV. MONTANT DE L'OPERATION	25
V. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES A EMETTRE	26
VI. ELEMENTS D'APPRECIATION DES TERMES DE L'OFFRE	27
VII. INTERMEDIAIRES FINANCIERS	28
VIII. CALENDRIER DE L'OPERATION	28
IX. IMPACTS DE L'OPERATION SUR L'ACTIONNARIAT DE BMCE BANK ET SES ORGANES DE GOUVERNANCE	29
X. FISCALITE	30
XI. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION	31
PARTIE III : PRESENTATION DE BMCE BANK.....	32
I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL	33
II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR	35
III. MARCHE DES TITRES BMCE BANK	40
IV. NOTATION (EXTRAITS TRADUITS)	50
V. ORGANES D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK	53
VI. ORGANES DE DIRECTION.....	57
VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	67
PARTIE IV : ACTIVITE DE BMCE BANK	72
I. HISTORIQUE DE BMCE BANK	73
II. APPARTENANCE DE BMCE BANK AU GROUPE FINANCECOM	76
III. FILIALES DE BMCE BANK.....	82
IV. CAPITAL HUMAIN	115
V. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION	118
VI. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT	123
PARTIE VI : SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK - COMPTES CONSOLIDES IFRS	126
2007- 2009	126
I. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES IFRS	127
II. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS	133
III. ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE IFRS	142
PARTIE VI : SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK - COMPTES CONSOLIDES IFRS	155
AU 30 JUIN 2010	155

I.	ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS AU 30 JUIN 2010	156
II.	ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE IFRS AU 30 JUIN 2010	160
PARTIE VII :		163
PERSPECTIVES		163
PARTIE VIII : FACTEURS DE RISQUE.....		171
III.	RISQUES AFFERENTS À LA BANQUE ET À SON SECTEUR	172
IV.	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	178
PARTIE IX : ANNEXES		179
IV.	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES IFRS	180
V.	ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES IFRS 2009-2008 ET AU 30 JUIN 2010.....	203
VI.	RAPPORTS DE NOTATION DE BMCE BANK	255

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur. Les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-là sont fonction des résultats et de la politique de distribution de dividendes de l'émetteur. Les actions de la BMCE BANK, objet de la présente note d'information, ne seront proposées au Groupe CREDIT MUTUEL CIC qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur. Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni BMCE CAPITAL CONSEIL n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements.

RESTRICTION

L'opération d'augmentation de capital de BMCE BANK, objet de la présente note d'information, est réservée exclusivement à la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, holding du Groupe CM-CIC.

PREAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée. Ladite note d'information a été préparée par BMCE Capital Conseil, conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n°03/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Ladite note d'information a été préparée par BMCE Capital Conseil, conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n°03/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Rapports annuels et rapports de gestion relatifs aux exercices 2007, 2008 et 2009 ;
- Les liasses comptables et fiscales relatives aux exercices 2007, 2008 et 2009 ;
- Rapports et statistiques du GPBM ;
- Comptes consolidés IFRS de BMCE Bank sur la période 2007 - 2009 ;
- Procès-verbaux des réunions des Assemblées Générales Ordinaires et des Conseils d'Administration depuis 2007 ;
- Rapports des commissaires aux comptes pour les exercices 2007 à 2009 en normes IFRS ;
- Rapports des commissaires aux comptes pour les comptes semestriels au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010 en normes IFRS ;
- Rapports spéciaux des commissaires aux comptes relatifs aux conventions réglementées des exercices clos au 31 décembre 2007, 2008 et 2009 ;
- Et, différents commentaires, analyses et statistiques recueillis par nos soins auprès de la Direction de BMCE Bank.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières – CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public au siège de BMCE Bank, au 140, Avenue Hassan II-20000 Casablanca et sur son site (www.bmcebank.ma). Tél : (0522) 49 80 03 ;
- Tenue à la disposition du public au siège de BMCE Capital Conseil, au 30, Boulevard Moulay Youssef - 20000 Casablanca. Tél. : (0522) 42 91 00 ;
- Disponible sur le site internet du CDVM (www.cdvm.gov.ma);
- Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca et sur son site internet www.casablanca-bourse.com.

PARTIE I :

ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de BMCE Bank ainsi que les droits rattachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omissions pouvant en altérer la portée.

Othman BENJELLOUN

Président du Conseil d'Administration, BMCE Bank

Adresse : 140, Avenue Hassan II- 20000 Casablanca

Tél : (0522) 49 80 04

Fax : (0522) 26 49 65

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Identité des commissaires aux comptes

Dénomination ou raison sociale :	Ernst & Young
Représenté par :	Bachir TAZI
Fonction :	Associé
Adresse :	37, Bd Abdellatif Ben Kaddour - 20 050 Casablanca
Téléphone :	05 22 95 79 00
Télécopie :	05 22 39 02 26
E mail :	bachir.tazi@ma.ey.com
Date du premier exercice soumis au contrôle	2002
Date d'expiration du mandat	AGO appelée à statuer sur l'exercice 2010

Dénomination ou raison sociale :	Fidaroc Grant Thornton
Représenté par :	Faïçal MEKOUAR
Fonction :	Associé Gérant
Adresse :	47, rue Allal Ben Abdallah - 20 000 Casablanca
Téléphone :	05 22 54 48 00
Télécopie :	05 22 54 23 21
E mail :	f.mekouar@fidarocgt.ma
Date du premier exercice soumis au contrôle	2008
Date d'expiration du mandat	AGO appelée à statuer sur l'exercice 2010

Dénomination ou raison sociale :	KPMG
Représenté par :	Jamal Saâd EL IDRISSI
Fonction :	Associé
Adresse :	11, Avenue Bir Kacem- Souissi - Rabat
Téléphone :	05 37 63 37 02 à 06
Télécopie :	05 37 63 37 11
E mail :	jsaadelidrissi@kpmg.com
Date du premier exercice soumis au contrôle	2003
Date d'expiration du mandat	AGO appelée à statuer sur l'exercice 2007

Attestation de concordance des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'augmentation de capital de BMCE BANK réservée à la BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL, Holding du Groupe CM-CIC: comptes consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2009, au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées en normes IFRS contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés en normes IFRS.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières consolidées en normes IFRS, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés en normes IFRS de BMCE Bank au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008 tels que audités par nos soins et par les soins des co-commissaires aux comptes ERNST & YOUNG et KPMG pour l'exercice 2007.

Ernst & Young
Bachir TAZI

Fidaroc Grant Thornton
Faïçal MEKOUAR

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés : exercice du 1er janvier au 31 décembre 2009

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank), comprenant le bilan au 31 décembre 2009, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des

procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

BMCE BANK a reçu le 12 janvier 2010 un avis de vérification fiscale de l'Impôts sur les Sociétés (IS), l'Impôt sur le Revenu (IR) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au titre des exercices 2006, 2007 et 2008. En l'état actuel de la procédure, nous ne sommes pas en mesure d'estimer les impacts éventuels de ce contrôle sur le résultat et les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2009.

A notre avis, sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe BMCE Bank au 31 décembre 2009, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 17 mai 2010

Fidaroc Grant Thornton
Faïçal MEKOUAR

Ernst & Young
Bachir TAZI

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés : exercice du 1er janvier au 31 décembre 2008

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE Bank), comprenant le bilan au 31 décembre 2008, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE Bank) au 31 décembre 2008, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 20 avril 2009

Ernst & Young
Bachir TAZI

Fidaroc Grant Thornton
Faïçal MEKOUAR

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIF AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé du Groupe Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur (BMCE Bank) arrêté au 31 décembre 2007, ainsi que du compte de produits et charges consolidé, du tableau de flux de trésorerie consolidé et de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à la même date, présentés ci-joint. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de BMCE Bank. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés mentionnés au premier paragraphe ci-dessus de BMCE Bank pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 30 mai 2008

Ernst & Young
Bachir TAZI

KPMG
Jamal Saâd EL IDRISSE

Attestation de concordance des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières semestrielles contenues dans la note d'information relative à l'augmentation de capital de BMCE BANK réservée à la BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL, Holding du Groupe CM-CIC: comptes consolidés en normes IFRS au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées semestrielles en normes IFRS contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés semestriels en normes IFRS.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières consolidées semestrielles en normes IFRS, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés en normes IFRS de BMCE Bank au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010 objets de la revue limitée.

Ernst & Young
Bachir TAZI

Fidaroc Grant Thornton
Faiçal MEKOUAR

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2010

Nous avons procédé à un examen limité de "la situation intermédiaire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2010. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 12.424.709, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 901.413.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE Bank a reçu le 12 janvier 2010 un avis de vérification fiscale de l'Impôt sur les Sociétés (IS), l'Impôt sur le Revenu (IR) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (IV A) au titre des exercices 2006, 2007 et 2008. En l'état actuel de la procédure, nous ne sommes pas en mesure d'estimer les impacts éventuels de ce contrôle sur le résultat et les capitaux propres du Groupe au 30 juin 2010.

Sur la base de notre examen limité, et sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank arrêtés au 30 juin 2010, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 23 septembre 2010

Ernst & Young
Bachir TAZI

Fidaroc Grant Thornton
Faïçal MEKOUAR

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2009

Nous avons procédé à un examen limité de "la situation intermédiaire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank) comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2009. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 9.964.078, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 773.168.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank arrêtés au 30 juin 2009, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 26 septembre 2009

Ernst & Young
Bachir TAZI

Fidaroc Grant Thornton
Faïçal MEKOUAR

L'ORGANISME CONSEIL

Identité du conseiller financier

Dénomination ou raison sociale :	BMCE Capital Conseil
Représentant légal :	Mehdi Jalil DRAFATE
Fonction :	Président du directoire
Adresse :	30, Boulevard Moulay Youssef - 20000 Casablanca
Téléphone :	05 22 42 91 00
Télécopie :	05 22 43 00 21
E mail :	mj.drafat@bmcek.co.ma

Attestation

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de BMCE BANK à travers :

- Les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension recueillis auprès de la Direction Générale de BMCE Bank ;
- L'analyse des comptes agrégés (2007-2009) et en normes IFRS (2007-2009), le rapport d'activité de l'exercice 2007, les rapports de gestion 2008 et 2009 ainsi que la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires de BMCE Bank ;
- Les principales caractéristiques du métier des établissements bancaires.

BMCE Capital Conseil est une filiale à 100% du groupe BMCE Bank. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

La préparation de cette note d'information a été effectuée conformément aux règles et usages internes en vigueur au sein de la société.

Mehdi Jalil DRAFATE
Président du Directoire

III. LE CONSEIL JURIDIQUE

Identité du conseiller financier

Dénomination ou raison sociale :	Cabinet kettani
Représentant légal :	Maître Nadia KETTANI
Fonction :	Avocat
Adresse :	8, Rue Lhacen El Basri, 20 000 - Casablanca
Téléphone :	05 22 43 89 00
Télécopie :	05 22 20 59 25
E mail :	k.nadia@kettanilawfirm.com

Attestation

L'opération d'augmentation de capital, objet de la présente note d'information, est conforme aux stipulations statutaires de BMCE Bank et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

Cette attestation est délivrée pour servir et faire valoir ce que de droit.

Nadia KETTANI
Avocat

IV. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

Pour toutes informations et communication financière, prière de contacter :

Monsieur Brahim BENJELLOUN TOUIMI
Administrateur Directeur Général Délégué
Téléphone: 05 22 49 80 11 / 12
Fax: 05 22 26 49 65
E-mail : bbenjelloun@bmcebank.co.ma

V. AGENCES DE NOTATION

AGENCE : MOODY'S INVESTORS SERVICE

Adresse : Kanika Business Centre, 319, 28th October Avenue, PO Box 53205
CY3301, Limassol, Cyprus
Téléphone: +357 2558 6586
Fax : +357 2558 6677
E-mail : stathis.kyriakides@moodys.com

AGENCE : STANDARD & POOR'S

Adresse : 21-25, rue Balzac, 75406 Paris Cedex 08
Téléphone: +33 1 44 20 66 86
Fax : +33 1 44 20 66 97
E-mail : anouar_hassoune@standardandpoors.com

AGENCE : CAPITAL INTELLIGENCE

Adresse : Oasis Complex, Block E, Gladstone Street, P.O. Box 53585,
CY 3303 Limassol, Cyprus
Téléphone : +357 25 342300
Fax : +357 25 817750
E-mail : capital@ciratings.com

PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION

I. CADRE REGLEMENTAIRE DE L'OPERATION

L'Assemblée Générale Extraordinaire de BMCE BANK, réunie en date du 8 septembre 2010, a décidé d'augmenter le capital social actuel de MAD 1 587,5 millions d'une somme de MAD 107 120 000 pour le porter à MAD 1 694 633 900 par l'émission de 10 712 000 actions nouvelles de MAD 10 de valeur nominale chacune et d'émettre les 10 712 000 actions nouvelles au prix unitaire de MAD 235 comportant une prime d'émission de MAD 225 par action, représentant une prime d'émission totale de MAD 2 410 200 000. L'augmentation de capital et la prime d'émission représentent un total de MAD 2 517 320 000. Les 10 712 000 actions nouvelles seront libérées en numéraire par versement en espèces, en totalité lors de la souscription.

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des autres actionnaires et de réserver la souscription de l'intégralité des actions représentatives de l'augmentation du capital à la BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL.

Les actions à souscrire devront être libérées en totalité en numéraire à la souscription, prime d'émission comprise.

Conformément aux dispositions de l'article 279 de la loi relative aux sociétés anonymes, il est décidé de ne pas tenir compte des actions détenues en propre par BMCE BANK pour la détermination du droit préférentiel de souscription attaché aux autres actions.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de fixer les modalités de l'augmentation de capital comme suit :

- Libération intégrale des actions émises, prime d'émission comprise, en numéraire à la souscription ;
- Jouissance à compter du 1^{er} janvier 2010 ;
- Ouverture de la souscription à compter du 8 septembre 2010 ;
- Clôture de la souscription en temps opportun par le soin du mandataire spécial ;
- Les 10 712 000 actions nouvelles qui seront émises seront entièrement assimilées aux actions déjà existantes et auront les mêmes droits et obligations. Elles seront numérotées de 158 751 390 à 169 463 390.

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère séparément tous pouvoirs au Conseil d'Administration et à Monsieur Othman BENJELLOUN aux effets suivants :

- Recueillir les souscriptions et recevoir les versements des libérations ;
- Clore la souscription en temps opportun ;

- Modifier corrélativement les statuts de la Société, conformément aux dispositions de l'article 186 de la loi 17-95 ;
- En général, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

II. OBJECTIFS DE L'OPERATION

Cette opération a pour objectifs :

- Le renforcement des fonds propres de BMCE Bank, à hauteur de MAD 2,5 milliards, pour accompagner la stratégie de croissance organique et externe du Groupe au Maroc et à l'international et s'aligner aux nouvelles exigences en matière de réglementation bancaire et financière ;
- Et, la consolidation de la participation de l'actionnaire de référence le Groupe CM-CIC, eu égard au partenariat multidimensionnel liant les deux Groupes.

III. PRESENTATION DE LA BFCM ET DU GROUPE CM-CIC

La Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) est une Société Anonyme à Conseil d'Administration. Elle est régie par les dispositions du Code de commerce sur les sociétés anonymes et les lois applicables aux établissements de crédit français, codifiés pour l'essentiel dans le Code monétaire et financier.

Le capital social s'élève à la somme de EUR 1 302 192 250,00 ; il est divisé en 26 043 845 actions de EUR 50,- chacune, toutes de même catégorie.

La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Centre Est Europe détient 94,56% du capital de la BFCM, le solde du capital est principalement détenu par les Caisses Fédérales des fédérations de Normandie, Loire Atlantique et Centre Ouest, Anjou, Midi Atlantique, Laval, Centre, Sud-Est, Ile de France, Savoie Mont Blanc et par les Caisse locales de Crédit Mutuel adhérentes aux trois dernières fédérations précitées ainsi que celles de Centre Est Europe.

L'ensemble « Fédérations - Caisses locales- CFCMCEE » constitue le cœur mutualiste du groupe qui contrôle la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, cette dernière organise son activité autour des pôles suivants:

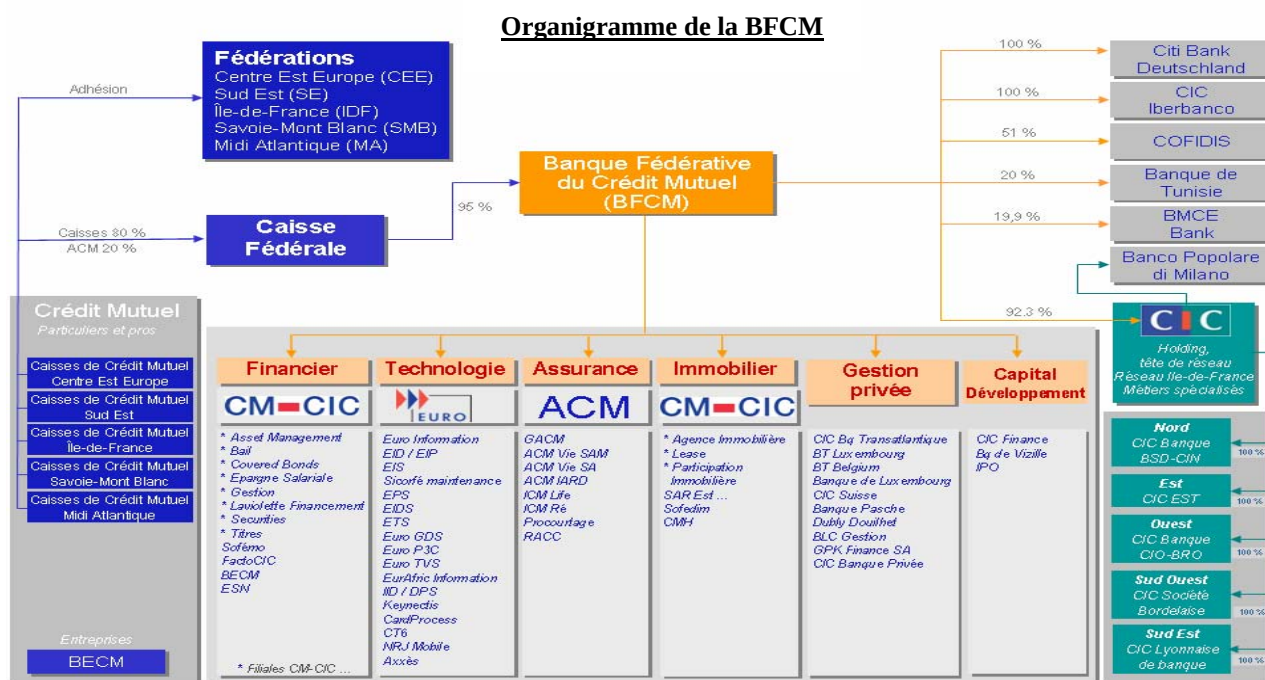
- Intervenante unique du Groupe CMCEE - CIC sur les marchés de capitaux, elle gère la trésorerie des Caisses locales confiée par la CFCMCEE et fournit les refinancements nécessaires. D'autres Groupes de Crédit Mutuel lui confient également leurs opérations de trésorerie. Cette mission s'étend à certaines des filiales du Groupe. La salle des marchés de la BFCM est notamment spécialisée dans les produits de taux, de change et de dérivés sur les marchés de gré à gré. A ce

titre, la BFCM a également la charge de procurer au Groupe les ressources longues qui lui sont nécessaires ;

- Dans le prolongement de ce rôle de centrale financière, la BFCM gère également les équilibres "actifpassif" du Groupe par le suivi et la couverture sur les marchés des risques de taux et de change, tout en garantissant la liquidité des entités du Groupe ;
- La BFCM assure les relations financières avec les grandes entreprises et collectivités. Partenaire des plus grands groupes français, son intervention touche tant les opérations de traitement des flux financiers de ses clients que les activités de crédit, ainsi que le montage d'opérations d'ingénierie financière ;
- Enfin, la BFCM a un rôle de Holding, en regroupant et en développant l'ensemble des participations du Groupe. Les sociétés financières y tiennent une place prépondérante, avec notamment le sous-groupe composé du Crédit Industriel et Commercial (CIC) et de ses banques régionales, la Banque de l'Économie du Commerce et de la Monétique (BECM) et diverses sociétés de crédit-bail et de location.

Les activités d'assurance sont regroupées autour d'un sous-Holding contrôlé par la Banque Fédérative (Groupe des Assurances du Crédit Mutuel), qui détient lui-même principalement les sociétés ACM IARD S.A., ACM Vie S.A., ACM Vie S.A.M, Assurances du Sud S.A., SERENIS Vie, ICM Life, ICM Ré, S.A. Partners Assurances, Procourtage, ACM Services S.A., Euro Protection Services.

Outre ces missions spécifiques, la BFCM exerce en tant que banque, tant en France qu'à l'étranger, les compétences conférées aux banques par le Code monétaire et financier.



Source : Groupe CM-CIC

De son côté, le Groupe CM-CIC se compose :

- Du Crédit Mutuel, banque coopérative et mutualiste à fort ancrage régional et local ;
- Et du CIC, Holding et banque de réseau, fédérant 5 pôles régionaux et des filiales spécialisées dans tous les métiers de l'assurance et de la finance -en France et à l'international.

Le Groupe dispose à fin 2009 d'un réseau de 6 000 agences et de 7 500 DAB/GAB au service de 23,3 millions de clients en Europe et en Afrique du Nord. A cette même date, ses agrégats financiers se présentent comme suit :

En EUR Md	2009
Total dépôts	543,8
Encours crédits	304,2
PNB	13,6
RNPG	1,8
Capitaux propres part du Groupe	29,6
Ratio Tier 1	11,8%

Source : Groupe CM-CIC

Sur le plan opérationnel, le Groupe se positionne en 2009 en tant que :

- 1er bancassureur en assurances-dommages et 4ème en assurances – vie avec 28 millions de contrats gérés au profit de 11 millions d'assurés ;
- 1ère banque des moyennes et grandes associations, gérant 22% du total des budgets associatifs ;
- 2ème banque de l'agriculture à travers une structure nationale spécialisée, des conseillers dédiés et une offre spécifique ;
- 2ème opérateur monétique avec 20,1% de part de marché ;
- 3ème Banque des PME avec un encours de crédit de plus de EUR 69 milliards ;
- 3ème partenaire des créateurs d'entreprise avec 20% de parts de marché en nombre de financements accordés ;
- Acteur important du financement des TPE avec 700 000 clients et 24% du taux de pénétration ;
- Et acteur majeur du financement de l'habitat.

IV. MONTANT DE L'OPERATION

BMCE Bank a décidé de procéder à une augmentation de capital exclusivement réservée à la Banque Fédérative du Crédit Mutuel pour un montant de 2 517 320 000 DH, prime d'émission comprise, par émission de 10 712 000 actions d'un nominal de 10 DH chacune. Le prix d'émission a été fixé à 235 dirhams par action dont 225 DH de prime d'émission.

V. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES A EMETTRE

▪ Émetteur	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
▪ Nature des titres	Actions BMCE Bank toutes de même catégorie
▪ Forme juridique	Les actions seront toutes au porteur. Les actions de BMCE Bank seront entièrement dématérialisées et inscrites en compte chez Maroclear
▪ Capital social avant augmentation	MAD 1 587 513 900
▪ Montant nominal de l'augmentation	MAD 107 120 000
▪ Nombre des actions nouvelles à émettre	10 712 000 d'une valeur nominale de MAD 10 chacune
▪ Date de jouissance	1 ^{er} janvier 2010(*)
▪ Ligne de cotation	Première ligne
▪ Négociabilité des actions	Les actions, objet de la présente opération, seront librement négociables
▪ Cotation des nouveaux titres	Les actions issues de la présente augmentation de capital seront entièrement assimilées aux actions déjà existantes, cotées en première ligne quant à leurs droits et obligations
▪ Prix d'émission	MAD 235 par action, soit une prime d'émission de MAD 225 par action
▪ Libération des actions	Les actions émises seront entièrement libérées et seront libres de tout engagement
▪ Capital social post-opération	MAD 1 694 633 900
▪ Droits préférentiels de souscription	Suppression du droit préférentiel de souscription des autres actionnaires par l'AGE du 8 septembre 2010
▪ Droits attachés	Toutes les actions (anciennes et nouvelles) bénéficieront des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donnera droit à un droit de vote lors de la tenue des assemblées.
▪ Période de souscription	Du 8 septembre 2010 à une date arrêtée à l'initiative du mandataire spécial

(*) Les actions à souscrire par la BFCM bénéficieront des dividendes qui seront distribués en 2011 au titre du résultat réalisé en 2010

VI. ELEMENTS D'APPRECIATION DES TERMES DE L'OFFRE

1. Instances ayant fixé les termes de l'Offre

L'Assemblée Générale Extraordinaire, tenue le 08 septembre 2010, a fixé le prix de souscription des actions, objet de la présente augmentation de capital, à MAD 235 par action, correspondant à une valeur nominale de MAD 10 par action et d'une prime d'émission de MAD 225 par action.

2. Eléments d'appréciation du prix de l'Offre

La méthode retenue pour la détermination du prix de l'émission des actions BMCE Bank, dans le cadre de l'augmentation de capital, objet de la présente note d'information est la méthode des cours moyens pondérés.

Cette méthode consiste en l'évaluation par la moyenne des cours boursiers de BMCE Bank en vigueur à la Bourse de Casablanca, pondérés par les volumes sur une période allant de 1 mois à 12 mois.

L'évaluation de l'action BMCE Bank par la référence à la moyenne des cours de Bourse s'explique par l'existence d'un référentiel objectif représenté par le cours.

Le tableau ci-dessous résume le niveau de décote de l'augmentation de capital déterminé sur la base du dernier cours de bourse de BMCE Bank au 27 août 2010.

Période*	Cours Moyen Pondéré	Décote/Surcote
1 mois	232	+1,3%
3 mois	228	+3,1%
6 mois	245	-4,1%
9 mois	247	-4,9%
12 mois	240	-2,1%

*Glissante, au 27/08/2010

Source : BMCE Capital

Il en ressort ainsi que le cours proposé de MAD 235 avoisine les cours moyens pondérés observés au niveau du marché boursier au cours des 12 derniers mois et sur les différentes périodes d'étude. En effet, la décote maximale est de 4,9% observée par rapport au Cours Moyen Pondéré –CMP- sur 9 mois tandis que la surcote maximale est de 3,1% obtenue comparativement au CMP sur 3 mois.

Les multiples de valorisation de BMCE Bank, calculés sur la base des données financières et comptables relatives à l'exercice 2009 se profilent comme suit :

	2009
Résultat Net Part du Groupe (en millions Dh)	384,8
Fonds Propres Part du Groupe (en millions Dh)	11 244*
Nombre d'actions	158 751 390
Bénéfice par action (en Dh)	2,42

Fonds Propres par action (en Dh)

70,83

Source : BMCE Capital

(*) y compris la dette subordonnée

Sur la base d'un prix par action de MAD 235, le titre BMCE Bank est valorisé à 96,9x ses résultats consolidés 2009 et à 3,3x ses fonds propres consolidés 2009.

Ratios de valorisation	2009
Price Earning (prix d'acquisition/bénéfice par action)	96,9x
Price to Book (prix d'acquisition/fonds propres par action)	3,3x

Source : BMCE Capital

VII. INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Type d'intermédiaires financiers	Nom	Adresse
Conseiller financier	BMCE Capital Conseil	30 boulevard My Youssef-Casablanca
Organisme Centralisateur	BMCE Bank	140, avenue Hassan II-20 000 Casablanca
Organisme chargé de l'enregistrement de l'opération auprès de la Bourse de Casablanca	BMCE Capital Bourse	Tour BMCE, Rond Point Hassan II- Casablanca

VIII. CALENDRIER DE L'OPERATION

Le calendrier de l'opération est détaillé dans le tableau ci-après :

Ordre	Etapes	Au plus tard
1	Ouverture de la période de souscription	8 septembre 2010
2	Réception du dossier complet par la Bourse de Casablanca	27 septembre 2010
3	Emission par la Bourse de Casablanca de l'avis d'approbation sur l'augmentation de capital en numéraire	27 septembre 2010
4	Réception de la Note d'information visée par le CDVM	27 septembre 2010
5	Publication au Bulletin de la cote de l'avis relatif à l'augmentation de capital en numéraire	28 septembre 2010
6	Date de clôture de la souscription à l'opération	5 octobre 2010
7	Réception par la Bourse de Casablanca de la lettre du mandataire spécial devant ratifier l'augmentation de capital en numéraire	5 octobre 2010 (avant 13h)
8	Admission des nouveaux titres et enregistrement de l'augmentation du capital en numéraire	6 octobre 2010
9	Prélèvement de la commission d'admission des nouveaux titres	7 octobre 2010

Le 8 octobre 2010, BMCE Bank procédera à la publication d'un communiqué relatif à l'augmentation de capital dans un journal d'annonces légales.

Cotation en Bourse

Secteur d'activité	: Banques
Libellé	: BMCE Bank
Ticker	: BCE
Code valeur	: 1100
Code ISIN	: MA0000011835
Compartiment	: Premier compartiment
Mode de cotation	: Continu
Ligne de cotation	: 1 ^{ère} ligne
Date de cotation des nouveaux titres	: 6 octobre 2010

IX. IMPACTS DE L'OPERATION SUR L'ACTIONNARIAT DE BMCE BANK ET SES ORGANES DE GOUVERNANCE

1. Impact sur la structure de l'actionnariat

Actionnaires	Avant l'opération			Après l'opération		
	Nombre d'actions détenues	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions détenues	% du capital	% des droits de vote
Bloc de contrôle	56 860 556	35,82%	35,82%	56 860 556	33,55%	33,55%
<i>RMA Watanya*</i>	48 014 576	30,25%	30,25%	48 014 576	28,33%	28,33%
<i>Financecom</i>	7 938 790	5,00%	5,00%	7 938 790	4,68%	4,68%
<i>SFCM</i>	907 190	0,57%	0,57%	907 190	0,54%	0,54%
Participations stables	77 552 656	48,85%	48,85%	88 264 656	52,08%	52,08%
<i>Banque Fédérative du Crédit Mutuel</i>	31 653 802	19,94%	19,94%	42 365 802	25,00%	25,00%
<i>Caisse de Dépôt et de Gestion</i>	14 923 852	9,40%	9,40%	14 923 852	8,81%	8,81%
<i>MAMDA/MCMA</i>	10 451 162	6,58%	6,58%	10 451 162	6,17%	6,17%
<i>Caja Mediterráneo</i>	7 937 570	5,00%	5,00%	7 937 570	4,68%	4,68%
<i>CIMR</i>	7 414 490	4,67%	4,67%	7 414 490	4,38%	4,38%

Banco Espirito Santo / Fundo Pensoes BESCL	4 004 020	2,52%	2,52%	4 004 020	2,36%	2,36%
Société Centrale de Réassurance	770 540	0,49%	0,49%	770 540	0,45%	0,45%
Banco Espirito Santo	397 220	0,25%	0,25%	397 220	0,23%	0,23%
Autres	24 338 178	15,33%	15,33%	24 338 178	14,36%	14,36%
Personnel BMCE	321 028	0,20%	0,20%	321 028	0,19%	0,19%
Flottant	24 017 150	15,13%	15,13%	24 017 150	14,17%	14,17%
TOTAL	158 751 390	100,00%	100,00%	169 463 390	100,00%	100,00%

Source : BMCE Bank

(*) Hors OPCVM dédiés de RMA Watanya

2. Impact sur la composition des organes de gouvernance

Aucun impact.

X. FISCALITE

1. Fiscalité applicable à la BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL dans le cadre des opérations sur titres

- Imposition des profits de cession

Selon l'article 6 du CGI, les plus-values réalisées par les sociétés non résidentes sur les cessions de valeurs mobilières cotées à la bourse des valeurs du Maroc, à l'exclusion de celles résultant de la cession des titres des sociétés à prépondérance immobilière, sont totalement exonérées de l'impôt sur les sociétés.

- Imposition des dividendes

En application des dispositions légales en vigueur, les dividendes distribués par les sociétés ayant leur siège au Maroc et relevant de l'impôt sur les sociétés sont soumis à la retenue à la source au taux de 10% opérée, pour le compte du trésor, par lesdites sociétés.

Cette imposition des dividendes est confirmée par l'article 13 de la convention fiscale de non double imposition liant le Maroc et la France. A cet effet, les dividendes versés à un résident en France par une société domiciliée au Maroc sont imposables au Maroc au taux de 10%.

Toutefois, en application du principe de non double imposition et de l'imputation proportionnelle, la société résidente en France est en mesure d'imputer le montant de l'impôt payé au Maroc sur celui dû en France.

2. Fiscalité d'enregistrement applicable dans le cadre de l'augmentation de capital

Conformément à l'article 133 du Code Général des Impôts relatif à l'année budgétaire 2009, le taux proportionnel d'enregistrement des actes d'augmentations de capital des sociétés est de 1,0%. Ledit taux d'imposition est applicable aux opérations d'augmentation de capital réalisées à compter du 1er janvier 2009, conformément à l'article 7 (VI-17) de la loi de finances n°40-08 relative à l'année budgétaire 2009.

XI. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

Les frais de l'opération à la charge de l'émetteur sont estimés à environ 2% HT du montant de l'opération. Ils comprennent notamment les charges suivantes :

- Les frais légaux ;
- Les honoraires du conseil juridique ;
- Les frais du conseil financier ;
- Les frais de publication ;
- Les frais d'enregistrement à la Bourse de Casablanca ;
- La commission relative au visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

PARTIE III : PRESENTATION DE BMCE BANK

I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

▪ Dénomination sociale :	Banque Marocaine du Commerce Extérieur, BMCE Bank.
▪ Siège social :	140, avenue Hassan II, Casablanca.
▪ Téléphone :	05 22 49 80 04/15
▪ Télécopie :	05 22 26 49 65
▪ Site Web :	www.bmcebank.co.ma
▪ Forme juridique :	Société Anonyme à Conseil d'Administration.
▪ Date de constitution :	31 août 1959.
▪ Durée de vie :	99 ans.
▪ Numéro d'Inscription au Registre de Commerce :	27 129 Casablanca
▪ Exercice social :	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
▪ Objet social : (Article 3 des statuts)	BMCE Bank a pour objet, dans le cadre du Dahir portant loi du 14 février 2006, relative aux établissements de crédit et assimilés : ➤ d'effectuer toutes opérations de banque, de change, de trésorerie, d'aval, d'acceptation, d'escompte, de réescompte, de découvert en compte courant et toute forme de crédit à court, moyen et long termes ; contracter tous emprunts, tous engagements en toutes monnaies ; acheter, vendre ou céder tous biens mobiliers ou immobiliers ; pratiquer toutes opérations de transit ou de commissions, de commerce de métaux précieux ; ➤ d'effectuer tous placements, souscriptions, achats et ventes en bourse ou autrement, au comptant ou à terme de titres et d'effets de toutes natures ; ➤ de prendre, de détenir et de gérer des participations dans toutes entreprises bancaires financières, immobilières, industrielles et commerciales pour elle-même ou pour le compte de tiers ; ➤ et plus généralement, d'effectuer toutes opérations bancaires, financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social.
▪ Capital social : (31 décembre 2009)	MAD 1 587 513 900 composé de 158 751 390 actions d'une valeur nominale de MAD 10.
▪ Documents juridiques :	Les documents juridiques de la société et notamment les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social de BMCE Bank.
▪ Liste des textes législatifs applicables :	De par sa forme juridique, BMCE Bank est régie par le droit marocain et la loi N° 17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 ;

De par son activité, BMCE Bank est régie par le Dahir N° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi N° 34-03 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et organismes assimilés (loi bancaire) ;

De par la cotation de ses actions sur la Bourse de Casablanca, BMCE Bank est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment :

- Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01 et 45-06 ;
- Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 et par l'arrêté n°1268-08 du 7 juillet 2008 ;
- Dahir portant loi n°1-93-212 du 4 rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par les lois n°23-01, 36-05 et 44-06 ;
- Règlement Général du CDVM tel qu'approuvé par l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°822 08 du 14 avril 2008 ;
- Dahir n°1-95-3 du 24 chaâbane 1415 (26 janvier 1995) portant promulgation de la loi n°35-94 et de l'arrêté du ministère des finances et des investissements extérieurs n°2560-95 du 09 octobre 1995 relatif aux titres de créances négociables ;
- Dahir portant loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, modifié et complété par la loi N° 43-02 ;
- Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ;
- Dahir N° 1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la Loi N° 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier et modifié par la loi n° 46-06.

▪ Régime fiscal :	BMCE Bank est soumise, en tant qu'établissement de crédit, à l'impôt sur les sociétés (37%) et à la TVA (10%).
▪ Tribunal compétent en cas de litige :	Tribunal de Commerce de Casablanca.

II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'ÉMETTEUR

1. Renseignements à caractère général

A la veille de la présente opération, BMCE Bank est doté d'un capital social de MAD 1 587 513 900, composé de 158 751 390 titres d'une valeur nominale de MAD 10, entièrement libéré.

Il convient de rappeler, qu'en date du 22 septembre 2008, BMCE Bank avait procédé au split de son action, ramenant sa valeur nominale à MAD 10 contre MAD 100 précédemment et ce, conformément aux dispositions de la loi 20-05 modifiant et complétant la loi n°17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes.

2. Historique du capital

Date	Nature de l'opération	Capital avant opération (en MAD)	Nombre d'actions émises ¹	Montant de l'augmentation (en MAD)	Capital après opération (en MAD)
1990	Souscription en numéraire	380 000 000	1 200 000	120 000 000	500 000 000
1991	Attribution d'actions gratuites	500 000 000	750 000	75 000 000	575 000 000
1991	Souscription en numéraire	575 000 000	1 750 000	175 000 000	750 000 000
1992	Attribution d'actions gratuites	750 000 000	750 000	75 000 000	825 000 000
1992	Souscription en numéraire	825 000 000	1 750 000	175 000 000	1 000 000 000
1996	Attribution d'actions gratuites	1 000 000 000	2 857 142	285 714 200	1 285 714 200
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	1 285 714 200	1 369 394	136 939 400	1 422 653 600
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	1 422 653 600	205 409	20 540 900	1 443 194 500
2000	Attribution d'actions gratuites	1 443 194 500	1 443 194	144 319 400	1 587 513 900
2008	Split de l'action	1 587 513 900	158 751 390 ²	-	1 587 513 900

Source : BMCE Bank

L'attribution d'actions gratuites par incorporation de réserves, ayant porté le capital social à MAD 1 587 513 900, a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 13 juin 2000.

BMCE Bank a établi depuis novembre 2002 un programme de rachat par la Banque de ses propres actions, en vue de régulariser le marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 281 de la loi N° 17-95 relative aux sociétés anonymes.

Le Conseil d'Administration de BMCE Bank a reconduit ce programme quatre fois ; le dernier en date a été proposé et approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 20 novembre 2008.

¹ À une valeur nominale de MAD 100

² Création de 158 751 390 actions au nominal de MAD 10, en remplacement des 15 875 139 actions anciennes de MAD 100 chacune de valeur nominale

Ce programme de rachat d'actions portait sur un volume de 15 000 000 actions, soit 9,45% du capital social de BMCE Bank, à un prix maximum d'achat et de vente de MAD 350 et un prix minimum d'achat et de vente de MAD 220 par action. La durée du programme était fixée à 18 mois, du 1^{er} décembre 2008 au 31 mai 2010.

Toutefois, il convient de signaler que BMCE Bank a procédé, en date du 22 mars 2010, à la cession au profit de la CAISSE DE DEPOTS ET DE GESTION de 8% du capital à un cours unitaire de MAD 267, soit un montant total de MAD 3,4 Md. Cette transaction a permis, ainsi, d'annuler le solde du programme de rachat.

3. Pactes d'actionnaires

Néant.

4. Evolution de la structure d'actionnariat

Dans le cadre de la consolidation de son actionnariat et de sa stratégie de s'ériger en Banque des Réseaux d'alliances internationales, BMCE Bank a conclu, en 2004, un accord de partenariat avec le Crédit Industriel et Commercial - CIC, filiale du Groupe Crédit Mutuel – France avec une prise de participation de 10% du capital de BMCE Bank.

S'appuyant sur une convergence des orientations stratégiques des deux banques, le partenariat conclu sert les ambitions de développement régional de BMCE Bank et du CIC. Il devrait également dynamiser leur positionnement sur le continent africain, en particulier au Maghreb, en leur permettant de saisir les opportunités offertes par l'ouverture croissante des marchés algérien, tunisien, libyen et mauritanien sur de nouvelles zones de libre-échange.

Par ailleurs, *Morgan Stanley Investment Management* - MSIM -, a acquis sur le marché boursier 3%³ du Capital de BMCE Bank en septembre 2004. *Morgan Stanley Investment Management* est la division de gestion d'actifs de Morgan Stanley & Co, firme multinationale au service d'une clientèle mondiale institutionnelle tels que les gouvernements et sociétés, les caisses de retraite et fonds de pension, les fondations ainsi que la clientèle patrimoniale.

En 2005, et au vu du succès de l'Offre Publique de Vente -OPV- réalisée en février 2003, et dans le cadre de sa politique d'encouragement de l'actionnariat des salariés et de renforcement de l'appartenance des membres du personnel au Groupe BMCE, BMCE Bank, a mis en place un nouveau Programme de Participation de Capital⁴. Ce dernier portait sur 628 841 actions BMCE, représentant 3,96% du capital. Au 28 mai 2007, les salariés de la Banque ont eu la possibilité de céder un tiers de leurs participations au cours de MAD 2 750 (avant split de l'action).

En date du 19 avril 2007, la *Caja De Ahorros Del Mediterráneo* -CAM- rejoint le tour de table de BMCE Bank à hauteur de 5%. Cette nouvelle alliance constitue un véritable partenariat industriel (i) dans le domaine de l'immobilier au Maroc, (ii) en faveur des Marocains Résidant en Espagne (iii) dans les métiers de Banque d'Affaires et de l'International, (iv) dans le domaine de la coopération technique et (v) en matière sociétale.

³ Cette participation a entièrement été cédée en mai 2007

⁴ Visé par le CDVM le 10 mai 2005 sous la référence VI/EM/007/2005

Le 26 mars 2008, BMCE Bank a cédé 5% de parts supplémentaires de son capital au profit du Groupe français Crédit Mutuel au prix unitaire de MAD 3 000 (avant split de l'action). Cette nouvelle acquisition porte ainsi la participation du CIC dans le capital BMCE Bank à la limite de 15%.

Par ailleurs, dans le cadre d'un reclassement de ses actifs et participations, CIC a opéré en date du 30 décembre 2008 un transfert de l'intégralité de sa participation dans BMCE Bank au profit de son actionnaire majoritaire, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel -BFCM-.

Le 5 février 2009, le Groupe CIC a procédé à l'acquisition à travers la BFCM de 4,9% de parts supplémentaires de capital de BMCE Bank, soit au total plus de 7,7 millions d'actions au prix unitaire de MAD 290 dirhams (après split de l'action). Ainsi, sa participation dans le capital de BMCE est passée de 15,05% à 19,9%. Par ailleurs, cette opération représente un investissement global de MAD 2,26 milliards.

Le 22 mars 2010, BMCE Bank a cédé au profit de la Caisse de Dépôts et de Gestion 8% de son capital pour un montant de MAD 3,4 Milliards.

5. Structure de l'actionariat

Le capital de BMCE Bank demeure inchangé depuis 2000 et s'établit à MAD 1 587 513 900 composé de 15 875 139 actions d'une valeur nominale de MAD 100. En septembre 2008, la Banque a procédé à la réduction de la valeur nominale de ses actions en conformité avec la loi n°20-05 modifiant et complétant la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes.

Au 30 juin 2010, l'actionariat de BMCE Bank se présente comme suit :

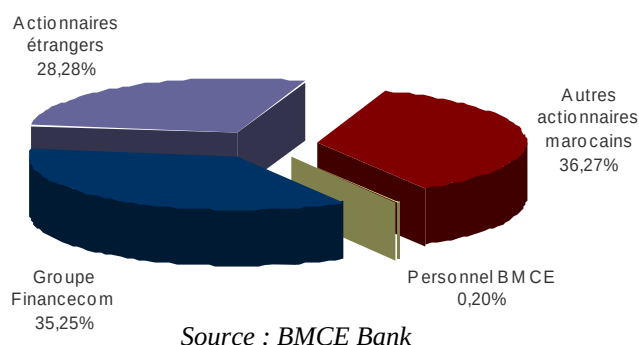
Actionnaires	Nombre d'actions détenues	% du capital	% des droits de vote
Bloc de contrôle	56 860 556	35,82%	35,82%
<i>RMA Watanya*</i>	48 014 576	30,25%	30,25%
<i>Financecom</i>	7 938 790	5,00%	5,00%
<i>SFCM</i>	907 190	0,57%	0,57%
Participations stables	77 552 656	48,85%	48,85%
<i>Banque Fédérative du Crédit Mutuel</i>	31 653 802	19,94%	19,94%
<i>Caisse de Dépôt et de Gestion</i>	14 923 852	9,40%	9,40%
<i>MAMDA/MCMA</i>	10 451 162	6,58%	6,58%
<i>Caja Mediterráneo</i>	7 937 570	5,00%	5,00%
<i>CIMR</i>	7 414 490	4,67%	4,67%
<i>Banco Espirito Santo / Fundo Pensoes BESCL</i>	4 004 020	2,52%	2,52%
<i>Société Centrale de Réassurance</i>	770 540	0,49%	0,49%
<i>Banco Espirito Santo</i>	397 220	0,25%	0,25%
Autres	24 338 178	15,33%	15,33%

Personnel BMCE	321 028	0,20%	0,20%
Flottant	24 017 150	15,13%	15,13%
TOTAL	158 751 390	100,00%	100,00%

Source : BMCE Bank

(*) Hors OPCVM dédiés de RMA Watanya

Structure de l'actionnariat au 30 juin 2010



Source : BMCE Bank

6. Renseignements relatifs aux principaux actionnaires

FinanceCom

Activité	Holding de participations
Chiffre d'affaires au 31/12/2009 – M MAD	90,5
Résultat net au 31/12/2009 – M MAD	164,8
Total Bilan au 31/12/2009 – M MAD	8 770

Source : BMCE Bank

RMA Watanya

Activité	Assurances
Actionnariat à fin 2009	FinanceCom : 65% Groupe Assurances du Crédit Mutuel : 20 % Divers : 15%
Chiffre d'affaires au 31/12/2009 – M MAD	4 206
Résultat net au 31/12/2009 – M MAD	1 016
Total Bilan au 31/12/2009 – M MAD	31 373

Source : RMA WATANYA

BFCM

Activité	Banque
Activité	Banque
Principaux actionnaires au 31/12/2009	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Centre Est Europe : 94,56% Divers : 5,44%%
PNB au 31/12/2009 – M EUR	7 908
RNPG au 31/12/2009 – M EUR	808

Source : BFCM

Caja de Ahorros del Mediterraneo

Activité	Banque
Actionnariat *	-
Produit Net Bancaire au 31/12/2009 – M EUR	2 107,7
RNPG au 31/12/2009 – M EUR	203,4
Total Bilan au 31/12/2009 – M EUR	75 531,1

Source : CAM

MAMDA/MCMA

Activité	Assurance
Actionnariat	ND
Primes brutes au 31/12/2009 – M MAD	1 082,3

Source : MAMDA/MCMA

III. MARCHE DES TITRES BMCE BANK

1. Caractéristiques des actions BMCE Bank

La valeur BMCE Bank est cotée à la Bourse de Casablanca sous le code de cotation 11 835. A fin mars 2010, le flottant du titre BMCE Bank est de 15,13% du capital, représentant 24 017 150 actions. La performance boursière réalisée par l'action BMCE Bank à partir du 2 janvier 2009 jusqu'au 31 mars 2010 ressort à -8,06%.

Au titre de l'exercice 2009, BMCE Bank a procédé à la distribution d'un dividende unitaire de MAD 3, fixant le rendement de dividende à 1,3% sur la base du cours de MAD 225,10 en date du 29 juillet 2010.

2. Caractéristiques des GDRs émis en 1996

Au cours de l'exercice 1996, BMCE Bank avait procédé à une augmentation de capital à travers l'émission de USD 60 millions d'actions GDRs⁵ (*Global Depositary Receipts*) cotées à la Bourse de Londres. L'objectif de cette opération visait en premier lieu une internationalisation plus grande du capital de BMCE Bank, lui conférant une assise plus importante comparativement à d'autres banques des marchés émergents.

Type de GDR	REG S (*)
Ticker	BMED
Nombre de titres à fin juillet 2010	1 409 370 ⁶
Encours à fin juillet 2010	\$ 12 782 985,9

Type de GDR	144 A (**)
Ticker	BQMCY
Nombre de titres à fin juillet 2010	180
Encours à fin juillet 2010	\$ 1 632,6

Source : BMCE Bank

(*) Reg S : GDRs qui peuvent être détenus par des porteurs (personnes physiques ou morales) à l'extérieur des Etats-Unis.

(**) 144 A : GDRs qui sont uniquement réservés aux investisseurs qualifiés aux Etats-Unis, connus sous « QIBs » - Qualified Institutional Buyers. Les QIBs sont des institutions qui détiennent pour leur propre compte au moins USD 100 millions de titres. Les QIBs ne peuvent pas être des personnes physiques.

⁵ Certificats nominatifs, libellés dans une devise internationale, généralement le dollar, émis par une banque dépositaire (le plus souvent par une banque britannique ou luxembourgeoise) en contrepartie de titres étrangers déposés auprès d'une banque gardienne locale dans le pays de la société émettrice.

⁶ Après split de l'action BMCE Bank

3. Programme d'émission de certificats de dépôt émis à partir du 16 avril 2001

En 2001, BMCE Bank a lancé un programme d'émission de certificats de dépôts dont le plafond s'élève à MAD 5 000 000 000. Les émissions opérées en mai 2001 ont été entièrement remboursées.

En Août 2008, BMCE Bank a procédé à l'extension de son plafond d'émission, après validation du CDVM en date du 1^{er} août 2008, le portant à MAD 10 000 000 000 (Dix Milliards de Dirhams).

Caractéristiques du programme :

➤ Nature	Certificats de dépôt
➤ Montant de l'ancien Programme	MAD 5 000 000 000
➤ Montant du nouveau Programme	MAD 10 000 000 000
➤ Montant de l'encours à fin juillet 2010	MAD 5 839 800 000
➤ Valeur nominale des titres ⁽⁷⁾	MAD 100 000
➤ Nombre de titres restant à fin juillet 2010	41 602 bons

Caractéristiques des certificats de dépôt émis en mai 2001

Nombre de titre émis ⁸	Jouissance	Maturité	Taux
200 certificats de dépôt	02/05/2001 au 02/05/2002	1 an	5,25%
200 certificats de dépôt	10/05/2001 au 08/11/2001	6 mois	5,00%
200 certificats de dépôt	10/05/2001 au 09/05/2002	1 an	5,25%

Source : BMCE Bank

Caractéristiques des certificats de dépôt émis depuis 2008

Nombre de titre émis ⁹	Jouissance	Maturité	Nature du Taux	Taux
12 400 certificats de dépôt	19/03/2008 au 19/03/2010	2 ans	Fixe	4,20%
2 258 certificats de dépôt	25/04/2008 au 25/04/2010	2 ans	Fixe	4,20%
4 000 certificats de dépôt	23/05/2008 au 23/05/2010	2 ans	Fixe	4,20%
2 000 certificats de dépôt	10/09/2008 au 09/09/2009	52 semd.	Fixe	4,10%
750 certificats de dépôt	29/09/2008 au 29/09/2010	2 ans	Fixe	4,20%
4 060 certificats de dépôt	12/11/2008 au 11/11/2009	52 sem.	Fixe	4,40%
1 750 certificats de dépôt	03/02/2009 au 03/02/2011	2 ans	Fixe	4,50%
12 000 certificats de dépôt	06/07/2009 au 04/01/2010	26 sem.	Fixe	3,65%
2 000 certificats de dépôt	08/09/2009 au 08/09/2011	2 ans	Fixe	3,75%
570 certificats de dépôt	09/09/2009 au 09/09/2011	2 ans	Fixe	3,75%

⁷ Modificatif de la circulaire n°2/G/96 du 30 janvier 1996

⁸ D'une valeur nominale de MAD 250 000

⁹ D'une valeur nominale de MAD 100 000

6 000 certificats de dépôt	27/10/2009 au 26/01/2010	13 sem.	Fixe	3.55%
4 500 certificats de dépôt	27/10/2009 au 27/04/2010	26 sem	Fixe	3.60%
1 800 certificats de dépôt	05/11/2009 au 05/11/2010	2 ans.	variable	3.60% indicatif
7 500 certificats de dépôt	04/01/2010 au 09/04/2010	13sem 5 jrs	Fixe	3.70%
1 000 certificats de dépôt	04/01/2010 au 05/07/2010	26 sem	Fixe	3.70%
21 130 certificats de dépôt	04/01/2010 au 14/04/2010	13sem 10 jrs	Fixe	3.70%
6 000 certificats de dépôt	12/01/2010 au 21/04/2010	13sem 8jrs	Fixe	3,70%
2 500 certificats de dépôt	19/03/2010 au 17/12/2010	9 mois	Fixe	3.95%
1 500 certificats de dépôt	19/03/2010 au 20/12/2010	9 mois	Fixe	3,95%
2 000 certificats de dépôt	19/03/2010 au 19/01/2011	10 mois	Fixe	4,00%
1 500 certificats de dépôt	19/03/2010 au 21/01/2011	10 mois	Fixe	4,00%
6 440 certificats de dépôt	19/03/2010 au 20/09/2010	6 mois	Fixe	3,90%
2 300 certificats de dépôt	08/04/2010 au 28/12/2012	2.7 ans	Fixe	4,35%
5 000 certificats de dépôt	12/04/2010 au 28/12/2012	2.7 ans	Fixe	4,35%
10 000 certificats de dépôt	13/04/2010 au 13/04/2011	1 an	Fixe	4,05%
5 500 certificats de dépôt	15/04/2010 au 15/10/2010	6 mois	Fixe	3,85%
3 070 certificats de dépôt	15/04/2010 au 15/07/2010	3 mois	Fixe	3,75%
2 600 certificats de dépôt	27/04/2010 au 27/10/2010	6 mois	Fixe	3,85%
2 500 certificats de dépôt	29/04/2010 au 29/10/2010	6 mois	Fixe	3,85%
900 certificats de dépôt	28/05/2010 au 30/08/2010	3 mois	Fixe	3,75%
9 538 certificats de dépôt	28/05/2010 au 29/11/2010	6 mois	Fixe	3,85%

Source : BMCE Bank

4. Emission de deux emprunts obligataires subordonnés en novembre 2005

En novembre 2005, BMCE Bank a procédé à l'émission de deux emprunts obligataires subordonnés (Emprunt A coté et Emprunt B non coté) pour un montant global plafonné à MAD 500 millions. Cette émission avait pour objectif principal d'augmenter les fonds propres de BMCE Bank en vue d'accompagner le développement de son réseau à l'international et d'accroître sa capacité à distribuer des crédits à la clientèle. Les fonds correspondant à ladite émission de titres subordonnés en capital ont été classés parmi les fonds propres complémentaires de l'établissement.

Caractéristiques de l'Emprunt A (coté)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de Titres	2 750
➤ Taux d'intérêt du 05/12/2005 au 05/12/2006	3,76%
➤ Date de la première révision	05/12/2006
➤ Taux d'intérêt du 05/12/2006 au 05/12/2007	3,42%
➤ Taux d'intérêt du 05/12/2007 au 05/12/2008	4,18%
➤ Taux d'intérêt du 05/12/2008 au 05/12/2009	4,55%

➤ Maturité	5 ans
➤ Date de remboursement	5 décembre 2010
➤ Encours	MAD 275 000 000
➤ Coupon 2009	MAD 12 686 284.72

Source : BMCE Capital

Caractéristiques de l’Emprunt B (non coté)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de Titres	2 250
➤ Taux d’intérêt du 05/12/2005 au 05/12/2006	3,76%
➤ Date de la première révision	05/12/2006
➤ Taux d’intérêt du 05/12/2006 au 05/12/2007	3,42%
➤ Taux d’intérêt du 05/12/2007 au 05/12/2008	4,18%
➤ Taux d’intérêt du 05/12/2008 au 05/12/2009	4,55%
➤ Taux d’intérêt du 05/12/2009 au 05/12/2010	4.10%
➤ Maturité	5 ans
➤ Date de remboursement	5 décembre 2010
➤ Encours	MAD 225 000 000

Source : BMCE Capital

5. Emission d’un emprunt obligataire subordonné en février 2008

En Février 2008, BMCE Bank a procédé à l’émission d’un emprunt obligataire subordonné (Tranche A cotée et Tranche B non cotée) pour un montant global plafonné à MAD 1 milliard. Au même titre que l’émission de novembre 2005, cette opération a pour objectif principal de renforcer les fonds propres de BMCE Bank en vue d’accompagner le développement de son réseau à l’international et d’accroître sa capacité à distribuer des crédits à la clientèle. Les fonds correspondant à ladite émission de titres subordonnés en capital ont été classés parmi les fonds propres complémentaires de l’établissement.

Caractéristiques de la tranche A (cotée)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de Titres	2 850
➤ Taux d’intérêt du 26/02/2008 au 26/02/2009	4,33%
➤ Taux d’intérêt du 26/02/2009 au 26/02/2010	4,50%
➤ Remboursement	In fine, avec possibilité de remboursement
➤ Date de la première révision	26 février 2009
➤ Maturité	10 ans
➤ Date de remboursement	26 février 2018
➤ Encours	MAD 285 000 000
➤ Coupon 2009	13 003 125 MAD

Source : BMCE Capital

Caractéristiques de la tranche B (non cotée)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de Titres	7 150
➤ Taux d'intérêt du 26/02/2008 au 26/02/2009	4,33%
➤ Taux d'intérêt du 26/02/2009 au 26/02/2010	4,50%
➤ Remboursement	In fine, avec possibilité de remboursement anticipé à partir de la cinquième année après accord de Bank Al Maghrib
➤ Date de la première révision	26 février 2009
➤ Maturité	10 ans
➤ Date de remboursement	26 février 2018
➤ Encours	MAD 715 000 000
➤ Coupon 2009	MAD 32 621 875

Source : BMCE Capital

6. Emission d'un emprunt obligataire subordonné perpétuel octobre 2008

En octobre 2008, BMCE Bank a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire perpétuel subordonné pour un montant global de MAD 1 milliard. Cet emprunt est destiné à favoriser le renforcement des fonds propres de la Banque dans le cadre de la réglementation bancaire et financière ainsi que dans l'objectif de financer les opérations fondamentales à l'exercice de son activité.

Caractéristiques de la Tranche A (Obligations à taux fixe, cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	1 000 obligations subordonnées
➤ Taux d'intérêt du 15/10/2008 au 15/10/2018	5,95%
➤ Taux d'intérêt au-delà du 15/10/2018	6,95%
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Encours	MAD 100 000 000
➤ Coupon 2009	MAD 5 950 000

Source : BMCE Capital

Tranche B (Obligations à taux révisable, cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	500 obligations subordonnées

➤ Taux	Révisable annuellement, déterminé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire, tel que publié par Bank Al Maghrib le 13 octobre de chaque année, ou le jour ouvré précédent
➤ Prime de risque	100 pbs
➤ Augmentation de la prime de risque	100 pbs à partir de 11 ^{ème} année de l'emprunt
➤ Taux d'intérêt du 15/10/2008 au 15/10/2009	4,96%
➤ Taux d'intérêt du 15/10/2009 au 15/10/2010	4,31%
➤ Date de la première révision	15 octobre 2009
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Encours	MAD 50 000 000

Source : BMCE Capital

Tranche C (Obligations à taux fixe, non cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	500 obligations subordonnées
➤ Taux d'intérêt du 15/10/2008 au 15/10/2018	5,95%
➤ Taux d'intérêt au-delà du 15/10/2018	6,95%
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Encours	MAD 50 000 000
➤ Coupon 2009	MAD 2 975 000

Source : BMCE Capital

Tranche D (Obligations à taux révisable, non cotées)

✦ Valeur nominale	MAD 100 000
✦ Nombre de titres	7 500 obligations subordonnées
✦ Taux	Révisable annuellement, déterminé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire, tel que publié par Bank Al Maghrib le 13 octobre de chaque année, ou le jour ouvré précédent
✦ Prime de risque	100 pbs
✦ Augmentation de la prime de risque	100 pbs, à partir de la 11 ^{ème} année de l'emprunt
✦ Taux d'intérêt du 15/10/2008 au 15/10/2009	4,96%
✦ Taux d'intérêt du 15/10/2009 au 15/10/2010	4,31%
✦ Date de la première révision	15 octobre 2009
✦ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib.
✦ Encours	MAD 750 000 000

Source : BMCE Capital

7. Emission d'un emprunt obligataire subordonné perpétuel mai 2009

En mai 2009, BMCE Bank a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire perpétuel subordonné pour un montant global de MAD 1 milliard. Au même titre que l'émission d'octobre 2008, cet emprunt est destiné à favoriser le renforcement des fonds propres de la Banque dans le cadre de la réglementation bancaire et financière et à accompagner l'établissement dans ses projets de développement tant au Maroc qu'à l'international.

Caractéristiques de la Tranche A (Obligations à taux fixe, cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	0
➤ Taux d'intérêt du 03/06/2009 au 03/06/2019	5,30%
➤ Taux d'intérêt au-delà du 03/06/2019	6,30%
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Encours	0
➤ Coupon 2009	0

Source : BMCE Capital

Tranche B (Obligations à taux révisable, cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	0
➤ Taux	Révisable annuellement, déterminé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire, soit 3,51% (hors prime de risque)
➤ Prime de risque	100 pbs
➤ Augmentation de la prime de risque	100 pbs à partir de 11 ^{ème} année de l'emprunt
➤ Taux d'intérêt du 03/06/2009 au 03/06/2010	4,51%
➤ Date de la première révision	03 juin 2010
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Encours	0
➤ Coupon 2009	0

Source : BMCE Capital

Tranche C (Obligations à taux fixe, non cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	500
➤ Taux d'intérêt du 03/06/2009 au 03/06/2019	5.30%
➤ Taux d'intérêt au-delà du 03/06/2019	6.30%
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib
➤ Augmentation de la prime de risque	100 pbs à partir de la 11 ^{ème} année
➤ Prime de risque	120 pbs
➤ Encours	MAD 50 000 000
➤ Coupon 2010	MAD 2 650 000

Source : BMCE Capital

Tranche D (Obligations à taux révisable, non cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	9 500
➤ Taux	4.51%
➤ Prime de risque	100 pbs
➤ Augmentation de la prime de risque	100 pbs à partir de la 11 ^{ème} année
➤ Taux d'intérêt du 03/06/2009 au 03/06/2010	4.51%
➤ Date de la première révision	03 juin 2010
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib
➤ Encours	950 000 000
➤ Coupon 2010	MAD 43 440 069,44

Source : BMCE Capital

8. Emission d'un emprunt subordonné perpétuel consenti par la SFI¹⁰ en avril 2008

➤ Montant	EUR 70 000 000
	➤ Jusqu'à l'année 5 : application du taux EURIBOR 6 mois + [1,50 %] par an ; ➤ Entre l'année 5 et l'année 10 : la marge d'intérêt à distribuer sera la plus élevée (i) de la marge précédemment distribuée et (ii) de la moyenne pondérée des marges d'intérêt sur le LIBOR, EURIBOR ou des taux du Trésor Marocain au titre de l'ensemble du capital complémentaires de premier niveau non remboursé par l'Emprunteur ;
➤ Taux	A compter de l'année 11 : augmentation de la marge distribuée à hauteur de 50 % de la marge distribuée entre l'année 5 et 10 ; ➤ Taux fixe ou variable applicable pendant les cinq premières années; au delà, application du taux variable; ➤ Taux d'intérêt : 5,86% y compris prime de risque.
➤ Durée	Perpétuelle
➤ Coupon 2010	KMAD 23 131

Source : BMCE Capital

9. Emission d'un emprunt subordonné consenti par PROPARCO¹¹ en mai 2008

➤ Montant	EUR 50 000 000
➤ Taux	5,90% y compris prime de risque
➤ Durée	10 ans
➤ Coupon 2010	KMAD 16 819

Source : BMCE Capital

¹⁰ La Société Financière Internationale est l'institution du Groupe de la Banque Mondiale chargée des opérations avec le secteur privé.

¹¹ PROPARCO est une institution financière de développement, conjointement détenue par l'Agence Française de Développement (AFD) et par des actionnaires privés du Nord et du Sud. Sa mission est de favoriser les investissements privés dans les pays émergents.

IV. NOTATION (EXTRAITS TRADUITS)

Les rapports de notation sont annexés à la présente note d'information.

1. Capital Intelligence

En Mars 2010, Capital Intelligence a émis un rapport de notation « BBB- et A3 » portant sur les devises étrangères à long terme et à court terme avec des perspectives stables, dont les éléments suivants sont extraits :

« La situation financière de BMCE BANK demeure saine. En effet, la banque jouit d'une bonne position dans le secteur bancaire marocain, accaparant une part considérable des actifs, dépôts et encours de crédit du secteur. Parallèlement la qualité du portefeuille de crédit demeure relativement bonne comparativement aux banques de la place. Ce constat s'explique (i) par un niveau de créances en souffrance relativement faible, combiné à un taux de couverture élevé par rapport aux autres banques. Le défi à moyen terme sera de maintenir ces niveaux de risques, face aux pressions sur l'économie nationale dont la croissance devrait être légèrement plus faible en 2010. Concernant la liquidité, BMCE BANK affiche un bon profil, capitalisant sur une bonne base d'actifs liquides et sur un encours de crédits essentiellement financé par les dépôts de la clientèle. Par ailleurs, la part des crédits dans le total actif est relativement faible par rapport à ses consœurs et le taux de transformation est l'un des plus bas de son secteur. Pour sa part, le ratio de solvabilité est à un niveau acceptable, grâce aux différentes émissions d'emprunts obligataires subordonnées réalisées ces deux dernières années. En revanche, la rentabilité de la banque demeure modeste, en raison essentiellement à la faible rentabilité de ses actifs productifs. Au niveau consolidé, les performances du Groupe demeurent similaires à celles de la banque. A ce titre, la notation portant sur les devises étrangères à long terme et à court terme de la banque s'établit à BBB- et A3 respectivement. La notation portant sur la situation financière est maintenue à BBB, tandis que la notation support est de 3. En résumé, les perspectives de la banque sont stables ».

2. Moody's

« MOODY'S attribue à la Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur la note D concernant sa solidité financière et ce, sur la base d'une évaluation des crédits de Ba2. Cette notation reflète la forte position de la banque sur le marché marocain tout en modérant ses paramètres financiers. Ces derniers profitent d'une liquidité confortable mais pâtissent d'une qualité modérée des actifs, quoiqu'en constante amélioration. La notation prend également en considération la conjoncture du secteur bancaire au Maroc et en Afrique, où BMCE est en cours d'extension de son activité. Enfin, la notation tient compte (i) de la concentration de l'encours de crédits des banques, (ii) des maturités de plus en plus rallongées et ne correspondant pas à un portefeuille de refinancement en développement, (iii) d'une recrudescence de la concurrence et (iv) des défis financiers et opérationnels occasionnés par les ambitions d'expansion à l'International du Groupe. Toutefois, ces dernières semblent être sous contrôle.

Pour sa part, la notation des dépôts en devise locale long terme s'établit à Baa3. En effet, Moody's se base sur une forte probabilité d'un support systématique en cas de besoin et ce, compte tenu (i) de la taille importante de la banque, laquelle occupe la troisième position du secteur avec une part de marché de près de 15%, de son importance dans le système financier du pays ainsi que dans son économie et de l'appui systématique fourni aux banques marocaines. En conséquence, la notation des

dépôts en devise locale dépasse de deux échelons la notation concernant le crédit, laquelle s'établit à Ba2.

En outre, et pénalisée par le plafonnement des dépôts en devises étrangères au Maroc, la notation de BMCE BANK portant sur les dépôts en devises étrangères est de Ba2/Not Prime.

Forces de l'activité crédit :

- Une forte position sur le marché marocain notamment avec le développement de l'activité banque de détail dans environnement économique encourageant ;
- Une bonne liquidité, reflétant un bon niveau des dépôts à la clientèle ;
- Des synergies développées avec ses banques filiales ;
- Et, une sous-pénétration du système bancaire marocain offrant des opportunités de croissance.

Les challenges de l'activité crédit :

- Une conjoncture macro-économique marocaine dont la performance demeure tributaire de celle de quelques secteurs volatiles ;
- Une concentration des risques dans les portefeuilles de crédit ;
- Et, une expansion dans des pays à fort risque opérationnel pouvant ralentir l'amélioration des revenus et la diversification des activités, même si l'Afrique apparaît comme étant un gisement d'opportunités pour la banque.

Perspectives de la notation :

L'ensemble des notations de la banque présentent des perspectives stables».

En 2010, BMCE Bank est notée BAA3/P-3 sur les dépôts bancaires en Dirhams, BA2/NP sur les dépôts bancaires en Devises et D en terme de solidité financière.

3. Standard & Poor's

En février 2010, Standard & Poor's a émis un rapport de notation « BBpi » dont les éléments suivants sont extraits :

« La notation de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE) reflète son faible niveau de capitalisation compte tenu de son profil de risque lié à sa stratégie d'expansion géographique et à sa forte exposition au secteur immobilier. Ces éléments demeurent toutefois compensés par une forte position commerciale, un niveau de liquidité satisfaisant et une diversification géographique en amélioration.

Avec des actifs consolidés totalisant MAD 158,8 Md au 30 juin 2009, BMCE BANK est la troisième banque au Maroc. Elle détient plusieurs filiales notamment dans les secteurs du leasing, factoring,

assurance crédit, crédit à la consommation, gestion d'actifs et banque d'investissement. BMCE BANK concentre ses efforts dans le développement de son activité retail et corporate au Maroc et dans l'expansion de ses activités à l'étranger. A ce titre, la banque a acquis 42,5% du capital de BOA Group (non noté) avec pour objectif de contrôler et contribuer au montage de projets de financement en Afrique à travers la coopération entre le Groupe BOA et la filiale anglaise de BMCE BANK spécialisée dans la banque d'investissement à savoir MEDICAPITAL PLC. Bien que cela améliore la diversification géographique de la banque, Standard & Poor's considère la stratégie d'expansion de BMCE BANK comme étant une source de risque en raison de l'augmentation conséquente des risques opérationnels et de crédit. A noter que BOA a été consolidé dans les états de synthèse IFRS de BMCE BANK en date du 30 juin 2008. Signalons, par ailleurs, que les filiales africaines du Groupe BMCE participent à hauteur de 17% dans le total des crédits et de 19% dans les profits consolidés du Groupe.

Côté actionnariat, Financecom demeure le plus important actionnaire de la banque avec une part de 35,8% au 31 mars 2009, tandis que la Banque Fédérative du Crédit Mutuel –BFCM–.

(A+/stable/A-1) détient 19,9% du capital, suite à l'acquisition de 5% supplémentaires en 2009. Pour sa part, la qualité des actifs de BMCE BANK s'est légèrement détériorée au terme du premier semestre 2009, compte tenu d'un contexte économique moins favorable ayant entraîné une légère hausse des créances en souffrance. Dans ces conditions, le taux de contentieux se fixe à 4,9% au 30 juin 2009. Nous prévoyons une poursuite de cette détérioration durant les 18 prochains mois, compte tenu de la forte exposition à un secteur immobilier affaibli (près du tiers du portefeuille de crédit) et du déclin des transferts des Marocains Résidents à l'Etranger, dont certains ont bénéficié de prêts hypothécaires. Dans une note plus positive, signalons que la banque est faiblement exposée à l'immobilier de luxe. Le taux de couverture demeure à un niveau satisfaisant de 80,6% au 30 juin 2009. Toutefois, nous prévoyons soit une détérioration de ce ratio soit une baisse de la profitabilité de la banque si celle-ci décide par prudence de renforcer son provisionnement.

Bien que peu probable à notre avis, l'avènement d'une crise dans l'immobilier moyen standing auquel BMCE BANK est fortement exposée, pourrait impacter négativement les indicateurs de risque de la banque.

Bien qu'en déclin, le niveau de liquidité des actifs de la banque demeure satisfaisant ; 18,6% des actifs de la banque étant liquides au 30 juin 2009. Par ailleurs, BMCE BANK dispose d'un bon niveau de dépôts à la clientèle (des ressources à faible coût), couvrant largement le portefeuille de crédit. Toutefois, notons que le taux de transformation de la banque a augmenté durant les cinq dernières années et devrait poursuivre cette tendance dans les années à venir. Le niveau de capitalisation de la banque demeure faible, à notre avis, eu égard à l'augmentation rapide des actifs et à la stratégie d'expansion géographique adoptée. Le ratio de solvabilité ajusté se limite à 5,5% au 30 juin 2009. De surcroît, la profitabilité de la banque demeure limitée avec un ROA de 1% au 30 juin 2009. Signalons que la banque a procédé à plusieurs émissions d'emprunts obligataires subordonnés en vue de renforcer son ratio de solvabilité réglementaire, impactant, de facto, la qualité de ses fonds propres. Standard & Poor's exclut les dettes subordonnées dans son calcul du ratio de solvabilité ».

V. ORGANES D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK

1. Conseil d'administration

BMCE Bank est administré par un Conseil d'Administration composé de treize membres et présidé par Monsieur Othman BENJELLOUN, président Directeur Général.

Administrateurs	Date de nomination	Expiration du mandat	Lien de parenté
M. Othman BENJELLOUN <i>Président Directeur Général</i>	1995	31 décembre 2012	Aucun lien de parenté avec les autres membres
BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL <i>(Holding du Groupe Crédit Mutuel / CIC)</i> <i>représentée par M. Michel LUCAS</i> <i>Président du Directoire</i>	2005	31 décembre 2013	Idem
BANCO ESPIRITO SANTO <i>représentée par M. Mario MOSQUEIRA DO AMARAL –</i> <i>Administrateur Directeur Général</i>	2000	31 décembre 2011	Idem
CAJA MEDITERRANEO <i>Représentée par M. Roberto LÓPEZ ABAD</i>	2009	31 décembre 2014	Idem
M. David SURATGAR <i>Intuitu personae</i>	1995	31 décembre 2012	Idem
FINANCECOM <i>représentée par M. Zouheir BENSAID – Vice Président</i>	2001	31 décembre 2014	Idem
RMA WATANYA <i>Représentée par M. Azeddine GUESSOUS - Administrateur</i>	1995	31 décembre 2012	Idem
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION <i>Représentée par M. Anas ALAMI</i> <i>Directeur Général</i>	2009	31 décembre 2015	Idem
M. Adil DOURI <i>Intuitu personae</i>	2008	31 décembre 2015	Idem
M. Amine BOUABID <i>Intuitu personae</i>	2007	31 décembre 2012	Idem
M. Jaloul AYED <i>Administrateur Directeur Général Délégué BMCE Bank</i>	2004	31 décembre 2015	Idem
M. Mamoun BELGHITI <i>Administrateur Directeur Général Délégué BMCE Bank</i>	2004	31 décembre 2015	Idem
M. Brahim BENJELLOUN TOUIMI <i>Administrateur Directeur Général Délégué BMCE Bank</i>	2004	31 décembre 2015	Idem
M. Mohamed BENNANI <i>Administrateur Directeur Général Délégué BMCE Bank</i>	2004	31 décembre 2015	Idem

Source : BMCE Bank à fin mai 2010

2. Comités issus du Conseil d'Administration

Il s'agit du Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe, du Comité d'Audit et de Contrôle Interne et du Comité de Gouvernance.

➤ **Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe –CACI Groupe-**

Se réunissant au moins trois fois par an, le Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe est composé de trois Administrateurs non dirigeants. Egalement, des membres de la Direction Générale de la Banque peuvent être associés aux travaux du Comité d'Audit.

Les principales missions du CACI Groupe ont trait à :

- ☛ Vérification des opérations et des procédures internes ;
- ☛ Mesure, maîtrise et surveillance des risques ;
- ☛ Vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement approprié et de la conservation des données comptables ;
- ☛ Circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe ;
- ☛ Evaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ;
- ☛ Evaluation de la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ;
- ☛ S'assurer de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ;
- ☛ Examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission pour approbation au Conseil d'Administration ;
- ☛ Examen de la pertinence des activités d'audit interne dans les entités du Groupe ;
- ☛ Examen de la situation de conformité -Compliance- dans le Groupe et de l'état d'avancement des actions dans ce domaine pour chacune des entités composant le Groupe ;
- ☛ Présentation au moins deux fois par an au Conseil d'Administration de la situation des encours des créances en souffrance, des résultats des démarches amiables et du recouvrement contentieux des créances, des encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ;
- ☛ Veiller à la qualité et à la véracité de l'information délivrée aux actionnaires.

Le dispositif de vérification des opérations et des procédures internes doit, en outre, permettre de s'assurer :

- ☛ De la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions légales et réglementaires ainsi qu'aux normes et usages professionnels et déontologiques en vigueur ;

- ☛ Du respect des normes de gestion et des procédures internes fixées par les organes compétents.

➔ **Comité d'Audit et de Contrôle Interne -CACI-**

Se réunissant au moins deux fois par an, le Comité d'Audit et de Contrôle Interne est composé de quatre Administrateurs non dirigeants. Egalement, des membres de la Direction Générale de la Banque peuvent être associés aux travaux du Comité d'Audit.

Les principales missions du CACI ont trait à :

- ☛ La vérification des opérations et des procédures internes ;
- ☛ La mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ;
- ☛ La vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement, de la diffusion et de la conservation des données comptables ;
- ☛ La circulation efficace de la documentation et de l'information tant sur le plan interne qu'externe ;
- ☛ L'évaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ;
- ☛ La qualité de l'information délivrée aux actionnaires ;
- ☛ La vérification de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ;
- ☛ L'examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration ;
- ☛ L'élaboration du rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui sont soumis à l'examen du Conseil d'Administration ;
- ☛ L'information, au moins deux fois l'an, du Conseil d'Administration relativement aux encours des créances en souffrance, aux résultats des démarches amiables ou judiciaires entreprises, de même qu'aux encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ;
- ☛ L'évaluation de la pertinence des mesures correctives proposées ou mises en œuvre.

➔ **Comité de Gouvernance**

Instance émanant du Conseil d'Administration, le Comité de Gouvernance émet son avis et recommandations au Conseil et à ce titre, il est chargé de :

- ☛ Veiller au respect des principes de bonne gouvernance et des dispositions légales et réglementaires en vigueur et à les communiquer aux actionnaires ;
- ☛ Examiner et faire des recommandations par rapport, à la composition, les missions et travaux du Conseil d'Administration et de ses Comités Spécialisés ;

- ☛ Prévenir et veiller à la résolution d'éventuels conflits d'intérêt pouvant surgir entre les membres du Conseil d'Administration, liés à des opérations ou transactions, associant les dirigeants ou les actionnaires ;
- ☛ Proposer des procédures de cooptation des Administrateurs et des membres de la Direction Générale ainsi que formuler des recommandations au Conseil pour la désignation d'un nouveau membre ;
- ☛ Proposer une politique de rémunération des Administrateurs et des membres de la Direction Générale conformément aux critères fixés au préalable par le Conseil d'Administration.

Composé de quatre Administrateurs non exécutifs, le Comité se réunira trimestriellement ou chaque fois que nécessaire à la discrétion des membres du Comité.

3. Autres mandats d'administrateur du Président Othman BENJELLOUN

Monsieur Othman BENJELLOUN, Président Directeur Général de BMCE Bank assure également d'autres fonctions au sein des participations de la Banque :

Participations	Capital en Millions	Quote-part détenue	Mandat du Président de BMCE Bank
Salafin	MAD 237,3	75%	Président du Conseil de Surveillance
BMCE Assurances	MAD 0,15	95%	Administrateur (représentant de BMCE Bank)
BMCE International	EUR 18,03	100%	Président du Conseil d'Administration
Maghrebail	MAD 102,532	36%	Administrateur (intuitu personae)
ESFG S.A.	EUR 758,549	1,2%	Administrateur (intuitu personae)
Centre Monétique Interbancaire	MAD 98,2	11,2%	Président du Conseil d'Administration
Maroclear	MAD 20	4,01%	Vice-président du Conseil d'Administration (représentant de BMCE Bank)
Fond d'Investissement de l'Oriental	MAD 300	12,5%	Membre du Conseil de Surveillance (représentant de BMCE Bank)
MARTCO	USD 0,6	20%	Administrateur (représentant de BMCE Bank)
MediCapital Bank (Holding)	GBP 64	100%	Président du Conseil d'Administration (intuitu personae)
Mutandis SCA	MAD 777	6,4%	Membre du Conseil de Surveillance (intuitu personae)

Source : BMCE Bank (fin juin 2010)

VI. ORGANES DE DIRECTION

1. Organisation

L'organigramme est de dimension Groupe et de vocation multinationale, articulé autour de deux grands blocs, l'un au Maroc et le second à l'étranger :

- ☛ Le premier bloc regroupe BMCE Bank S.A. et ses filiales spécialisées consolidées au Maroc ;
- ☛ Le second bloc regroupe les établissements financiers consolidés à l'international, à savoir le Groupe Bank Of Africa, BMCE Bank International, La Banque de Développement du Mali et La Congolaise de Banque.

La description de cette nouvelle organisation se focalise davantage sur la composante "Maroc".

Trois principes ont présidé à l'élaboration d'un tel organigramme :

1. LES INSTANCES DE GOUVERNANCE ONT ETE RENFORCEES :

Trois instances sont issues du Conseil d'Administration :

- ☛ Le Comité de Gouvernance : sa mission essentielle est de veiller au respect des principes de la bonne gouvernance et des dispositions légales et réglementaires afférentes, à une communication adéquate aux actionnaires sur ces thématiques, de même que d'examiner et faire des recommandations par rapport à la composition, aux missions et aux travaux du Conseil et de ses Comités Spécialisés et proposer des procédures de cooptation et une politique de rémunération des Administrateurs et des membres de la Direction Générale. Le Comité de Gouvernance est présidé par un Administrateur non-exécutif de BMCE Bank, représentant les actionnaires de référence ;
- ☛ Les deux Comités d'Audit et de Contrôle Interne Banque et Groupe. Le CACI, présidé respectivement par un Administrateur non-exécutif, assure un contrôle de 3ème niveau des structures de la Banque ou du Groupe et ce, à travers, notamment, l'appréciation de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables appliquées, le contrôle de l'existence, l'adéquation et l'application des procédures internes ainsi que des dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance suffisants des risques bancaires et ratios prudentiels, l'examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration ;
- ☛ Une instance est issue de la Présidence du Groupe : le Comité Stratégique, chargé d'animer la réflexion stratégique au sein du Groupe, en d'autres termes, de définir les orientations, exécuter cette stratégie, lancer les grands projets et évaluer les nouvelles opérations d'investissement ou de désinvestissement stratégiques de même que suivre l'environnement concurrentiel national et international.

L'instance de dirigeance, placée au cœur du fonctionnement du Groupe Bancaire au Maroc et domiciliée au sein de BMCE Bank, est le Comité de Direction Générale. Présidé par l'ADG Délégué

auprès de la Présidence, ce Comité représente le relais opérationnel du Comité Stratégique Groupe au sein de la Banque et pour les filiales, dans l'élaboration de propositions d'axes de développement et la mise en œuvre de la stratégie telle que validée par le Conseil d'Administration. Il pilote les activités de la Banque et arbitre toute question opérationnelle et fonctionnelle relevant de la compétence des directions et des comités internes. Il a créé, en son sein, un Comité de Fonctionnement en tant qu'instance de remontée, de partage de l'information et d'arbitrage de toute problématique liée au fonctionnement des activités de la Banque. Il apporte ainsi une expertise métier et émet des recommandations au Comité de Direction Générale afin d'éclairer ses décisions sur ces aspects.

Quelques entités demeurent directement rattachées à la Présidence du Groupe : le Contrôle Général Groupe, la Fondation BMCE Bank, le Chairman 's Office et les Relations Publiques Groupe.

2. L'ORGANISATION COMMERCIALE DE BMCE BANK EST CENTREE SUR LE CLIENT

Elle est ainsi articulée autour de grands segments de clientèles :

- ☛ La Banque des Particuliers & Professionnels : ses composantes à savoir le Réseau Maroc, le Réseau Extérieur dédié à la clientèle des non-résidents, sont appuyées par un pool de compétences Marketing au sein du Pôle Marketing & Développement Commercial : Particuliers & Professionnels, et Migrants, une entité de Pilotage & Animation, outre la structure de Contrôle Permanent et Moyens ainsi que la Gestion Préventive des Risques dont les compétences sont mutualisées avec la Banque de l'Entreprise.
- ☛ La Banque de l'Entreprise fédère les PME et les Corporate, chacune avec ses composantes Réseau et, des fonctions transverses comme le Marketing, le Développement & Moyens, le Correspondent Banking et l'Investissement.
- ☛ La Banque d'Affaires, BMCE Capital, est au service de trois grands types de clientèles : les institutionnels, la clientèle Particuliers & Haut de Gamme ainsi que le Groupe Bancaire lui-même.

Figurent par ailleurs sur l'organigramme, les Filiales Financières Spécialisées dans le but de promouvoir les synergies commerciales et fonctionnelles intra-groupe, les produits desdites filiales ayant vocation à être, pour l'essentiel, commercialisés à travers le Réseau : le crédit à la consommation, le leasing, la bancassurance, le factoring, la location longue durée et puis ultérieurement la micro finance et les produits alternatifs.

L'entité Participations & Synergies a spécifiquement comme missions essentielles, outre l'optimisation et le suivi du portefeuille de participations, la contribution au développement de ces synergies.

Une filiale en charge du Recouvrement est nouvellement instituée *Recovery International Management & Expertise*. Son périmètre d'activités est prévu de couvrir le Groupe BMCE Bank et d'autres entités du Groupe FinanceCom, puis, en fonction de l'importance de ses réalisations, de

nouveaux horizons d'affaires à l'international lui seront ouverts au travers des différentes implantations à l'international.

3. LES COMPETENCES DES ENTITES FONCTIONNELLES SONT ELARGIES AUX AUTRES COMPOSANTES DU GROUPE AU MAROC ET, PROGRESSIVEMENT, A L'INTERNATIONAL:

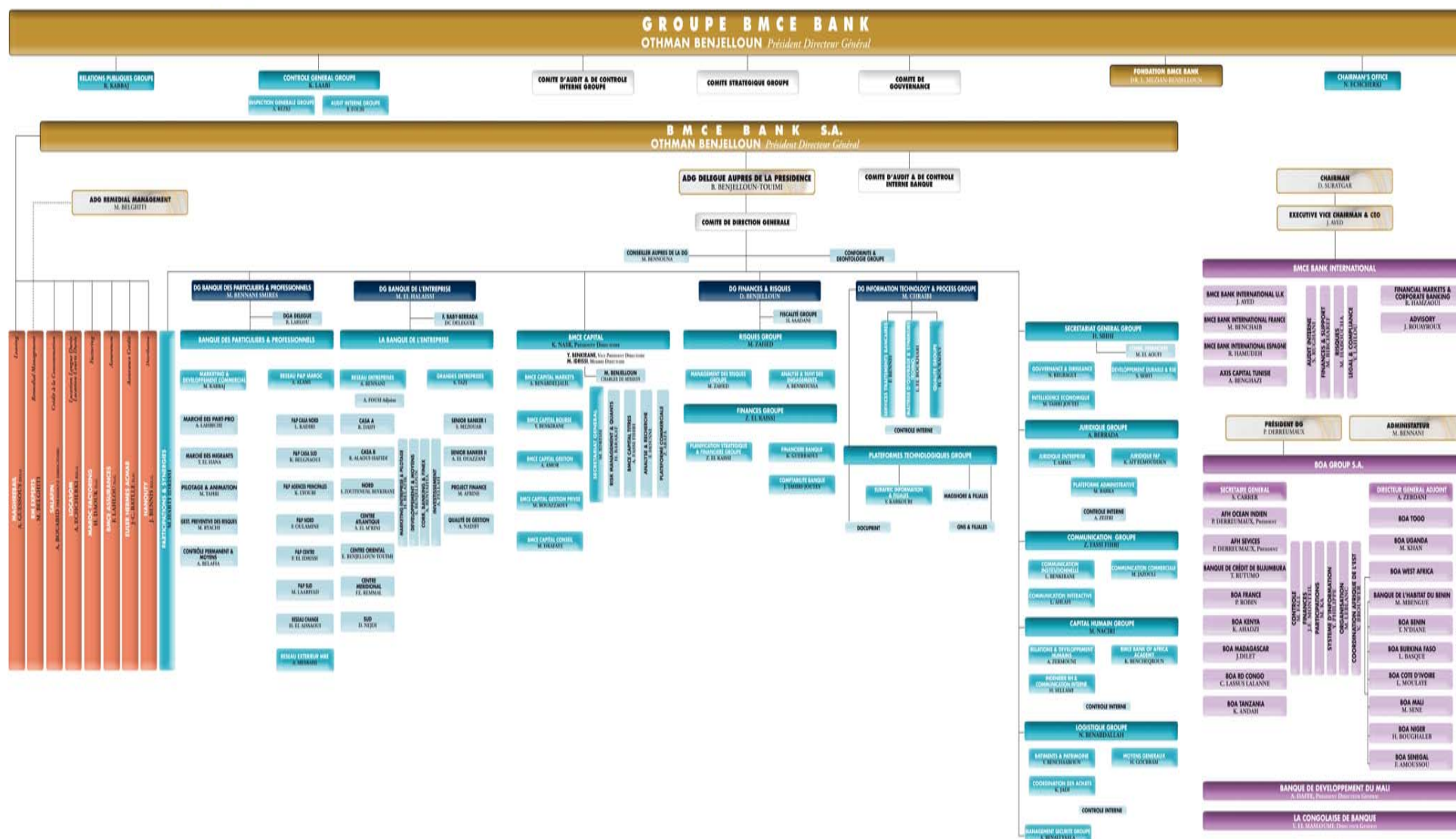
Le Pôle Finances & Risques Groupe est érigé en Pôle de Direction Générale, marquant le rapprochement des filières Engagements-Risques et Finances d'ores et déjà existantes, dans un contexte où la dimension élargie du Groupe BMCE Bank et l'envergure de sa stratégie de développement au Maroc et à l'étranger se renforcent.

L'autre Pôle de Direction Générale nouvellement créé, le Pôle Information Technology & Process Groupe œuvre à préserver la cohérence d'évolution technologique et à l'optimisation des process, à travers le groupe bancaire

BMCE Bank dans ses dimensions nationale et internationale. Il fédère les entités de support chargées des Back Offices, de la Maîtrise d'Ouvrage et des Synergies Technologiques ainsi que de la Qualité au sein de BMCE Bank. Il supervise, en outre, l'ensemble des entités filiales qui évoluent dans l'environnement des technologies et des process – EurAfric Information, Global Network System, Magshore et leurs filiales respectives.

Les autres entités transverses demeurent directement rattachées à l'ADG Délégué auprès de la Présidence, à savoir le Secrétariat Général, les Pôles Juridique, Capital Humain, Communication, Logistique et le Management de la Sécurité. Leurs structures sont renforcées dans un contexte où, une fois encore, la dimension groupe et la vision centrée autour du client, sont soulignées à travers cette nouvelle organisation.

Organigramme



3. Curriculum Vitae des principaux dirigeants

M. Othman BENJELLOUN

Reconnu, au plan national et International, particulièrement dans le domaine de la finance, Othman BENJELLOUN est Président Directeur Général de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur, BMCE Bank -depuis sa privatisation en 1995- et Président du Holding FinanceCom, holding opérant dans 4 secteurs: -bancaire: BMCE Bank, Assurance: la compagnie RMA Watanya, les télécoms, Médias et Technologies et l'industrie-. M. BENJELLOUN siège au sein de plusieurs Conseils d'Administration.

M. BENJELLOUN est Président de MEDITELECOM, premier opérateur privé de la téléphonie mobile au Maroc, depuis janvier 2005.

M. BENJELLOUN préside le Groupement Professionnel des Banques du Maroc depuis 1995 et a présidé l'Union des Banques Maghrébines de 2007 à 2009.

Il est également Conseiller au Center for Strategic International Studies de Washington D.C. présidé par le Dr. Henry Kissinger.

M. BENJELLOUN a été nommé Chancelier de l'Université Al Akhawayn d'Ifrane par feu Sa Majesté le Roi Hassan II et ce, de 1998 à janvier 2004. Le Conseil d'Administration qu'il présidait, ambitionnant de hisser l'Université au niveau de l'élite des académies internationales, prônant des valeurs d'excellence et de mérite.

Dans le domaine de la Responsabilité Sociale d'Entreprise, M. BENJELLOUN est le fondateur de la Fondation BMCE Bank, à laquelle il a assigné deux priorités essentielles : l'Education, particulièrement la lutte contre l'analphabétisme, avec le Programme Medersat.com de construction et de gestion d'écoles communautaires rurales à travers le Royaume et la Protection de l'Environnement.

M. BENJELLOUN a été honoré Officier de l'Ordre du Trône du Royaume du Maroc par Feu Sa Majesté le Roi Hassan II, Commandeur de l'Etoile Polaire du Royaume de Suède par Sa Majesté le Roi. Il a également été décoré de la Médaille de Commandeur dans l'Ordre National du Lion de la République du Sénégal par le Président Abdoulaye Wade. Il a pareillement été distingué de l'Ordre « Ecomienda de Numero de la Orden de Isabel la Catolica » par Sa Majesté le Roi Juan Carlos du Royaume d'Espagne.

Il fut récemment honoré « Honorary Fellow » de King's College of LONDON et nommé le « Banquier de l'Année 2007 » par l'Union des Banques Arabes.

Il est Commandeur de l'Ordre du Trône – Wissam Al Arch –, élevé à cette dignité depuis le 7 Avril 2010, par Sa Majesté le Roi Mohammed VI ainsi que Commandeur des Arts et des Lettres de la République Française.

Né en 1932 à Casablanca, M. BENJELLOUN, père de deux enfants, est marié au Dr Leïla MEZIAN BENJELLOUN, médecin ophtalmologiste.

M. Jaloul AYED

Administrateur Directeur Général Délégué Vice Président et CEO de BMCE Bank International U.K.

M. Jaloul Ayed Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank, fut nommé Vice Président & CEO de BMCE Bank International U.K (MediCapital Bank plc) en juin 2010.

Avant d'intégrer le Groupe BMCE Bank en 1998, M. Jaloul AYED a passé 18 ans de sa carrière au sein de Citibank. De 1990 à 1995, il a été Administrateur Délégué de Citibank Maghreb à Casablanca, et Citicorp – Citibank Country Corporate Officer pour le Maroc.

En 1996, il a rejoint les bureaux de Citicorp International Ltd à Londres, au sein des Marchés de Capitaux, où il avait des responsabilités en tant que Senior Banker dans la division des financements pour l'Europe, l'Afrique, et le Moyen-Orient.

Depuis son intégration au Groupe BMCE Bank, M. AYED a fortement contribué à ériger le pôle banque d'affaires du Groupe, BMCE Capital et au lancement, en 2003 des premières opérations de BMCE Capital en Afrique de l'Ouest et du Centre en créant une première filiale à Dakar, et récemment au Cameroun.

En 2006, BMCE Capital a inauguré AXIS Capital en Tunisie. M. AYED a conduit le chantier de création d'une filiale bancaire de BMCE Bank à Londres, MediCapital Bank, qui a obtenu l'autorisation du Financial Services Authority en mai 2007.

M. Jaloul AYED a été nommé Administrateur Directeur Général de la Banque en mars 2004, en charge de la Wholesale Bank, jusqu'en mars 2010.

Lauréat de l'université du Maryland, USA, où il a obtenu son Master en Economie en 1979, M. AYED est marié et père de trois enfants.

Mamoun BELGHITI

Administrateur Directeur Général Délégué en charge du Remedial Management

M. Mamoun BELGHITI est Administrateur Directeur Général Délégué en charge du Remedial Management Groupe. Il fut désigné pour présider aux destinées d'une nouvelle entité, filiale du Groupe, RM Experts, en cours de création, dédiée au recouvrement.

Monsieur Mamoun BELGHITI a débuté sa carrière en 1972 au sein des Services Généraux puis à la Direction de l'Inspection. Il s'est vu confier, en 1981, la responsabilité de la Direction Crédit et Trésorerie et, en 1991, celle de la Direction de l'Investissement et du Crédit. A ce titre, M. BELGHITI a négocié au nom de la Banque plusieurs lignes de crédit notamment avec la Banque Mondiale, la SFI, le FMI, la BAD et la BEI.

Dès 1996, il prend en charge la Direction des Affaires Financières, où il participe activement à la mise en place du plan stratégique de développement et à la réorganisation de la Banque. Durant la même année, il participera, aux côtés du Président et d'autres cadres supérieurs, à l'opération GDR qui a

permis à BMCE Bank d'augmenter son capital à travers les marchés internationaux de capitaux. Durant ce même exercice, M. BELGHITI est promu au poste de Directeur Général Adjoint.

En février 1998, il est nommé en tant que Directeur Général en charge aussi bien de la Direction des Affaires Financières que de la Banque du Réseau Maroc. En avril 2002, il accède au titre de Conseiller Principal du Président en charge notamment de la représentation de la Banque auprès des Institutions Nationales et Internationales ainsi que des relations avec les autorités monétaires. Il siège, par ailleurs, dans les instances où la Banque est actionnaire.

En mars 2004, M. BELGHITI est coopté Administrateur Directeur Général. Depuis cette date, il a la responsabilité du Remedial Management Groupe.

Il compte également, à son actif, de nombreux séminaires dont il a assuré l'animation aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Né en 1948, M. BELGHITI est marié et père de deux enfants.

Brahim BENJELLOUN-TOUIMI

Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence

M. Brahim Benjelloun-Touimi est Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence en charge de la coordination des entités du Groupe BMCE Bank depuis mars 2010. Il assure également la Présidence du Comité de Direction Générale, la Vice Présidence du Comité de Crédit Senior et la Présidence du Conseil de Surveillance de BMCE Capital S.A ; de même, il est membre des Conseils des filiales de la Banque d'Affaires et de Filiales Financières Spécialisées.

Ayant rejoint BMCE Bank en 1990, son parcours a notamment été marqué par la mise en place, à travers des filiales dédiées, des activités d'intermédiation boursière et de gestion d'actifs, ainsi que par la création des premiers OPCVM de la Bourse de Casablanca.

Au titre de ses fonctions au sein de la Banque, il est Administrateur de Bank of Africa Holding et BOA Kenya, de même qu'il est Président du Conseil de Surveillance d'Eurafric Information - une joint venture spécialisée dans le domaine technologique, créée par BMCE Bank, RMA Watanya, et le Groupe Crédit Mutuel-CIC.

Membre du Conseil d'Administration d'Euro Information en France, filiale technologique du Groupe Crédit Mutuel, M. Benjelloun- Touimi préside le Conseil d'Administration de plusieurs filiales technologiques du Groupe BMCE Bank.

Administrateur de la Fondation BMCE Bank et d'autres ONG à caractère éducatif, il est Président de PlaNet Finance Maroc, Organisation de Solidarité internationale dédiée au développement de la Micro Finance ainsi que Président de l'Association Nationale des sociétés Marocaines par Actions (ANMA).

M. Brahim Benjelloun-Touimi est Docteur en Monnaie, Finance et Banque de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne.

Au cours de son cycle de Doctorat, il avait été sélectionné par le FMI pour conduire des recherches sur le système financier d'un de ses pays membres. Il a débuté sa carrière sur les marchés financiers en

France et a assumé la responsabilité de la recherche au sein de la Salle des Marchés d'une grande banque d'affaires française.

Né en 1960, M. Benjelloun-Touimi est marié et père de trois enfants.

Mohamed BENNANI

Administrateur Directeur Général Délégué en charge du Réseau BOA

M. Mohamed BENNANI est Administrateur Directeur Général Délégué en charge du Réseau Bank Of Africa. Depuis 2002 jusqu'en 2009, M. BENNANI était en charge de la Retail Bank.

BMCE Bank a renforcé, pendant cette période, son rôle de Banque de proximité et ce, grâce à la réorganisation du réseau de distribution, la mise en place du programme d'ouverture des agences et l'enrichissement soutenu de l'offre de produits et services.

De 1993 à 1997, M. BENNANI assura la Direction Générale de BMCE Internacional Madrid, banque de droit espagnol, créée en 1993 par BMCE Bank et des partenaires nationaux et en 1997, il a pris en charge la Banque de l'International.

En 1989, il fut détaché auprès de la Banque de Développement du Mali pour en assurer le redressement avec l'appui des Institutions Financières Internationales et des Institutions régionales.

De 1976 à 1988, M. BENNANI était en charge des activités internationales et du financement des exportations dans la région du Moyen-Orient et en France, au sein du Département International de la BMCE.

De 1974 à 1976, il avait assumé la responsabilité du Bureau de Représentation de la Banque à Beyrouth pour le Moyen-Orient et les pays du Golfe.

Il est titulaire d'une Licence en Sciences Economiques de la Faculté Mohammed V de Casablanca. Il a été décoré du titre de Chevalier de l'Ordre National du Mali.

Né en 1949, M. BENNANI est marié et père de deux enfants.

Driss BENJELLOUN

Directeur Général Délégué des Finances & Risques Groupe

M. Driss Benjelloun est Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques du Groupe BMCE Bank.

Ayant intégré le Groupe BMCE Bank en 1986, M. Driss BENJELLOUN a été chargé de conduire le projet de création d'une entité de Contrôle de Gestion visant l'amélioration du pilotage des activités puis chargé, à partir de 1990, de doter la Banque d'une Direction Audit et Contrôle de Gestion.

Après la privatisation de BMCE Bank, M. Driss BENJELLOUN fut nommé Responsable de la Direction Production Bancaire - Back Office de la Banque - avec pour mission de rationaliser ces entités et les doter d'outils et de moyens nécessaires pour mieux servir les clients.

En 1998, M. Driss BENJELLOUN fut nommé Directeur Général Adjoint en charge de plusieurs Directions de la Banque constituant le Pôle de Support Groupe - Production Bancaire, Systèmes d'Information, Organisation, Moyens Généraux, Sécurité -. La principale mission de ce Pôle était de coordonner et de mobiliser ses entités pour mieux répondre aux nouveaux défis de développement de la Banque tant à l'international qu'au niveau national.

En 2003, M. Driss BENJELLOUN a pris en charge le Pôle Financier Groupe en vue de renforcer notamment l'intégration des différentes filiales de la BMCE, que ce soit au Maroc, en Europe ou en Afrique.

En parallèle, il était chargé de conduire deux grands projets structurants de la place, à savoir le passage aux normes IFRS des comptes du Groupe et l'implémentation des normes édictées par Bâle II.

Il a piloté le processus de création de plusieurs entités telles que BMCE Internacional Madrid, Maroc Factoring, le Centre Monétique Interbancaire et Docuprint. En Afrique, il a participé à la restructuration de la BDM et piloté la fusion de cette dernière avec la BMCD.

Il a débuté sa carrière en tant qu'Auditeur-Consultant dans divers cabinets étrangers de renom et a été chargé de cours à l'Université de Picardie.

M. Benjelloun est titulaire d'un Doctorat en Finance de l'Université Paris Dauphine et du diplôme d'Etudes Comptables Supérieures.

Né en 1955, M. Benjelloun est marié et père de trois enfants.

Mounir CHRAIBI

Directeur Général Délégué en charge du Pôle Information Technology & Process Groupe

M. Mounir CHRAIBI est Directeur Général Délégué en charge du Pôle Information Technology & Process Groupe depuis mars 2010.

M. Mounir CHRAIBI a débuté sa carrière en 1987 comme chef de projet du schéma directeur du système d'information du Crédit du Maroc. Il a ensuite été Directeur de l'Organisation et des Systèmes d'Information de l'Office d'Exploitation des Ports. Il a conduit notamment pendant cette période des missions de simplification du commerce extérieur pour le compte du Ministère du Commerce Extérieur.

En 1994, M. CHRAIBI est nommé Directeur Général de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail.

Son passage à l'Office est marqué par le développement de la formation continue en entreprise et le lancement des programmes d'insertion des jeunes, et notamment dans le domaine de l'IT. Son action à l'Office a également contribué à la création de l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANAPEC).

En 2001, M. CHRAIBI est nommé Directeur Général de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale. Lors de son passage à la CNSS, l'organisme connaît une modernisation de ses méthodes de gestion, marquée notamment par la mise en place des télé-déclarations des salaires des entreprises du secteur

privé et des télépaiements des cotisations sociales. Cette période sera également particulièrement marquée par l'instauration de l'assurance maladie obligatoire, nouvelle branche de sécurité sociale.

En 2005, M. CHRAIBI est nommé Wali de la Région de Marrakech Tensift Al Haouz qui connaît pendant son passage un développement important des investissements du secteur privé, ainsi que la mise en œuvre pour la Région de Marrakech de grands investissements publics structurants.

M. Mounir CHRAIBI est ingénieur de l'Ecole Polytechnique de Paris et Ingénieur de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Paris. Il a été décoré par SM le Roi du Wissam al Arch de l'Ordre de Chevalier. Il a également reçu une décoration de Chevalier de l'Ordre de Leopold par le Royaume de Belgique.

Né en 1963, M. CHRAIBI est marié et père de deux enfants.

M'Fadel EL HALAISSI

Directeur Général Délégué en charge de la Banque de l'Entreprise

M. M'fadel EL HALAISSI est Directeur Général Délégué en charge de la Banque de l'Entreprise. Ce nouveau pôle de Direction Générale a été érigé début 2010 au sein de BMCE Bank afin de regrouper et de dynamiser le marché des Entreprises, de la PME-PMI à la Grande Entreprise.

Cette responsabilité lui est confiée après 25 ans de carrière au sein de BMCE Bank, dans les activités de crédit, de financement d'investissement, de restructuration de crédits, de mise en place de solutions de haut de bilan, spécialisée sur le marché des entreprises.

Depuis son intégration à BMCE Bank, il s'était vu confier la création du département de Restructuration des crédits d'investissements et avait participé à la négociation et la mise en place de plusieurs lignes de crédits extérieurs notamment les lignes de la Banque Mondiale, ligne S.F.I., les lignes B.E.I, ... Ces premières années se sont poursuivies par la prise en charge de la Direction de l'Investissement et des Marchés d'Entreprises en 1998.

En avril 2002, il fut nommé Directeur Général Adjoint en charge de la Corporate Bank, un pôle étendu ensuite à l'International.

Il a participé activement à la montée en puissance des financements en Project Finance, au conseil financier et à l'accompagnement spécifique des opérateurs ayant eu recours à ces types d'investissement.

Titulaire d'un Doctorat en Economie de l'Université de Lille, M. EL HALAISSI est marié et père de 2 enfants.

VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. Comité stratégique Groupe

Le Comité Stratégique est chargé d'animer la réflexion stratégique au sein du Groupe, en d'autres termes, de définir les orientations, exécuter cette stratégie, lancer les grands projets et évaluer les nouvelles opérations d'investissement ou de désinvestissement stratégiques de même que suivre l'environnement concurrentiel national et international.

Membres	Fonction
Président	
Othman BENJELLOUN	<i>Président Directeur Général</i>
Vice Président	
Azeddine GUESSOUS	<i>Président du CACI Groupe BMCE Bank</i>
Autres Membres Permanents	
	<i>Le Représentant désigné du Groupe Crédit Mutuel -CIC-</i>
	<i>Le Représentant désigné de FinanceCom</i>
Membres Associés	
	<i>Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence</i>
	<i>Les Présidents & Directeurs Généraux des grandes filiales du Groupe (Groupe Bank of Africa, MediCapital Bank, Maghrebail et Salafin)</i>
	<i>Le Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe</i>
	<i>Le Directeur Général Délégué en charge du Pôle Information Technology & Process Groupe</i>
Mohamed BENNOUNA	<i>Conseiller auprès de la Direction Générale</i>
Secrétaire du Comité	
	<i>Le Directeur du Pôle Finances Groupe</i>

Source : BMCE Bank

2. Comité de Direction Générale

Le Comité de Direction Générale est le relais opérationnel du Comité Stratégique Groupe, au sein de la Banque, dans l'élaboration de proposition d'axes de développement et la mise en œuvre de la stratégie telle que validée par le Conseil d'Administration. Il pilote les activités de la Banque et arbitre toute question opérationnelle et fonctionnelle relevant de la compétence des directions et des comités internes. La composition du Comité de Direction Générale se présente comme suit :

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
Président		
Brahim BENJELLOUN TOUIMI	Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence en charge de la coordination	2009
Membres		
Mamoun BELGHITI	Administrateur Directeur Général Délégué	2002
Driss BENJELLOUN	Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe	2002
Mounir CHRAIBI	Directeur Général Délégué en charge du Pôle <i>Information Technology & Process</i> Groupe	2010
M'Fadel EL HALAISSI	Directeur Général Délégué en charge de la Banque de l'Entreprise	2002
Mohamed BENNANI SMIRES	Directeur Général Délégué en charge de la Banque des Particuliers & Professionnels	2002
Abdelkabar BENNANI	Directeur Général en charge du réseau Entreprises	2009
Mohamed BENNOUNA	Conseiller auprès de la Direction Générale	2002
Khalid LAABI	Contrôleur Général Groupe	2002
Membres Associés		
Khaled NASR	Président du Directoire de BMCE Capital	2009
Les autres Directeurs Généraux Adjoints de BMCE Bank		
Secrétaire du Comité		
Houda SBIHI		

Source : BMCE Bank

Sont considérés comme membre associés les autres Directeurs Généraux Délégués et Directeurs Généraux Adjoints de BMCE Bank.

3. Comité de fonctionnement

Récemment créé, le Comité de Fonctionnement est l'instance de remontée, de partage de l'information et d'arbitrage de toute problématique technique, organisationnelle, logistique liée au fonctionnement des activités de la Banque. Il apporte ainsi une expertise métier/technique et émet des recommandations au Comité de Direction Générale afin d'éclairer ses décisions sur ces aspects.

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
Président		
Mounir CHRAIBI	Directeur Général Délégué en charge du Pôle Information Technology & Process Groupe	2010
Membres		
	Représentant de la Banque des Particuliers et Professionnels	2010
	Représentant de la Banque de l'Entreprise	2010
	Représentant de la Logistique Groupe	2010
	Représentant du Capital Humain Groupe	2010
	Représentant des Risques Groupe	2010
	Représentant des Finances Groupe	2010
	Représentant du Contrôle Général Groupe	2010
Secrétaire du Comité		
Représentant de la qualité Groupe		

Source : BMCE Bank

Tous les responsables des pôles et directions hors membres permanents sont considérés comme membres associés, et assistent comme membres à part entière pour tous les sujets qu'ils proposent aux délibérations du comité de fonctionnement, lors de leur inscription à l'ordre du jour.

4. Rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction

La rémunération du Conseil d'Administration de BMCE Bank s'établit à l'issue de l'exercice 2009 à MAD 1 998 413 en net annuel, au titre des jetons de présence.

Pour sa part, la rémunération brute annuelle des membres de direction au titre de la même année est stable à MAD 28,5 millions par rapport à 2008. Par ailleurs, les prêts accordés aux membres de

direction totalisent MAD 20 millions à fin décembre 2009, dont plus de MAD 16 millions de crédits immobiliers.

5. Conventions réglementées

Cf. « Relations entre BMCE Bank et le Groupe FinanceCom », partie IV.

6. Comité ALCO

Composé des membres du Comité de Direction Générale (voire infra) et de huit responsables de la Banque, le Comité ALCO se réunit trimestriellement.

Le Comité ALCO a pour missions de :

- ☛ Formuler de la politique Actif-Passif ;
- ☛ Organiser et d'animer les sous-comités Actif-Passif ;
- ☛ Avoir une connaissance approfondie des types de risques inhérents aux activités de la Banque et de rester informé de l'évolution de ces risques en fonction de la tendance des marchés financiers, des pratiques de gestion des risques, et de l'activité de la Banque ;
- ☛ Revoir et approuver les procédures destinées à limiter les risques inhérents aux activités de la Banque en matière d'octroi de crédit, d'investissements, de trading, et autres activités et produits significatifs ;
- ☛ Maîtriser les systèmes de reporting qui mesurent et contrôlent quotidiennement les principales sources de risque ;
- ☛ Revoir et approuver périodiquement les limites de risque en fonction des changements éventuels dans la stratégie de l'Institution, d'approuver les nouveaux produits et de réagir à des changements importants des conditions de marché ;
- ☛ Et, s'assurer que les différentes lignes de business sont convenablement gérées, par des RH ayant un niveau de connaissance, d'expérience et d'expertise homogène avec la nature des activités supervisées.

7. Intéressement et participation du personnel

Hormis le plan d'actionnariat réalisé en 2003 et renouvelé en 2005 dans le cadre des deux offres publiques de vente réservées aux salariés du Groupe BMCE Bank il n'existe aucun plan d'intéressement particulier pour le personnel de BMCE Bank.

L'offre publique de vente -OPV-, lancée en 2003, portait sur 750 000 actions, soit 4,72% du capital. Le prix unitaire d'acquisition de cette opération a été fixé à MAD 400 par action. L'acquisition des titres, réservée exclusivement aux membres titulaires du personnel du Groupe BMCE Bank, a été financée facultativement par un prêt dont le taux d'intérêt est de 3,375% et la durée s'étale du 19 février 2003 au 31 mai 2006 inclus.

Aux termes de la Note d'Information élaborée à cet égard en 2003, à partir du 19 février 2005 une partie du portefeuille investi en actions a été cédée, permettant aux salariés de réaliser une plus-value de plus de MAD 100 par action.

En 2005, une nouvelle OPV a été initiée au profit exclusif des membres du personnel. Cette Offre a porté sur 628 841 actions BMCE Bank, soit 3,96% du capital au prix unitaire de MAD 525. Elle a été assortie d'une garantie du cours d'achat et de la possibilité de financement des titres acquis par crédit bancaire au taux préférentiel de 2,91%.

A partir du 28 mai 2007, les salariés ont eu la possibilité de céder le premier tiers des titres détenus en portefeuille à un prix par action de MAD 2 750. A la même date de l'année 2008, les membres du personnel ayant souscrit à l'opération ont pu de nouveau céder le second tiers à un prix par action oscillant entre MAD 3 163 et MAD 3 250.

La cession du reliquat des actions acquises s'est opérée entre le 1^{er} décembre 2008 et le 26 décembre 2008 inclus, le cours moyen de vente est de MAD 266,2 (post split). Par ailleurs, le taux de cession de l'OPV se fixe à 94% à fin décembre 2008.

En 2009, 159 557 actions ont été cédées par le personnel au cours moyen de MAD 247,55.

PARTIE IV : ACTIVITE DE BMCE BANK

I. HISTORIQUE DE BMCE BANK

1^{er} septembre 1959	➤ Création de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur par les Pouvoirs Publics ;
1962	➤ Absorption des agences marocaines de la Banca Commerciale Italiana ;
1965	➤ Ouverture de l'Agence Tanger Zone Franche ;
1971	➤ Absorption de la Société de Banque du Maghreb (ex-Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie) ;
1973	➤ Ouverture de la première représentation à l'étranger destinée aux marocains en France ;
1975	➤ Absorption de Banco Espanol en Marruecos et des agences marocaines de Bank of America ;
1988	➤ Création de MAROC FACTORING, société d'affacturage ;
1989	➤ Ouverture de BMCE International à Madrid ;
1992	➤ Le capital de BMCE Bank atteint le seuil du milliard de dirhams ;
1993	➤ Institution d'une filiale de droit espagnol ;
1995	➤ Privatisation de la Banque (appel d'offre remporté par un consortium d'investisseurs nationaux et internationaux dont le chef de file est la Royal Marocaine d'Assurances) ; ➤ Création des premières entités des marchés de capitaux : BMCE Capital Bourse (ex. MIT) et BMCE Capital Gestion (ex Marfin) ;
1996	➤ Première opération sur le marché international avec l'émission de M USD 60 d'actions GDRs cotées à la Bourse de Londres ; ➤ Distinction « Best Bank in Morocco » décernée à la Banque par le magazine EUROMONEY ;
1997	➤ Création de SALAFIN, société de crédit à la consommation ; ➤ Ouverture d'un bureau de représentation en Allemagne ;
1998	➤ Création de BMCE Capital, la banque d'affaires du Groupe BMCE ; ➤ BMCE Bank est élue pour la deuxième fois « Best Bank in Morocco » par le magazine EUROMONEY ;
1999	➤ Prise de participation aux côtés de RMA, de Commerzbank et de l'UBP, dans le capital d'Al Watanya et d'Alliance Africaine à hauteur de 67% et 85% respectivement. Pôle leader dans la bancassurance érigé avec 25% de parts de marché ; ➤ Lancement d'un emprunt de M EUR 160 destiné à financer la prise de participation dans les assurances et souscrit par 25 banques internationales ; ➤ Entrée à hauteur de 20% dans le capital de Méditelécom, en partenariat avec Telefonica et Portugal Telecom ;

2000	➤ Création du Holding FinanceCom ; ➤ Inauguration des bureaux de représentation de Londres et de Pékin ; ➤ Partenariat scellé avec le Groupe Espirito Santo, l'un des premiers groupes privés portugais ; ➤ Prise de participation à hauteur de 1,56% dans la PROPARCO, filiale de l'Agence Française de Développement ; ➤ Acquisition avec la Banque de Développement du Mali de 51% de la BMCD ; ➤ Distinction « Bank of the Year Award » décerné par la revue spécialisée The Banker ; ➤ Inauguration des premières écoles Medersat.Com de la Fondation BMCE ;
2001	➤ Ouverture du bureau de représentation de Barcelone ; ➤ Titre « Bank of the Year Award » décerné pour la seconde fois par la revue spécialisée The Banker ;
2002	➤ Lancement du 1^{er} programme de rachat portant sur 9,45% du capital social, en vue de régulariser le cours de l'action BMCE Bank sur le marché boursier ; ➤ Entrée en vigueur d'une nouvelle organisation centrée sur le client (projet d'entreprise Cap Client) ; ➤ Changement du statut de l'agence de Tanger Zone Franche qui devient une Banque Off Shore ;
2003	➤ Lancement d'un emprunt obligataire subordonné ; ➤ Lancement de la 1^{ère} Offre Publique de Vente réservée aux salariés de BMCE Bank. Les salariés se sont portés acquéreurs de 4,72 % du capital ;
2004	➤ Première entreprise non européenne ayant fait l'objet d'un rating Social au Maroc ; ➤ Entrée de Morgan Stanley Investment Management dans le capital de la Banque ; ➤ Entrée du CIC au capital de BMCE Bank à hauteur de 10%, devenant le 1^{er} actionnaire étranger de la Banque ; ➤ Entrée dans le tour de table de la Congolaise de Banque ;
2005	➤ Lancement du projet d'extension du réseau via l'ouverture de 50 agences par an sur 3 ans ; ➤ Lancement de la 2^{ème} Offre Publique de Vente réservée aux salariés de BMCE Bank. Les salariés se sont portés acquéreurs de 3,96 % du capital ;
2006	➤ Lancement de la nouvelle identité visuelle ;
2007	➤ Signature d'une convention de partenariat visant l'entrée dans le capital du Groupe Bank Of Africa à hauteur de 35%. ➤ Obtention de l'agrément bancaire pour la création d'une filiale au Royaume-Uni, MediCapital Londres;

Mars 2008	➤ Concrétisation de l'acquisition des 35% du capital du Groupe Bank of Africa ; ➤ Création de EurAfric Information, joint venture technologique commun entre BMCE Bank, RMA Watanya et le groupe français Crédit mutuel (CIC Assurances) visant la réalisation d'un schéma directeur informatique consolidé de la banque et de l'assurance et un projet de plate-forme technologique de rayonnement au Maroc et à l'étranger ; ➤ Renforcement de la participation du CIC dans le capital de la Banque, la portant de 10% à 15% pour une mise de EUR 209 millions ;
Avril 2008	➤ Autorisation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la conclusion de l'emprunt subordonné de nature perpétuelle d'un montant de EUR 70 millions consenti par la SFI ;
Mai 2008	➤ Emission d'un emprunt subordonné consenti par PROPARCO pour un montant de EUR 50 millions ;
Août 2008	➤ Extension du plafond des Certificats de Dépôt émis le portant à MAD 10 milliards ;
Septembre 2008	➤ Réduction de la valeur nominale de MAD 100 à MAD 10, portant le nombre d'actions à 158 751 390 ;
Octobre 2008	➤ Prise de participation par BMCE Bank de 7,5% supplémentaires dans BOA portant la part dans le capital de cette dernière à 42,5% ; ➤ Emission d'un emprunt obligataire perpétuel subordonné pour un montant global de MAD 1 milliard ;
Décembre 2008	➤ Distinction de la Banque par <i>The Bankers Magazine</i> du Groupe <i>Financial Times</i>. BMCE BANK est ainsi élue « Banque de l'année 2008 au Maroc » et ce, pour la sixième fois depuis 2000 ; ➤ Transfert de l'intégralité de la participation du CIC dans BMCE Bank au profit de son actionnaire majoritaire, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel -BFCM-.
Février 2009	➤ Acquisition par le CIC, à travers la BFCM, de 4,9% de parts supplémentaires de capital de BMCE Bank, portant ainsi sa participation à 19,9% ;
Mai 2009	➤ Emission d'un emprunt obligataire subordonné perpétuel pour un montant de MAD 1 Md.
Mars 2010	➤ Acquisition par la Caisse de Dépôts et de Gestion de 8% du capital de BMCE Bank, portant ainsi sa participation à 9,40%.

Source : BMCE Bank

II. APPARTENANCE DE BMCE BANK AU GROUPE FINANCECOM

A fin mai 2010, BMCE Bank est détenue à hauteur de 35,8% par le Groupe FinanceCom, directement et indirectement – participations détenues par RMA Watanya, FinanceCom S.A., et SFCM.

Liste des filiales du Groupe FinanceCom à fin juin 2010 par pôle d'activité

CORE BUSINESS	➤ BMCE BANK (5%) ➤ RMA WATANYA (55,9%)
RELAIS DE CROISSANCE	➤ MEDITELECOM (50%) ➤ ATCOM (95%) ➤ MAGSHORE (50%) ➤ RANCH ADAROUCH (50%)
PRIVATE EQUITY	➤ ARGAN CAPITAL (100%) ➤ FINATECH (56%) ➤ Autres investissements
PATRIMOINE	➤ CAP ESTATE (70%) ➤ REVLY's (50%) ➤ AOS MAROC (40%)
INTERNATIONAL	➤ FINANCECOM EUROPE (100%)

Source : BMCE Bank

1. Présentation du Groupe FinanceCom et de ses principales filiales

FinanceCom est un groupe marocain privé avec des ambitions régionales et internationales, s'articulant autour de cinq pôles :

- **Core Business**, représenté par (i) le Groupe BMCE Bank, deuxième groupe bancaire privé marocain¹² et (ii) le Groupe RMA Watanya, nouvel ensemble issu de la fusion de la RMA et Al Wataniya, accaparant une part de marché de 20,1% en termes de primes émises au 31 décembre 2009 avec plus de MAD 4,2 milliards¹³ ;
- **Relais de croissance**, représenté notamment par Meditelecom, deuxième opérateur de téléphonie mobile au Maroc détenant une part de marché de 37,27% à fin 2009 avec un parc d'abonnés de 9 434 000 clients¹⁴ ;
- **Private Equity**, incluant notamment les filiales (i) Argan Capital, pôle de gestion des fonds d'investissements du Groupe FinanceCom et, (ii) Finattech, holding de sociétés leader dans les nouvelles technologies de l'information ;
- **Patrimoine**, regroupant les filiales CAPESTATE, filiale immobilière du Groupe au capital de MAD 500 millions et REVLV'S, société de financement touristique ;
- **International**, abritant notamment la filiale FinanceCom Europe, entité de support et de coordination stratégique des principales *Business units* pour le développement international en Afrique, Moyen Orient et Europe.

2. Présentation des principales filiales du Groupe

2.1. Core Business

RMA Watanya

Née de la fusion entre la Royale Marocaine d'Assurances et Al Wataniya effective depuis janvier 2005, RMA WATANYA est la deuxième compagnie du secteur marocain des assurances en termes de primes émises. En effet, au 31 décembre 2009, le montant de ces primes s'élève à MAD 4,2 Milliards en augmentation de 5,1% par rapport à une année auparavant. Ainsi, RMA WATANYA capte une part de marché globale de 20,1%. La compagnie d'assurance affiche par ailleurs un résultat net de MAD 1 016 millions au titre du même exercice.

2.2. Relais de croissance

Meditelcom

Créée en 1999, Meditelecom opère sur le marché marocain des télécommunications. Meditelecom développe et commercialise ses produits et services sous la marque *Méditel*. Ses offres s'adressent aussi bien au marché des Particuliers qu'à celui des PME et des Grandes Entreprises.

¹² En terme de total bilan selon les statistiques du GPBM au 31/12/2009

¹³ Source : Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurances et de Réassurance

¹⁴ Source : Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications -ANRT-

En juillet 2005, la société a été adjudicataire d'une licence de téléphonie Fixe, lui permettant de devenir le second opérateur Fixe après Maroc Telecom. Par ailleurs, en juillet 2006, une licence 3G lui a été attribuée pour l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications au Maroc.

En septembre 2009, les deux Groupes Portugal Telecom et Telefonica, ont cédé leur participation dans le capital de Mediatecom (64%) au profit de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et de FinanceCom, avec son partenaire RMA Watanya. Le montant de cette transaction s'élève à EUR 800 millions.

A fin 2009, le parc d'abonnés du deuxième opérateur télécoms fait ressortir 9 434 000 clients, en progression de 20,6% comparativement à 2008. Le chiffre d'affaires au titre de l'exercice 2009 s'élève à MAD 5,4 milliards, signant une appréciation de près de 2% par rapport à une année auparavant.

Cap Retail

Cap Retail est un opérateur spécialisé dans la distribution moderne dans les segments de l'équipement de la personne, de l'équipement de la maison et du luxe.

ATCOM

AFRICA TELDIS et COMMUNICATION a été créée en janvier 2008 en tant qu'opérateur de référence dans les secteurs des médias et de la communication au Maroc et en Afrique.

MAGSHORE

Créée en 2006, Magshore est une filiale du Groupe FinanceCom spécialisée dans l'Offshoring, notamment la fourniture aux marchés européens et africains des services de business outsourcing (banque, assurance et télécommunications...).

RANCH ADAROUCH

Ranch Adarauch est le plus grand élevage d'Afrique de bovins de type Santa Gertudis avec plus de 5000 têtes évoluant en mode de ranching sur un domaine de plus de 10 000 hectares.

2.3.Private Equity

ARGAN Capital

Argan Capital est le pôle de gestion des fonds d'investissements du Groupe FinanceCom structuré autour de 4 filiales spécialisées notamment (i) Capital Invest –pour la gestion des fonds de *private equity* (Capital développement et LBO)-, (ii) Actif Invest pour la gestion des fonds immobiliers et touristiques, (iii) Infra Invest pour la gestion de fonds d'infrastructures et (iv) Retail Invest pour le pilotage des activités de distribution.

FINATECH

Créé en juin 2007, FINATECH est un groupe d'entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies de l'information et dont les métiers sont complémentaires.

FINATECH est organisé en quatre pôles d'activité bien distinctes couvrant toute les offres des NTI : (i) Infrastructures & Réseaux, (ii) Payment Systems & Security, (iii) Offshoring & IT services, et (iv) Innovation Technologies.

2.4. Patrimoine

CAP ESTATE

Cap Estate est la filiale immobilière du Groupe FinanceCom, dotée d'un capital de MAD 500 millions.

REVLY'S

REVLY'S est une société de financement touristique détenue à part égale entre le Groupe FinanceCom et AMAN RESORT.

2.5. International

FinanceCom International

FinanceCom International comprend :

- FinanceCom Europe : entité de support et de coordination stratégique des principales Business Units pour le développement international en Afrique, Moyen Orient et Europe du Groupe FinanceCom ;
- FCOMI GLOBAL CAPITAL : fonds européen de gestion multi-stratégies ;
- Et, FinanceCom Asset Management : Société de gestion de portefeuilles couvrant les marchés des deux rives de la Méditerranée.

Outre les filiales présentées ci-dessus, le Groupe FinanceCom détient également des participations dans d'autres sociétés notamment EMAT, Médi 1, Régional Airlines, Hanouty Shop etc.

3. Relations entre BMCE Bank et le Groupe FinanceCom

Les entités contrôlées par le Groupe FinanceCom entretiennent des relations bancaires durables avec la Banque. En effet, dans le cadre de ses activités courantes, BMCE Bank octroie des crédits et offre des services à ces entités à des conditions normales applicables à la clientèle.

Au titre de l'exercice 2009, le montant des engagements de la Banque envers les entités contrôlées par le Groupe FinanceCom, s'élève à MAD 5,6 milliards dont les filiales spécialisées du Groupe BMCE Bank.

4. Les conventions liant le Groupe BMCE Bank et FinanceCom

4.1. Conventions conclues au cours de l'exercice 2009

Néant

4.2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'application s'est poursuivie en 2009

Convention de bail commercial entre BMCE BANK et EMAT :

Cette convention a pour objet de donner à bail un local, faisant office de bureau, situé à Casablanca – Boulevard Lalla Yacout.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1er mars 2002.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 295.

Convention de prestation de service entre BMCE BANK et EMAT :

Aux termes d'une convention cadre de prestation de services signée le 29 Aout 2007 et dont la durée est d'une année renouvelable, BMCE BANK a désigné EMAT en qualité de prestataire de services bancaires et financiers en charge de la mise en place, du développement et du fonctionnement d'une plate forme télématique BMCE Net au profit de sa clientèle

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de KMAD 7 900 hors taxes.

Convention de distribution de services conclue entre BMCE BANK et EMAT :

Cette convention a pour objet d'établir les termes et les conditions dans lesquelles BMCE BANK désigne EMAT en qualité de distributeur des Services via son portail télématique LIBRITY.

Les droits d'accès à LIBRITY seront facturés par la société EMAT à BMCE BANK comme suit :

- KMAD 3.000 hors taxes, payable à la signature de la convention ;
- Versements annuels sur une période de 5 ans d'un montant de KMAD 1 800 hors taxes au début de chaque année.

Cette convention est conclue pour une période de 5 ans à compter de la date du premier branchement.

Aucune charge n'a été comptabilisée au titre de l'exercice 2009.

Convention de bail pour station de télécommunication avec MEDITELECOM :

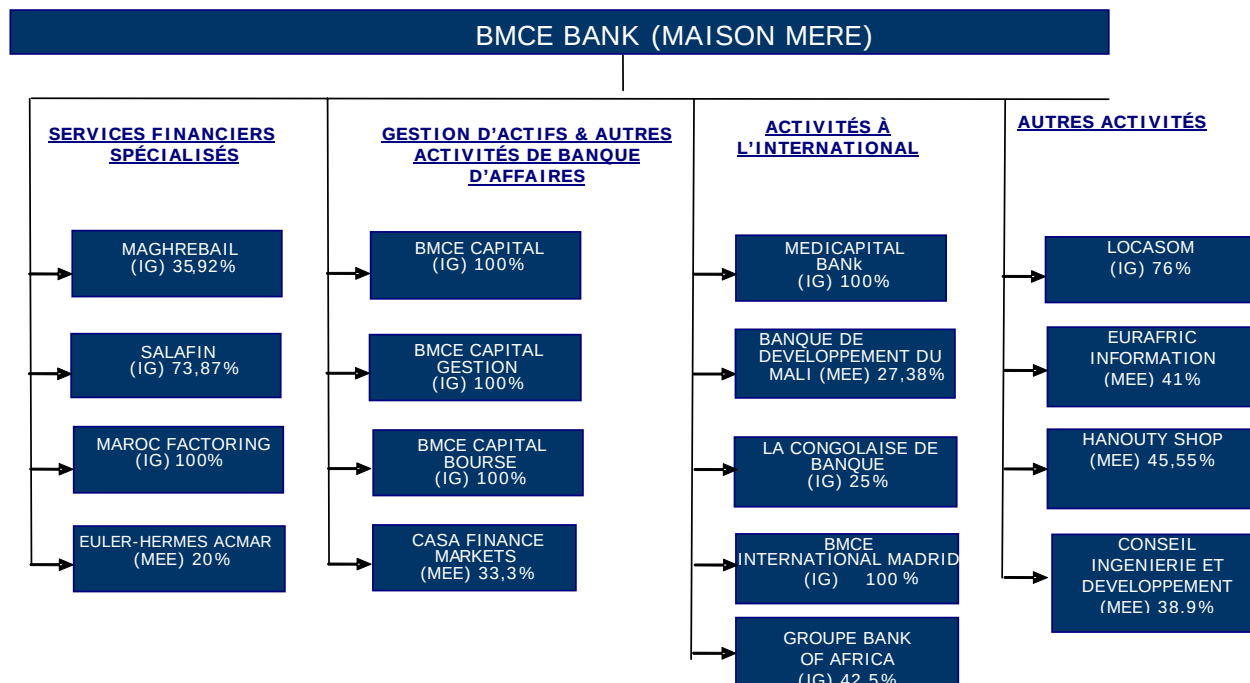
Cette convention a pour objet la prise à bail par MEDITELECOM d'une partie de la terrasse de l'immeuble sis Essaouira - n° 8, rue El Hajjali, propriété de BMCE BANK. La terrasse, objet du bail, est destinée à l'usage exclusif d'une station de télécommunication mobile.

Le bail est consenti moyennant un loyer annuel de KMAD 60 hors taxes.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 81.

III. FILIALES DE BMCE BANK

1. Organigramme au 31 décembre 2009



Source : BMCE Bank

2. Présentation des filiales

BMCE Capital

La Banque d'Affaires du Groupe a structuré ses activités par lignes de métiers spécialisées :

➤ Pôle Marchés, en charge des activités relatives à :

- ☞ Gestion d'actifs, au sein de la filiale existante du Groupe, BMCE Capital Gestion mais également BMCE Capital Gestion Privée ;
- ☞ Inter médiation boursière au sein de la filiale société de bourse, BMCE Capital Bourse ;
- ☞ Marchés des capitaux à travers BMCE Capital Markets ;
- ☞ Custody au sein de BMCE Capital Opérations ;
- ☞ Distribution multi-produits par la Plate-forme Commerciale ;
- ☞ Conseil à travers BMCE Capital Conseil.

En 2006, BMCE Capital a inauguré sa filiale tunisienne Axis Capital, spécialisée dans le conseil financier, l'intermédiation boursière et la gestion d'actifs.

En 2008, la Banque d'Affaires du Groupe BMCE s'est vue décernée par Bureau Veritas Certification la certification de sa Salle des Marchés à la norme ISO 9001 version 2000, avec un score de zéro écart. BMCE Capital dispose désormais de la première Salle des Marchés certifiée ISO au Maghreb.

Au terme de cette même année, et compte tenu du contexte difficile de marché, le chiffre d'affaires de BMCE Capital totalise MAD 164,3 millions et le résultat net ressort déficitaire à MAD -21 millions.

Au 31 décembre 2009, BMCE Capital enregistre un chiffre d'affaires de MAD 157,6 millions et un déficit net de MAD -11,2 millions.

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	BMCE Capital
➤ Siège social	Tour BMCE Bank - Rond Point Hassan II - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 100 000 000
➤ Nombre d'actions détenues	1 000 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenus	100%
➤ Chiffre d'affaires	K MAD 157 554
➤ Résultat net	K MAD -11 241
➤ Contribution au résultat net consolidé du Groupe BMCE Bank	K MAD -25 403
➤ Montant des dividendes prévus ou à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 0

Source: BMCE Bank

BMCE Capital Bourse

Créée en 1995, et filiale à 100% de BMCE Bank, BMCE Capital Bourse a réussi à s'imposer en tant qu'acteur dynamique du marché marocain de l'Equity.

Ainsi, sur le marché central actions, BMCE Capital Bourse s'adjuge au 31 décembre 2008 une part de marché de 22%¹⁵, accédant ainsi au deuxième rang des sociétés de bourse de la Place.

Dans le cadre du développement des synergies entre BMCE Bank et ses filiales, BMCE Capital Bourse a participé à plusieurs opérations d'envergure initiées par le Groupe BMCE, notamment la cession par les salariés du Groupe BMCE de 2% du capital de la Banque.

A fin décembre 2008, BMCE Capital Bourse a drainé un chiffre d'affaires de MAD 87,4 millions (vs MAD 103,3 millions au 31 décembre 2007) et un résultat net de MAD 43,1 millions (vs MAD 52,8 millions une année auparavant).

A fin 2009, le résultat net de BMCE Capital Bourse s'est monté à MAD 9,5 millions pour un chiffre d'affaires de MAD 55,2 millions.

¹⁵ Source : Statistiques Bourse de Casablanca au 31 décembre 2008

Données au 31 décembre 2009

➤ Dénomination	BMCE Capital Bourse
➤ Siège social	Tour BMCE Bank - Rond Point Hassan II - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 10 000 000
➤ Nombre d'actions détenues	100 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenus	100%
➤ Chiffre d'affaires	KMAD 55 167
➤ Résultat net	KMAD 9 458
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	KMAD 9 600
➤ Montant des dividendes prévus ou à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 7 762,5

Source : BMCE Bank

BMCE Capital Gestion

Durant l'année 2008, BMCE Capital Gestion a poursuivi ses actions d'amélioration, tant quantitative que qualitative, de son organisation ainsi que de son offre de produits à travers notamment le lancement d'une nouvelle catégorie de fonds dits contractuels : FCP Capital Sûr.

La filiale *Asset Management* a ainsi vu l'encours de ses actifs sous gestion s'améliorer de 8,8% comparativement à 2007, atteignant près de MAD 17 milliards, correspondant à une part de marché de 11%. Sur le plan financier, le résultat net de BMCE Capital Gestion s'établit à MAD 26,7 millions au terme de l'exercice 2008 (vs MAD 32,4 millions au 31/12/2007) pour un chiffre d'affaires de MAD 74,6 millions (vs MAD 89,1 millions une année auparavant).

A fin décembre 2009, BMCE Capital Gestion a réalisé un chiffre d'affaires de MAD 75,9 millions drainant une capacité bénéficiaire de MAD 25,9 millions.

Données au 31 décembre 2009

➤ Dénomination	BMCE Capital Gestion
➤ Siège social	Tour BMCE Bank - Rond Point Hassan II - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 5 000 000
➤ Nombre d'actions détenues	50 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenus	100%
➤ Chiffre d'affaires	KMAD 75 887
➤ Résultat net	KMAD 25 900
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	KMAD 25 910
➤ Montant des dividendes prévus ou à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 20 700

Source : BMCE Bank

Maroc Factoring

Créée en 1988 à l'initiative de BMCE Bank qui détient aujourd'hui 100% de son capital, la société Maroc Factoring est pionnière de l'activité de factoring au Maroc. La société offre aux entreprises un certain nombre de produits s'articulant autour de son activité principale :

- Le financement immédiat de leurs factures, en totalité ou en partie ;
- La gestion et le recouvrement des factures en lieu et place du client ;
- La garantie à 100% contre les risques d'impayés sur les acheteurs privés.

Dans un contexte de recrudescence des risques notamment pour les sociétés exportatrices confrontées à une concurrence agressive de certains pays tels que la Chine et l'Inde, une politique de sélection rigoureuse des engagements a été adoptée. Celle-ci devrait être renforcée dans les conditions actuelles de la crise internationale.

La filiale affacturage a drainé un résultat net de MAD 10,4 millions au terme de l'exercice 2008 (vs MAD 10,8 millions à fin 2007) pour des revenus de MAD 31,7 millions (vs MAD 42,8 millions une année auparavant).

Au 31/12/09, MAROC FACTORING a totalisé des revenus de MAD 55,1 millions induisant un déficit net de MAD -27,4 millions à la même date.

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	Maroc Factoring
➤ Siège social	243, Bd Mohamed V - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 45 000 000 ¹⁶
➤ Nombre d'actions détenues	450 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenus	100%
➤ Chiffre d'affaires	KMAD 55 095
➤ Résultat net	KMAD -27 373
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	KMAD -16 594
➤ Montant des dividendes prévus ou à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 3 342,24

Source : BMCE Bank

Salafin

La société de crédit à la consommation SALAFIN a été créée en 1997. Elle est dotée aujourd'hui d'un capital de MAD 237,3 millions. A l'issue de son introduction en bourse, réalisée en décembre 2007, la part de BMCE Bank a été ramenée de 92,8% à 75%.

L'activité de SALAFIN englobe aussi bien les opérations de crédit classique que les opérations de location avec option d'achat, leasing aux particuliers. La gamme de produits commercialisés par la société se subdivise ainsi en trois familles : le financement automobile, le revolving avec la carte Oxygen et le crédit personnel avec SalafWadif et SalafDirect.

¹⁶ Une augmentation de capital de l'ordre de MAD 30 millions a été opérée en juillet 2008

Par ailleurs, la société a lancé en 2008 plusieurs produits, notamment le produit Easy-Latitudes en partenariat avec DarTawfir et la carte de crédit FLEXY, en partenariat avec BMCE Bank. En outre, une plateforme de gestion de recouvrement SALAFIN –BMCE Bank pour la clientèle des particuliers a été mise en place.

A l'issue de l'exercice 2008, l'encours net de crédits se monte à MAD 3,1 milliards drainant un PNB de MAD 260,7 millions (vs MAD 233,4 millions une année auparavant). Le résultat net ressort à MAD 101,5 millions, contre MAD 84,4 millions à fin 2007.

Les réalisations annuelles de SALAFIN au terme de l'exercice 2009 laissent apparaître un PNB de MAD 269,2 millions drainant un résultat net de plus de MAD 100 millions.

Données au 31 Décembre 2009	
➤ Dénomination	Salafin
➤ Siège social	Zenith Millenium - Immeuble 8 - Sidi Maârouf - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 177 944 600
➤ Nombre d'actions détenues	1 779 446
➤ % du capital détenu	74,3%
➤ % des droits de vote détenus	74,3%
➤ Identité des autres actionnaires	Personnel Salafin : 5,7% Divers actionnaires : 20%
➤ Produit Net Bancaire	KMAD 269 167
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	KMAD 68 132
➤ Résultat net	KMAD 100 956
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 60 501

Source : BMCE Bank

Maghrebail

En activité depuis 1972, MAGHREBAIL agit aussi bien sur le crédit-bail mobilier que sur le crédit-bail immobilier et propose à ses clients une gamme diversifiée de produits dans le cadre du crédit-bail opérationnel, tels que les packages incluant la prise en charge des services d'entretien et d'assurance des biens d'équipements donnés en crédit-bail.

A fin 2008, MAGHREBAIL dégage une capacité bénéficiaire de MAD 71,6 millions, en progression de 21,0% comparativement à 2007, pour un PNB de MAD 173,4 millions (vs MAD 151,3 millions une année auparavant).

Au 31 décembre 2009, la filiale crédit-bail du Groupe BMCE Bank totalise un PNB de MAD 186,2 millions tandis que la capacité bénéficiaire s'élève à MAD 77,3 millions.

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	Maghrebail
➤ Siège social	45, Bd Moulay Youssef - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 36 886 200
➤ Nombre d'actions détenues	368 862
➤ % du capital détenu	35,90%
➤ % des droits de vote détenus	35,90%
➤ Identité des autres actionnaires	RMA WATANYA : 37,8% MAMDA & MCMA : 8% Divers actionnaires : 18,2%
➤ PNB	K MAD 186 220
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 29 233
➤ Résultat net	K MAD 77 270
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 18 443,1

Source : BMCE Bank

Casa Finance Markets

Adossée à Casablanca Finance Group, Banque d'affaires indépendante, Casablanca Finance Markets intervient sur le marché des titres négociables de la dette.

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	Casa Finance Market
➤ Siège social	5, 7 Rue Ibn Toufail - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 38 287 600
➤ Nombre d'actions détenues	382 876
➤ % du capital détenu	33,33%
➤ % des droits de vote détenu	33,33%
➤ Identité des autres actionnaires	CFG GROUP : 31,37% RMA WATANYA : 11,76% AXA ASSURANCE MAROC : 11,76% CIMR : 11,76%
➤ Chiffre d'affaires	K MAD 30 792
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 764
➤ Résultat net	K MAD 2 291
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 0

Source : BMCE Bank

BMCE INTERNATIONAL UK (Ex MediCapital Bank)

La création de BMCE BANK INTERNATIONAL UK, la filiale du Groupe BMCE basée à Londres, marque une avancée significative nouvelle de BMCE Bank dans le cadre de son développement à l'international. Elle fédérera l'ensemble des activités de BMCE Bank en Europe et spécialisée dans le *Corporate Banking*, la Banque d'Investissement et de Marchés. Elle offrira ses produits et services à la clientèle du Groupe BMCE Bank basée en Afrique, au Moyen-Orient et dans d'autres contrées asiatiques, dont elle ambitionne d'être le point d'accès privilégié aux marchés financiers internationaux.

De portée stratégique, cette implantation devrait être porteur de valeur ajoutée économique significative, à la fois pour le Groupe et pour le Maroc, qui se veut un acteur dynamique dans la promotion économique et politique de la région Méditerranéenne et du continent africain dans son ensemble.

Les autorités monétaires britanniques ont accordé, le 16 mai 2007, l'agrément de banque universelle à BMCE BANK INTERNATIONAL UK, après que le Comité des Etablissements de Crédit, présidé par Bank-Al-Maghrib, avait préalablement donné son accord en date du 14 mars 2007. Cette filiale a effectivement démarré ses activités au courant du deuxième semestre 2007.

En 2010, MEDICAPITAL BANK change de dénomination et devient BMCE INTERNATIONAL BANK UK.

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	BMCE BANK INTERNATIONAL UK
➤ Siège social	Juxon House - 2 nd Floor - 100 St Paul's Churchyard London - EC4M 8BU
◆ Montant du capital détenu	GBP 94 173 000 ¹⁷
◆ Nombre d'actions détenues	94 173 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenu	100%
➤ Chiffre d'affaires	KMAD 260 156
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	KMAD -107 136
➤ Résultat net	KMAD -107 136
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 0

Source : BMCE Bank

Banque de Développement du Mali -BDM S.A-

Dans le cadre de la politique de privatisation des banques étatiques par l'Etat Malien, BMCE Bank a acquis au cours de l'exercice 2000, en consortium avec la Banque de Développement du Mali, 51% du capital dans la Banque Malienne de Crédit et de Dépôts -BMCD-¹⁸.

¹⁷ Une augmentation de capital de l'ordre de M GBP 30 a été opérée au cours du premiers semestre 2009

Au cours de l'exercice 2001, une opération de fusion des deux banques BMCD et BDM S.A. a été menée et ce, afin de notamment (i) renforcer l'assise domestique de la BDM-SA sur le marché intérieur, (ii) atteindre la taille critique et une dimension sous-régionale permettant de répondre aux besoins de financement des différents secteurs d'activité et (iii) développer et diversifier les activités de la banque fusionnée et accroître sa rentabilité.

Au 31 décembre 2009, la BDM dégage un PNB de MAD 311,8 millions et un résultat net de MAD 105,8 millions (vs MAD 68,3 millions une année auparavant).

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	Banque de Développement du Mali
➤ Siège social	Bamako - Mali
➤ Montant du capital détenu	FCFA 1 029 260 000
➤ Nombre d'actions détenues	102 926
➤ % du capital détenu	27,38%
➤ % des droits de vote détenu	27,38%
➤ Identité des autres actionnaires	Etat du Mali : 19,58% BCEAO : 15,96% BOAD : 15,96% CCIM : 12,87% Privés maliens : 8,26%
➤ Produit Net Bancaire	K MAD 311 846
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 15 900
➤ Résultat net	K MAD 105 756
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 4 745,287

Source : BMCE Bank

La Congolaise de Banque

Acquise en 2004 et entrée dans le périmètre de consolidation en 2005¹⁹, la Congolaise de Banque affiche des indicateurs d'activité et financiers satisfaisants. A fin 2009, sa capacité bénéficiaire ressort à MAD 54,5 millions pour un PNB de MAD 210,1 millions (vs MAD 185,7 millions une année auparavant).

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	La Congolaise de Banque
➤ Siège social	Brazzaville - Congo
➤ Montant du capital détenu	FCFA 1 000 000 000
➤ Nombre d'actions détenues	100 000

¹⁸ Pour rappel, la participation de BMCE Bank dans le capital de la BDM était de 25 000 titres en 1996, soit 51% du capital. En 2003, la BDM a fusionné avec la BMCD, le nombre de titres détenus par BMCE Bank dans la nouvelle entité est de 77 926 titres, soit 20,73% du capital. En 2006, BMCE Bank a acquis la part de la BCP pour aboutir à 27,38% du capital de la BDM

¹⁹ Son exclusion du périmètre de consolidation en 2004 a été motivée par l'indisponibilité d'informations financières au titre de cet exercice

➤ % du capital détenu	25%
➤ % des droits de vote détenu	25%
➤ Identité des autres actionnaires	Etat : 10% Privés locaux : 64% Personnel : 1%
➤ Produit Net Bancaire	KMAD 210 138
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	KMAD 13 046
➤ Résultat net	K MAD 54 464
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 5 336,492

Source : BMCE Bank

Groupe Bank Of Africa

Dans le cadre de sa politique de déploiement à l'international, BMCE Bank a conclu en mars 2007 un partenariat capitalistique pour la prise de participation de 35% dans le capital du Groupe bancaire Bank Of Africa. En octobre 2008, BMCE Bank a augmenté de 7,5% sa participation dans la BOA pour la porter à 42,5%. Présent dans une dizaine de pays africains, le Groupe BOA affiche un produit net bancaire de MAD 1 831,8 millions à fin 2009 permettant de drainer un résultat net de MAD 410,2 millions.

Données au 31 décembre 2009

➤ Dénomination	Groupe Bank Of Africa
➤ Objet social	Réseau de banques commerciales et de sociétés financières, toutes entièrement dédiées au continent africain
➤ Siège social	Bamako - Mali
➤ Montant du capital détenu	EUR 17 147 650
➤ Nombre d'actions détenues	110 630
➤ % du capital détenu	42,5%
➤ % des droits de vote détenu	42,5%
➤ Identité des autres actionnaires	Akoua' Ba : 23,0% FMO : 5,0% Proparco : 3,3% BIO : 1,6% Divers personnes physiques : 24,6%
◆ Produit Net Bancaire	KMAD 1 831 762
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	KMAD 68 855
➤ Résultat net	K MAD 410 215
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 61 268,894

Source : BMCE Bank

EULER HERMES ACMAR

Détenue à hauteur de 20% par le Groupe BMCE Bank, EULER HERMES ACMAR est spécialisée dans l'assurance crédit en accompagnant les entreprises dans leur développement (au Maroc ou à l'étranger) via la protection de leur poste clients. A fin 2009, la société génère un résultat net de MAD 8,9 millions pour un chiffre d'affaires de MAD 24,9 millions.

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	EULER HERMES ACMAR
➤ Objet social	Assurance Crédit Commercial
➤ Siège social	37, Bd Abdellatif Ben Kaddour - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 10 000 000
➤ Nombre d'actions détenues	100 000
➤ % du capital détenu	20%
➤ % des droits de vote détenu	20%
➤ Identité des autres actionnaires	EULER HERMES SFAC / Groupe Banque Populaire / SGMB / SMAEX
➤ Chiffre d'affaires	KMAD 24 936
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	KMAD 1 788
➤ Résultat net	KMAD 8 943
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 0

Source : BMCE Bank

BMCE INTERNATIONAL ESPAGNE (ex BMCE INTERNATIONAL MADRID)

Détenue à 100% par le Groupe BMCE Bank, BMCE INTERNATIONAL ESPAGNE est une Banque de droit espagnol créée en 1993 par BMCE Bank et des partenaires nationaux.

Cette filiale a pour vocation la promotion et le développement du commerce extérieur entre l'Europe et le monde arabe, entre l'Espagne et le Maroc, en particulier.

Il est à noter que BMCE INTERNATIONAL ESPAGNE est en cours d'intégration dans le réseau de BMCE INTERNATIONAL UK (Ex MediCapital Bank).

A l'issue de l'exercice 2009, le produit net bancaire de BMCE INTERNATIONAL ESPAGNE s'élève à MAD 75,0 millions tandis que sa capacité bénéficiaire se fixe à MAD 26,0 millions.

En 2010, BMCE INTERNATIONAL MADRID change de dénomination et devient BMCE INTERNATIONAL ESPAGNE.

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	BMCE INTERNATIONAL ESPAGNE
➤ Objet social	Secteur bancaire

➤ Siège social	Serrano, 59, 28006 Madrid
➤ Montant du capital détenu	EUR 18 030 000
➤ Nombre d'actions détenues	300 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenu	100%
➤ Produit Net Bancaire	KMAD 75 042
➤ Résultat net	KMAD 25 955
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 0

Source : BMCE Bank

BMCE BANK OFFSHORE

BMCE Bank dispose depuis 1965, d'une agence située au cœur de la zone franche d'exportation, dans le port de Tanger.

Une seconde agence Offshore a été créée afin de répondre aux besoins accrus des opérateurs implantés dans cette zone. Les investisseurs peuvent ainsi bénéficier d'une structure de proximité offrant des services spécifiques et une gamme adaptée de produits en devises : ouverture et gestion des comptes, dépôts à terme, change et arbitrage entre différentes devises, financement à moyen et court terme, financement de projets industriels...

BMCE Bank Offshore affiche un PNB de MAD 108,6 millions au terme de l'exercice 2009 et un résultat net de MAD 95,8 millions.

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	BMCE BANK OFFSHORE
➤ Objet social	Banque
➤ Siège social	BMCE Bank Offshore, BP 513 Zone Franche, Port
➤ Montant du capital détenu - Dotation	USD 500 000
➤ Nombre d'actions détenues	100%
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenu	100%
➤ Produit Net Bancaire	K MAD 108 571
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 95 823
➤ Résultat net	K MAD 95 823
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 0

Source : BMCE Bank

BMCE Paris

Au 31 décembre 2009, le résultat net de BMCE Paris est déficitaire de MAD -99,7 millions. A signaler que cette filiale est en liquidation judiciaire; ses activités étant transférées à MediCapital Bank.

Données au 31 décembre 2009	
➤ Dénomination	BMCE PARIS (*)
➤ Objet social	Banque
➤ Siège social	3 Rue Boudreau 75009 Paris 09
➤ Montant du capital détenu - Dotation	K EUR 72 104
➤ Nombre d'actions détenues	100%
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenu	100%
➤ Produit Net Bancaire	K MAD 0
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 381
➤ Résultat net	K MAD -99 729
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2009	K MAD 0

(*) Transfert de l'activité à MediCapital Bank

Source : BMCE Bank

3. Relations entre BMCE Bank et ses filiales

Les principales conventions régissant les relations entre BMCE Bank et ses filiales se présentent comme suit :

3.1 CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2009

3.1.1. Convention de mise en place d'une plate forme de recouvrement entre BMCE BANK et SALAFIN (avenant)

Conclue le 15 septembre 2008 puis modifiée le 5 juin 2009, cette convention, a pour objet la mise en place et la gestion d'une plate forme de recouvrement par SALAFIN dans le but de traiter les créances en anomalie de 1^{er} niveau des clients SALAFIN et de la clientèle de masse de BMCE Bank.

L'avenant a pour objet de convenir des modalités de dérogation au contrat principal en prévoyant la prise en charge à titre exceptionnel par BMCE BANK de la rémunération de SALAFIN au titre du contrat ASP à conclure avec ce dernier.

La rémunération de SALAFIN est fixée par le biais d'une grille tarifaire.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de KMAD 2 053 hors taxes.

3.1.2. Convention prestation de services, d'assistance technique et d'hébergement d'applications entre BMCE BANK et SALAFIN

Conclue le 15 janvier 2009, cette convention a pour principal objet l'implémentation d'un service de recouvrement par lequel SALAFIN s'engage à réaliser les missions que BMCE BANK lui confie (assistance à l'outil de recouvrement et son paramétrage, fourniture d'une licence d'utilisation du module de gestion d'affectation des portefeuilles aux gestionnaires et le module de gestion des télécommunications, développement des interfaces avec le SI BMCE, hébergement dédié du logiciel de recouvrement et exploitation quotidienne, mise à disposition d'un centre de maintenance...).

Cette convention a été conclue aux conditions suivantes :

- Coût de la mise en œuvre : K MAD 600 ;
- Coût du service d'hébergement et d'exploitation : coût par utilisateur de l'application par mois : K MAD 3 ;
- Coût de restauration d'une sauvegarde de l'outil de recouvrement à la demande du client (BMCE BANK) : K MAD 5.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de K MAD 1 542 hors taxes.

3.1.3. Convention entre BMCE BANK et MAGHREBAIL

Conclue le 8 mai 2009, cette convention a pour objet de déterminer les modalités et les conditions de la coopération entre les parties en vue du placement par BMCE BANK pour le compte de MAGHREBAIL des produits formatés de crédit-bail, du produit BMCE BAIL ainsi que du produit BMCE IMMOBAIL Entreprise, des produits classiques de crédit-bail assortis ou non de la caution solidaire de BMCE BANK.

Cette convention a été conclue aux conditions suivantes :

- MAGHREBAIL verse à BMCE BANK des commissions d'apport définies au sein d'une grille tarifaire ;
- MAGHREBAIL s'engage par ailleurs à verser des commissions d'apport trimestrielles au titre de la rémunération de BMCE BANK ;
- MAGHREBAIL s'engage à verser des commissions d'apport annuelles calculées sur la base des objectifs commerciaux annuels dont la réalisation est confirmée par un comité de pilotage ;
- MAGHREBAIL s'engage enfin pour les produits formatés et le BMCE BAIL à rémunérer la caution de BMCE BANK au taux annuel. Le taux des commissions d'aval est déterminé au cas par cas concernant les dossiers classiques assortis ou non d'une caution solidaire ; il est calculé annuellement sur l'encours financier de MAGHREBAIL garanti par BMCE BANK (Encours financier * quotité de l'aval bancaire).

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de K MAD 2 160.

3.1.4. Convention de partenariat entre BMCE BANK et BUDGET LOCASOM

Conclue le 29 mai 2009, cette convention a pour objet la coopération des parties en vue du placement par BMCE BANK du produit BMCE LLD (à savoir : pack LLD consistant en l'acquisition et la gestion de la flotte de véhicules) pour le compte de LOCASOM. BMCE BANK oriente sa clientèle vers ledit produit. LOCASOM prend en charge la clientèle BMCE BANK lui fournissant l'assistance nécessaire. Ce produit sera commercialisé au niveau du réseau BMCE BANK.

Cette convention a été conclue aux conditions suivantes :

- BMCE BANK s'engage uniquement à favoriser le règlement des loyers relatifs à BMCE LLD par ses clients, (prélèvement sur le compte du client, etc.) ;
- BMCE BANK perçoit une commission calculée sur la base du budget du véhicule et de la période de location allant de 0,15% à 0,40% du tarif.

3.1.5. Contrat de bail conclu entre BMCE BANK et EURAFRIC INFORMATION (EAI)

Conclu le 8 octobre 2009, ce contrat prévoit la location par BMCE BANK au profit de EAI, d'un appartement de 279 m² situé à Casablanca 243 Bd Mohammed V, objet du TF n°36929/C, propriété dite « GAMECOUR ».

Le bail est consenti, à compter du 15 octobre 2009, pour des périodes de trois ans renouvelables par tacite reconduction, pour un montant mensuel de MAD 23 436 charges et taxes comprises.

BMCE BANK est actionnaire d'EURAFRIC INFORMATION à hauteur de 41% du capital social et participe au travers de ses représentants au Conseil de Surveillance et du Directoire d'EURAFRIC INFORMATION.

Au titre de cette convention, la société a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de K MAD 47.

3.1.6. Convention de partenariat entre BMCE BANK et ASSURBANK

Conclue le 27 août 2009, cette convention a pour objet le développement d'un partenariat durable mutuellement profitable entre les parties dans les domaines du conseil et du courtage d'assurance, dans les domaines de la promotion immobilière, des entreprises en création.

Cette convention ne concerne que le réseau des centres d'affaires et l'agence Corporate de BMCE BANK. BMCE BANK agit en qualité de prescripteur pour le compte de BMCE ASSURBANK en orientant sa clientèle vers cette dernière.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2009.

3.1.7. Convention de partenariat entre BMCE BANK et CAP EVAL

Conclue le 7 décembre 2009, cette convention a pour objet la coopération entre les parties en vue de la réalisation d'expertises immobilières que BMCE BANK souhaite confier à CAP EVAL, société commune de BMCE BANK et de TABIMED elle-même filiale de la CAM. CAP EVAL a pour objet social la réalisation d'expertises en évaluation immobilière. BMCE BANK aura recours à CAP EVAL dans le cadre de son activité d'octroi de crédits assortis de garanties hypothécaires.

CAP EVAL est rémunérée par le client ou le prospect de BMCE BANK au titre de l'expertise réalisée conformément à une grille tarifaire, détaillant les tarifs en fonction de la nature du bien, ainsi que le prix des rapports d'expertises.

3.2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURES ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2008

3.2.1. Convention portant mandat de gestion par BMCE CAPITAL Bourse du programme de rachat de BMCE BANK de ses propres actions en bourse

Par cette convention, conclue le 9 novembre 2005, BMCE BANK confie à BMCE CAPITAL Bourse l'exécution du programme de rachat par BMCE BANK de ses propres actions en Bourse dans les conditions déterminées par la loi.

En contrepartie, BMCE BANK règle au mandataire BMCE CAPITAL Bourse la somme forfaitaire de KMAD 750 au titre des frais de gestion et de réalisation de l'ensemble du programme.

Le montant ci-dessus est payable en deux tranches :

- 50% le 1er janvier 2006,
- 50% au 1er janvier 2007.

Le renouvellement de la convention de gestion du programme de rachat est fait par tacite reconduction du fait que le programme de rachat des actions reste toujours en vigueur. Aussi le renouvellement dudit Programme a fait l'objet d'autorisation par l'AGO.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009, une charge globale KMAD 750 hors taxes.

3.2.2. Convention d'avance en compte courant entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention, conclue le 13 décembre 2005, a pour objet de mettre à disposition par BMCE BANK d'une avance en compte courant rémunéré au bénéfice de BMCE CAPITAL. Cette convention vise à permettre le financement des opérations d'augmentation de capital des filiales MED CAPITAL COMMUNICATION et CAPITAL CONSEIL. Cette avance est rémunérée au taux de 2,78% hors TVA.

Au 31 décembre 2009, le solde de l'avance s'est élevé à K MAD 15 800 et le produit constaté dans les comptes de BMCE BANK est de KMAD 1 471.

3.2.3. Convention de gestion des activités de trésorerie entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

La convention, établie le 19 octobre 1999, a pour objet de confier à BMCE CAPITAL, la gestion des activités de trésorerie et de marché monétaire, obligataire et de change en dirhams, en dirhams convertibles et en devises de la banque et de sa succursale à Tanger, Tanger Off Shore « TOS ».

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable pour des périodes successives.

Les conditions de rémunération des prestations fournies par BMCE CAPITAL, fixées par avenant en date du 22 novembre 2001, sont les suivantes :

- BMCE CAPITAL perçoit une rémunération annuelle représentant 15% de l'excédent, par rapport à 100 millions de dirhams du résultat brut d'exploitation généré par les activités de marché de la Banque ;
- La rémunération de BMCE CAPITAL ne peut être inférieure à 10 millions de dirhams, ni supérieure à 20 millions de dirhams pour chaque période de gestion de 12 mois.

Cette convention prévoit aussi la refacturation des charges engagées par BMCE Capital pour le compte de BMCE Bank suivant un budget annuel arrêté par les deux parties.

Au titre de l'exercice 2009, la rémunération de BMCE CAPITAL s'établit à 20 millions de dirhams hors taxes.

Le montant de la refacturation des charges constatées, au titre de l'exercice 2009, s'élève à K MAD 55 271 hors taxes.

3.2.4. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL des espaces de bureaux situés aux Agences BMCE BANK Rabat-Ibnou Sina et Agadir-Ville.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1^{er} juillet 2002.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 46.

3.2.5. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL un local faisant office de bureau au 8^{ème} étage de la Tour BMCE-Bank sis au rond point Hassan II.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1^{er} janvier 2003.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 1 836.

3.2.6. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL un local faisant office de bureau au 7^{ème} étage de la Tour BMCE-Bank sis au 142, Avenue Hassan II.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1^{er} janvier 2003.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 270.

3.2.9. Convention de distribution entre BMCE BANK et SALAFIN

Conclue en 2006, cette convention a pour objet de régir les principaux droits et obligations qui incombent à chacune des parties, dans le cadre des prêts à la consommation commercialisés exclusivement par BMCE BANK et gérés par SALAFIN.

La rémunération est décomposée de la manière suivante :

- Rémunération sous forme de rétrocession de marge calculée trimestriellement sur la base des encours moyens sains réalisés grâce au réseau bancaire de BMCE BANK.
- Rémunération basée sur le volume de production nouvelle.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009, un produit de KMAD 23 097.

3.2.10. Convention d'avance en compte courant entre BMCE BANK et MABANI.COM

Conclue en 2005, cette convention prévoit que BMCE BANK accorde une avance en compte courant au bénéfice de MABANI.COM pour un montant maximum en principal de KMAD 22 429. Cette avance est rémunérée au taux de 2,78% hors TVA.

Au 31 décembre 2009, le solde de l'avance s'est élevé à KMAD 2 729 et le produit constaté dans les comptes de BMCE BANK est de KMAD 76.

3.2.11. Conventions de rémunération entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Dans le cadre de l'emprunt obligataire subordonné agréé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 juillet 2008 d'un montant maximum de MAD 2 Md, BMCE BANK a mandaté BMCE CAPITAL au titre de la première et seconde tranche de l'emprunt (octobre 2008) en qualité de coordinateur global, conseiller de l'opération, et agent de placement.

Au titre de la première convention conclue le 6 février 2009, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de K MAD 500.

Au titre de la seconde convention conclue le 1^{er} juin 2009, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de K MAD 500.

3.2.12. Conventions de gestion de prestations informatiques entre BMCE BANK et EURAFRIC INFORMATION

Conclue le 6 octobre 2008, cette convention porte sur la fourniture de prestations informatiques entre la société EURAFRIC INFORMATION et BMCE BANK.

Au titre de l'exercice 2009, les prestations facturées par EURAFRIC INFORMATION dans ce cadre s'élèvent à K MAD 39 276 hors taxes.

3.2.13. Convention de prestations technique et informatique entre BMCE BANK et SALAFIN

Cette convention a pour objet des prestations d'aide à la vente, de prévention du risque et de mise en place des crédits à la consommation pour une rémunération de DH 20.000.000 HT.

4. Prêts octroyés aux filiales de BMCE Bank

Les prêts accordés aux filiales sont consentis à des conditions variables selon le type de prêts. Le total des engagements de BMCE Bank envers les différentes filiales se présente comme suit à fin 2009 :

Filiales	Encours ²⁰ à fin 2009 - K MAD
BMCE Capital Bourse	9 127
BMCE Capital Gestion	100
BMCE Capital	25 498
MEDICAPITAL BANK PLC	1 788 672
Docuprint	4 000
Maghrebail	1 557 211
Maroc Factoring	154 904
Salafin	313 048
Total Engagements sur les filiales	3 852 560
En % des engagements de BMCE Bank²¹	5,28%

Source : BMCE Bank

²⁰ Décaissement et signature, hors titres de placements

²¹ Total des engagements sur les filiales / Créances sur la clientèle+créances sur les sociétés de financement (activité Maroc)

ACTIVITE

1. Aperçu du secteur bancaire

1.1. Cadre réglementaire

Les établissements bancaires sont placés sous la supervision de Bank Al-Maghrib et du Ministère des Finances, lesquels agissent sous la recommandation du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne et du Conseil des Etablissements de Crédit.

Le secteur bancaire marocain a entamé sa réforme dès 1993 avec la refonte de la loi bancaire visant la libéralisation et la modernisation²² de celui-ci. En effet, la loi bancaire 1967 révisée en 1993 a été remplacée par une nouvelle loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés et qui a été promulguée par le Dahir 1-05-178 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006).

Cette nouvelle loi confère plus d'autonomie à Bank Al Maghrib en matière de politiques monétaire et de change, renforçant ainsi son rôle de supervision et de contrôle. De ce fait, selon ce texte, le Gouverneur de BAM fixe les proportions à respecter au niveau des ratios prudentiels.

Par ailleurs, la nouvelle loi bancaire a instauré de nouveaux principes largement inspirés des recommandations de Bâle II auxquels ont dû se conformer les banques privées dès fin 2007. Outre ce chantier, le secteur a été marqué par l'engagement de travaux pour préparer la migration des banques vers les nouvelles normes comptables internationales IAS/IFRS, obligatoires à partir de 2008.

Critères	Définition	Taux
Ratio de solvabilité	Rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature.	$\geq 12\%$
Coefficient minimum de liquidité	Rapport entre, d'une part, les éléments d'actifs disponibles réalisables à CT et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à CT et les engagements par signature donnés.	$\geq 100\%$
Ratio de divisions des risques	Rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque.	$\leq 20\%$
Réserve monétaire	Fonds dont la banque dispose auprès de BAM, sous forme de comptes gelés et équivalents en moyenne mensuelle à 6% de ses dépôts à vue.	$= 6\%$
Classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions	Les créances en souffrance sont réparties en 3 catégories, selon leur degré de risque :	
	- créances pré-douteuses ;	$\geq 20\%$
	- créances douteuses ;	$\geq 50\%$
	- créances compromises.	$\geq 100\%$
	Les provisions doivent être constituées selon la classe de risque et déduction faite des garanties détenues et des agios réservés.	

²² Libéralisation des taux, déréglementation de l'activité bancaire, etc.

1.2. Activité du secteur bancaire entre 2006 et 2009

Le secteur bancaire joue un rôle clef dans l'économie marocaine. A travers ses deux principales activités, collecte de l'épargne et allocation des crédits. Il est le moteur du financement du développement de l'économie.

A fin 2009, le secteur compte 19²³ banques, réparties en quatre catégories :

- Les **banques de dépôts classiques**, à savoir Attijariwafa Bank, BMCE Bank, BMCI, SGMB et Crédit du Maroc ;
- Le **Crédit Populaire Marocain**, constitué de la BCP et de onze Banques Populaires Régionales ;
- Les **ex-Organismes Financiers Spécialisés**, à savoir le CAM et le CIH ;
- Et, les **autres banques**, telles que Citibank, Bank Al Amal, le Fonds d'Equipement Communal, MédiaFinance & Casablanca Finance Markets, AL BARID BANK (...)

Par ailleurs, les banques étrangères sont largement présentes dans le tour de table des banques privées. En tête, BNP Paribas, Société Générale France et Crédit Agricole SA détiennent au 31 décembre 2009 respectivement la majorité du capital de la BMCI, de la SGMB et de CDM avec des parts de 66,74%, de 51,6% et de 76,66%. Par ailleurs, Grupo Santander est actionnaire dans Attijariwafa Bank à hauteur de 4,50% à travers Santusa Holding ; tandis que le Groupe CM-CIC détient, à travers sa holding la Banque Fédérative du Crédit Mutuel -BFCM-, 19,94% du capital de BMCE Bank.

Les principaux faits ayant marqué le secteur bancaire depuis 2006 se profilent comme suit :

- La prise de participation, le 6 juillet 2006, par le Groupe des Caisses d'Epargne de 35% du holding Massira Capital Management, actionnaire majoritaire (67%) du CIH ;
- L'acquisition par Attijariwafa Bank de 66,67% du capital de la Banque SenegaloTunisienne -BST- en novembre 2006 et rachat de 79,15% de la Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest -CBAO- en avril 2008 ;
- La signature d'un protocole d'entente en mars 2007 pour la prise de participation par le Groupe BMCE de 35% du Groupe AFH/BOA présent dans une dizaine de pays africains ;
- La cession en avril 2007 de 5% du capital de BMCE Bank détenu en propre au profit de la Caja de Ahorros del Mediterraneo -CAM- ;
- L'obtention en mai 2007 d'un agrément bancaire par la filiale londonienne de BMCE Bank, MediCapital Bank ;
- Le renforcement, en mars 2008, de la participation du CIC dans le capital de BMCE Bank à 15% ;

²³ Source : Rapport annuel 2009 de Bank Al Maghrib sur le contrôle des établissements de crédits.

- Le rachat de 51% du capital de la Banque Internationale pour le Mali -BIM- par le consortium Attijariwafa Bank, SNI et ONA en juillet 2008 ;
- La prise de participation en juillet 2008 par BMCE Bank de 7,5% supplémentaires dans BOA portant la part dans le capital de cette dernière à 42,5% ;
- L'acquisition en novembre 2008 par Attijariwafa Bank de 5 banques africaines auprès du Crédit Agricole France pour un montant global de MAD 2,8 milliards. Parallèlement, Attijariwafa Bank a procédé à la cession pour le compte du groupe français Crédit Agricole de 24% du capital du Crédit Du Maroc détenus par Wafa Assurance et de 15% du capital de Wafasalaf ;
- Le transfert par le CIC de sa participation dans BMCE Bank au profit de son actionnaire majoritaire, la BFCM le 30 décembre 2008 ;
- Le renforcement de la participation de la BFCM dans BMCE Bank à 19,94% en février 2009 ;
- L'acquisition en mars 2010 par la BCP des participations de BANK AL MAGHRIB dans 3 banques internationales (8,26% de la BRITISH ARAB COMMERCIAL BANK –BACB-, 4,99% de l'UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES –UBAF- et 4,66% de l'ARAB ITALIAN BANK) ;
- La prise de participation conjointe par ATTIJARIWAFABA BANK et le GROUPE BANQUE POPULAIRE de 60% du capital de BNP Paribas Mauritanie, filiale du Groupe BNP Paribas ;
- Le rachat de 8% de BMCE Bank par la CDG courant mars 2010, soit près de 12,7 millions d'actions au prix unitaire de MAD 267.

Banques commerciales ²⁴ (M MAD)	2007	2008	Var.	2009	Var.
Crédits de trésorerie	118 217,5	135 041,7	14,2%	124 784,7	-7,6%
Crédits à l'équipement	72 075,7	87 642,2	21,6%	111 994,5	27,8%
Crédits à la consommation	18 712,1	23 781,7	27,1%	27 998,60	17,7%
Crédits immobiliers	84 266,8	119 903,6	42,3%	143 836,43	20,0%
Autres crédits	4 999,2	15 231,3	204,7%	13 773,9	-9,6%
Créances en souffrance brutes (hors agios réservés)	19 777,8	18 548,7	-6,2%	20 716,8	11,7%
Total	318 049,0	400 149,2	25,8%	443 104,9	10,7%

Evolution des créances sur la clientèle – Banques commerciales

Source : GPBM

²⁴ L'ensemble des banques du secteur hors CIH et CAM selon le GPBM.

Banques commerciales (M MAD)	2007	2008	Var.	2009	Var.
Comptes chèques	191 151,6	203 427,8	6,4%	213 630,1	5,0%
Comptes courants	73 103,0	77 196,9	5,6%	82 734,3	7,2%
Comptes d'épargne	52 863,8	58 540,9	10,7%	64 041,1	9,4%
Dépôts à terme	111 921,6	134 081,0	19,8%	131 338,0	-2,0%
Autres dépôts	14 181,7	31 225,1	120,2%	33 911,3	8,6%
Total	443 221,7	504 471,7	13,8%	525 654,8	4,2%

Evolution des dépôts de la clientèle – Banques commerciales

Source : GPBM

En 2008, les crédits octroyés aux clients des banques commerciales s'élèvent à MAD 400,1 milliards représentant plus de 58,8% du PIB²⁵. La répartition par objet montre que les crédits de trésorerie et les prêts à l'équipement représentent respectivement 33,7% et 21,9% du total des crédits distribués par les banques commerciales. Pour leur part, tirant profit d'une dynamique de la demande, les prêts immobiliers canalisent 30% des concours des banques commerciales.

Durant la même année, les dépôts collectés par les banques commerciales auprès de la clientèle atteignent MAD 504,5 milliards, soit plus de 94% de l'ensemble des ressources des banques commerciales. Les comptes chèques et les comptes courants, qui représentent un encours de MAD 280,6 milliards en 2008, affichent la plus forte contribution avec 55,6% des ressources collectées.

A fin 2009, l'encours des crédits octroyés par les banques commerciales se monte à MAD 443 104,9 millions, en accroissement de 10,7% comparativement au 31/12/2008. Ce ralentissement de la croissance s'explique essentiellement par le retrait de 7,6% à MAD 124 784,7 millions des crédits de trésorerie conjugué au repli de 9,6% à MAD 13 773,9 millions des autres crédits. Pour leur part, les crédits immobiliers enregistrent une progression de 20,0% à MAD 143 836,43 millions concentrant 32,5% du portefeuille de crédits en 2009, contre 30% en décembre 2008. Les crédits à l'équipement ainsi que les crédits à la consommation s'améliorent de 27,8% à MAD 111 994,5 millions et de 17,7% à MAD 27 998,6 millions respectivement.

Concernant les dépôts, ceux-ci enregistrent une progression de 4,2% à MAD 525 654,8 millions au 31 décembre 2009. Cette situation est principalement consécutive à la hausse de 9,4% à MAD 64 041,1 millions des comptes d'épargne, de 7,2% des comptes courants à MAD 82 734,3 millions et de 5% à MAD 213 630,1 millions des comptes chèques.

²⁵ Il s'agit d'un PIB 2008^E à prix courant, contenu dans la Loi de Finances 2008 et qui s'élève à MAD 680,2 Md

Dépôts

A fin 2009, six banques concentrent près de 98% des ressources collectées par les banques commerciales. Les parts de marché de ces établissements se profilent comme suit :

Parts de marché	ATW	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB
Dettes envers les établissements de crédit	29,5%	49,9%	17,3%	1,7%	0,6%	0,7%
Dépôt de la clientèle	29,2%	30,6%	16,5%	7,5%	5,8%	8,7%
Emprunts financiers extérieurs	2,0%	1,3%	5,5%	0,0%	0,5%	19,9%
Titres de créances émis	12,5%	0,0%	14,0%	18,6%	17,8%	27,2%
Total Ressources	28,1%	28,8%	16,3%	8,1%	6,5%	9,8%

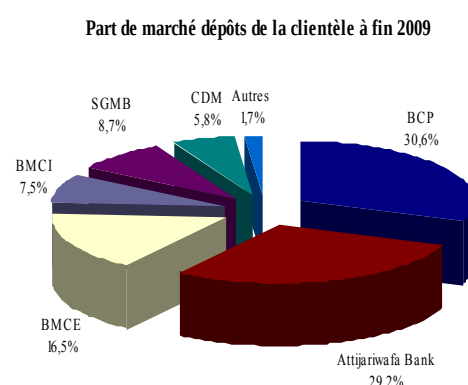
Part de marché dépôts – Banques commerciales

Source : GPBM

En termes de dépôts collectés auprès de la clientèle, BCP détient une part de marché de 30,6%, suivie par Attijariwafa Bank qui en capte 29,7%. Pour sa part, BMCE BANK polarise 15,8% du total des dépôts.

Année 2009	Dépôts de la clientèle (M MAD)	Part en %
BCP	160 765	30,6%
Attijariwafa Bank	153 295	29,2%
BMCE	86 738	16,5%
BMCI	39 495	7,5%
SGMB	45 753	8,7%
CDM	30 596	5,8%
Autres	9 014	1,7%
Banques Commerciales	525 655	100,0%

Source : GPBM



Crédits

Du côté des emplois, les six premiers établissements bancaires accaparent 97,1% des crédits octroyés par les banques commerciales. Les parts de marché en termes d'engagement des six principaux acteurs du marché bancaire marocain se résument dans le tableau suivant :

Parts de marché	ATW	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB
Créances sur les sociétés de financement	35,1%	22,9%	15,3%	8,2%	3,5%	14,6%
Créances sur la clientèle	28,3%	27,0%	14,6%	9,5%	7,3%	10,1%
Créances en souffrance sur la clientèle nettes de provisions	10,5%	33,5%	20,7%	6,4%	7,6%	19,1%
Total Crédits	29,0%	26,5%	14,7%	9,3%	6,9%	10,6%

Part de marché Crédits – Banques commerciales

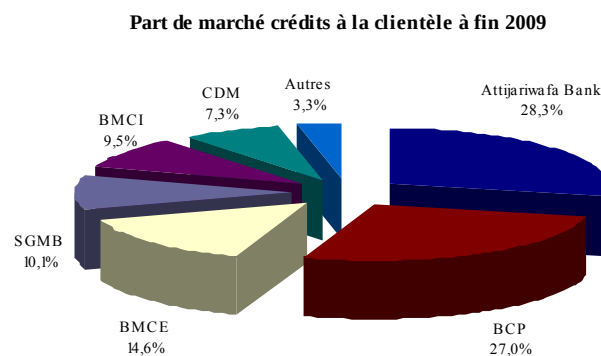
Source : GPBM

A fin 2009, Attijariwafa Bank occupe la première position en matière de distribution des crédits à la clientèle avec une part de marché de 29,0%, suivie de la BCP qui en polarise 26,5%. BMCE Bank accapare, quant à elle, 14,7% des crédits distribués à la clientèle.

En revanche, BCP et BMCE Bank accusent les plus fortes proportions de créances en souffrance, avec respectivement 33,5 % et 20,7%.

Année 2009	Créances sur la clientèle	Part en %
Attijariwafa Bank	125 365	28,3%
BCP	119 435	27,0%
BMCE	64 849	14,6%
SGMB	44 807	10,1%
BMCI	41 900	9,5%
CDM	32 337	7,3%
Autres	14 413	3,3%
Banques Commerciales	443 105	100,0%

Source : GPBM



Engagements hors bilan

A fin 2009, les six principaux acteurs du marché bancaire marocain canalisent 93,4% des engagements hors bilan des banques commerciales.

Par opérateur, BCP polarise 40,5% des engagements donnés du secteur, suivie par BMCE Bank et ATTIJARIWAFABANK qui en accaparent respectivement 20,5% et 19,5%. BMCI en réalise, quant à elle, 7,1%.

2009	ATW	BMCE	BMCI	BCP	SGMB	CDM	Autres	Banques Commerciales
Engagements de financement donnés (M MAD)	13 512,95	14 223,48	4 907,25	28 115,72	2 360,00	1 747,11	4 573,26	69 439,77
Part de marché	19,5%	20,5%	7,1%	40,5%	3,4%	2,5%	6,6%	100,0%

Source : GPBM

1.3. Evolution des ressources

L'évolution des dépôts de la clientèle des banques commerciales se présente comme suit :

En M MAD	2007 ²⁶	2008	Var.	2009	Var.
Dettes envers les établissements de crédit	1 696,1	2 236,9	31,9%	1 960,4	-12,4%
Dépôts de la clientèle	443 221,7	504 471,7	13,8%	525 654,8	4,2%
Comptes chèques	191 151,6	203 427,8	6,4%	213 630,1	5,0%
Comptes courants	73 103,0	77 196,9	5,6%	82 734,3	7,2%
Comptes d'épargne	52 863,8	58 540,9	10,7%	64 041,1	9,4%
Dépôts à terme	111 921,6	134 081,0	19,8%	131 338,0	-2,0%
Autres dépôts et comptes créditeurs	14 181,7	31 225,1	120,2%	33 911,3	8,6%
Emprunts Financiers Extérieurs	1 870,7	1 523,1	-18,6%	1 184,0	-22,3%
Titres de créances émis	12 848,8	26 996,3	110,1%	33 727,9	24,9%
Total Ressources Banques Commerciales	459 637,2	535 228,0	16,4%	562 527,1	5,1%

Source : GPBM

Au 31 décembre 2008, ces ressources totalisent MAD 535,2 milliards, soit une hausse de 16,4% par rapport à fin 2007. A fin 2009, ils s'élèvent à MAD 562,5 milliards, affichant une croissance de 5,1% comparativement 2008.

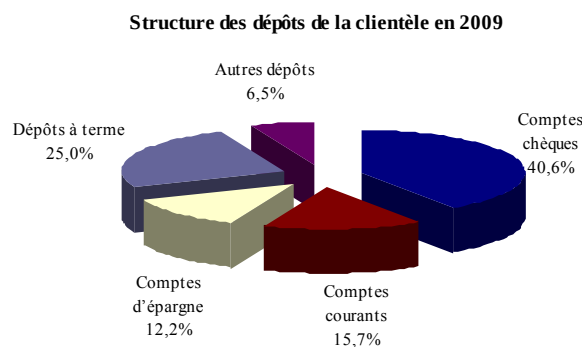
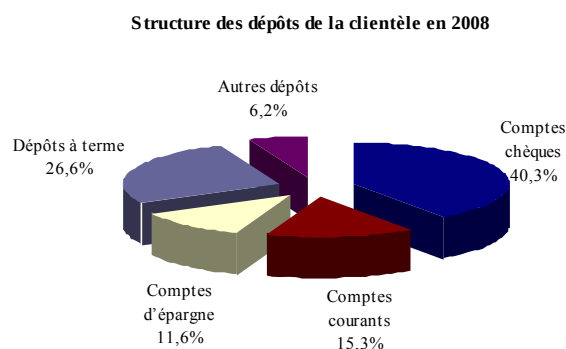
La structure des ressources des banques commerciales laisse apparaître une prépondérance des dépôts de la clientèle qui en polarisent 98% en 2006, 96,4% en 2007, 94,3% en 2008 et 93,4% à l'issue de l'année 2009. De leur côté, les titres de créances émis ont vu leur poids progresser passant de 1,4% en 2006 à 6,0% en 2009.

En outre, la ventilation des dépôts de la clientèle fait ressortir une augmentation de la contribution des ressources non rémunérées²⁷, laquelle passe de 59,3% en 2006 à 62,8% à fin 2009. Cette évolution s'explique notamment par la bonne performance des comptes chèques et des comptes courants qui enregistrent respectivement des hausses annuelles moyennes de 10,7% et de 14,1% entre 2006 et 2009.

Notons, toutefois, que la part des ressources rémunérées s'est repliée de 3,5 points entre 2006 et 2009 au profit des dépôts non rémunérés, ainsi les dépôts rémunérés représentent désormais 37,2% du total dépôts de la clientèle contre 40,7% trois ans auparavant.

²⁶ Les chiffres 2007 extraits de l'état actualisé du GPBM sont des chiffres définitifs. Les chiffres présentés dans la note d'information relative à l'emprunt obligataire subordonné perpétuel d'octobre 2008 étaient encore provisoires.

²⁷ Celles-ci regroupent les comptes courants, les comptes chèques et les autres dépôts



Source : GPBM

1.4. Evolution des emplois

L'évolution des crédits à l'économie octroyés par les banques commerciales depuis 2006 est retracée à travers le tableau suivant :

En M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Créances sur les sociétés de financement	42 560,4	51 824,2	21,8%	52 652,7	1,6%
Comptes ordinaires des sociétés de financement	3 254,9	5 181,5	59,2%	5 845,7	12,8%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	12 222,0	13 190,3	7,9%	10 698,6	-18,9%
Prêts financiers	27 080,0	33 452,3	23,5%	36 108,3	7,9%
Créances en souffrance sur les EC nettes de provisions	-	-	-	-	NS
Provisions et agios réservés	3,4	0,2	-95,6%	0,2	0,0%
Créances sur la clientèle	318 049,0	400 149,2	25,8%	443 104,9	10,7%
Crédits de trésorerie	118 217,5	135 041,7	14,2%	124 784,7	-7,6%
Crédits à l'équipement	72 075,7	87 642,2	21,6%	111 994,5	27,8%
Crédits à la consommation	18 712,1	23 781,7	27,1%	27 998,6	17,7%
Crédits immobiliers	84 266,8	119 903,6	42,3%	143 836,4	20,0%
Autres crédits	4 999,2	15 231,3	204,7%	13 773,9	-9,6%
Créances en souffrance brutes	19 777,8	18 548,7	-6,2%	20 716,8	11,7%
Créances en souffrance sur la clientèle nettes de provisions	3 493,3	3 955,6	13,2%	4 795,0	21,2%
Provisions et agios réservés	16 284,5	14 593,1	-10,4%	16 156,0	10,7%
Total crédits Banques commerciales	360 609,4	451 973,4	25,3%	495 757,7	9,7%

Source : GPBM

Au 31 décembre 2008, le total des crédits octroyés par les banques commerciales progresse de 25,3% pour s'établir à MAD 452,0 milliards, intégrant une appréciation de 21,8% à MAD 51,8 milliards des créances sur les sociétés de financement et une hausse de 25,8% à MAD 400,1 milliards des créances destinées à la clientèle lesquelles profitent :

- ✦ D'une croissance de 14,2% des crédits de trésorerie à MAD 135,0 milliards, représentant 33,7% des créances sur la clientèle ;

- D'un renforcement de 42,3% des crédits immobiliers à MAD 119,9 milliards, portant leur contribution dans les créances sur la clientèle à 30,0% ;
- Et, de l'évolution de 204,7% des autres crédits à MAD 15,2 milliards.

En 2009, l'ensemble des crédits distribués par les banques commerciales affiche un ralentissement de croissance eu égard à la conjoncture économique défavorable. Ainsi, l'encours global se bonifie de 9,7% à MAD 495,8 milliards, recouvrant :

- Une amélioration de 1,6% à MAD 52,6 milliards des créances sur les sociétés de financement tiré par la progression des comptes ordinaires de 12,8% à MAD 5,8 milliards et des prêts financiers de 7,9% à MAD 36,1 milliards. Ces évolutions compensent le retrait de 18,9% à MAD 10,7 milliards des comptes et prêts de trésorerie à terme en raison des tensions à la hausse sur les taux interbancaires observées au cours de l'année 2009 ;
- Et, un renforcement de 10,7% à MAD 443,1 milliards des créances à la clientèle. Cette performance est attribuable à la bonification des crédits à l'équipement de 27,8% à MAD 112,0 milliards, de 20% des crédits immobiliers à MAD 143,8 milliards, et de 17,7% des crédits à la consommation à MAD 28,0 milliards. En revanche, et largement résorbé par la croissance des autres lignes de crédits, l'encours des crédits de trésorerie se replie de 7,6% à MAD 124,8 milliards.

1.5. Evolution des opérations de hors bilan

En M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Engagements de financement donnés	54 288,9	71 582,4	31,9%	69 439,8	-3,0%
Part en %	45,2%	46,7%		43,3%	
Engagements de garantie	65 297,8	81 147,2	24,3%	90 274,4	11,2%
Part en %	54,4%	53,0%		56,3%	
Provisions sur engagements par signature	421,2	437,4	3,8%	495,1	13,2%
Part en %	0,4%	0,3%		0,3%	
Total engagements Banques Commerciales	120 007,9	153 166,9	27,6%	160 209,2	4,6%

Source : GPBM

A l'issue de l'exercice 2007, les engagements hors bilan dépassent les MAD 120 milliards, en hausse de 46,8% par rapport à 2006. Cette performance est principalement redevable à la hausse de 87,9% à près de MAD 54,3 milliards des engagements de financement donnés et de 24,6% à MAD 65,3 milliards des engagements de garantie.

A fin 2008, les engagements hors bilan affichent une amélioration de 27,6% à MAD 153,2 milliards. Cette évolution s'explique notamment par l'accroissement de 31,9% à MAD 71,6 milliards des engagements de financement donnés et de 24,3% à MAD 81,1 milliards des engagements de garantie.

A fin 2009, et porté essentiellement par la hausse de 11,2% à MAD 90,3 milliards des engagements de garantie compensant le recul de 3% des engagements de financement donnés à MAD 69,4 milliards, le total des engagements des banques commerciales augmente de 4,6% à MAD 160,2 milliards.

1.6. Evolution des principaux indicateurs d'exploitation

En M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Produits d'exploitation bancaires	32 720,0	39 566,5	20,9%	42 473,49	7,3%
Charges d'exploitation bancaires	9 985,4	15 919,6	59,4%	16 045,60	0,8%
PNB	22 734,6	23 646,9	4,0%	26 427,89	11,8%
Charges générales d'exploitation	10 484,1	11 247,0	7,3%	12 262,76	9,0%
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>46,1%</i>	<i>47,6%</i>	<i>1,4 pts</i>	<i>46,40%</i>	<i>-1,2</i>
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances en souffrance	1 036,1	1 047,7	1,1%	2 203,41	110,3%
Résultat net	7 284,0	7 822,4	7,4%	8 559,82	9,4%

Source : GPBM

Produit Net Bancaire

A l'issue de l'exercice 2009, le produit net bancaire de l'ensemble des banques commerciales enregistre une progression de 11,8% comparativement à 2008 à MAD 26,4 milliards. Cette évolution recouvre une hausse de 7,3% à MAD 42,5 milliards des produits d'exploitation bancaires accompagnée par une augmentation quasi-stagnation des charges d'exploitation bancaires à MAD 16 milliards des charges d'exploitation bancaires.

Charges générales d'exploitation -CGE-

La progression des charges générales d'exploitation se fixe 9% à fin 2009, s'établissant à MAD 12,3 milliards. Consécutivement à un rythme d'évolution des CGE moins soutenu que celui du PNB, le coefficient d'exploitation du secteur s'améliore de 1,2 points à 46,4%.

Provisions

Les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance marquent une augmentation de 110,3% entre 2008 et 2009, se fixant à MAD 2 203,4 millions. Cette évolution reflète l'effort de provisionnement consenti par l'ensemble des banques commerciales en vue de se prémunir contre une éventuelle dégradation de la qualité du portefeuille compte tenu de la conjoncture économique actuelle.

Résultat net

Au 31 décembre 2009, la capacité bénéficiaire dégagée par les banques commerciales se monte à MAD 8,6 milliards, en appréciation de 9,4% comparativement à 2008.

2. Activité de BMCE Bank

2.1. Evolution des crédits

Au cours de la période sous revue, l'évolution des crédits par type de clientèle se présente comme suit :

M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 811	15 223	-19%	16 139	6%
Créances sur la clientèle²⁸	49 777	59 181	19%	65 440	11%
Crédits de trésorerie	20 343	17 169	-16%	17 327	1%
Crédits à la consommation	3 827	4 501	18%	5 505	22%
Crédits à l'équipement	10 751	12 482	16%	14 079	13%
Crédits immobiliers	11 265	19 174	70%	22 813	19%
Autres crédits	3 066	4 710	54%	4 573	-3%
créances acquises par affacturage	0	0	n/a	0	n/a
Intérêts courus à recevoir	154	515	234%	160	-69%
Créances en souffrance	372	630	69%	983	56%
Total crédits	68 588	74 404	8%	81 579	10%

Evolution de la ventilation des crédits

Source : BMCE Bank – Activité agrégée

A fin 2008, compte tenu de l'effort commercial déployé par la banque, l'encours de crédits se renforce de près de 8% pour atteindre MAD 74 404 millions. Par type de créance, les crédits à la consommation se hissent de 18% à MAD 4 501 millions, tandis que les crédits immobiliers se bonifient de 70% à MAD 19 174 millions, profitant de l'élargissement du réseau de distribution de BMCE BANK. De leur côté, les crédits à l'équipement, s'affermissent de 16% à MAD 12 482 millions. En revanche, les crédits de trésorerie se replient de 16% à MAD 17 169 millions.

Au terme de l'exercice 2009, l'encours des crédits s'apprécie de nouveau de 10% atteignant MAD 81 579 millions. Cette performance est essentiellement redevable au développement : des crédits à la consommation, des concours immobiliers et des crédits à l'équipement, lesquels représentent conjointement près de 52% des prêts distribués par la Banque.

Pour sa part, et compte tenu de la dégradation générale de la conjoncture économique, le stock des créances en souffrance s'élargit de 56% pour s'établir à MAD 983 millions.

²⁸ Les créances sur la clientèle analysées dans la présente partie tiennent compte des créances acquises par affacturage, contrairement aux données présentées au bilan

Par segment de clientèle, la structure des crédits du Groupe BMCE Bank se profile comme suit :

M MAD	2007	Part %	2008	Part %	Var.	2009	Part %	Var.
Secteur public	3 329	7%	6 083	10%	83%	7 645	12%	26%
Secteur privé	46 447	93%	53 097	90%	14%	57 795	88%	9%
Entreprises financières	2 934	6%	2 281	4%	-22%	2 780	4%	22%
Entreprises non financières	27 514	55%	31 621	53%	15%	33 909	52%	7%
Autre clientèle ²⁹	15 999	32%	19 195	32%	20%	21 106	32%	10%
Créances sur la clientèle³⁰	49 776	100%	59 181	100%	19%	65 440	100%	11%

Evolution de la structure des crédits

Source : BMCE Bank – Activité agrégée

BMCE Bank est principalement présente sur le segment des entreprises non financières qui accapare en moyenne près de 53,3% des crédits octroyés à la clientèle sur l'horizon étudié.

Par ailleurs, la ventilation des crédits par secteur d'activité laisse apparaître un engagement plus important de la Banque vis-à-vis du secteur privé : 90,3% en moyenne sur la période 2007-2009 contre 9,7% pour le secteur public.

2.2. Evolution des dépôts

L'évolution des dépôts par type de produits sur la période étudiée se présente comme suit :

M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Comptes à vue créditeurs	39 838	44 789	12%	51 688	15%
Comptes d'épargne	12 148	13 315	10%	14 419	8%
Dépôts à terme	23 328	22 327	-4%	25 420	14%
Autres comptes créditeurs	3 773	8 341	121%	4 427	0%
Intérêts courus à payer	226	351	55%	350	0%
Total dépôts	79 313	89 124	12%	96 304	13%

Evolution de la ventilation des dépôts

Source : BMCE Bank – Activité agrégée

L'encours des dépôts clientèle se renforce de 12% en 2008 s'élevant à MAD 89 124 millions. Notons pour cet exercice, la dilution de la part des dépôts à terme de 4,3 points à 25,1% et ce, au profit des autres comptes créditeurs dont la contribution s'améliore de 4,6 points à 9,4%. Pour sa part, la contribution des comptes à vue créditeurs demeure stable à 50,3% en 2008.

A la clôture de l'exercice 2009, les dépôts totalisent MAD 96 304 millions, en appréciation de 13% comparativement à fin 2008. Les comptes à vue créditeurs et les dépôts à terme représentent l'essentiel des ressources de la Banque, soit près de 80,1%.

²⁹ Y compris créances acquises par affacturage. Cette rubrique comporte notamment les particuliers, les entreprises individuelles et les autres sociétés qui ne correspondent pas aux critères d'inclusion dans les catégories précédentes

³⁰ Y compris créances acquises par affacturage

M MAD	2007	Part %	2008	Part %	Var.	2009	Part %	Var.
Secteur public	7 272	9%	11 680	13%	61%	11 179	12%	-4%
Secteur privé	72 042	91%	77 444	87%	7%	85 126	88%	10%
Entreprises financières	8 398	11%	10 006	11%	19%	12 643	13%	26%
Entreprises non financières	13 088	17%	11 975	13%	-9%	12 908	13%	8%
Autre clientèle	50 556	64%	55 463	62%	10%	59 575	62%	7%
Dépôts de la clientèle	79 313	100,0%	89 124	100%	12%	96 304	100%	8%

Evolution de la ventilation des dépôts

Source : BMCE Bank – Activité agrégée

La structure des dépôts laisse apparaître pour sa part une prépondérance du segment « Autre clientèle », qui draine à lui seul 62,7% des ressources clientèle en moyenne sur la période 2007-2009.

2.3. Evolution des engagements donnés par signature

L'évolution de l'encours des engagements par signature se profile comme suit :

En M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	28 068	19 286	-31%	16 819	-13%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	2 743	2 576	-6%	4 598	78%
Autres titres à livrer	0	42	n/a	198	374%
Total engagements donnés par signature	30 811	21 903	-29%	21 615	-1%

Evolution des engagements par signature

Source : BMCE Bank – Activité agrégée

Essentiellement constitués des engagements en faveur de la clientèle, les crédits par signature évoluent principalement en fonction de l'importance des crédits documentaires import en faveur de la clientèle et des cautions et garanties en faveur de l'administration publique.

2.4. Evolution des engagements reçus par signature

L'évolution de l'encours des engagements reçus par signature se présente comme suit :

En M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Engagements par signature reçus d'établissements de crédit	31	31	0%	31	0%
Engagements par signature reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	3 643	4 129	13%	4 293	4%
Autres titres à livrer		42	n/a	2	-95%
Total engagements reçus par signature	3 674	4 202	14%	4 326	3%

Evolution des engagements par signature

Source : BMCE Bank – Activité agrégée

En 2009, les engagements reçus par signature évoluent de 3% à MAD 4 326 millions suite à l'accroissement de 4% des engagements par signature reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers.

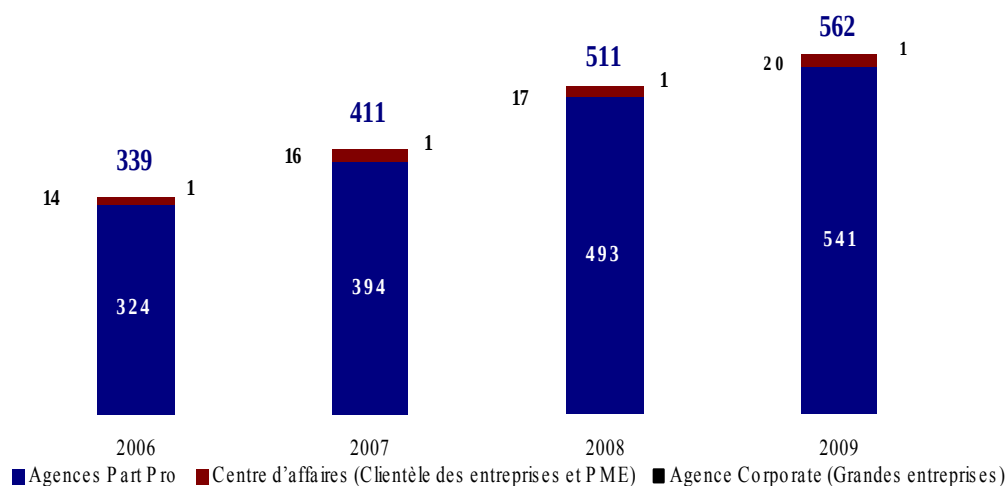
Réseau de distribution

Conformément à son objectif d'être une banque des réseaux clientèles, BMCE Bank a poursuivi sa politique de proximité via l'extension de son maillage territorial.

Ainsi, en 2007, la Banque a aménagé 70 agences supplémentaires destinées aux particuliers et professionnels pour porter leur nombre à 394 ainsi que 2 centres d'affaires. En 2008, BMCE Bank a inauguré 100 nouvelles agences, dont 1 centre d'affaires, comptant désormais 511 représentations bancaires.

Au terme de l'exercice 2009, BMCE Bank a renforcé son réseau de distribution par 51 nouvelles agences dont 3 centres d'affaires portant ainsi le nombre des représentations à 562 agences.

Evolution du réseau de BMCE Bank depuis 2006



Source : BMCE Bank

Parallèlement au réseau d'agences, BMCE Bank a mis en place 70 DAB et GAB additionnels au cours de l'année 2009. Ci-dessous l'évolution du réseau de distribution de BMCE Bank depuis 2006 :

	2006	2007	2008	2009
Guichets permanents	339	411	511	562
DAB et GAB	367	456	531	601
Succursales et agences à l'étranger	3	3	3	3
Bureaux de représentation à l'étranger	24	24	25	25
Réseau de distribution	733	894	1 070	1191

Source : BMCE Bank

IV. CAPITAL HUMAIN

1. Effectif

La politique de recrutement adoptée par BMCE Bank s'inscrit dans la continuité de la stratégie de développement des Ressources Humaines de la Banque. Les priorités portent sur l'anticipation des besoins et l'accompagnement du réseau en termes de Ressources Humaines dans le cadre de la politique de croissance interne menée.

1.1. Evolution récente des effectifs de la banque

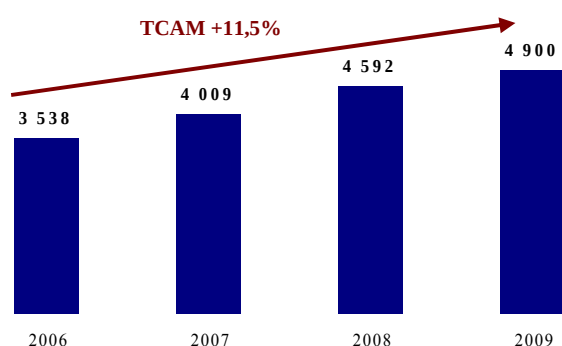
Etant donné le développement continu que connaît l'activité de BMCE Bank au cours des trois derniers exercices, le personnel de la Banque s'est vu renforcer de 38,5% passant de 3 538 collaborateurs en 2006 à 4 900 salariés en 2009.

	2006	2007	2008	2009
Hors Cadres	103	101	127	137
Cadres	1 249	1 537	1 919	2 130
Gradés	1 972	2 188	2 364	2 494
Employés	214	183	182	139
Total	3 538	4 009	4 592	4 900

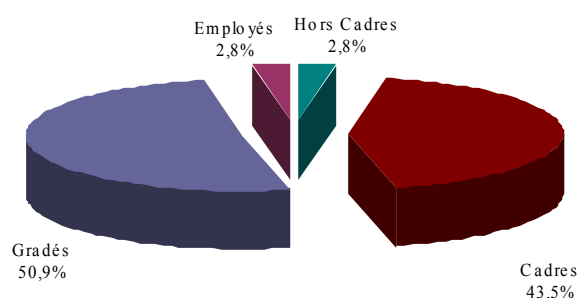
Source : BMCE Bank

Le personnel gradé représente près de la moitié de l'effectif global à fin 2009 avec 2 494 salariés. Pour leur part, les cadres sont au nombre de 2 130, établissant le taux d'encadrement³¹ de la Banque à 43,5% comparé à 35,3% en 2006.

Evolution de l'effectif permanent de BMCE Bank



Structure hiérarchique de l'effectif à fin 2009



Source : BMCE Bank

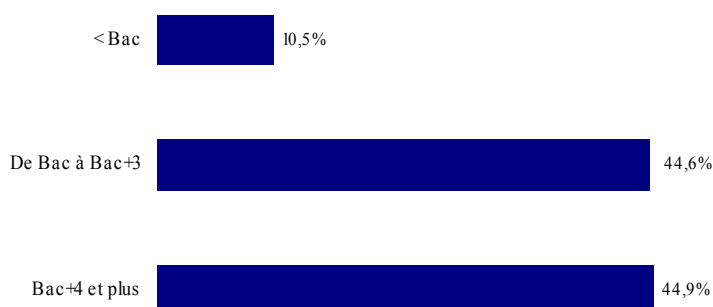
Par ailleurs, la Banque fait, de plus en plus, recours à des prestataires de services externes. Dans ce cadre, le nombre d'opérateurs de saisie et du personnel de manutention s'élève, à fin 2009, à 207 opérateurs contre 214 personnes au 31 décembre 2008.

³¹ Nombre de cadres / Effectif moyen

1.2. Structure de l'effectif

L'effectif féminin représente près du tiers du personnel de la Banque sur la période étudiée (32,7% en 2009). En terme de qualification, la proportion des collaborateurs dont le niveau de formation est supérieur ou égal à Bac+4 s'est continuellement appréciée. Elle s'établit en 2009 à 44,9% de l'effectif permanent comparée à 42% en 2008, à 39,1% en 2007 et à 35,3% en 2006.

**Répartition de l'effectif par niveau de qualification
à fin 2009**

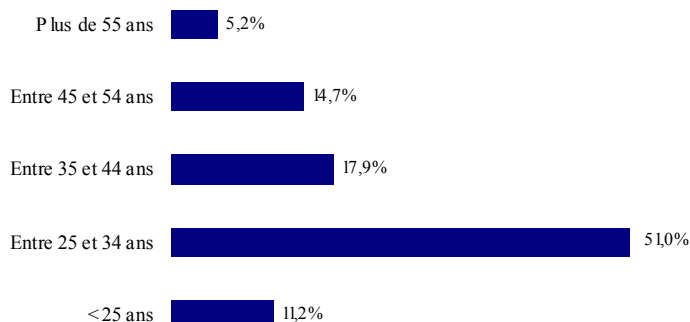


Source : BMCE Bank

Le nombre de départs enregistrés au cours de l'exercice 2009 s'élève pour sa part à 130 personnes, représentant un taux de 4,7%.

Par ailleurs, le personnel de la Banque connaît un rajeunissement de plus en plus marqué sur la période avec une proportion de 62,2% du personnel âgé de moins de 35 ans à fin 2009 contre 63,7% à fin 2008, 58,0% en 2007 et 57,6% en 2006.

Répartition de l'effectif par tranche d'âge à fin juin 2008



Source : BMCE Bank

Au terme de l'exercice 2009, l'effectif de BMCE Bank (Maroc) représente 53,6% de celui du Groupe.

2. Politique sociale

La politique sociale de BMCE Bank est mise en œuvre par le Pôle Capital Humain Groupe. Celle-ci poursuit activement sa stratégie d'amélioration et d'adaptation des compétences, de reconfiguration et de spécialisation du réseau bancaire en termes de recrutements, de formations et de mobilités internes.

La politique sociale de la Banque a trait également :

- Aux actions de formation internes et bancaires ;
- A la distribution de crédits en faveur du personnel à taux préférentiel tout en maintenant le niveau d'endettement global dans des proportions soutenables ;
- A l'octroi de primes à l'occasion d'événements spéciaux ;
- Aux œuvres sociales telle la restauration, les centres de vacances, etc. ;
- Et, à la médecine préventive et la couverture médicale.

Notons qu'au terme de l'année 2009, 389 personnes ont bénéficié de prêts au logement, correspondant à une enveloppe globale de MAD 199 millions. Les prêts à court terme représentent, quant à eux, durant la même période un montant de MAD 65 millions.

3. Actionnariat salarié

BMCE Bank a ouvert son capital à ses salariés depuis février 2003 à travers une première OPV dédiée suivie d'une seconde ayant eu lieu en mai 2005. Ces opérations ont porté respectivement sur 750 000 actions (4,12% du capital) et 628 841 titres (3,96% du capital) pour des montants globaux respectifs de MAD 300 millions et de MAD 330,1 millions.

Via ces offres, la Banque a permis à ses collaborateurs de développer une épargne salariale supplémentaire.

A fin décembre 2009, le personnel détient une part de 0,2% dans le capital de BMCE Bank.

V. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION

Engagée dans une phase de développement tant au Maroc qu'à l'International, BMCE Bank poursuit depuis plusieurs années des projets organisationnels, informatiques et qualité d'envergure visant une amélioration des *process*, une meilleure connaissance de la clientèle, un suivi rigoureux des performances permettant un pilotage optimisé, un renforcement de la gestion des risques, ou encore l'amélioration de la productivité à travers la rationalisation des structures.

De même, afin de répondre aux exigences réglementaires et aux évolutions de la place bancaire, une série de projets ont été mis en œuvre.

1. Projets métiers

L'exercice 2009 a connu le lancement de projets phares, notamment, le projet Gestion de la Relation Client. Ce projet s'inscrit dans le cadre du partenariat technologique avec le Groupe CM-CIC et du Schéma Directeur consolidé de BMCE Bank et RMA Watanya.

Il comprend la mise en place, via la construction d'une plateforme informatique et technologique, d'un ensemble d'applications issues de la plate-forme CM-CIC, permettant la mise en place d'outils renforçant l'efficacité commerciale de la force de vente, la connaissance clientèle, la maîtrise des risques, ainsi que l'assainissement et la fiabilisation des données clientèle.

Sur un autre registre, BMCE Bank a mené, au cours de l'exercice 2009, en partenariat avec Dirhams Express, un projet de centralisation des transferts MRE permettant la mise en place d'un taux de change unifié, le pilotage des transferts au quotidien tant pour BMCE Bank que pour le client et la communication au client du sort réservé à la demande de transfert et ce, en vue d'améliorer la qualité de service rendu à la clientèle MRE et renforcer davantage le positionnement de BMCE Bank sur ce segment.

Le projet d'automatisation de la gestion des ordres de bourse en provenance du Réseau, a également été lancé. Ainsi, le Réseau sera-t-il doté d'un Système d'Information, lui permettant l'accès à l'information financière en direct, la passation d'ordres de bourse en temps réel et en toute sécurité, ainsi que le suivi des portefeuilles et la visualisation en direct de toutes les opérations.

D'autres projets ont été poursuivis ou mis en œuvre, visant notamment un suivi optimisé des performances et une meilleure connaissance client parmi lesquels figurent (i) l'élargissement de l'outil de reporting et d'aide à la décision à la clientèle des professionnels, MRE et Entreprises & Corporate, (ii) la mise en place du ciblage de la clientèle des Particuliers & Professionnels, (iii) l'implémentation de l'application de mise en portefeuille mettant à la disposition du réseau un outil permettant une meilleure organisation de la force de vente et partant, de la gestion de la clientèle, et (iv) l'automatisation de la gestion de certaines commissions gérées manuellement et (v) le déploiement d'un outil informatique facilitant la gestion des comptes en devises.

2. Principaux projets organisationnels et informatiques

Suite à une étude d'opportunité portant sur le transfert des opérations du guichet vers des automates multiservices afin d'alléger les guichets d'agences d'activités et multiplier les canaux de distribution, un plan de déploiement de nouveaux services au niveau des automates a été établi, devant être soutenu par une politique d'accompagnement et de sensibilisation de la clientèle et du Réseau.

3. Principaux projets réglementaires

3.1. Plan de continuité d'activités

Parmi les réalisations 2009 liées à la mise en place du dispositif de continuité des activités et sa coordination au niveau des filiales marocaines, figurent le test sur la filière Etranger, la formation des correspondants et les tests sur la filière Agence. En outre, une simulation de sinistres à la fois logistique, informatique et RH a été réalisée sur la filière crédit, avec un déplacement des effectifs réduits au site de repli primaire. Par ailleurs, un dispositif de prévention visant la sensibilisation de l'ensemble du personnel au risque de la Grippe AH1N1 a été élaboré.

3.2. Notation interne

Dans le cadre de l'implémentation de la notation des contreparties, le Groupe BMCE Bank s'est doté d'un Système d'Information Risques évolué, en cours de mise en place, intégrant des outils pour la modélisation, l'analyse financière et l'élaboration des grilles de notation. A cet égard, une mise à niveau des systèmes opérants de la Banque est en cours afin de concilier les systèmes dans leur globalité.

3.3. Crédit bureau

A l'instar des autres Banques de la Place, BMCE Bank a participé à la mise en place de la Centrale des risques et ce, dans un objectif de renforcer l'infrastructure de partage de l'information sur l'endettement des débiteurs et de permettre aux établissements de crédit et organismes assimilés de mieux évaluer les risques encourus sur leurs contreparties.

3.4. Gestion du risque de concentration

BMCE Bank a mené, au cours de l'exercice 2009, le projet de gestion du risque de concentration à travers la mise en place d'un outil *Global Exposure Monitor* permettant, d'une part, le calcul des expositions et la gestion des limites de risque de concentration et, d'autre part, l'identification des sources potentielles d'un tel risque et leur contrôle.

3.5. Change manuel

Suite à la libéralisation des processus de change manuel, BMCE Bank a procédé à la revue des applications Change Manuel en agences, à travers (i) la mise à jour des aspects réglementaires de lutte contre le blanchiment, (ii) la possibilité de négociation de cours de change avec la clientèle et (iii) le pilotage opérationnel de l'activité. D'autres chantiers sont en cours de développement, notamment la mise en oeuvre des conditions préférentielles et l'implémentation d'un outil d'aide à la négociation et pilotage (*Traveller's chèques en liste noire notamment*).

3.6. Dématérialisation des prélèvements

Après avoir procédé à la dématérialisation des prélèvements émis et reçus des confrères, un autre projet est en phase de test consistant à dématérialiser les chaînes de prélèvements automatiques de BMCE Bank à BMCE Bank et ce, afin d'améliorer davantage la qualité de service rendu à la clientèle et d'assurer la traçabilité électronique des opérations liées au recouvrement des avis de prélèvement.

4. Principaux produits et services

L'année 2009 s'est caractérisée par l'accompagnement du lancement d'une riche gamme de produits et services visant notamment le renforcement des produits et services intégrant les nouvelles technologies d'information et le développement de la gamme des crédits immobiliers.

a. Mobile Banking

Ce projet consiste en la mise en place d'une solution offrant à la clientèle BMCE Bank et aux non bancarisés, la possibilité d'initier une multitude de services et d'opérations bancaires à partir d'un téléphone mobile. Désormais, la recharge de cartes prépayées est possible tant par le canal d'un serveur vocal que par le canal USSD. Les services transactionnels plus développés font l'objet de développement et seront mis en place lors d'une seconde phase.

b. Offres monétiques

Afin de soutenir l'effort de bancarisation, BMCE Bank a développé plusieurs offres de cartes bancaires, essentiellement prépayées, permettant des opérations de retraits et paiements au Maroc, de paiement sur internet et de versement sur GABs BMCE. Sont ainsi lancées, ou en cours de déploiement, BMCE Jisr Cash et BMCE Blue Card pour les MRE et la carte BMCE versement.

c. Packages

L'application Packages a été enrichie par de nouvelles fonctionnalités permettant de répondre aux besoins de la clientèle Particuliers & Professionnels. Ainsi, a été lancée la commercialisation de 9 packs dont 7 pour les particuliers, adaptés à chaque classe de revenu.

d. Crédits amortissables

Plusieurs offres de crédit, immobilier et d'investissement, ont été élaborées au cours de l'exercice 2009.

- **SALAF Damane Assakane** : prêts Hypothécaires à taux fixe, couvert par le Fonds d'Assurance Hypothécaire pour l'accès au logement ne dépassant pas 800 KDH ;

- **BMCE Croissance** : crédit d'investissement garanti par la Caisse Centrale de Garantie dans le but de soutenir la croissance de l'entreprise ;
- **BMCE Relancia** : crédit de restructuration garanti par la Caisse Centrale de Garantie dans le but de soutenir les entreprises en difficulté ;
- **IMTIAZ** : crédit d'investissement faisant bénéficier l'entreprise sélectionnée d'un don étatique de 20% du montant du programme d'investissement ;
- **BMCE INVEST MRE** : produit destiné à financer les programmes d'investissement des MRE à hauteur de 60% du montant global et adossé à un fond de garantie CCG. Le bénéficiaire de ce crédit se verra octroyé un don étatique non remboursable à hauteur de 20% du montant global du programme contre un apport personnel de 20% du montant global en devises.
- **FODEP III** : destiné au financement des projets de dépollution des entreprises industrielles au moyen de dons dans le cadre de la coopération germano-marocaine.

Par ailleurs, plusieurs autres produits sont en cours de lancement ou de développement, notamment (i) Crédit IMMOPLUS Finition visant à financer l'acquisition d'une villa semi-finie et sa finition à hauteur de 100%, (ii) Perso Pro crédit à la consommation plafonné à 150 000 DH, ciblant les professionnels, (iii) Crédit Amortissable Avance destiné à financer l'avance nécessaire à la réservation sur plan d'un logement acheté auprès de l'un des promoteurs immobiliers conventionnés et (iv) "FGCP", Fonds de garantie mis en place, conjointement avec la Caisse Marocaine des Marchés, et permettant la couverture des crédits et/ou cautionnements.

e. Services E-banking

En vue de réaffirmer davantage le statut de BMCE Bank en tant que Banque de l'Entreprise, a été développée en faveur de ce segment, BMCE@Rating, plate forme d'aide à la décision, au service de la clientèle souhaitant collecter des informations financières sur les prospects ou partenaires marocains et étrangers.

5. Principaux projets techniques

D'autres projets techniques ont été menés notamment, la centralisation du contrôle anti-virus, la solution anti-spam, la migration vers les mainframes à architecture ouverte « Unix », la solution de gestion de parc et helpdesk, la généralisation de l'annuaire active directory, la normalisation des postes de travail, la refonte du réseau local (LAN), la refonte de la QOS sur le WAN, la refonte du réseau WAN, la supervision des ressources de l'infrastructure système d'information, la migration de l'environnement TOS/SAB et l'amélioration des environnements monétiques.

6. Projets qualité

En phase avec la stratégie de développement menée par la Groupe, la mise en œuvre d'une démarche qualité s'est davantage renforcée en 2009 à travers la conduite de projets d'envergure liés notamment à la certification des activités de la Banque et du Groupe, le pilotage des processus, l'amélioration de l'accueil, la mise en place d'un Système de Gestion Sociale et Environnementale et la réalisation d'études de *Benchmarking* et de satisfaction.

Le projet phare de l'exercice 2009 porte sur la certification ISO 9001 Version 2008 de la gestion des Ressources Humaines, avec un score de zéro écart par le Bureau Veritas Certification. Dans le même temps et grâce au maintien et au renforcement du Système de Management de la Qualité mis en place au sein du Pôle Remedial Management Groupe et de la Salle des Marchés de BMCE Capital, les certificats de conformité ont été reconduits.

VI. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.	2009	Var.
Total Investissements	296,3	486,1	64,1%	634,9	30,6%	517,3	-18,5%
<i>Dont</i>							
Moyens Généraux	174,9	294,1	68,2%	456,0	55,0%	319,5	-30%
Sécurité	3,3	4,4	29,4%	2,5	-43,2%	13,3	421%
Marketing	7,0	-	-	-	-	-	-
Informatique	53,5	179,6	235,7%	137,8	-23,3%	173,3	25,8%

Source : BMCE Bank

Au cours de l'exercice 2007, les investissements totalisent plus de MAD 486 millions, en hausse de 64,1% comparativement aux débours effectués en 2006.

Une enveloppe de MAD 294,1 millions a été allouée aux moyens généraux et concerne l'acquisition de biens immobiliers ; BMCE Bank ayant inauguré 70 nouvelles agences en 2007. Les dépenses informatiques s'élèvent, pour leur part, à près de MAD 180 millions et comprennent notamment l'acquisition de matériels informatiques, de progiciels de gestion et de GAB.

Au terme de l'année 2008, les investissements réalisés par BMCE Bank progressent de 30,6% et s'élèvent à MAD 634,9 millions. Ceux-ci sont principalement constitués de dépenses afférentes (i) aux moyens généraux (MAD 456,0 millions) consécutivement à l'ouverture de nouvelles agences et (ii) à l'informatique (MAD 137,8 millions).

En termes d'investissements financiers, BMCE Bank a concrétisé en 2007 ce qui suit :

- La création de Medicapital Bank pour un montant de MAD 413 millions ;
- Le parachèvement du rachat des minoritaires de BMCE International en deux temps pour un montant de MAD 35,5 millions ;
- La reprise du contrôle d'EMAT pour un montant de MAD 31,6 millions ;
- La prise de contrôle à 99% de GNS pour 18,8 millions ;
- L'acquisition de 5% du capital de Maroc Factoring pour MAD 5,6 millions ;
- L'acquisition de 50% du capital de Magshore pour MAD 12,5 millions ;
- La souscription pour MAD 10 millions au capital du Fonds de Garantie pour la Commande Publique ;
- La montée à 100% dans CID : MAD 3,2 millions.

Parallèlement, la Banque a procédé à des opérations d'allers-retours sur les titres Salafin et Risma dégageant une plus-value de MAD 267 millions.

Au niveau des cessions opérées, il a été enregistré au cours de l'exercice (i) la vente de 10% du capital de RMA Watanya pour MAD 700 millions, (ii) la dissolution du Fonds Finafund USA pour MAD 215 millions, (iii) le remboursement de la 3^{ème} tranche du fonds Capital Morocco (MAD 8,7 millions), (iv) l'introduction en bourse de Salafin pour MAD 11,6 millions et, (v) la liquidation de Consultitres et de la société civile Fin Fund³² (pour respectivement K MAD 500 et K MAD 50).

En 2008, BMCE Bank a réalisé les opérations suivantes :

- L'entrée au capital de BOA, en deux temps à hauteur 42,5% et l'acquisition de 10 750 titres Salafin (0,45%) en décembre 2008 ;
- La participation aux augmentations de capital de Medicapital Bank (MAD 516 millions), de Proparco (MAD 86,4 millions), de Maroc Factoring (MAD 30 millions), de ESFG (MAD 24 millions) et de GNS (MAD 17 millions) ;
- Les souscriptions au Fonds Mutandis (MAD 37,5 millions), au capital de EURAFRIC Information (MAD 4,1 millions) et au capital de EXPERIAN Services Maroc (MAD 0,6 millions) ;
- Et, le troisième remboursement de capital du Fonds Marco Polo (MAD -1 million).

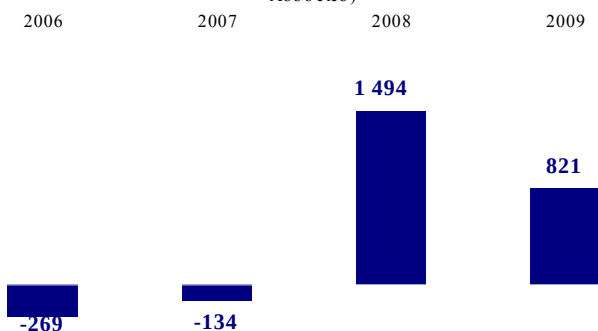
Par ailleurs, l'opération d'aller-retour de fin d'année sur SALAFIN a impacté à la hausse la taille du portefeuille de MAD 301 millions.

A fin 2009, BMCE Bank a réalisé les opérations suivantes:

- L'acquisition de 70% du capital de LOCASOM (MAD 216,8 millions) ;
- La participation à l'augmentation de capital de MediCapital Bank (MAD 395,8 millions, du CID (MAD 85 millions), et de Magshore (MAD 1,3 millions) ;
- Les souscriptions au capital de HANOUTY (MAD 37,5 millions) et de CAP EVAL (MAD 1,3 millions) et la souscription aux appels de MUTANDIS (MAD 37,5 millions).

Evolution des acquisitions nettes des cessions

MMAD
(exprimées en valeur brute comptable y inclus Compte Courant Associés)



Source : BMCE Bank

³² Société créée en 1998 avec un capital de K MAD 100 détenu paritairement par BMCE Bank et RMA Watanya mais qui n'a pas connu d'activité

Au terme de l'année 2006, les acquisitions nettes se fixent à MAD -269 millions, suite à la cession de RMA Watanya, Comanav et Soread, avant de s'établir à MAD -134 millions à l'issue de l'exercice 2007, consécutivement à la cession de 10% du capital de RMA Watanya. A fin 2008, les acquisitions nettes des cessions se montent à MAD 1 494 millions.

A fin 2009, les acquisitions nettes des cessions se fixent à MAD 821 millions.

Avertissement

Les comptes consolidés IFRS de l'exercice 2007, 2008 et 2009 ont été certifiés par les Commissaires aux Comptes.

PARTIE VI :
SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK
- COMPTES CONSOLIDES IFRS
2007- 2009

I. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES IFRS

Au 31 Décembre 2009, le périmètre de consolidation du Groupe³³ BMCE Bank se présente comme suit :

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque	100,00%	100,00%	Mère
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	73,87%	73,87%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	35,90%	35,90%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL ESPAGNE	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL	Banque d'affaire d'Affaire	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actif	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL UK	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	42,50%	42,50%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	76,0%	72,15%	I.G.
CASABLANCA FINANCE MARKETS	Banque d'Affaire	33,33%	33,33%	M E E
HANOUTY	Distribution	45,55%	45,55%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Banque	38,90%	38,90%	M E E

Source : BMCE Bank

1. Mouvements relatifs aux exercices au cours de l'année 2009 :

Entre décembre 2008 et décembre 2009, les seules variations du périmètre de consolidation du Groupe BMCE Bank concernent :

- L'entrée dans le périmètre de consolidation de LOCASOM par intégration globale à 76% ;
- L'intégration de HANOUTY par mise en équivalence à hauteur de 45,55% ;

³³ Cf. notes annexes sur les états financiers consolidés IFRS

- L'entrée de CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT -CID- par mise en équivalence à hauteur de 38,90%. Cette filiale d'ingénierie opère essentiellement dans des projets de génie civil, de bâtiment, de transport et d'hydraulique ;
- Et, l'intégration d'EURAFRIC INFORMATION à 41,00% par mise en équivalence. Il s'agit d'une joint-venture spécialisée dans le domaine technologique, créée par BMCE BANK, RMA WATANYA et le Groupe CREDIT MUTUEL-CIC.

2. Mouvements relatifs au passage aux normes IFRS (en milliers de dirhams):

FTA	31/12/2006 Normes locales	Autres reclassements	Total Reclassements	RETRAITEMENTS										Normes IFRS 01/01/2007	
				Immeubles d'exploitation et de placement IAS 16, 40	Contrats de location IAS 17	Engagements sociaux IAS 19	FRBG IAS 37	Autres normes	Dépréciation du risque de crédit	Valorisation des instruments financiers en valeur de marché par résultat	Plus-values nettes latentes sur portefeuille de titres	Autres éléments	Total Retraitements		
Actif															
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 883 528			0										0	7 883 528
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0		10 502 058							100 621		-800 309		-699 688	9 802 370
Instruments dérivés de couverture	0		0											0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	13 357 355		-11 721 386								426 430			426 430	2 062 399
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	14 324 319		0											0	14 324 319
Prêts et créances sur la clientèle	45 785 167		0					-120 175	145 065					24 890	45 810 057
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	0		0											0	0
Placements détenus jusqu'à leur échéance	0		1 219 328											0	1 219 328
Actifs d'impôt exigible	293 715		0											0	293 715
Actifs d'impôt différé	83 031		0					156 288						156 288	239 319
Comptes de régularisation et autres actifs	1 159 562		0					-24 683						-24 683	1 134 879
Actifs non courants destinés à être cédés	0		0											0	0
Participations dans des entreprises mises en équivalence	184 634		0											0	184 634
Immeubles de placement	0	216 506	216 506	246 988										246 988	463 494
Immobilisations corporelles	1 840 684	-216 506	-216 506	596 001	-3 138									592 863	2 217 041
Immobilisations incorporelles	140 640		0											0	140 640
Ecarts d'acquisition	21 297		0											0	21 297
Total actif	85 073 932	0	0	842 989	-3 138	0	0	11 430	145 065	100 621	426 430	-800 309	723 088	85 797 020	
Passif															
Banques centrales, Trésor public, CCP	0		0											0	0
Passifs financiers à la JVpar résultat	0		0											0	0
Instruments dérivés de couverture	0		0											0	0
Dettes envers les EC et assimilés	5 013 327		0											0	5 013 327
Dettes envers la clientèle	67 618 132		0											0	67 618 132
Dettes représentées par un titre			0											0	0
Titres de créance émis	1 076 635		0											0	1 076 635
Ecart de réeval" passif des PTF couverts en taux	0		0											0	0
Passifs d'impôt exigible	422 221		0											0	422 221
Passifs d'impôt différé	172 294		0					478 983						478 983	651 277
Comptes de régularisation et autres passifs	2 223 696		0					-111 574						-111 574	2 112 122
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			0											0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance			0											0	0
Provisions	69 823		0			202 553	-44 666							157 887	227 710
Subventions et fonds assimilés	0		0											0	0
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	1 020 368		0											0	1 020 368
Capitaux propres			0											0	0
Capitaux propres part du groupe			0											0	0
o Capital et réserves liées	5 869 125		0									-800 309		-800 309	5 068 816
o Réserves consolidées	343 870		0	842 989	-1 127	-202 553	35 054	-353 161	145 065	100 621	426 031			992 919	1 336 789
o Gains ou pertes latents ou différés	0		0											0	0
o Résultat de l'exercice	834 069		0											0	834 069
Intérêts minoritaires	410 372		0		-2 011		9 612	-2 818			399			5 182	415 554
Total passif	85 073 932	0	0	842 989	-3 138	0	0	11 430	145 065	100 621	426 430	-800 309	723 088	85 797 020	

Source : BMCE Bank

Activité consolidé IFRS

3. Passage du bilan des normes PCEC aux normes IAS/IFRS (en milliers de dirhams) :

ACTIF DEC 2007	MONTANT PCEC	Retraitements	Reclassements	MONTANT IFRS
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	8 084 789			8 084 789
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		- 2 213 698	11 877 016	9 663 318
Instruments dérivés de couverture				-
Actifs financiers disponibles à la vente	14 652 432	172 960	- 13 810 281	1 015 111
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	19 720 186			19 720 186
Prêts et créances sur la clientèle	58 962 534	22 674		58 985 208
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux				-
Placements détenus jusqu'à leur échéance			1 933 265	1 933 265
Actifs d'impôt exigible	357 743			357 743
Actifs d'impôt différé	83 031	133 526		216 557
Comptes de régularisation et autres actifs	2 844 728	- 5 686		2 839 042
Actifs non courants destinés à être cédés				-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	184 577			184 577
Immeubles de placement		246 786	229 096	475 882
Immobilisations corporelles	1 972 055	602 769	- 229 096	2 345 728
Immobilisations incorporelles	268 155			268 155
Ecarts d'acquisition	19 607	6 479		26 086
TOTAL ACTIF	107 149 837	- 1 034 190	-	106 115 647

PASSIF DEC 2007	MONTANT PCEC	Retraitements	Reclassements	MONTANT IFRS
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-			-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		747		747
Instruments dérivés de couverture				-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	9 143 599			9 143 599
Dettes envers la clientèle	81 969 131			81 969 131
Titres de créance émis	816 407			816 407
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux				-
Passifs d'impôt courant	554 457			554 457
Passifs d'impôt différé	203 475	328 112		531 587
Comptes de régularisation et autres passifs	4 794 835	- 130 189		4 664 646
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés				-
Provisions techniques des contrats d'assurance				-
Provisions pour risques et charges	178 057	94 696		272 753
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie				-
Dettes subordonnées	1 002 576			1 002 576
Capital et réserves liées	6 220 109	- 2 210 289		4 009 820
Réserves consolidées				-
- Part du groupe	425 099	1 413 336		1 838 435
- Part des minoritaires	441 012	5 182		446 194
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe		- 122 075		122 075
Résultat net de l'exercice				-
- Part du groupe	1 273 858	- 420 825		853 033
- Part des minoritaires	127 222	7 115		134 337
TOTAL PASSIF	107 149 837	- 1 034 190	-	106 115 647

Source : BMCE Bank

Activité consolidé IFRS

4. Contribution des filiales au PNB et RNPG au 31 décembre 2009 (en milliers de dirhams) :

K MAD	Capital social (en K MAD)		% Contrôle		Méthode de consolidation	Contribution au PNB Consolidé IFRS (K MAD)		Contribution au RNPG IFRS (K MAD)	
	31/12/08	31/12/09	31/12/08	31/12/08		31/12/08	31/12/2009	31/12/08	31/12/09
Maroc Factoring	45 000	45 000	100%	100%	Intégration globale	39 014	36 887	10 246	-16 594
Salafin	237 254	239 450	75%	73,87%	«	282 514	298 935	84 024	68 132
Maghrebail	102 532	102 532	35,90%	35,90%	«	198 918	246 350	41 810	29 233
BMCE International	EUR 18 030 000	EUR 18 030 000	100%	100%	«	78 717	71 974	28 345	25 514
BMCE Capital	100 000	100 000	100%	100%	«	60 405	67 867	-31 729	-25 403
BMCE Capital Bourse	10 000	10 000	100%	100%	«	89 251	40 981	42 420	9 600
BMCE Capital Gestion	5 000	5 000	100%	100%	«	81 413	74 350	26 542	25 910
LCB	FCFA 4 000 000 000	FCFA 4 000 000 000	25%	25%	«	179 749	215 432	13 869	13 046
BOA	EUR 40 348 000	EUR 40 348 000	42,5%	42,5%	«	1 848 150	1 951 606	105 721	68 855
Medicapital Bank	GBP 64 173 000	GBP 94 173 000	100%	100%	«	204 134	168 850	-112 826	-107 136
LOCASOM	-	83 043	-	76%	«	-	114 367	-	9 143
CFM	114 863	114 863	33,33%	33,33%	Mise en équivalence	-	-	636	764
HANOUTY	-	236 030	-	45,55%	«	-	-	-	-33 341
EURAFRIC	-	10 000	-	41%	«	-	-	-	331
ACMAR	50 000	50 000	20%	20%	«	-	-	1 734	1 788
CID	-	40 000	-	38,90%	«	-	-	-	11 266
BDM	F.CFA 3,8 Md	FCFA 10 Md	27,38%	27,38%	«	-	-	18 044	15 900

Source : BMCE Bank / **Activité consolidé IFRS**

5. Passage du compte de résultat des normes PCEC aux normes IAS/IFRS (en milliers de dirhams) :

CPC DEC 2007	MONTANT PCEC	Retraitements	Reclassements	MONTANT IFRS
MARGE D'INTERETS	2 479 867	39 345		2 519 212
MARGE SUR COMMISSIONS	818 107	0		818 107
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	1 593 914	-800 936		792 978
PRODUIT NET BANCAIRE	5 026 768	-761 591		4 265 177
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 488 767	-751 888		1 736 879
RESULTAT AVANT IMPÔT	2 163 580	-723 780		1 439 800
RESULTAT NET	1 401 080	-413 710		987 370
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 273 857	-420 824		853 033

Source : BMCE Bank

Activité consolidé IFRS

II. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS

1. Comptes de résultats consolidés IFRS

Les comptes de résultat de décembre 2007 au 31 décembre 2009 se présentent comme suit :

K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
<i>Intérêts et produits assimilés</i>	6 345 364	9 206 758	45,1%	9 870 994	7,2%
<i>Intérêts et charges assimilés</i>	-3 826 152	-5 081 832	32,8%	-5 613 890	10,5%
MARGE D'INTERET	2 519 212	4 124 926	63,7%	4 257 104	3,2%
<i>Commissions perçues</i>	924 846	1 279 540	38,4%	1 397 247	9,2%
<i>commissions servies</i>	-106 739	-129 230	21,1%	-175 333	35,7%
MARGE SUR COMMISSIONS	818 107	1 150 310	40,6%	1 221 914	6,2%
<i>Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	276 659	477 446	72,6%	743 968	55,8%
<i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	516 319	25 335	-95,1%	-9 015	NS
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	792 978	502 781	-36,6%	734 953	46,2%
<i>Produits des autres activités</i>	275 391	419 443	52,3%	506 266	20,7%
<i>Charges des autres activités</i>	-140 511	-179 000	27,4%	-306 284	71,1%
PRODUIT NET BANCAIRE	4 265 177	6 018 460	41,1%	6 413 953	6,6%
<i>Charges générales d'exploitation</i>	-2 334 999	-3 569 552	52,9%	-3 758 012	5,3%
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et</i>	-193 299	-331 554	71,5%	-429 526	29,5%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 736 879	2 117 354	21,9%	2 226 415	5,2%
<i>Coût du risque</i>	-318 066	-88 996	-72,0%	-1 133 960	NS
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 418 813	2 028 358	43,0%	1 092 455	-46,1%
<i>Quote-part dans les résultats des entreprises</i>	16 367	32 771	100,2%	16 514	-49,6%
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	4 620	48 777	955,8%	53 733	10,2%
<i>Variations de valeurs des écarts d'acquisition</i>	0	0	NS	0	NS
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 439 800	2 109 906	46,5%	1 162 702	-44,9%
<i>Impôt sur les bénéfices</i>	-452 430	-672 897	48,7%	-342 651	-49,1%
RESULTAT NET	987 370	1 437 009	45,5%	820 051	-42,9%
<i>Résultat hors Groupe</i>	134 337	606 567	351,5%	435 230	-28,2%
RESULTAT NET PART DU GROUPE	853 033	830 442	-2,6%	384 821	-53,7%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank



2. Produit Net Bancaire

L'évolution du PNB du Groupe BMCE BANK de 2007 au 31 décembre 2009 se présente comme suit :

K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
<i>Intérêts et produits assimilés</i>	6 345 364	9 206 758	45,1%	9 870 994	7,2%
<i>Intérêts et charges assimilés</i>	3 826 152	5 081 832	32,8%	5 613 890	10,5%
Marge d'intérêt	2 519 212	4 124 926	63,7%	4 257 104	3,2%
<i>Commissions perçues</i>	924 846	1 279 540	38,4%	1 397 247	9,2%
<i>commissions servies</i>	106 739	129 230	21,1%	175 333	35,7%
Marge sur commissions	818 107	1 150 310	40,6%	1 221 914	6,2%
<i>Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	276 659	477 446	72,6%	743 968	55,8%
<i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	516 319	25 335	-95,1%	-9 015	NS
Résultat des activités de marche	792 978	502 781	36,6%	734 953	46,2%
<i>Produits des autres activités</i>	275 391	419 443	52,3%	506 266	20,7%
<i>Charges des autres activités</i>	140 511	179 000	27,4%	306 284	71,1%
Produit Net Bancaire	4 265 177	6 018 460	41,1%	6 413 953	6,6%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Au 31 décembre 2008, le Produit Net Bancaire consolidé se renforce de 41,1% à MAD 6 018,5 millions recouvrant :

- La progression de 63,7% à MAD 4 124,9 millions de la marge d'intérêt dont la contribution dans le PNB s'élargit de 9,5 points à 68,5%. Cette évolution s'explique, d'une part, par l'amélioration de l'activité et, d'autre part, par l'intégration du Groupe BOA dans le périmètre de consolidation en 2008 ;
- L'accroissement de 40,6% à MAD 1 150,3 millions de la marge sur commissions portée notamment par le renforcement des commissions perçues sur les activités de titres et de monétique ;
- Et, le recul de 36,6% à MAD 502,8 millions du résultat des opérations de marché suite au repli des performances du portefeuille de participation dans le sillage du recul du marché boursier.

A fin 2009, le Produit Net Bancaire consolidé signe une hausse de 6,6% à MAD 6 414,0 millions suite à :

- L'amélioration de 3,2% à MAD 4 257,1 millions, comparativement au 31 décembre 2008, de la marge d'intérêt dont la contribution dans le PNB régresse de 2,2 points à 66,4% comparativement au 31 décembre 2009 ;

- La progression de 6,2% à MAD 1 221,9 millions de la marge sur commissions. Cette évolution demeure attribuable à la progression de la contribution de BMCE Bank et La Congolaise de Banque et puis dans une moindre mesure à BMCE Capital et Bank of Africa ;
- Et, l'accroissement de 46,2% à MAD 735,0 millions du résultat des opérations de marché profitant notamment d'une conjoncture favorable sur le marché des taux.

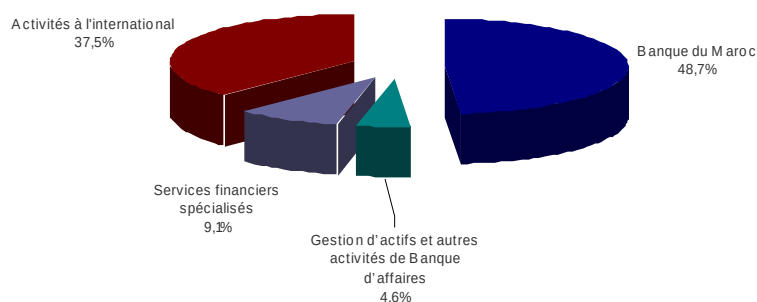
La contribution au PNB par pôle d'activités au 31 décembre 2009 se présente comme suit :

M MAD	Banque du Maroc	Gestion d'actifs et autres activités de Banque d'affaires	Services financiers spécialisés	Activités à l'international
Produit net bancaire	3 126,4	297,6	582,2	2 407,9

Activité consolidée IFRS au 31 décembre 2009

Source : BMCE Bank

Contributions des pôles d'activités au PNB à fin 2009



Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

Par pôle d'activité, la Banque au Maroc contribue à hauteur de 48,7 % au PNB consolidé du Groupe, tandis que les filiales à l'international assurent 37,5% des revenus opérationnels soit MAD 2 407,9 millions, contre 9,1% pour les services financiers spécialisés (MAD 582,2 millions). Le reste émane de la gestion d'actifs et des autres activités de banque d'affaires (MAD 297,6 millions).

3. Résultat Brut d'Exploitation

L'évolution du résultat brut d'exploitation du Groupe BMCE BANK de 2007 au 31 décembre 2009 se présente comme suit :

M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Produit Net Bancaire	4 265,2	6 018,5	41,1%	6 414,0	6,6%
Charges générales d'exploitation	2 335,0	3 569,6	52,9%	3 758,0	5,3%
Charges de personnel	1 302,0	1 831,1	40,6%	1 936,7	5,8%
Impôts et taxes	48,9	44,6	-8,8%	52,5	17,7%
Charges externes	975,4	1 136,1	16,5%	1 132,3	-0,3%
Autres charges générales d'exploitation	8,7	557,7	6326,0%	636,6	14,1%
Coefficient d'exploitation	54,7%	59,3%	4,6 pts	58,6%	-0,7 pt
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	193,3	331,6	71,5%	429,5	29,5%
Résultat brut d'exploitation	1 736,9	2 117,4	21,9%	2 226,4	5,1%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Les charges générales d'exploitation s'alourdissent de 52,9% à MAD 3 569,6 millions à fin décembre 2008. Cette évolution s'explique par :

- La conduite d'un programme d'investissement portant sur l'extension du réseau au Maroc suite à l'ouverture de 100 agences supplémentaires et le recrutement de près de 800 personnes en 2008, reflété par une hausse de 40,6% à MAD 1 831,1 millions des charges de personnel ;
- Et, le développement de l'activité à l'international via l'acquisition de Bank of Africa et le développement de la présence européenne du Groupe à travers Medicapital Bank.

Compte tenu de l'étendue des investissements consentis, le coefficient d'exploitation augmente de 4,6 points à 59,3% au 31 décembre 2008, contre 54,7% une année auparavant.

A fin 2009, les charges générales d'exploitation limitent leur progression à 5,3% s'élevant à MAD 3 758,0 millions témoignant, *de facto*, des efforts consentis en matière de maîtrise des charges en dépit de la conduite d'un programme d'investissement important. Dans ce sillage, le coefficient d'exploitation se fixe à 58,6%, contre 59,3% en décembre 2008.

Par ailleurs, intégrant la hausse de 29,5% à MAD 429,5 millions des dotations aux amortissements, le résultat brut d'exploitation ressort à MAD 2 226,4 millions, en appréciation de 5,1% comparativement à une année auparavant.

Coût du risque

Pour le traitement du coût du risque selon IAS 32 / 39, deux catégories de provisions sont distinguées :

- Provisions Individuelles : Les créances présentant des indices objectifs de dépréciation font l'objet de provisionnement individuel ;

- Provisions Collectives : Le provisionnement sur base collective s'applique pour les créances présentant des caractéristiques de risques de crédit similaires.

Les options retenues pour fixer la base de dépréciation individuelle des prêts et créances ainsi que la base de dépréciation collective se présentent comme suit :

- Provisions Individuelles : Compte tenu de la forte convergence observée dans les différentes définitions (BAM et IFRS), il a été retenu comme hypothèse de travail une égalité de périmètre :

$$\text{Créances en souffrance BAM} = \text{Douteux IFRS}$$

La Banque applique le principe de contagion, obligatoire selon la réglementation marocaine. En effet, l'existence de « difficultés financières significatives de l'emprunteur » constitue une indication objective de dépréciation ; le classement en douteux d'un engagement conduit à considérer que la situation financière de l'emprunteur est dégradée et qu'en conséquence, les éventuels autres engagements sur cet emprunteur doivent également être considérés comme « *impaired* ».

- Provisions Collectives : Les créances non dépréciées individuellement sont regroupées dans des portefeuilles homogènes pour déterminer l'existence éventuelle de risques avérés de non recouvrement.

Compte tenu des éléments disponibles, les dossiers déclassés en « *watch list* » peuvent être considérés comme un groupe homogène au regard du risque de crédit (leur classement dans cette catégorie étant justifié par la survenance d'un événement nécessitant un suivi particulier).

Les encours sains déclassés en « *watch list* » constituent, en conséquence, la base de dépréciation collective.

Les bases de calcul des provisions individuelles et des provisions collectives :

- Provisions Individuelles :

Le montant de la provision est calculé par différence entre :

- La valeur comptable de l'actif concerné ;
- Et, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, tenant compte des garanties reçues nettes du coût de leur mise en œuvre, et ceci que leur mise en œuvre soit probable ou non.

- Provisions Collectives :

- La démarche consiste à estimer, à l'aide de modèles de statistique, le risque de non recouvrement des créances déclassées en « *watch list* ».

En appliquant cette nouvelle approche économique du coût du risque, les principaux indicateurs de risque s'améliorent en 2008, partant d'un niveau qui était déjà favorable en 2007.

M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Résultat brut d'exploitation	1 736,90	2 117,40	21,90%	2 226,40	5,20%
<i>Dotations aux provisions</i>	-1 056,6	-406,8	-61,5%	-1 282,7	215,3%
<i>Reprises de provisions</i>	792,9	472,2	-40,4%	203,1	-57,0%
<i>Variation des provisions</i>	-54,3	-154,4	184,3%	-54,3	-64,8%
<i>Coût du risque</i>	-318,1	-89,0	-72,0%	-1 134,0	NS
Résultat d'exploitation	1 418,8	2 028,4	43,0%	1 092,5	-46,1%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

A fin décembre 2008, du fait des efforts de récupération réalisés par le Groupe, le coût du risque s'allège de 72% à M MAD 89.

Le résultat d'exploitation s'apprécie, ainsi, de 43% à MAD 2 028,4 millions, contre MAD 1 418,8 millions une année auparavant.

Au 31 décembre 2009, dans un contexte de montée du risque, le Groupe renforce de 215,3% ses dotations aux provisions à MAD 1 282,7 millions afin de se prémunir contre une dégradation de la qualité de son portefeuille. En conséquence, et intégrant des reprises de provision en repli de 57% à MAD 203,1 millions, la charge de risque ressort à MAD 1 134 millions.

Dans ce sillage, le résultat d'exploitation se replie de 46,1% à MAD 1 092,5 millions, contre MAD 2 028,4 millions en 2008.

Pour leur part, les indicateurs de risque ont évolué de la manière suivante entre 2007 et 2009 :

	2007	2008	Var.	2009	Var.
Taux de contentieux ³⁴	5,0%	4,9%	-0,1 pt	5,9%	1,0 pt
Taux de couverture ³⁵	67,3%	76,5%	9,1 pts	75,2%	-1,3 pts
Coût du risque³⁶	0,50%	0,10%	-0,4 pts	1,21%	1,1 pts

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Entre 2007 et 2008, l'évolution des ratios de risque se présente comme suit :

- Le taux de contentieux s'améliore de 0,1 point passant de 5,0% à 4,9% en 2008 ;
- Le taux de couverture se renforce, quant à lui, à 76,5% contre 67,3% une année auparavant ;

³⁴ Créances en souffrance brutes / Créances sur la clientèle brutes

³⁵ Provisions sur créances en souffrance / créances en souffrance

³⁶ Coût du risque / Créances sur la clientèle nettes

- Et, le coût du risque s'allège sensiblement à 0,10%, contre 0,50% en 2007 profitant notamment des efforts de recouvrement.

Entre 2008 et 2009, les indicateurs de risque affichent les progressions suivantes :

- Le taux de contentieux augmente de 1 point passant de 4,9% en 2008 à 5,9% au 31 décembre 2009 ;
- Le taux de couverture baisse à 75,2% à fin 2009, contre 76,5% en 2008 ;
- Enfin, le coût du risque augmente de 1,1 points à 1,21% (vs 0,10% en 2008), ce qui s'explique notamment par une conjoncture du marché défavorable.

4. Résultat net part du Groupe

L'évolution du RNPG du Groupe BMCE BANK entre 2007 et 2009 se présente comme suit :

M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Résultat d'exploitation	1 418,8	2 028,4	43,0%	1 092,5	-46,1%
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	16,4	32,8	100,2%	16,5	-49,6%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4,6	48,8	955,8%	53,7	10,2%
Variations de valeurs des écarts	-	-	-		NS
Résultat avant impôts	1 439,8	2 109,9	46,5%	1 162,7	-44,9%
Impôt sur les bénéfices	452,4	672,9	48,7%	342,7	-49,1%
Résultat net	987,4	1 437,0	45,5%	820,1	-42,9%
Résultat hors Groupe	134,3	606,6	351,5%	435,2	-28,2%
Résultat net part du Groupe	853,0	830,4	-2,6%	384,8	-53,7%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

En 2008, la quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence augmente de 100,2% à MAD 32,8 millions intégrant essentiellement la quote-part des entreprises mises en équivalence des filiales du Groupe BOA et ce, pour un montant de MAD 11,7 millions.

Les gains ou pertes nets sur autres actifs enregistrent, quant à eux, une hausse de 955,8% à MAD 48,8 millions suite au reclassement de la charge d'impôt différé de Medicapital Bank au niveau du résultat non courant.

Le résultat net part du Groupe de BMCE Bank au titre de l'exercice 2008 s'établit ainsi à MAD 830,4 millions, en légère baisse de 2,6% par rapport à 2007.

Le résultat hors groupe augmente, de son côté, de près de 4,5 fois d'un exercice à l'autre s'élevant à MAD 606,6 millions. Cette hausse est due essentiellement à l'élargissement du périmètre de consolidation à BANK OF AFRICA à fin décembre 2008 ainsi qu'au retraitement des plus-values générées de la cession de 5% du capital à la CAJA MEDITERRANEO à fin juin 2007.

Au terme de l'exercice 2009, la quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence marque un repli de 49,6% à MAD 16,5 millions. Cette situation s'explique essentiellement par :

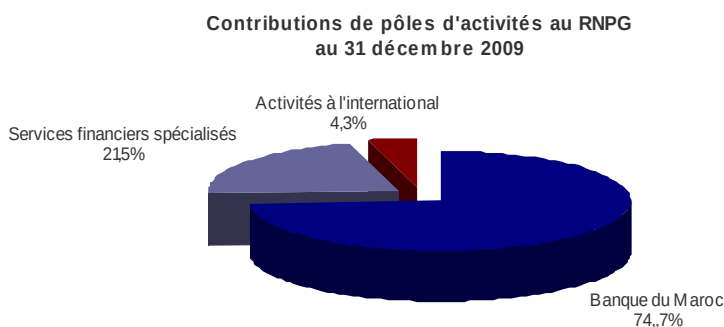
- l'intégration dans le périmètre de consolidation de Hanouty qui affiche une contribution négative de MAD -33 millions en 2009 ;
- Le recul de la contribution des participations de Bank of Africa consolidées par mise en équivalence ;
- Et, le retrait du résultat de la BDM, dont la participation à cette rubrique passe de MAD 19 millions en 2008 à MAD 17 millions en 2009.

Pour leur part, les gains ou pertes nets sur autres actifs s'apprécient de 10,2% passant de MAD 48,8 millions à de MAD 53,7 millions, dû essentiellement à l'amélioration de la contribution de BOA qui passe MAD -3 millions à MAD 6 millions.

Dans ce sillage, le résultat net part du Groupe de BMCE Bank ressort en repli de 53,7% à MAD 384,8 millions par rapport à l'année 2008.

Le résultat hors Groupe recule, de son côté, de 28,2% s'élevant à MAD 435,2 millions suite au repli de 32,9% à MAD 307,9 millions de la contribution de la BOA au 31 décembre 2009 en raison du renforcement de la participation du Groupe BMCE Bank de 7,5% supplémentaires à 42,5% en octobre 2008.

La ventilation du RNPG par secteur d'activité à fin 2009 laisse apparaître une contribution de 74,7% de la Banque au Maroc, de 4,3% des filiales à l'international et de 21,5% des services financiers spécialisés. La gestion d'actifs et des autres activités de Banque d'Affaires présentent une contribution négative de MAD -1,7 millions.



Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

5. Rentabilité des fonds propres et rentabilité des actifs

La rentabilité financière du Groupe BMCE BANK a évolué comme suit :

En K MAD	Au 31/12/08	Au 31/12/09	Var.
Total bilan	150 460 846	168 405 669	11,93%
Total bilan moyen	128 288 247	159 433 257	24,28%
Résultat net	1 437 009	820 051	-42,93%
RoA³⁷	1,12%	0,51%	-0,61 pt

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

En K MAD	Au 31/12/08	Au 31/12/09	Var.
Capitaux propres part du Groupe	5 556 933	6 139 121	10,48%
Résultat net part du Groupe	830 442	384 821	-53,66%
RoE³⁸	14,94%	6,27%	-8,68 pts

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Au 31 décembre 2009, la rentabilité des actifs de BMCE Bank s'amenuise de 0,61 point à 0,51%, tandis que la rentabilité des fonds propres se fixe à 6,27%, contre 14,94% une année auparavant.

6. Ratios réglementaires

En M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Fonds propres	6 407	12 725	98,6%	12 600	-1,0%
Actifs pondérés	73 830	105 568	43,0%	124 532	18,0%
Ratio de solvabilité	8,68%	12,05%	3,37 pts	10,12%	-1,93 pts
Eléments du numérateur pondérés	9 957	17 224	73,0%	19 294	12,0%
Eléments du dénominateur pondérés	17 076	15 537	-9,0%	17 958	15,6%
Coefficient de liquidité	58,3%	110,9%	52,6 pts	107,4%	-3,5 pts

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Le ratio de solvabilité de la Banque, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, demeure supérieur à la norme réglementaire fixée à 10%.

Il passe en effet de 8,68% en 2007 à 12,05% en 2008. Ce ratio s'établit à 10,12% au terme de l'exercice 2009.

Pour sa part, le Coefficient de Liquidité demeure au dessus du minimum réglementaire de 100% pour s'établir à 107,4% au 31 décembre 2009, contre 110,9% une année auparavant (cf partie risque de liquidité globale).

³⁷ Résultat net / total bilan moyen³⁸ Résultat net part du groupe / Capitaux propres part du Groupe

III. ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE IFRS

1. Principes de retraitements

L'application des normes IAS/IFRS nécessite :

- Lors de la première application « *First Time Adoption* (FTA) », le retraitement rétrospectif des différentes rubriques du bilan d'ouverture en impactant les capitaux propres au niveau des réserves consolidées ;
- Lors des clôtures semestrielles et annuelles ultérieures, l'enregistrement de la contrepartie des corrections observées sur les différentes rubriques en impactant, en fonction des options retenues, les réserves consolidées ou le résultat du Groupe.

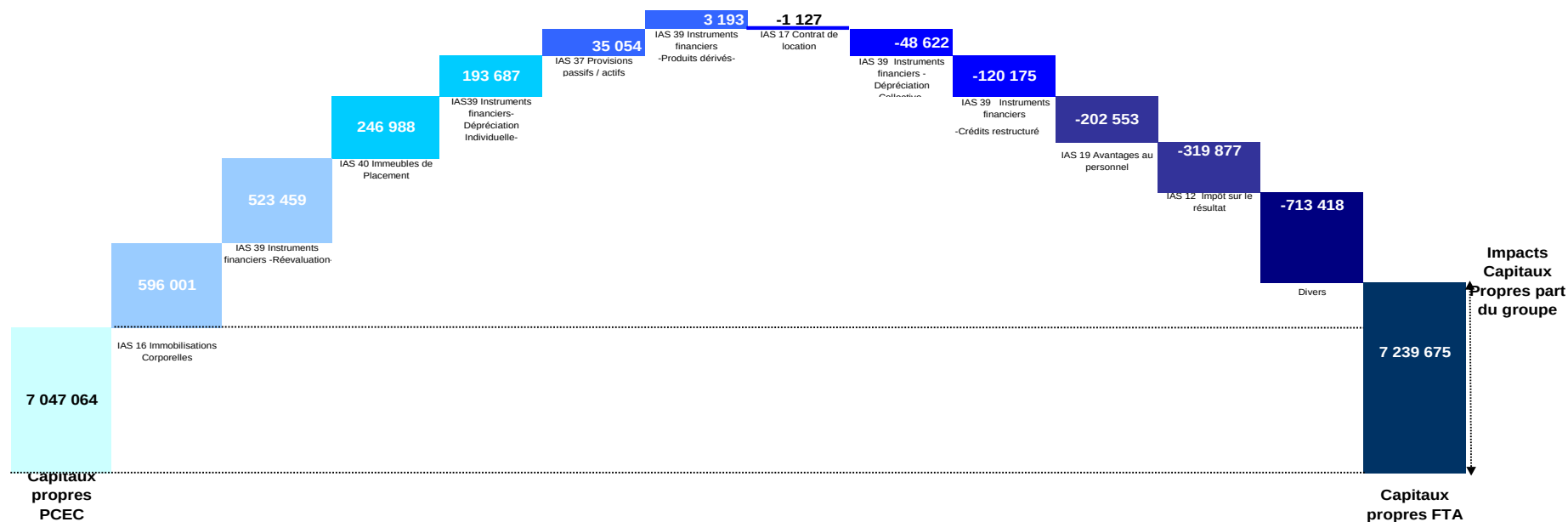
2. Synthèse des impacts FTA au 31.12.2006

L'application des normes IAS/IFRS a induit à fin 2006 une augmentation de 0,8% du total du bilan soit en valeur : MAD 723,1 millions.

Par ailleurs, les normes IAS/IFRS ont eu pour effet une hausse de 2,7% des capitaux propres consolidés part du Groupe qui s'établissent à MAD 7,2 milliards (par rapport à MAD 7,0 milliards suivant les normes PCEC).

Le graphique ci-dessous reprend les principaux impacts sur les capitaux propres part du Groupe par norme :

Synthèse des impacts FTA à la date ouverture



En K MAD	Montant au 01/01/2006	Divers	IAS 16	IAS 40	IAS 12	IAS39	IAS39	IAS39	IAS 39	IAS 39	IAS 17	IAS37	IAS19	Montant au 01/01/2007
Passif IFRS			Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Impôt sur le résultat	Instruments financiers - Réévaluation	Instruments financiers - Dépréciation Individuelle	Instruments financiers - Dépréciation Collective	Instruments financiers - Crédits restructurés	Instruments financiers - Produits dérivés	Contrats de location	Provisions passifs / actifs éventuels	Avantages au personnel	
Capitaux Propres Part du groupe	7 047 064	-713 418	596 001	246 988	-319 877	523 459	193 687	-48 622	-120 175	3 193	-1 127	35 054	-202 553	7 239 675
Capitaux Propres Minoritaires	410 372				-2 818	399					-2 011	9 612		415 554
Total	7 457 436	-713 418	596 001	246 988	-322 695	523 858	193 687	-48 622	-120 175	3 193	-3 138	44 666	-202 553	7 655 228

En K MAD	Solde proforma au 31/12/08	Divers	IAS 16	IAS 40	IAS 12	IAS39	IAS39	IAS39	IAS 39	IAS 39	IAS 17	IAS37	IAS19	Solde IFRS au 31/12/08	BOA		Solde IFRS au 31/12/08
PASSIF IFRS			Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Impôt sur le résultat	Instruments financiers - Réévaluation	Instruments financiers - Dépréciation Individuelle	Instruments financiers - Dépréciation Collective	Instruments financiers - Crédits restructurés	Instruments financiers - Produits dérivés	Contrats de location	Provisions passifs / actifs éventuels	Avantages au personnel		IFRS 3	Impact IFRS 2008	
Capitaux propres part du groupe	8 367 647	-3 376 210	600 868	251 759	-423 401	151 868	353 470	-97 746	-73 531	-280	-3 067	13 379	-206 691	5 558 064	0	-1 131	5 556 933

Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

3. Tableau de passage des capitaux propres

Le tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2009 se présente comme suit :

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES								
En K MAD	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2007	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2007 corrigés	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Opérations sur capital		748 150		-537 617		210 533	-65 201	145 332
Paielements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-1 457 569			-1 457 569		-1 457 569
Dividendes				-485 222		-485 222		-485 222
Résultat de l'exercice				830 442		830 442	606 567	1 437 009
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				-223 412	83 423	-139 989		-139 989
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					-60 047	-60 047		-60 047
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				-223 412	23 376	-200 036	0	-200 036
Variation de périmètre				79 573		79 573	1 586 017	1 665 590
Capitaux propres clôture 31.12.2008	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2008 corrigés	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Opérations sur capital		352 722		-304 743		47 979	75 501	123 480
Paielements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			557 116			557 116	-5 230	551 886
Dividendes				-460 689		-460 689	-102 139	-562 828
Résultat de l'exercice				384 821		384 821	435 230	820 051
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0	10 097	10 097
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				-54 333	103 634	49 301	-14 979	34 322
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)				-17 296		-17 296	4 217	-13 079
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				-71 629	103 634	32 005	-665	31 340
Variation de périmètre				20 955		20 955	-23 878	-2 923
Capitaux propres clôture 31.12.2009	1 587 514	5 733 467	-3 110 742	1 923 947	4 935	6 139 121	3 086 733	9 225 854

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

4. Bilan consolidé IFRS

ACTIF - K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var
Valeurs en caisse, Banque Centrale, Trésor Public, Service des chèques postaux	8 084 789	8 761 642	8,4%	11 961 191	36,5%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	9 663 318	16 830 734	74,2%	23 125 255	37,4%
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 015 111	1 396 746	37,6%	1 554 089	11,3%
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés	19 720 186	21 586 233	9,5%	20 940 147	-3,0%
Prêts et créances sur la clientèle	58 985 208	85 709 392	45,3%	93 592 762	9,2%
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	1 933 265	5 928 425	206,7%	6 367 928	7,4%
Actifs d'impôt exigible	357 743	602 944	68,5%	527 064	-12,6%
Actifs d'impôt différé	216 557	369 578	70,7%	543 064	46,9%
Comptes de régularisation et autres actifs	2 839 042	4 210 653	48,3%	3 568 660	-15,2%
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-	-
Participations dans des entreprises mises en	184 577	191 437	3,7%	362 904	89,6%
Immeubles de placement	475 882	505 076	6,1%	508 990	0,8%
Immobilisations corporelles	2 345 728	3 570 068	52,2%	4 225 756	18,4%
Immobilisations incorporelles	268 155	547 948	104,3%	642 344	17,2%
Ecarts d'acquisition	26 086	249 969	858,2%	485 515	94,2%
Total Actif	106 115 647	150 460 845	41,8%	168 405 669	11,9%

PASSIF - K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Banques Centrales, Trésor Public, Service des	0	0	NS	0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	747	280	-62,5%	0	
Instruments dérivés de couverture	0	0	NS	0	
Dettes envers les établissements de crédits et assimilés	9 143 599	12 647 116	38,3%	13 284 784	5,0%
Dettes envers la clientèle	81 969 131	113 449 746	38,4%	122 496 072	8,0%
Titres de créances émis	816 407	4 587 442	461,9%	8 501 072	85,3%
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	0	0	NS	0	
Passifs d'impôt courant	554 457	375 331	-32,3%	171 994	-54,2%
Passifs d'impôt différé	531 587	935 380	76,0%	1 069 008	14,3%
Comptes de régularisation et autres passifs	4 664 646	5 719 501	22,6%	8 236 571	44,0%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être		0	NS	0	
Provisions techniques des contrats d'assurance		0	NS	0	
Provisions pour risques et charges	272 753	325 453	19,3%	300 492	-7,7%
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	0	0	NS	0	
Dettes subordonnées	1 002 576	4 155 748	314,5%	5 119 822	23,2%
Capital et réserves liées	4 009 820	3 300 401	-17,7%	4 210 239	27,6%
Réserves consolidées				0	
-Part du groupe	1 838 435	1 524 790	-17,1%	1 539 126	0,9%
- Part des minoritaires	446 194	2 101 347	370,9%	2 666 482	26,9%
Gains et pertes latents ou différés, Part du Groupe	-122 075	-98 699	-19,1%	4 935	-105,0%
Gains et pertes latents ou différés, Part des minoritaires				-14 979	
Résultat net de l'exercice					
-Part du groupe	853 033	830 442	-2,6%	384 821	-53,7%
- Part des minoritaires	134 337	606 567	351,5%	435 230	-28,2%
TOTAL Passif	106 115 647	150 460 845	41,8%	168 405 669	11,9%

Source : BMCE Bank – **Activité consolidée IFRS**

En décembre 2008, le total bilan consolidé s'élève à MAD 150,5 milliards en hausse de 41,8% comparativement à l'exercice 2007. Cette évolution traduit le développement de l'activité grâce notamment à :

- La progression des prêts et créances sur la clientèle qui s'élargissent de 45,3% à MAD 85,7 milliards ;
- L'augmentation de 74,2% à MAD 16,8 milliards de l'actif financier à la juste valeur sous l'effet du renforcement de 71,7% à MAD 5,4 milliards des Bons du Trésor combiné à l'expansion de 2,4x des actions en portefeuille à MAD 10,3 milliards ;
- L'appréciation de 206,7% à MAD 5,9 milliards des placements détenus jusqu'à leur échéance intégrant essentiellement un accroissement de 2,5 fois à MAD 4,7 milliards des Bons du Trésor ;

- Et, la bonification de 52,2% à MAD 3,6 milliards des immobilisations corporelles eu égard aux augmentations de 46% à MAD 2,4 milliards des terrains et constructions et de 99,3% à MAD 789,2 millions du poste « équipements, mobiliers et installations ».

Parallèlement, les principaux postes du passif enregistrent les évolutions suivantes :

- Les dettes envers la clientèle se hissent de 38,4% à MAD 113,4 millions, contre MAD 82,0 milliards au 31 décembre 2007 ;
- Les dettes envers les établissements de crédits progressent, pour leur part, de 38,3% à MAD 12,6 milliards ;
- Les capitaux propres consolidés du Groupe se renforcent de 15,4% à MAD 8,3 milliards sous l'effet de l'augmentation des intérêts minoritaires consécutivement à l'intégration de BOA dans le périmètre de consolidation en 2008.

Au terme de l'exercice 2009, le total actif consolidé se bonifie de 11,9%, par rapport au 31 décembre 2008, à MAD 168,4 milliards, tiré essentiellement par :

- L'appréciation de 37,4% des actifs financiers évalués à la juste valeur à MAD 23,1 milliards, suite à l'affermissement de 50,3% des Bons du Trésor à MAD 8,1 milliards et à l'augmentation de 44,1% du portefeuille actions à MAD 14,9 milliards ;
- Le renforcement des prêts et créances sur la clientèle de 9,2% à MAD 93,6 milliards ;
- L'amélioration de 7,4% à MAD 6,4 milliards des placements détenus jusqu'à échéance, grâce notamment à la constitution d'un nouveau stock d'obligation pour M MAD 694,7 ;
- Et, l'expansion de 18,4% des immobilisations corporelles à MAD 4,2 milliards, sous l'effet de la hausse de 83,0% des équipements, mobiliers et installations à MAD 1,4 milliards et de la bonification de 81,1% des autres immobilisations à MAD 736,4 millions. Ce renforcement des immobilisations trouve également son origine dans l'intégration de LOCASOM dans (i) le périmètre de consolidation en 2009, soit MAD +394 millions et (ii) la hausse de la contribution de BMCE Bank de MAD 182 millions à MAD 2 153 millions sous l'effet du programme d'ouverture d'agences.

Pour sa part, l'évolution du passif consolidé du Groupe au titre de l'exercice 2009 recouvre :

- L'élargissement de 5% des dettes interbancaires à MAD 13,3 milliards ;
- Une amélioration de 8% des dettes envers la clientèle à MAD 122,5 milliards ;
- Un renforcement de 23,2% des dettes subordonnées à MAD 5,1 milliards consécutivement à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné perpétuel de MAD 1 milliard en mai 2009 ;
- Et, un accroissement de 11,6% des capitaux propres consolidés à MAD 9,2 milliards sous l'effet de la hausse de 27,6% du poste « capital et réserves liées » à MAD 4,2 milliards. Cet

accroissement s'explique principalement par (i) la baisse de la position en actions propres de MAD -557 millions ayant contribué à la hausse des capitaux propres à hauteur de +16,9% et (ii) la hausse des réserves suite à l'incorporation des résultats à hauteur de MAD 353 millions ayant participé à la hausse des capitaux propres à hauteur de +10,7%.

3.1. Evolution des crédits

Le tableau ci-dessous affiche l'évolution des crédits par type de produits sur la période considérée :

K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (C1)	19 720 186	21 586 233	9,5%	20 940 147	-3,0%
Comptes à vue	6 101 252	7 096 508	16,3%	5 179 545	-27,0%
Prêts	13 118 934	14 037 045	7,0%	15 364 045	9,5%
Opérations de pension	500 000	452 680	-9,5%	400 005	-11,6%
Provisions				3 448	NS
Créances sur la clientèle (C2)	58 985 208	85 709 392	45,3%	93 592 762	9,2%
Comptes ordinaires débiteurs	12 538 455	13 437 216	7,2%	15 338 894	14,2%
Prêts consentis à la clientèle	40 623 394	67 220 881	65,5%	72 513 141	7,9%
Opérations de pension	1 631 036	1 445 847	-11,4%	2 044 922	41,4%
Opérations de location-financement	6 257 984	6 938 013	10,9%	8 024 670	15,7%
Provisions	2 065 661	3 332 565	61,3%	4 328 865	29,9%
Total crédits (C1+C2)	78 705 394	107 295 625	36,3%	114 532 909	6,7%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

En 2008, l'encours de l'ensemble des crédits octroyés par le Groupe BMCE Bank progresse de 36,3% comparativement au 31/12/2007 pour s'élever à MAD 107,3 milliards. Cette évolution inclut :

- Une croissance de 9,5% à MAD 21,6 milliards des créances sur les établissements de crédit intégrant une progression de 16,3% à MAD 7,1 milliards des comptes à vue et de 7% à MAD 14,0 milliards des prêts interbancaires ;
- Une hausse des prêts consentis à la clientèle de 65,5% à MAD 67,2 milliards ;
- Et, une augmentation de 7,2% à MAD 13,4 milliards des comptes ordinaires débiteurs.

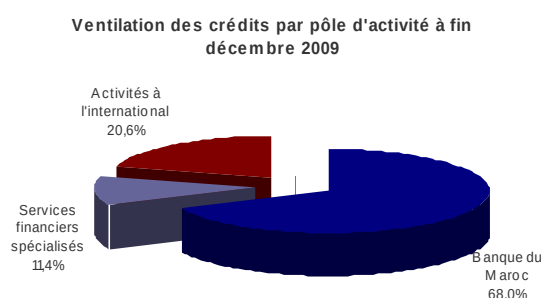
A fin 2009, l'encours des crédits se hisse de 6,7% à MAD 114,5 milliards intégrant une hausse de 9,2% des prêts consentis à la clientèle à MAD 93,6 milliards et un repli de 3% des créances sur les établissements de crédit à MAD 20,9 milliards.

La ventilation des prêts et créances sur la clientèle par pôle d'activité se présente comme suit :

K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Banque du Maroc	49 031 480	59 363 292	21,1%	63 618 992	7,2%
Services financiers spécialisés	8 923 166	9 836 348	10,2%	10 666 169	8,4%
Activités à l'international	1 030 562	16 509 752	NS	19 307 355	16,9%
Gestion d'actifs	0	0	NS	246	
Total crédits	58 985 208	85 709 392	45,3%	93 592 516	9,2%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank



Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

Par pôle d'activité, la Banque au Maroc accapare, à elle seule, 68,0% des crédits à la clientèle distribués à fin 2009, contre 20,6% pour les activités à l'international qui profitent de la bonne performance commerciale du réseau internationale du Groupe BOA. Les services financiers spécialisés concentrent, quant à eux, 11,4% du total des crédits.

3.1. Evolution des dépôts

L'encours consolidé des dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle par type de produits évolue comme suit sur la période sous revue :

K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Dettes envers les établissements de crédit (D1)	9 143 599	12 647 116	38,3%	13 284 784	5,0%
Comptes à vue	2 581 050	2 069 331	-19,8%	2 178 611	5,3%
Emprunts	6 562 549	8 310 722	26,6%	8 448 615	1,7%
Opérations de pension	-	2 267 063	NS	2 657 558	17,2%
Dettes envers la clientèle (D2)	81 969 131	113 449 746	38,4%	122 496 072	8,0%
Comptes ordinaires créditeurs	41 277 769	49 269 587	19,4%	56 118 940	13,9%
Comptes à terme	23 817 614	44 323 025	86,1%	41 086 369	-7,3%
Comptes d'épargne à taux administré	12 420 227	11 640 128	-6,3%	16 119 692	38,5%
Bons de caisse	4 453 521	3 946 971	-11,4%	4 025 282	2,0%
Opérations de pension	-	4 270 035	-	5 145 789	20,5%
Total dépôts (D1+D2)	91 112 730	126 096 862	38,4%	135 780 856	7,7%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

A fin 2008, l'encours des dépôts se renforce de 38,4% à MAD 126,1 milliards, contre MAD 91,1 milliards au 31/12/2007. Cette progression est principalement redevable à la hausse de 86,1% à MAD 44,3 milliards des comptes à terme et de 19,4% à MAD 49,3 milliards des comptes ordinaires créditeurs. De même, les dettes envers les établissements de crédits s'élargissent de 38,3% à MAD 12,6 milliards grâce notamment à l'accroissement de 26,6% à MAD 8,3 milliards des emprunts et de la réalisation de plusieurs opérations de pension pour un montant de MAD 2,3 milliards.

En revanche, les comptes d'épargne à taux administré reculent de 6,3% à MAD 11,6 milliards à fin décembre 2008.

Au terme de l'exercice 2009, les dépôts se hissent de 7,7%, comparativement à fin 2008, à MAD 135,8 milliards. Cette performance se justifie par l'expansion de 5% à MAD 13,3 milliards des dettes envers les établissements de crédit combinée à l'amélioration de 8% des dettes envers la clientèle à MAD 122,5 milliards. L'évolution de ces dernières s'expliquent par :

- La hausse de 38,5% des comptes d'épargne à taux administré à MAD 16,1 milliards ;
- L'élargissement de 20,5% des opérations de pension à MAD 5,1 milliards ;
- Le renforcement de 13,9% des comptes ordinaires créditeurs MAD 56,1 milliards ;
- Et, le retrait de 7,3% à MAD 41,1 milliards des comptes à terme.

La ventilation des dépôts de la clientèle par zone géographique se présente comme suit :

	2007	2008	2009
Maroc	96,0%	79,2%	79,2%
Afrique	2,4%	19,6%	20,1%
Europe	1,6%	1,2%	0,7%
Total crédits	100,0%	100,0%	100,0%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Par zone géographique, les dettes envers la clientèle marocaine représentant plus de 79,2% du total en 2009, soit au même niveau qu'une année auparavant. Pour sa part, la contribution du réseau africain passe de 2,4% en 2007 à 19,6% en 2008 puis à 20,1% à fin 2009 traduisant l'impact de la consolidation du Groupe BOA dans les comptes du Groupe BMCE à partir de 2008.

En K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Dettes envers la clientèle	81 969 131	113 449 746	38,41%	122 496 072	7,97%
Prêts et créances sur la clientèle	58 985 208	85 709 392	45,31%	93 592 762	9,20%
Taux de transformation³⁹	71,96%	75,55%	3,59 pts	76,40%	0,86 pts

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

³⁹ Prêts et créances sur la clientèle / Dettes envers la clientèle.

En 2008, le taux de transformation du Groupe s'accroît de 3,59 points à 75,55% compte tenu d'une évolution plus rapide des crédits comparativement aux dépôts. Cette situation trouve son origine dans l'intensification de la distribution des crédits au Maroc notamment au niveau du segment immobilier. En 2009, le taux de transformation du Groupe s'est stabilisé à 76,40%.

5. Structure des ressources consolidées de BMCE Bank

Les ressources de BMCE Bank se composent essentiellement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Fonds propres et assimilés dont :	8 162 320	12 420 595	52,2%	14 345 676	15,5%
<i>Dettes subordonnées</i>	1 002 576	4 155 748	314,5%	5 119 822	23,2%
<i>Capital</i>	1 587 514	1 587 514	0,0%	1 587 514	0,0%
<i>Réserves liées au capital</i>	4 009 820	3 300 401	-17,7%	5 733 467	73,7%
<i>Actions propres</i>	-2 210 289	-3 667 858	65,9%	-3 110 742	-15,2%
<i>Réserves et résultats consolidés</i>	2 691 468	2 355 231	-12,5%	1 923 947	-18,3%
<i>Gains ou pertes latents différés</i>	-122 075	-98 699	-19,1%	4 935	-105,0%
Capitaux propres consolidés du groupe :	7 159 744	8 264 847	15,4%	9 225 854	11,6%
<i>Capitaux propres part du groupe</i>	6 579 214	5 556 933	-15,5%	6 139 121	10,5%
<i>Intérêts minoritaires</i>	580 530	2 707 914	366,5%	3 086 733	14,0%
Ressources	91 929 137	130 684 304	42,2%	144 281 928	10,4%
<i>Etablissements de crédit</i>	9 143 599	12 647 116	38,3%	13 284 784	5,0%
<i>Clientèle</i>	81 969 131	113 449 746	38,4%	122 496 072	8,0%
<i>Titres de créances émis</i>	816 407	4 587 442	461,9%	8 501 072	85,3%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Les ressources de BMCE Bank sont essentiellement composées des dépôts de la clientèle qui, pour un montant de MAD 122,5 milliards, y contribuent à hauteur de 84,9% à fin 2009, contre 86,8% une année auparavant.

Pour leur part, et au terme de l'exercice 2008, les fonds propres et assimilés de BMCE Bank s'élèvent à MAD 12,4 milliards, en appréciation de 52,2% comparativement au 31 décembre 2007. Cette évolution découle :

- Des levées de fonds par la Banque à travers notamment une émission obligataire subordonnée pour MAD 1 milliard en février 2008 ainsi qu'un deuxième emprunt obligataire subordonné perpétuel pour le même montant en octobre 2008 ;
- Et, du renforcement de 15,4% à MAD 8,3 Md des capitaux propres consolidés du Groupe sous l'effet de l'augmentation des intérêts minoritaires consécutivement à l'intégration de BOA dans le périmètre de consolidation en 2008.

De même, et au terme de l'exercice 2009, les capitaux propres et assimilés du Groupe BMCE BANK se montent à MAD 14,3 milliards, en progression de 15,5% comparativement à fin 2008, due essentiellement à :

- L'émission d'un emprunt obligataire subordonné perpétuel de MAD 1 milliard en mai 2009 ;
- Et, l'accroissement de 73,7% des réserves liées au capital à MAD 5,7 milliards.

6. Tableau des flux de trésorerie de BMCE Bank

M MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Résultat avant impôts	1 439 800	2 109 906	46,5%	1 162 704	-44,9%
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	193 299	331 554	71,5%	429 506	29,55%
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-	-	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	318 066	-49 227	-115,5%	181 977	-469,67%
+/- Dotations nettes aux provisions		-16 190	NS	1 145 673	NS
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	16 367	32 771	100,2%	-16 514	NS
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-77 501	-104 526	34,9%	-	NS
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-285 576	-183 129	-35,9%	-	NS
+/- Autres mouvements	-	-	-	-	-
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	164 655	11 253	-93,2%	1 740 662	154,7x
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-526 544	1 637 471	NS	1 283 754	-21,60%
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	436 797	5 807 682	NS	1 162 957	-79,98%
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-580 895	-9 361 721	NS	-3 075 551	67,15%
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-868 869	-470 061	-45,9%	2 697 168	NS
- Impôts versés	-452 430	-575 106	27,1%	-568 076	-1,22%
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-1 991 941	-2 961 735	48,7%	1 500 252	NS
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-387 486	-840 576	116,9%	4 403 618	NS
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	837 782	-113 024	-113,5%	-938 375	730,24%
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	-	-	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-130 775	-527 816	303,6%	-561 970	6,47%
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	707 007	-640 840	-190,6%	-1 500 345	134,12%
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-321 976	-985 222	NS	-663 034	-32,70%
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	203 716	3 143 491	NS	959 310	-69,48%

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-118 260	2 158 269	NS	296 276	-86,27%
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-	-	-	-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	201 261	676 853	236,3%	3 199 549	372,71%
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	7 883 528	8 084 789	2,6%	8 761 642	8,37%
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	7 883 528	8 084 789	2,6%	8 761 642	8,37%
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8 084 789	8 761 642	8,4%	11 961 191	36,52%
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	8 084 789	8 761 642	8,4%	11 961 191	36,52%
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-
Variation de la trésorerie nette	201 261	676 853	236,3%	3 199 549	372,71%

*Activité consolidée IFRS**Source : BMCE Bank*

7. Engagements de financement et de garantie

Au 31 décembre 2008, les engagements de financement donnés s'élèvent à MAD 16 995,1 millions, en retrait de 27,9% comparativement à l'exercice 2007 et ce, suite à la baisse de 28,5% à MAD 16 817,7 millions des engagements donnés à la clientèle. Cette baisse est essentiellement due à l'assainissement opéré sur les autorisations au titre de l'exercice 2008 en concertation avec Bank Al Maghrib.

A fin 2009, lesdits engagements s'établissent à MAD 15,3 milliards, en contraction de 10% par rapport au 31/12/2008, justifiée essentiellement par la retrait des engagements donnés à la clientèle à MAD 14,4 milliards, soit -14,2%.

K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Engagements de financements donnés	23 560 109	16 995 140	-27,9%	15 296 720	-10,0%
<i>Aux établissements de crédit</i>	<i>34 144</i>	<i>177 402</i>	<i>419,6%</i>	<i>866 886</i>	<i>388,7%</i>
<i>A la clientèle</i>	<i>23 525 965</i>	<i>16 817 738</i>	<i>-28,5%</i>	<i>14 429 834</i>	<i>-14,2%</i>
<i>Ouverture de crédit</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Autres engagements en faveur de la clientèle</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Engagements de financement reçus	231 937	1 217 679	425,0%	1 826 644	50%
<i>Des établissements de crédit</i>	<i>231 937</i>	<i>1 217 679</i>	<i>425,0%</i>	<i>1 616 285</i>	<i>32,7%</i>
<i>De la clientèle</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>210 359</i>	<i>NS</i>

*Activité consolidée IFRS**Source : BMCE Bank*

Pour leur part, les engagements de garantie donnés à fin 2008 se hissent de 52,2% à MAD 12 947,5 millions intégrant :

- Un accroissement de 64,1% à MAD 9 701,6 millions des engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle ;
- Et, une appréciation de 25,2% à MAD 3 245,9 millions des engagements de garanties d'ordre des établissements de crédit.

Les engagements de garantie reçus augmentent, quant à eux de 282,4% à MAD 18 868,8 millions essentiellement suite à la hausse de 315,7% à MAD 18 026,9 millions des engagements de garantie reçus des établissements de crédit. Cette évolution s'explique par les contre-garanties obtenues du CIC pour des organismes tels que l'ONE et la CDG.

Au titre de l'exercice 2009, ces engagements donnés se hissent de 10,5% à MAD 14 312,8 millions tirés notamment par la bonification de 38,7% à MAD 4 501,2 millions des engagements de garantie donnés d'ordre des établissements de crédit et l'accroissement de 1,1% à MAD 9 811,6 millions des engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle.

Parallèlement, les engagements de garantie reçus s'affermissent de 18,9% à MAD 22 431,9 millions en raison de l'évolution de 20,2% à MAD 21 666,7 millions des engagements de garantie reçus des établissements de crédit.

K MAD	2007	2008	Var.	2009	Var.
Engagements de garantie donnés	8 504 329	12 947 474	52,2%	14 312 792	10,5%
<i>D'ordre des établissements de crédit</i>	2 593 172	3 245 859	25,2%	4 501 171	38,7%
<i>D'ordre de la clientèle</i>	5 911 157	9 701 615	64,1%	9 811 621	1,1%
<i>Cautions administratives et fiscales et autres</i>	-	-	-	-	-
<i>Autres garanties d'ordre à la clientèle</i>	-	-	-	-	-
Engagements de garantie reçus	4 933 773	18 868 816	282,4%	22 431 855	18,9%
<i>Des établissements de crédit</i>	4 336 776	18 026 953	315,7%	21 666 747	20,2%
<i>De l'état et d'autres organismes de garantie</i>	596 997	841 863	41,0%	765 108	-9,1%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

PARTIE VI :
SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK
- COMPTES CONSOLIDES IFRS
AU 30 JUIN 2010



I. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS AU 30 JUIN 2010

1. Comptes de résultats consolidés IFRS

Les comptes de résultat au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010 se présentent comme suit :

K MAD	30 juin 2010	30 juin 2009	Var.
<i>Intérêts et produits assimilés</i>	5 314 189	4 892 455	8,6%
<i>Intérêts et charges assimilés</i>	- 2 927 248	- 2 827 032	3,5%
MARGE D'INTERET	2 386 941	2 065 423	15,6%
<i>Commissions perçues</i>	762 783	686 510	11,1%
<i>commissions servies</i>	- 91 203	- 78 212	16,6%
MARGE SUR COMMISSIONS	671 580	608 298	10,4%
<i>Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	572 725	486 540	17,7%
<i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	28 376	57 157	-50,4%
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	601 101	543 697	10,6%
<i>Produits des autres activités</i>	245 358	206 273	18,9%
<i>Charges des autres activités</i>	- 152 050	- 97 234	56,4%
PRODUIT NET BANCAIRE	3 752 930	3 326 457	12,8%
<i>Charges générales d'exploitation</i>	- 2 026 000	- 1 808 282	12,0%
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et</i>	- 181 335	- 190 035	-4,6%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 545 595	1 328 140	16,4%
<i>Coût du risque</i>	- 314 773	- 271 812	15,8%
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 230 822	1 056 328	16,5%
<i>Quote-part dans les résultats des entreprises</i>	20 525	20 814	-1,4%
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	30 389	- 3 436	NS
<i>Variations de valeurs des écarts d'acquisition</i>	0	0	NS
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 281 736	1 073 706	19,4%
<i>Impôt sur les bénéfices</i>	-380 323	-300 538	26,5%
RESULTAT NET	901 413	773 168	16,6%
<i>Résultat hors Groupe</i>	384 606	319 818	20,3%
RESULTAT NET PART DU GROUPE	516 807	453 350	14,0%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

2. Produit Net Bancaire

L'évolution du PNB du Groupe BMCE BANK entre juin 2009 et juin 2010 se présente comme suit :

K MAD	30 juin 2009	30 juin 2010	Var.
<i>Intérêts et produits assimilés</i>	4 892 455	5 314 189	8,6%
<i>Intérêts et charges assimilés</i>	- 2 827 032	- 2 927 248	3,5%
Marge d'intérêt	2 065 423	2 386 941	15,6%
<i>Commissions perçues</i>	686 510	762 783	11,1%
<i>commissions servies</i>	-78 212	-91 203	16,6%
Marge sur commissions	608 298	671 580	10,4%
<i>Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	486 540	572 725	17,7%
<i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	57 157	28 376	-50,4%
Résultat des activités de marche	543 697	601 101	10,6%
<i>Produits des autres activités</i>	206 273	245 358	18,9%
<i>Charges des autres activités</i>	-97 234	-152 050	56,4%
Produit Net Bancaire	3 326 457	3 752 930	12,8%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Au 30 juin 2010, le produit net bancaire s'apprécie de 12,8% à MAD 3 752,9 millions comprenant :

- L'amélioration de 15,6% à MAD 2 386,9 millions de la marge d'intérêt ;
- L'accroissement de 10,6% à MAD 601,1 millions du résultat des opérations de marché ;
- Et, la croissance de 10,4% à MAD 671,6 millions de la marge sur commissions.

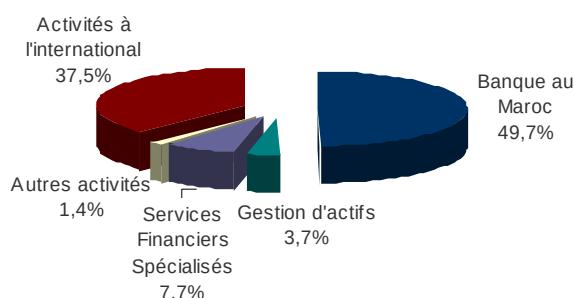
La contribution au PNB par pôle d'activités au 30 juin 2010 se présente comme suit :

M MAD	Banque du Maroc	Gestion d'actifs et autres activités de Banque d'affaires	Services financiers spécialisés	Autres activités	Activités à l'international
Produit net bancaire	1 864,6	140,0	287,4	52,8	1 408,2

Activité consolidée IFRS au 30 juin 2010

Source : BMCE Bank

Contributions des pôles d'activités au PNB au 30 juin 2010



Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

Par pôle d'activité, la Banque au Maroc contribue à hauteur de 49,7% au PNB consolidé du Groupe, tandis que les filiales à l'international assurent 37,5% des revenus opérationnels, contre 7,7% pour les services financiers spécialisés ; le reste émanant de la gestion d'actifs et des autres activités.

3. Résultat Brut d'Exploitation

L'évolution du résultat brut d'exploitation du Groupe BMCE BANK entre juin 2009 et juin 2010 se présente comme suit :

K MAD	30 juin 2009	30 juin 2010	Var.
Produit Net Bancaire	3 326 457	3 752 930	12,8%
Charges générales d'exploitation	-1 808 282	-2 026 000	12,0%
Coefficient d'exploitation	54,4%	54,0%	-0,4 pt
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</i>	-190 035	-181 335	-4,6%
Résultat brut d'exploitation	1 328 140	1 545 595	16,4%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

En dépit d'un contexte de conduite d'un programme d'investissement important (ouverture de 56 nouvelles agences entre juin 2009 et juin 2010), les charges générales d'exploitation consolidées cantonnent leur progression à 12% s'établissant à MAD 2 026,0 millions. Le coefficient d'exploitation s'améliore ainsi de 0,4 point à 54%.

K MAD	30 juin 2009	30 juin 2010	Var.
Résultat brut d'exploitation	1 328 140	1 545 595	16,4%
<i>Dotations aux provisions</i>	-390 828	-381 451	-2,4%
<i>Reprises de provisions</i>	164 050	87 016	-47,0%
<i>Variation des provisions</i>	-45 034	-20 338	-54,8%
<i>Coût du risque</i>	-271 812	-314 773	15,8%
Résultat d'exploitation	1 056 328	1 230 822	16,5%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

A fin juin 2010, le coût du risque se renforce de 15,8% à MAD 314,8 millions.

Le résultat d'exploitation enregistre, quant à lui, une progression de 16,5% à MAD 1 230,8 millions, contre MAD 1 056,3 millions une année auparavant.

4. Résultat net part du Groupe

L'évolution du RNPG du Groupe BMCE BANK entre juin 2009 et juin 2010 se présente comme suit :

K MAD	30 juin 2009	30 juin 2010	Var.
Résultat d'exploitation	1 056 328	1 230 822	16,5%
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	20 814	20 525	-1,4%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-3 436	30 389	NS
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-	-
Résultat avant impôts	1 073 706	1 281 736	19,4%
Impôt sur les bénéfices	-300 538	-380 323	26,5%
Résultat net	773 168	901 413	16,6%
Résultat hors Groupe	319 818	384 606	20,3%
Résultat net part du Groupe	453 350	516 807	14,0%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

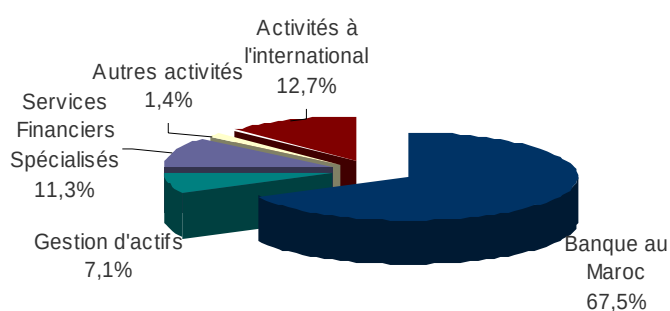
En juin 2010, la quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence demeure quasiment stables (-1,4%) à MAD 20,5 millions.

Les gains ou pertes nets sur autres actifs passent, quant à eux, d'une perte de MAD -3,4 millions à un gain de MAD 30,4 millions au 30 juin 2010.

Le résultat net part du Groupe de BMCE Bank au titre du premier semestre 2010 s'établit ainsi à MAD 516,8 millions, en appréciation de 14% par rapport à juin 2009.

La ventilation RNPG par secteur d'activité laisse apparaître une contribution de 67,5% de la Banque au Maroc, de 12,7% des filiales à l'international, de 11,3% des services financiers spécialisés ; le reste émanant de la gestion d'actifs et des autres activités.

Contributions des pôles d'activités au RNPG au 30 juin 2010



Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

II. ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE IFRS AU 30 JUIN 2010

Tableau de variation des capitaux propres

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES								
En K MAD	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2008 corrigés	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2008 corrigés	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Opérations sur capital		352 722		-304 743		47 979	75 501	123 480
Paielements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			557 116			557 116	-5 230	551 886
Dividendes				-460 689		-460 689	-102 139	-562 828
Résultat de l'exercice				384 821		384 821	435 230	820 051
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)						0	10 097	10 097
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				-54 333	103 634	49 301	-14 979	34 322
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)				-17 296		-17 296	4 217	-13 079
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				-71 629	103 634	32 005	-665	31 340
Variation de périmètre				20 955		20 955	-23 878	-2 923
Capitaux propres clôture 31.12.2009 corrigés	1 587 514	5 733 467	-3 110 742	1 923 947	4 935	6 139 121	3 086 733	9 225 854
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2009 corrigés	1 587 514	5 733 467	-3 110 742	1 923 947	4 935	6 139 121	3 086 733	9 225 854
Opérations sur capital		96 230		-69 919		26 311	67 810	94 121
Paielements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			3 110 742			3 110 742	5 230	3 115 972
Dividendes				-541 042		-541 042	-276 722	-817 764
Résultat de l'exercice				516 807		516 807	384 606	901 413
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				14 952	-24 963	-10 011	7 721	-2 290
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)				20 546		20 546	-18 050	2 496
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				35 498	-24 963	10 535	-10 329	206
Variation de périmètre				-37 760		-37 760	-57 333	-95 093
Capitaux propres clôture 30.06.2010	1 587 514	5 829 697	0	1 827 531	-20 028	9 224 714	3 199 994	12 424 708

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

1. Bilan consolidé IFRS au 30 juin 2010

ACTIF - K MAD	31 décembre 2009	30 juin 2010	Var.
Valeurs en caisse, Banque Centrale, Trésor Public, Service des chèques postaux	11 961 191	7 024 641	-41,3%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	23 125 255	23 384 360	1,1%
Instruments dérivés de couverture	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 554 089	1 435 433	-7,6%
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés	20 940 147	20 305 291	-3,0%
Prêts et créances sur la clientèle	93 592 762	102 248 181	9,2%
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	6 367 928	6 970 801	9,5%
Actifs d'impôt exigible	527 064	588 268	11,6%
Actifs d'impôt différé	543 064	379 021	-30,2%
Comptes de régularisation et autres actifs	3 568 660	3 173 509	-11,1%
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	362 904	378 208	4,2%
Immeubles de placement	508 990	531 420	4,4%
Immobilisations corporelles	4 225 756	4 420 494	4,6%
Immobilisations incorporelles	642 344	647 081	0,7%
Ecarts d'acquisition	485 515	504 573	3,9%
Total Actif	168 405 669	171 991 281	2,1%

Source : BMCE Bank – *Activité consolidée IFRS*

Au terme du premier semestre 2010, le total actif consolidé se bonifie de 2,1%, par rapport au 31 décembre 2009, à MAD 172 milliards, incluant :

- Le renforcement des prêts et créances sur la clientèle de 9,2% à MAD 102,2 milliards ;
- Une légère progression de 1,1% à MAD 23,4 milliards de l'actif financier à la juste valeur par résultat incluant : (i) une baisse de 33,9% à MAD 5,3 milliards des Bons du Trésor et (ii) une appréciation de 16,6% à MAD 17,3 milliards des actions et autres titres à revenu variable ;
- Une baisse de 3% à MAD 20 305,3 millions des prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés ;
- L'amélioration de 9,5% à MAD 6 970,8 millions des placements détenus jusqu'à échéance ;
- Et, l'expansion de 4,6% des immobilisations corporelles à MAD 4 420,5 millions.

PASSIF - K MAD	31 décembre 2009	30 juin 2010	Var.
Banques Centrales, Trésor Public, Service des chèques	-	-	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	492	
Instruments dérivés de couverture	-	-	
Dettes envers les établissements de crédits et assimilés	13 284 784	15 799 758	18,9%
Dettes envers la clientèle	122 496 072	120 129 579	-1,9%
Titres de créances émis	8 501 072	10 368 902	22,0%
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-	
Passifs d'impôt courant	171 994	343 241	99,6%
Passifs d'impôt différé	1 069 008	934 055	-12,6%
Comptes de régularisation et autres passifs	8 236 571	6 644 640	-19,3%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	
Provisions pour risques et charges	300 492	328 402	9,3%
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-	
Dettes subordonnées	5 119 822	5 017 503	-2,0%
Capital et réserves liées	4 210 239	7 417 211	76,2%
Réserves consolidées	-	-	-
-Part du groupe	1 539 126	1 310 724	-14,8%
- Part des minoritaires	2 666 482	2 807 668	5,3%
Gains et pertes latents ou différés, Part du Groupe	4 935	-20 028	NS
Gains et pertes latents ou différés, Part des minoritaires	-14 979	7 721	NS
Résultat net de l'exercice	-	-	-
-Part du groupe	384 821	516 807	34,3%
- Part des minoritaires	435 230	384 606	-11,6%
TOTAL Passif	168 405 669	171 991 281	2,1%

Source : BMCE Bank – *Activité consolidée IFRS*

Pour sa part, l'évolution du passif consolidé du Groupe au titre du premier semestre 2010 recouvre :

- L'élargissement de 18,9% des dettes interbancaires à MAD 15 799,8 millions ;
- Un léger repli de 1,9% des dettes envers la clientèle à MAD 120 129,6 millions ;
- Un renforcement de 22% des titres de créances émis à MAD 10 368,9 millions ;
- Et, un accroissement de 34,7% des capitaux propres consolidés à MAD 12 424,7 millions principalement sous l'effet de la hausse de 76,2% du poste « capital et réserves liées » à MAD 7 417,2 millions. Cet accroissement s'explique essentiellement par la baisse de la position en actions propres de MAD -3 110,7 millions suite à la cession de 8% du capital de BMCE Bank détenu en propre.

PARTIE VII : PERSPECTIVES

Conformément à ses orientations stratégiques établies pour la période 2010-2012, le Groupe BMCE Bank prévoit de poursuivre sa dynamique de croissance aussi bien au Maroc qu'à l'international.

Dans un tel contexte de croissance, aussi bien des engagements que de la consolidation des participations stratégiques, il est prévu sur la période 2010-2012 de renforcer la structure des fonds propres et de poursuivre la maîtrise du coût du risque.

Un programme de renforcement déjà entamé en 2010 avec la concrétisation des deux opérations majeures suivantes :

- La réalisation de la cession des actions propres détenues en propre par la banque à la CDG en mars 2010, ayant permis de libérer 3.4 milliards de dirhams en fonds propres.
- L'augmentation de capital réservée au CIC entérinée lors de la dernière assemblée générale extraordinaire, permettant de renforcer davantage l'assise des fonds propres durs de la banque de +2.5 milliards de dirhams.

Ces deux opérations vont permettre de consolider le niveau des fonds propres durs de la banque en inscrivant le ratio Tier One et le ratio de solvabilité au-delà respectivement de 9% et de 12% en 2010.

La banque devrait poursuivre son programme de renforcement des fonds propres durant les deux années prochaines en associant notamment le personnel de la banque aux futures augmentations de capital, et ce pour faire face aux ambitions affichées du groupe.

En effet, au niveau international, le Groupe BMCE Bank compte renforcer ses participations dans Bank Of Africa et accélérer les synergies entre les différentes entités du Groupe.

Ce rapprochement, tout en attestant du rôle du Groupe BMCE Bank en tant qu'acteur majeur de la région, renforcerait la contribution des activités à l'international aux résultats consolidés du Groupe.

Au niveau national, le Groupe poursuivra sa stratégie de bancarisation via son programme d'ouverture d'agences avec 50 nouvelles agences supplémentaires par an sur la période 2010-2012.

Cette orientation se traduirait par un renforcement des ressources de la banque alimentant ainsi la croissance des engagements de l'ensemble des marchés de clientèle de la Banque, aussi bien la banque des particuliers que la banque de l'entreprise.

Enfin, et dans un souci d'optimisation de sa rentabilité, BMCE Bank, tout en maintenant l'expansion de son réseau et les programmes d'investissements prévus, a inscrit la gestion optimale de son coefficient d'exploitation et la maîtrise des risques parmi ses priorités stratégiques.

Ci-dessous, le Business Plan de la Banque relatif à l'activité Maroc sur la période 2010-2012 ainsi que les projections sur le ratio de solvabilité sur la même période.

Evolution prévisionnelle de l'actif (activité Maroc) sur la période 2010-2012

B I L A N PREVISIONNEL BMCE BANK SA 2010-2012								
ACTIF En millions de DH	Plan 2010- 2012							
	Dec 09	Var / Dec 08	Dec 10	Var / Dec 09	Dec 11	Var / Dec 10	Dec 12	Var / Dec 11
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, SCP	7 988	0,7%	6 112	-23,5%	6 538	7,0%	7 030	7,5%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 689	3,7%	20 632	10,4%	22 588	9,5%	24 793	9,8%
Créances sur la clientèle	64 639	10,2%	69 224	7,1%	77 626	12,1%	87 681	13,0%
. Crédits de trésorerie et à la consommation	22 839	4,1%	25 473	11,5%	28 642	12,4%	32 610	13,9%
. Crédits à l'équipement	13 405	10,8%	14 087	5,1%	16 125	14,5%	18 497	14,7%
. Crédits immobiliers	22 813	19,0%	24 331	6,7%	27 876	14,6%	31 967	14,7%
. Autres crédits	5 581	3,0%	5 333	-4,5%	4 983	-6,6%	4 608	-7,5%
Créances acquises par affacturage	0		0		0		0	
Titres de transaction et de placement	27 219	28,9%	23 125	-15,0%	23 375	1,1%	23 637	1,1%
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 016	47,4%	8 015	-11,1%	8 265	3,1%	8 528	3,2%
. Autres titres de créances	493	-62,3%	810	64,3%	810	0,0%	810	0,0%
. Titres de propriété	17 710	29,4%	14 300	-19,3%	14 300	0,0%	14 300	0,0%
Autres actifs	1 991	-29,8%	2 500	25,6%	2 500	0,0%	2 500	0,0%
Titres d'investissement	1 425	79,6%	1 425	0,0%	1 425	0,0%	1 425	0,0%
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	735	-0,6%	735	0,0%	735	0,0%	735	0,0%
. Autres titres de créance	690	NS	690	0,0%	690	0,0%	690	0,0%
Titres de participation et emplois assimilés	3 671	21,1%	4 464	21,6%	4 820	8,0%	5 188	7,6%
	0		0		0		0	
Immobilisations données en crédit-bail et en location	0		0		0		0	
Immobilisations incorporelles & corporelles	2 039	14,6%	2 168	6,3%	2 297	6,0%	2 427	5,6%
Total de l'Actif	127 659	11,8%	129 650	1,6%	141 169	8,9%	154 682	9,6%

Source : BMCE Bank

Sur la période prévisionnelle 2010-2012, le total actif de l'activité Maroc de BMCE Bank augmente de 9,2% en moyenne par an pour se fixer à MAD 154 682 millions en 2012. Cette évolution intègre :

- Une progression selon un TCAM 2010-2012 de 7,3% du poste « Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, SCP » pour s'établir à MAD 7 030 millions *in fine* ;
- Une croissance de 9,6% par an en moyenne des créances sur les établissements de crédits et assimilés lesquelles devraient se fixer à MAD 24 793 millions en 2012 ;
- Une hausse de 12,5% par an en moyenne à MAD 87 681 millions des créances sur la clientèle lesquelles devraient profiter de l'augmentation (i) des crédits immobiliers (TCAM 2010-2012 de 14,6%), (ii) des crédits de trésorerie et à la consommation (TCAM 2010-2012 de 13,1%) et (iii) des crédits à l'équipement (TCAM 2010-2012 de 14,6%).

Evolution prévisionnelle du passif (activité Maroc) sur la période 2010-2012

B I L A N PREVISIONNEL BMCE BANK SA 2010-2012								
PASSIF En millions de DH	Dec 09	Var / Dec 08	Plan 2010- 2012					
			Dec 10	Var / Dec 09	Dec 11	Var / Dec 10	Dec 12	Var / Dec 11
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0							
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8 816	14,0%	7 720	-12,4%	8 357	8,2%	8 572	2,6%
Dépôts de la clientèle	95 813	8,0%	97 004	1,2%	104 228	7,4%	111 603	7,1%
. Comptes à vue créditeurs	51 456	15,1%	48 627	-5,5%	52 578	8,1%	57 468	9,3%
. Comptes d'épargne	14 419	8,3%	15 677	8,7%	17 050	8,8%	18 318	7,4%
. Dépôts à terme	25 189	-5,6%	28 391	12,7%	30 291	6,7%	31 508	4,0%
. Autres comptes créditeurs	4 749	17,2%	4 309	-9,3%	4 309	0,0%	4 309	0,0%
Titres de créance émis	4 818	84,6%	4 500	-6,6%	7 500	66,7%	12 000	60,0%
. Titres de créance négociables	4 818	84,6%	4 500	-6,6%	7 500	66,7%	12 000	60,0%
. Emprunts obligataires								
. Autres titres de créance émis								
Autres passifs	5 925	60,1%	6 000	1,3%	6 000	0,0%	6 000	0,0%
Provisions pour risques et charges	15	-76,2%	15	0,0%	15	0,0%	15	0,0%
Provisions réglementées	135	-45,3%	0	NS	0	-	0	-
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie								
Dettes subordonnées	4 940	26,4%	4 356	-11,8%	4 356	0,0%	4 356	0,0%
Ecart de réévaluation								
Réserves et primes liées au capital	5 104	7,4%	7 621	49,3%	8 174	7,3%	9 385	14,8%
Capital	1 588	0,0%	1 695	6,7%	1 709	0,8%	1 749	2,3%
Actionnaires. Capital non versé (-)								
Report à nouveau (+/-)	0		0		0		0	
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)								
Résultat net de l'exercice (+/-)	507	-37,6%	740	46,0%	831	12,4%	1 004	20,8%
Total du Passif	127 659	11,8%	129 650	1,6%	141 169	8,9%	154 683	9,6%

Source : BMCE Bank

L'évolution du passif de BMCE Bank SA au titre de la période prévisionnelle 2010-2012 recouvre :

- L'élargissement de 5,4% par an en moyenne des dettes interbancaires pour s'établir à MAD 8 572 millions en 2012 ;
- Un renforcement de 7,3% par an en moyenne des dettes envers la clientèle pour se fixer à MAD 111 603 millions en 2012 ;
- Une augmentation des titres de créances émis selon un TCAM 2010-2012 de 63,3% s'élevant à MAD 12 000 millions en 2012 ;
- Une stagnation de la dette subordonnée à un niveau de MAD 4 356 millions ;
- Et, un accroissement de 9,9% par an en moyenne des capitaux propres à MAD 12 138 millions en 2012.

Evolution prévisionnelle de l'Etat des Soldes de Gestion (activité Maroc) sur la période 2010-2012

ETAT PREVISIONNEL DES SOLDES DE GESTION BMCE BANK SA 2010-2012								
En milliers de DH			Plan 2010- 2012					
	Dec 09	Var / Dec 08	Dec 10	Var / Dec 09	Dec 11	Var / Dec 10	Dec 12	Var / Dec 11
Marge d'Intérêt	1 997 054	0,3%	2 288 913	14,6%	2 663 331	16,4%	3 030 396	13,8%
Résultat des opérations de crédit-bail et de location								
Marge sur commissions	614 901	3,5%	660 324	7,4%	726 193	10,0%	798 396	9,9%
Résultat des opérations de marché	926 611	238%	856 964	-8%	834 250	-3%	849 963	2%
+ Divers autres produits bancaires	214 852	41,4%	178 600	-16,9%	221 100	23,8%	251 600	13,8%
- Divers autres charges bancaires	148 160	17,6%	151 087	2,0%	159 219	5,4%	171 731	7,9%
PRODUIT NET BANCAIRE	3 605 258	24,9%	3 833 714	6,3%	4 285 654	11,8%	4 758 623	11,0%
+/- Résultat des opérations sur immobilisations financières	-217 837	-206%	0		0		0	
+ Autres produits d'exploitation non bancaire nets	32 736	-32,5%	30 000	-8,4%	30 000	0,0%	30 000	0,0%
- Charges générales d'exploitation	2 293 838	6,4%	2 492 238	8,6%	2 636 684	5,8%	2 790 347	5,8%
Charges de personnel	1 072 231	1,8%	1 210 103	12,9%	1 246 782	3,0%	1 299 671	4,2%
Impôts et taxes	31 579	-3,7%	32 902	4,2%	34 547	5,0%	36 274	5,0%
Charges externes	991 052	9,9%	1 036 036	4,5%	1 127 356	8,8%	1 207 733	7,1%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	198 976	19,0%	213 197	7,1%	227 999	6,9%	246 669	8,2%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 126 319	14,3%	1 371 476	21,8%	1 678 970	22,4%	1 998 276	19,0%
+/- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et Engagements par signature en souffrance	-598 205	-1992%	-392 478	-34%	-451 292	15%	-514 716	14%
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	131 022	-5%	81 000	-38%	0		0	
RESULTAT COURANT	659 136	-42,9%	1 059 999	60,8%	1 227 678	15,8%	1 483 560	20,8%
RESULTAT NON COURANT	0		0		0		0	
- Impôts sur les résultats	152 301	-56%	320 198	110%	396 484	24%	479 875	21%
RESULTAT NET	506 835	-37,6%	739 801	46,0%	831 194	12,4%	1 003 685	20,8%

Source : BMCE Bank

L'analyse des principaux agrégats de l'état des soldes de gestion de BMCE Bank SA sur la période 2010-2012 laisse apparaître les évolutions suivantes :

- Une croissance de 11,4% par an en moyenne du Produit Net Bancaire s'établissant, *in fine*, à MAD 4 758,6 millions. Cette progression inclut (i) une amélioration de 15,1% par an en moyenne de la marge d'intérêt à MAD 3 030,4 millions en 2012, (ii) une hausse selon un TCAM 2010-2012 de 10% de la marge sur commissions à MAD 798,4 millions et (iii) une quasi-stagnation du résultat sur opérations de marché à MAD 850 millions ;
- Une progression de 5,8% par an en moyenne des charges générales d'exploitation s'établissant à MAD 2 790,3 millions en 2012 fixant le coefficient d'exploitation à 58,6% en 2012, contre 65% en 2010 ;
- Un renforcement de 14,5% par an en moyenne des dotations nettes de reprises aux provisions à MAD 514,7 millions ;
- Et, une amélioration de 16,5% par an en moyenne du résultat net lequel devrait s'élever à MAD 1 003,7 millions en fin de période.

Ratio de solvabilité prévisionnel de l'activité Maroc sur la période 2010-2012

	Déc 10	Déc 11	Déc 12
Ratio de solvabilité	12,7%	11,5%	11%
Ratio Tier One	9,7%	9%	9%

Source : BMCE Bank

Pour sa part, le ratio de solvabilité devrait se fixer à 11% en décembre 2012, contre 12,7% deux années auparavant.

PARTIE VIII : FACTEURS DE RISQUE

III. RISQUES AFFERENTS À LA BANQUE ET À SON SECTEUR

1. Gestion du Risque de Contrepartie

Les crédits distribués (à la clientèle et aux établissements de crédit) par la Banque (Activité consolidée) se sont élevés à MAD 93,6 milliards contre MAD 89 milliards une année auparavant, soit une progression de 9,2%.

BMCE Bank a la volonté d'élargir son champ d'intervention au segment des PME-PMI, représentant 90% du tissu économique marocain. Plus risqué, certes, il est porteur de meilleures marges et présente un gisement d'opportunités de revenus générés par le conseil en financement et en restructuration, au-delà des seuls concours bancaires.

Dans un contexte de « nouvelle donne économique » au Maroc que représente la libéralisation économique, l'ouverture des frontières, le démantèlement tarifaire douanier et également dans la perspective d'instauration de zones de libre-échange avec l'Union Européenne et les États-Unis, le risque de contrepartie, au niveau de l'ensemble du secteur bancaire, pourrait se détériorer, et par conséquent induire une hausse systémique du ratio de contentieux global. Cette tendance pourrait être accentuée par une conjoncture économique peu favorable.

La Banque a entrepris un effort sensible d'assainissement de son portefeuille de créances clients, effort qu'elle maintient dans le cadre de sa politique de gestion du risque et en conformité avec les règles prudentielles édictées par Bank Al Maghrib.

Pour gérer son risque de crédit, BMCE Bank a défini des règles basées notamment sur des niveaux d'approbation (selon la classification du client, le montant agrégé des facilités proposées au client, etc.) et sur le type d'exposition (entreprises publiques et semi-publiques, exposition aux banques, etc.).

La politique d'engagements de la Banque est menée par une architecture organisationnelle composée, d'une part, du Comité de Direction responsable de fixer les limites de risques agrégés dans le cadre des activités de la banque, validées par le Comité d'Audit et du Contrôle Interne puis par le Conseil d'Administration et, d'autre part, du Comité de Crédit qui approuve l'ensemble des engagements.

Le système est bi-dimensionnel, combinant un rating crédit qui permet d'évaluer le risque inhérent à la transaction et un rating financier obtenu sur la base de la situation financière du débiteur sur les 3 derniers exercices, son potentiel de développement, le secteur d'activité, le rating de la société mère, le risque pays ainsi que les incidents de paiement.

L'échelle de notation comprend 6 niveaux, regroupés en 4 classes de risques de « risque très élevé à risque restreint ». La note s'étale de 1 pour le meilleur risque à 6 pour les dossiers de clients jugés de très mauvaise signature (Cf. échelle ci-dessous).



CLASSE	DEFINITION	Catégorie	
1	Extrêmement stable à court et moyen terme ; très stable à long terme ; solvable même après de graves bouleversements.	Risque restreint	INVESTMENT GRADE
1,5	Très stable à court et moyen terme ; stable à long terme ; solvabilité suffisante même lors d'événements néfastes persistants		
2	Solvable à court et moyen terme même après de grosses difficultés ; de légers développements néfastes peuvent être absorbés à long terme		
2,5	Très stable à court terme ; aucune modification menaçant le crédit attendue dans l'année à venir ; substance suffisante à moyen terme pour pouvoir survivre ; évolution à long terme encore incertaine	Risque Moyen	
3	Stable à court terme ; aucune modification menaçant le crédit attendue dans l'année à venir, ne peut absorber que des petits développements néfastes à moyen terme		
3,5	Capacité limitée à absorber des développements néfastes inattendus		
4	Capacité très limitée à absorber des développements néfastes inattendus.	Risque élevé	SUB-INVESTMENT GRADE
4,5	Faible capacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Tout changement des conditions économiques et commerciales internes et externe rendra difficile le respect des engagements		
5	Incapacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Le respect des engagements est lié à l'évolution favorable des conditions commerciales et économiques internes et externes	Risque très élevé	
5,5	Très Fort risque de défaillance , incapacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Défaut partiel de paiement des intérêts et du capital		
6	Défaut total de paiement des intérêts et du capital		

2. Risque de Taux et de Liquidité

2.1. Processus de décision en matière de gestion ALM

Le Comité ALCO est chargé de superviser la gestion du risque de taux et de liquidité et reçoit régulièrement des rapports sur la conformité aux plafonds et lignes de conduite établis.

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne examine le cadre de gestion et les principales politiques en matière de taux et liquidité et les soumet à l'approbation du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration approuve le cadre de gestion et est avisé de la position de taux et de liquidité de BMCE Bank.

Au sein du Pôle Finances, le Département ALM veille à l'élaboration de politiques, de stratégies, et de plan d'urgence, en matière de gestion de risques de taux et de liquidité, il recommande et surveille les plafonds s'inscrivant dans ce cadre.

2.2. Risque de Liquidité global

Dans le cadre du renforcement de son profil de liquidité et du maintien du coefficient de liquidité en conformité avec les exigences réglementaires, plusieurs actions ont été mises en œuvre. Ainsi, l'année 2009 a été marquée par (i) la hausse de l'encours des certificats de dépôts de MAD +2,2 milliards à MAD 4,7 milliards, (ii) la levée de MAD 1 milliard sur le marché local sous forme de dette subordonnée perpétuelle, (iii) la croissance des dépôts à vue de MAD +5,8 milliards dont MAD +2,4 milliards en comptes courants, MAD +1,7 milliards en comptes chèques et MAD +1,1 milliards en comptes sur carnet compensant la baisse des comptes à terme de MAD -1,2 milliards.

Aussi, le Coefficient de Liquidité s'est-il établi à 107,4% au 31 décembre 2009.

Le Gap de liquidité à horizon 12 mois enregistre un excédent de liquidité de MAD +8,5 milliards à fin décembre 2009 contre MAD +3,4 milliards à fin décembre 2008.

Source : Pôle risques et finances BMCE Bank

2.3. Risque de Taux Global

Le renforcement des Fonds propres réglementaires en 2009, par le biais d'émissions de dettes subordonnées en dirhams et en devises permettrait de réduire les impacts moyens et long terme sur la valeur économique.

Au 31 décembre 2009, l'excédent des actifs par rapport aux passifs révisables au cours de l'année s'élève à MAD +8,3 milliards, contre MAD +7,5 milliards une année auparavant, représentant ainsi un profil de risque favorable en cas de rehaussement des taux.

Les simulations effectuées au 31 décembre 2009, relatives aux impacts d'une variation des taux d'intérêt de 200 pb sur le PNB prévisionnel de BMCE Bank, font ressortir un impact de MAD 83 millions, soit 2,2% du PNB prévisionnel 2010, inférieur à la limite ALCO fixée à 5%.

La variation de la valeur économique des Fonds Propres face à un choc d'une ampleur de 200 pb, est estimée à MAD 355 millions soit +5,89 % des Fonds Propres réglementaires en 2009, inférieur à la limite ALCO fixée à 20%.

Source : Pôle risques et finances BMCE Bank

3. Risque de Taux et de Liquidité (Risques de Marché)

3.1. Analyse du risque de liquidité

Au 30 Juin 2010, l'analyse fait apparaître une liquidité de 123,06%

En effet, le passif monétaire est de MAD 11 454 millions de duration égale à 21,46 jours, tandis que l'actif liquide est de MAD 21 481 millions.

Par ailleurs, il est à signaler que 77.56% de la valeur de l'actif obligataire est composé de Bons de Trésor, ce qui assure une liquidité quasi-totale. Cette catégorie de l'actif s'établit à MAD 2 497 millions.

3.2. Analyse du risque de taux

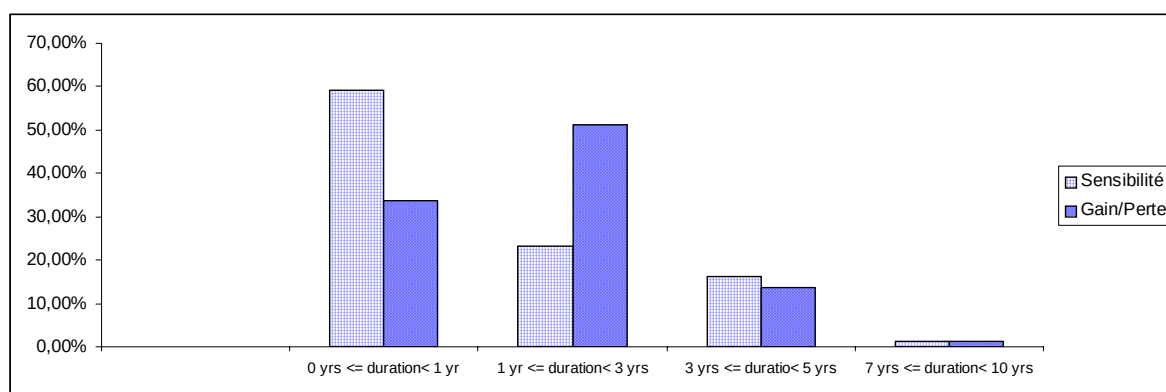
Les actifs sont essentiellement obligataires, composés de Bons du Trésor, TCN et Obligations. Ces actifs sont essentiellement financés par des passifs courts dont la durée est 21.46 jours.

Le portefeuille obligataire (au 30 Juin 2010) présente un taux de rendement moyen de 3,7786% pour une durée moyenne de 1,34 an et une sensibilité moyenne de 1,29 année. Son encours en valeur de marché est de MAD 4 738 millions. Une évolution parallèle des taux d'intérêt de +50 pbs entraînerait alors une perte moyenne de MAD 28.39 millions.

Le spectre des sensibilités ci-dessous présente le choix de ventilation de la sensibilité totale sur les différentes catégories de papiers, et donc le choix de projection du risque de taux sur les différentes bandes de maturités.

Le graphe ci-dessous indique que le portefeuille obligataire est constitué majoritairement de papiers court et moyen terme.

Spectre de sensibilité du portefeuille obligataire de BMCE Bank au 30 Juin 2010



Source : BMCE Bank

4. Risque de Change

Devises	Position en devises (*)	Contre-valeur En MAD	% Fonds propres
EUR	-51 631,00	-567 734,48	5,88%
LYD	4,00	27,34	0,00%
QAR	117,00	0,00	0,00%
BHD	1,00	0,00	0,00%
SEK	-720,00	-830,77	0,01%

CHF	266,00	2 202,16	0,02%
TND	1 380,00	8 171,12	0,08%
CAD	193,00	1 631,60	0,02%
DZD	15 889,00	1 887,53	0,02%
KWD	3,00	92,22	0,00%
SAR	1 477,00	3 525,75	0,04%
AED	5 264,00	12 831,00	0,13%
JPY	4 360,00	440,56	0,00%
DKK	703,00	1 037,59	0,01%
NOK	1 420,00	1 956,97	0,02%
USD	-13 361,00	-119 617,02	1,24%
GBP	16,00	-214,43	0,00%

(*) Actifs – passifs dans la même devise +/- engagements nets à terme +/- Delta des options
- Données au 30-06-2010

Source : BMCE Bank

La somme des positions de change nettes est la suivante :

- Pour les positions longues : MAD 33 712 000, soit 0,35% des fonds propres ;
- Pour les positions courtes : MAD 688 489 000, soit 7.13% des fonds propres.

Le net total s'élève à MAD 654 777 000 correspondant à 6.78% des fonds propres.

Le tableau ci-dessus montre que BMCE Bank reste dans les limites prudentielles établies par Bank Al Maghrib, et qui sont fixées à 10% des fonds propres par devise et à 20% pour l'ensemble des devises.

5. Risque de rentabilité

Dans le contexte actuel, la baisse généralisée des taux de base bancaire induit un accroissement de la concurrence entre établissements bancaires et un rétrécissement des marges d'intermédiation.

Une augmentation structurelle des ressources rémunérées dans l'ensemble du secteur bancaire implique un renchérissement du coût des dépôts du système bancaire et contribue à cet effritement des marges.

6. Risques réglementaires

Ratio de solvabilité au 31 décembre 2009 (Bâle II) sur base consolidée

Risques	Actifs pondérés (K MAD)
Risques de crédit	8 484 511
Risques de marché	882 211
Risques opérationnels	595 841
Total des actifs pondérés	9 962 563

Coefficient minimum de solvabilité	Montant (K MAD)
Fonds propres de base	7 363 684
Total des fonds propres admissibles	12 599 739
Total des fonds propres sur-complémentaires admissibles	400 000
Total des actifs pondérés	124 532 037
Coefficient minimum de solvabilité	10,12%

Source : BMCE Bank

Le ratio de solvabilité de la Banque, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, demeure supérieur à la norme réglementaire fixée à 10%.

Il passe en effet de 8,68% en 2007 à 12,05% en 2008. Ce ratio s'établit à 10,12% au terme de l'exercice 2009.

7. Risques du Portefeuille de Participation

A fin 2009, la valeur brute comptable (VBC) du portefeuille s'élève, à l'exclusion des OPCVM, à MAD 4,5 milliards y inclus les comptes courants associés qui totalisent MAD 129,6 millions.

Au titre de l'exercice 2009, le portefeuille de participation de BMCE Bank a connu principalement les opérations suivantes:

- l'acquisition de 70% du capital de Locasom (MAD 216,8 millions),
- la participation aux augmentations de capital de MediCapital Bank (MAD 395,8 millions), du CID (MAD 85 millions), et de Magshore (MAD 1,3 millions),
- les souscriptions au capital de Hanouty (MAD 37,5 millions) et de Cap Eval (MAD 1,3 millions),
- la souscription aux appels de Mutandis (MAD 37,5 millions).

A fin 2009, les provisions pour dépréciation s'élèvent à MAD 607,6 millions.

8. Risques de contrôle fiscal

Une mission de contrôle fiscal est en cours depuis le 28 janvier 2009, portant sur les exercices 2006, 2007, 2008 et 2009 au titre des impôts IS, TVA et IR.

Cette mission de contrôle sur place des documents comptables est en cours et donc aucune notification de redressement n'a encore été adressée à BMCE Bank ni d'évaluation de ce dit redressement ne peut être effectuée à ce stade de la mission.

IV. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

A la date d'établissement de la présente note d'information, BMCE Bank ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation financière.

PARTIE IX : ANNEXES

IV. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES IFRS

1. NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

1.1 Contexte :

L'application des normes IAS/IFRS est obligatoire à partir de l'exercice ouvert à partir du 01/01/2008.

L'objectif primordial des autorités réglementaires est de doter les établissements de crédit d'un cadre de comptabilité et d'information financière conforme aux standards internationaux en terme de transparence financière et de qualité de l'information fournie.

Le groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS, approuvées par l'IASB, pour les comptes consolidés au 31 décembre 2008 avec décembre 2007 comme comparatif.

1.2 Normes Comptables Appliquées :

1.3 Consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le groupe détient des participations directes ou indirectes. Le niveau d'intégration, (une intégration globale, une intégration proportionnelle ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable. Toutefois, les entités identifiées sous contrôle conjoint (coentreprises) peuvent être consolidées selon la méthode proportionnelle ou évaluées par mise en équivalence.

La nouveauté apportée par les normes internationales d'information financière concerne les entités ad hoc, structures juridiques distinctes créées spécifiquement, par le Groupe, pour réaliser un objectif limité et bien défini. Celles-ci doivent être consolidées quels que soient leur forme juridique et le pays d'exercice de leur activité.

Sont exclues de la consolidation :

- Les entités contrôlées de façon temporelle ; c'est-à-dire acquise et détenue en vue d'une cession à court terme c'est-à-dire dans les 12 mois ;
- Les entités représentant des actifs détenus à des fins de transactions et comptabilisés à la juste valeur avec une variation au compte de résultat.

Les normes IAS 27, IAS 28 et IAS 31 ne prévoient pas de présomption de contrôle et par conséquent une intégration globale pour les filiales détenues entre 40% et 50%.

1.3.1 Options Retenues Par BMCE Bank :

Définition du périmètre

Le groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- le total du bilan de la filiale est supérieur à 0.5% du total du bilan de l'entité mère ;
- la situation nette de la filiale est supérieure à 0.5% de la situation nette de l'entité mère ;
- les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0.5% des produits bancaires de l'entité mère.
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

Le groupe BMCE Bank a acquis la BOA. Elle a été intégrée globalement pour l'exercice 2008.

Exception

Une entité ayant une contribution non significative doit intégrer le périmètre de consolidation si elle détient des parts dans des filiales qui vérifient un des critères ci-dessus décrits.

Exclusions du périmètre de consolidation

BMCE Bank exclue de son périmètre de consolidation les entités contrôlées ou sous influence notable lorsque dès leurs acquisitions, les titres de ces entités sont détenus avec l'intention d'une cession dans les courts termes. Ces titres sont, dans ce cas, comptabilisés dans la catégorie des actifs destinés à être cédés, et évalués à la juste valeur par le résultat.

Sont aussi exclues du périmètre de consolidation, les participations (hors participations majeurs) détenues par des entités de capital-risque dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

1.3.2 Divergences avec les normes marocaines

Selon les normes marocaines, seule la nature du contrôle exercé par le groupe détermine la méthode de consolidation à appliquer (Intégration globale, Intégration proportionnelle, Mise en équivalence). Contrairement aux normes internationales qui déterminent la méthode de consolidation en fonction de la nature du contrôle exercé mais aussi la nature des activités des filiales contrôlées.

La méthode de la mise en équivalence pour les coentreprises (sous contrôle conjoint) est interdite en règles marocaines.

1.4. Immobilisations Corporelles:

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à un tiers.

Evaluation initiale

Les immobilisations sont enregistrées initialement à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

Evaluation ultérieure

Une immobilisation corporelle peut être évaluée selon deux méthodes :

- **le modèle du coût** (méthode préférentielle) : correspond au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.
- **le modèle de la réévaluation (méthode optionnelle)** : correspond à sa juste valeur à la date de la réévaluation diminuée du cumul des amortissements ainsi que du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Approche par composants

Dès lors que des éléments d'un actif présentent des durées d'utilité et des rythmes de consommation des avantages attendus différents, ils doivent être reconnus séparément, comme des composants distincts et amortis de façon systématique sur leurs durées d'utilité propres.

Règles d'amortissement

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif diminué par la valeur résiduelle, celle-ci correspond au prix actuel de l'actif tenant compte de l'âge et de l'état estimés de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

L'amortissement d'un actif corporel s'étend sur la durée d'utilité qui correspond à la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement doit refléter le rythme de consommation des avantages économiques futurs. Les méthodes et les durées d'amortissement doivent être revues périodiquement par l'entreprise, et en conséquence, les dotations aux amortissements de l'exercice en cours et des exercices futurs doivent être réajustées.

Même si la juste valeur de l'actif comptable est supérieure à sa valeur comptable, on comptabilise l'amortissement et ceci tant que la valeur résiduelle ne dépasse pas sa valeur comptable.

Perte de valeur

Une perte de valeur est le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable, laquelle correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

1.4.1 Options retenues par BMCE Bank

Évaluation Initiale

Le Groupe a opté pour la méthode du coût amorti, la privilégiant ainsi à la méthode de réévaluation prévue par la norme IAS16. Toutefois, le Groupe a jugé pertinent d'appliquer la méthode de la réévaluation pour une partie des terrains.

La norme groupe prévoit de ne pas intégrer dans le calcul du coût d'entrée d'une immobilisation les frais d'emprunts supportés à l'occasion.

Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations du groupe BMCE Bank, le groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle. Elle est donc nulle. En effet, les actifs du groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Durée d'amortissement

Le groupe a adopté un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Approche par composants

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le groupe pour le bilan d'ouverture est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du groupe BMCE Bank.

Matrice de décomposition

	Immeubles : Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Perte de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

1.4.2 Divergences avec les normes marocaines

Contrairement aux normes marocaines, les normes IFRS :

- considèrent qu'une immobilisation est constituée de composants distincts et identifiables ayant des durées d'utilité propres.
- Imposent de procéder à chaque arrêté à l'examen de dépréciation de valeurs des immobilisations.
- Reconnaittent la valeur résiduelle (élément important à distinguer lors de l'évaluation initiale d'une immobilisation).
- Offrent la possibilité d'intégrer les coûts de financement dans le coût d'acquisition des immobilisations.

1.5 Immeubles de placement :

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

La norme IAS 40 laisse le choix de l'évaluation des immeubles de placement :

- Soit en juste valeur avec variation de JV en résultat chaque année ou,
- Soit au coût amorti.

Toute option choisie, doit être appliquée à l'ensemble des immeubles de placement.

1.5.1 Options retenues par le Groupe BMCE Bank :

Recensement

Le groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Valorisation

Le Groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût amorti pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

1.5.2 Divergences avec les normes marocaines

La notion d'immeubles de placement n'existe pas dans le référentiel bancaire marocain qui ne reconnaît que les notions d'immeubles d'exploitation et d'hors exploitation. Et par conséquent, en règles marocaines, seule l'option de coût amorti est admise, et aucune présentation en annexe de la juste valeur n'est demandée lorsque la méthode du coût historique est choisie.

En règles marocaines, seule l'évaluation au coût amorti est admise pour l'évaluation postérieure contrairement aux normes IFRS qui prévoient deux options : évaluation à la juste valeur ou au coût amorti.

1.6. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire et sans substance physique.

Elle est :

- Identifiable : afin de la distinguer du Goodwill ;
- Contrôlée : si l'entreprise a le pouvoir d'obtenir les avantages économiques futurs découlant de la ressource sous-jacente et si elle peut également restreindre l'accès des tiers à ses avantages.

La norme IAS38 distingue deux phases pour les immobilisations incorporelles générées en interne.

Phase	Immobilisation/charge
Recherche	Charge
développement	Immobilisation

Les frais résultant de la phase de développement doivent être immobilisés s'il est possible de démontrer :

- la faisabilité technique du produit
- l'intention de mener à bien le projet
- la capacité de l'entreprise à le vendre ou à l'utiliser
- la capacité financière à mener à bien le projet
- les avantages économiques futurs profiteront à l'entreprise

Evaluation initiale

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

La norme IAS 38 fait référence à 2 méthodes pour l'évaluation postérieure d'une immobilisation incorporelle :

- **Le coût amorti** : l'immobilisation est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.
- **La réévaluation** : l'immobilisation incorporelle doit être comptabilisée à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de réévaluation, diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur doit être déterminée par rapport à un marché actif. Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Amortissement

Toutes les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement sur une durée maximale de 20 ans. Une immobilisation incorporelle à durée de vie illimitée n'est pas amortie, dans ce cas précis, un test de dépréciation devra être fait à chaque date de clôture.

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Perte de valeur

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

1.6.1 Les options retenues par BMCE Bank :

Pour la première application, le Groupe a opté pour la reconstitution du coût amorti.

Il a été décidé, en outre, de ne pas activer les logiciels développés en interne dans le bilan d'ouverture, et de mettre en place un système de suivi des coûts de développement dans le futur.

Pour l'évaluation postérieure des immobilisations incorporelles, le Groupe a opté pour la méthode du coût amorti.

Amortissement

Le groupe a décidé de maintenir les durées actuellement utilisées.

Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle ne serait retenue.

1.6. 2. Divergences avec les normes marocaines

Les normes IAS obligent les entreprises à immobiliser les logiciels dès lors que les critères de comptabilisation sont réunis, en normes marocaines, cela reste une option.

Les composantes du coût d'entrée des immobilisations incorporelles en IFRS sont proches des normes marocaines. Toutefois les normes IAS23 et IAS20 proposent deux options non applicables en normes marocaines :

- La comptabilisation des coûts d'emprunt : l'IAS 23 autorise d'incorporer dans le coût d'acquisition d'un actif, les frais d'emprunt qui lui sont liés.
- La comptabilisation d'une subvention : l'IAS 20 autorise de comptabiliser une subvention en diminution du coût d'acquisition d'une immobilisation.

L'évaluation à la juste valeur n'est pas autorisée en normes marocaines.

Les notions de pertes de valeur et de dépréciations telles que définies dans les deux référentiels sont très proches. L'IAS 36 fait référence à la notion de valeur recouvrable, valeur la plus élevée entre le prix de vente et la valeur d'utilité, alors que les règles marocaines font référence à la notion de valeur actuelle, valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

1.7 Titres

La norme IAS 39 répartit les actifs financiers en quatre catégories ainsi définies en fonction de l'intention de gestion :

Actifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat

Un instrument financier doit être classé dans cette catégorie s'il répond à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

Il est un instrument financier de transaction, car :

- Il est acquis ou contracté dans le but principal d'être vendu ou acheté à court terme
- Il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers distincts pour lequel une indication d'un rythme effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe
- Il d'agit d'un dérivé (à l'exception d'un dérivé désigné comme un instrument de couverture)
- Il a été désigné comme tel lors de son acquisition ;

Tout instrument financier peut ainsi être classé en actifs et passifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat sauf les investissements en actions ne disposant pas d'un marché actif et dont la juste valeur ne peut être précisément mesurée.

Les instruments dérivés sont considérés comme des actifs ou passifs à la juste valeur par résultat, sauf s'ils sont désignés en couverture.

Principes de comptabilisation

Evaluation initiale

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Evaluation ultérieure

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation

Investissements détenus jusqu'à leur échéance

Il s'agit des actifs financiers à paiements fixés ou déterminables et à échéance fixée que l'entité a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance. Il ne peut s'agir d'instruments financiers initialement désignés comme étant des actifs/passifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultats ou correspondant à des prêts et créances.

Une entité ne peut classer un actif financier en investissement détenu jusqu'à échéance si l'entité a au cours de l'année en cours ou au cours des deux exercices précédents, vendu ou reclassé avant leur échéance une part significative de ce type d'investissement, cette restriction ne s'appliquant pas aux cessions :

- proches de l'échéance (moins de trois mois) pour lesquels le changement des taux de marché n'a pas un impact significatif sur la juste valeur des actifs concernés ;
- survenant après la collecte d'une part substantielle du capital initial (environ 90% du principal de l'actif) ;
- attribuables à un événement isolé, incontrôlable et qui ne pouvait être raisonnablement prévu.
- Les ventes de titres entre les entités (ventes intragroupes)

Une entité n'a pas une intention manifeste de conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif financier ayant une échéance fixée si l'une quelconque des conditions suivantes est satisfaite :

- l'entité pense conserver l'actif financier pour une période indéfinie ;
- l'entité est prête à vendre l'actif en réponse à des variations affectant les taux d'intérêt du marché ou les risques, à des besoins de liquidité, à des changements dans la disponibilité et le rendement dégagé sur des

placements alternatifs, à des changements dans les sources de financement, et dans les modalités de ces financements ou les risques sur monnaies étrangères,

- l'émetteur a le droit de régler l'actif financier pour un montant sensiblement inférieur à son coût amorti.

Une entité ne démontre pas sa capacité à conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif à échéance fixée si l'une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- elle ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour continuer à financer son placement jusqu'à échéance
- elle est assujettie à une contrainte existante juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de conserver l'actif financier jusqu'à échéance

Principes de comptabilisation

Evaluation initiale

Les titres détenus jusqu'à échéance devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons inclus (dans un compte de créances rattachées)

Evaluation ultérieure

Par la suite, la comptabilisation sera au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (TIE)

Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE)

La valeur de recouvrement estimée est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Principe d'affectation au résultat

Le coût amorti est affecté en « produits d'intérêts et assimilés », les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession, sont enregistrés en « coût du risque »

Les plus-values de cession, dans les cas prévus par la norme IAS 39, sont enregistrées en « gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente »

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs autres que des dérivés qui sont à paiements fixés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché financier actif. Les actifs suivants ne sont pas classés dans cette catégorie :

- ceux que l'entité a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, lesquels doivent être classés dans actifs financiers détenus à des fins de transaction et ceux que l'entité désigne comme actifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat ;
- ceux désignés par l'entité comme disponibles à la vente ;
- ceux pour lesquels une part significative de l'investissement de base ne pourrait être recouvrée pour d'autres raisons que la détérioration du crédit et qui sont classés en disponibles à la vente ;

Principes de comptabilisation

Comptabilisation au coût amorti (selon méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Principe d'affectation au résultat

Le coût amorti est affecté en « produits d'intérêts et assimilés », les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession, sont enregistrés en « coût du risque »

Les plus-values de cession, dans les cas prévus par la norme IAS 39, sont enregistrées en « gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente »

Actifs disponibles à la vente :

Il s'agit des actifs financiers autres que les dérivés et qui sont désignés comme tels ou qui ne sont classés ni en prêts et créances, ni en investissements détenus jusqu'à leur échéance ni en actifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultats.

Principes de comptabilisation

En IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « disponibles à la vente » sont les suivants :

Evaluation initiale

Les titres disponibles à la vente devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus (dans un compte de créances rattachées)

Evaluation ultérieure

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en « disponibles à la vente » sont enregistrées en capitaux propres. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenus fixes est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, significative et durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative sera enregistrée en résultat.

Principes de classification en résultat

La valorisation en juste valeur des titres de ce portefeuille est répartie entre les lignes suivantes du compte de résultat :

- « produits d'intérêts » pour le montant correspondant au coût amorti de la période ;
- « résultat net sur actifs disponibles à la vente » pour le montant correspondant au coût amorti de la période ;
- « coût du risque » pour les dépréciations durables et réappréciation sur titres à revenu fixe ;

- Et la ligne de capitaux propres « variations de valeur sur actifs disponibles à la vente » pour le montant correspondant au complément de juste valeur.

1.7.1 Options retenues par BMCE Bank :

Groupe BMCE Bank a opté pour une classification selon l'intention de gestion et la nature des titres.

Au bilan d'ouverture, l'ensemble des titres sont comptabilisés à leur juste valeur lors de l'acquisition :

- Titres de dettes : nominal ajusté des décotes/surcotes, des primes de remboursement, du coupon.
- Titres actions : prix de marché de l'action ou valeur liquidative à la date de souscription.

Le portefeuille Titres se compose comme suit :

- Les titres de participations
- Les titres Trading chez la salle des marchés
- Titres réglementés

Titres de participation

Classification

Ces titres sont classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente », évalués à la juste valeur.

Valorisation

Titres cotés : la valeur de référence est le dernier cours boursier ;

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant un modèle interne.

Dépréciation

Titres cotés : baisse du cours de bourse de 20% sur une période de 6 mois ;

Titres non cotés : selon les indices de dépréciation déterminés pour le bilan d'ouverture et le suivi du provisionnement.

Titres Trading (SDM)

Classification

L'intention de gestion est définie compte tenu de la gestion future de la salle de marché, l'intention de gestion était, pour le bilan d'ouverture, principalement le « trading » pour la totalité des encours gérés par la salle de marché.

Valorisation

Les titres cotés : la juste valeur correspond au cours boursier ;

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant un modèle interne.

Titres réglementés :

Ce portefeuille a été classé autant que titre détenus jusqu'à l'échéance

1.7.2 Divergences avec les normes marocaines

La nouveauté apportée par les normes IFRS est la classification des titres à partir de l'intention de gestion.

Le recours à la juste valeur met fin à la matérialisation des provisions par la constatation directe des variations en résultat (contrainte de volatilité des résultats et capitaux propres)

1.8 Provisions

Provisions collectives

Si une entité détermine qu'il n'existe pas d'indication objective de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, elle inclut cet actif dans un groupe d'actifs financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Indices de dépréciation

Dans le cadre d'un examen collectif, un indice objectif de dépréciation peut se résumer à des événements observables indiquant qu'il existe une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe de prêts depuis que ces actifs ont été comptabilisés pour la première fois, et ce bien que cette diminution ne puisse encore être rattachée aux divers prêts composants ce groupe notamment :

- les modifications défavorables de la capacité des emprunteurs faisant partie du groupe ou ;
- une situation économique nationale ou locale corrélée aux défauts de paiement sur les actifs faisant partie du groupe.

Provisions individuelles

Font l'objet d'une provision, toutes les créances présentant, une ou plusieurs indications objectives de dépréciation, les indications d'une dépréciation liées à l'avération d'un risque de crédit suivantes sont proposés par la norme :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou du débiteur,
- Une rupture de contrat tel qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal ;
- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'entreprise, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagé d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier suite à des difficultés financières ou ;
- Des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du groupe y compris ;
 - Des changements défavorables de la solvabilité des emprunteurs du groupe ; ou
 - Une situation économique nationale ou locale corrélées avec els défaillances sur les actifs du groupe

Méthode de provisionnement

La norme IAS 39 ne distingue pas deux méthodes différentes pour l'évaluation des provisions sur encours « impaired » individuellement ou collectivement.

Au contraire, le principe unique à appliquer est de provisionner l'excédent de la valeur comptable des actifs sur leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable se définit comme la valeur actuelle des flux de trésoreries futurs estimés de l'actif (ou du groupe d'actif) actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif.

La constitution de provisions n'intervient qu'en cas de dégradation observable du niveau de risque du groupe de créances et ayant incidence mesurable sur les flux de trésorerie du groupe constitué.

Compte tenu de la méthodologie d'évaluation des valeurs recouvrables selon les IFRS, les établissements doivent être en mesure d'établir une corrélation entre l'indication objective de dépréciation observée et son incidence sur les flux de trésorerie attendus du portefeuille concerné.

Perte de valeur

Selon le référentiel IFRS, la perte de valeur se mesure comme la différence entre, d'une part, la valeur comptable des créances, d'autre part la valeur recouvrable, celle-ci correspondant à la valeur actuelle des flux de récupération attendus, actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de la créance.

1.8.1 Options retenues par BMCE Bank :

Provisions collectives

Seules les pertes avérées sont provisionnées tel que stipulé par la norme. Les pertes attendues ne peuvent faire l'objet d'un provisionnement.

Dans le cadre du traitement de la provision collective, le Groupe BMCE Bank a défini pour son portefeuille clientèle un certain nombre de critères qui permettent d'analyser le comportement des créances, et les catégoriser dans des types d'anomalies qui vont servir à la formation des groupes homogènes.

La méthode utilisée consiste à étudier l'évolution des dossiers classés sous surveillance au cours des exercices antérieurs pour déterminer un taux de passage en contentieux. Le taux de provisionnement IFRS, en plus du taux de passage en contentieux sont alors appliqués à l'encours sous surveillances pour la détermination de la provision collective.

Provisions individuelles

Le Groupe a jugé possible et nécessaire d'appliquer le principe de la contagion pour l'identification des encours présentant des indications objectives de dépréciation selon les normes IFRS.

Pour le calcul de l'impact estimé à l'ouverture, le portefeuille de créances en souffrance de la BMCE Bank a été segmenté de la façon suivante :

- « gros dossiers » :
 - o Revue individuelle par BMCE de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps ;
 - o La provision en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus.
- La population non couverte par les gros dossiers fait l'objet d'une extrapolation sur la base des taux de provisionnement IFRS (calculés pour els gros dossiers)

1.8.2 Divergences avec les normes marocaines :

Provisions sur base collective

Le référentiel marocain n'impose pas de conduire des tests systématiques permettant d'identifier des dégradations ou des indices objectifs de dépréciation sur des groupes de crédits n'ayant pas fait l'objet d'une provision individuelle.

Provisions sur base individuelle

Les principaux critères identifiés dans le référentiel IFRS et n'existant pas a priori dans les critères BAM sont au nombre de deux. Il s'agit :

- des créances consolidées ou restructurées pour lesquelles une perte de valeur est à constater ;
- des créances ne représentant pas individuellement des risques de non recouvrement mais présentant, sur une base collective des indices de dépréciation.

Par ailleurs, la notion de contagion n'est pas explicite dans le référentiel « IFRS »

1.9 Goodwill

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Ce coût est majoré de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises. En revanche, les coûts généraux sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date. Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau du Goodwill.

Goodwill

A la date d'acquisition, le Goodwill est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Après sa comptabilisation initiale, le Goodwill doit être évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Le Goodwill ne peut plus être amorti et un test de dépréciation est appliqué.

1.9.1 Options retenues par la BMCE Bank

- conformément à la norme IFRS 1, la BMCE a choisi de ne pas retraiter les Goodwill existants.
- Les amortissements des Goodwill ne seront plus appliqués.
- Des tests de dépréciation réguliers seront mis en place. Ce test s'appuie sur l'observation régulière (annuelle au minimum) d'indice de perte de valeur.

1.9.2 Divergences avec les normes marocaines

La notion de « Goodwill » est une nouveauté apportée par les normes IFRS qui est venue remplacer la notion d'écart d'acquisition.

Lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, la différence entre le coût d'acquisition de ses titres de participation et la part de l'entreprise détentricice dans ses capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice acquis à cette date, est appelée écart de première consolidation ».

Les capitaux propres sont retraités pour tenir compte des règles d'évaluation utilisées pour la consolidation.

Qu'il soit positif ou négatif, l'écart de première consolidation doit être répartie entre :

- D'une part, des « écarts d'évaluation » positifs ou négatifs afférents à certains éléments identifiables du bilan qui sont ainsi corrigés pour les amener à la valeur retenue pour la détermination de la valeur globale de l'entreprise.
- D'autre part, un « écart d'acquisition » constitué par le solde non affecté.

Si l'écart d'acquisition est positif, il est amorti selon un plan préalablement fixé sur une durée qui est déterminée en fonction des objectifs de l'acquisition et qui ne peut excéder 10 ans.

Si l'écart d'acquisition est négatif, il est repris au compte de produits et charges soit pour compenser une faiblesse attendue des résultats de l'entreprise, lors de son acquisition, et à concurrence de ceux-ci, soit suivant un plan de reprise préalablement fixé si l'écart n'est pas justifié par une évolution défavorable des résultats de l'entreprise consolidée.

1.10 Ecart de conversion

Les dispositions générales concernant les écarts de conversion contenues dans IAS 21 « Effets de la variation des cours de change » sont les suivantes :

- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan au coût historique, sont convertis au coût historique.
- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan en juste valeur, sont convertis au cours en vigueur à la date de l'évaluation de la juste valeur.
- Les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à la date d'évaluation.
- Les éléments de comptes de résultat sont convertis aux cours en vigueur aux dates de réalisation des transactions enregistrées, à l'exception des dotations aux amortissements et aux provisions passées sur éléments non monétaires qui sont convertis au cours historique.

Les différences de change sur éléments monétaires sont comptabilisées en résultat de la période.

Conversion des comptes des entreprises étrangères consolidées

Les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice :

- Les produits et les charges sont convertis aux cours de vigueur en date de chacune des transactions, pour des raisons pratiques, un taux moyen peut être utilisé sauf variations significatives
- Les écarts de conversion constatés sont portés en capitaux propres en distinguant la part revenant aux intérêts minoritaires.

1.10.1 Options retenues par la BMCE Bank :

Pour les titres de participation non consolidés, qui seront classés en AFS (actifs disponibles à la vente), les écarts de conversion seront une composante de la juste valeur comptabilisée en capitaux propres.

Le groupe BMCE Bank a considéré que son écart de conversion cumulé à la date de transition est nul pour toutes ses activités étrangères.

Dans ce cas, les conséquences sont les suivantes :

- les écarts ou réserves de conversion sont reclassés, au sein des capitaux propres d'ouverture.
- Les écarts de conversion cumulés antérieurs à la date de transition aux IFRS ne rentrent pas dans la détermination du résultat de cession futur des activités concernées. En cas de cession ultérieure, l'entité ne constatera pas ces écarts en résultat, en revanche, elle constatera en résultat tout écart de conversion né après la date de mise en application des IFRS sur les filiales concernées.

1.11. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Critère de classification

Selon l'IFRS 5, une entité doit classer un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Cette notion n'existait pas dans le référentiel comptable marocain.

L'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs et sa vente doit être hautement probable.

NB : Si les critères de classement ne sont plus satisfaits, le classement en « held-for-sale » ne doit pas être conservé.

Les actifs non courants sont alors évalués au plus faible des 2 montants suivants :

- VNC à la date de classement en « held for sale » ajustée des montants qui auraient été comptabilisés en amortissement, pertes de valeur et réévaluations si l'actif n'avait jamais été classé en « held for sale » et,

- Valeur recouvrable à la date de la décision de changement.

Evaluation

Un actif non courant détenu en vue de la vente doit être évalué au montant le plus bas entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Il n'est plus amorti dès lors qu'il se trouve dans cette catégorie « held-for-sale ».

Comptabilisation des pertes de valeurs et reprises ultérieures

Toutes les pertes de valeurs ultérieures ou initiales lors de l'évaluation à la juste valeur nette des coûts nécessaires à la vente sont comptabilisées immédiatement.

Les reprises liées à l'augmentation ultérieure de la juste valeur nette des coûts nécessaires à la vente ne sont comptabilisées qu'à concurrence des pertes de valeurs préalablement comptabilisées.

1.11.1. Options retenues par BMCE Bank

Dans le cas de la BMCE, il n'existe pas d'immobilisations répondant à la définition et aux critères de comptabilisation d'« actifs non courants détenus en vue de la vente ».

1.12. Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Evaluation

Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

La norme IAS 37 prévoit l'actualisation du montant de la provision si l'effet est significatif.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.12.1 Options retenues par la BMCE Bank

Pour la première application:

- La banque a passé en revue les provisions pour risques et charges répondant aux trois critères cités dès lorsque l'impact est significatif
- Concernant les provisions incompatibles, celles-ci ont été reprises par les capitaux propres.

1.12.2 Divergences avec les normes marocaines

- Les provisions à caractère forfaitaire ne sont pas admises en IFRS.
- La notion de provisions pour risques généraux n'est pas admise en IFRS
- Valeur actualisée : la norme marocaine ne prévoit pas l'actualisation de la valeur de la provision, la norme IAS37 précise que le montant de la provision est actualisé si l'effet est significatif.

1.13. Crédits hors marché

En normes IFRS, la valeur d'entrée d'un prêt est égale à sa juste valeur augmentée des coûts de transactions internes et externes directement attribuables à l'émission du prêt.

La juste valeur est égale :

- au nominal si le taux du prêt est « dans le marché » et en l'absence de coût de transactions ;
- à la somme des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux de marché ; la différence entre le taux de marché et le taux contractuel du prêt entraîne la constatation d'une décote qui est constatée immédiatement en résultat puis reprise sur la durée de vie du prêt.

Afin de déterminer le caractère « hors marché » d'un prêt émis, il conviendrait de se demander si l'émetteur du prêt a offert des conditions de financement très favorables par rapport à celles généralement pratiquées par la concurrence afin de conquérir un client. Dans l'affirmative, une décote correspondant à la différence entre le taux du marché à l'émission et le taux contractuel est enregistrée en résultat et est amortie sur la durée de vie du prêt via le TIE.

1.13.1 Options retenues par la BMCE

La BMCE a donc déterminée les prêts émis par le groupe à des taux qui peuvent être considérés comme « hors marché »

En l'absence de référence claire de la norme sur la notion de « hors marché », il a été décidé de s'appuyer sur les taux planchers communiqués par Bank Al-Maghrib

1.13.2 les divergences avec les normes marocaines :

En normes IFRS, une décote correspondant à la différence entre le taux du marché à l'émission et le taux contractuel est enregistrée en résultat et est amortie sur la durée de vie du prêt via le TIE.

1.14 Crédit-bail

Selon la norme IAS 17, le crédit bail est un contrat par lequel le propriétaire (ou bailleur) transfère le droit d'utilisation d'un actif au preneur en contrepartie de redevances et avec option d'un droit de propriété à l'échéance.

Classifications des contrats :

La norme IAS 17 distingue deux types de contrats de crédit-bail :

- **les contrats de location financement** : ce type de contrat a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.

Un contrat de location est classé en tant que contrat de location simple s'il ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

La norme IAS 17 indique cinq exemples de situations qui conduisent normalement à considérer un contrat comme un contrat de location financement :

- le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option peut être levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée.
- La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété.
- Au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué.

- o Les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut les utiliser sans leur apporter des modifications majeures.

Comptabilisation des contrats de location financement :

- o Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location
- o Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.
- o La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location financement.
- **les contrats de location opérationnelle** (ou contrat de location simple) : ce contrat ne transfère pas au preneur de crédit-bail tous les risques et avantages liés à la propriété.

Comptabilisation des contrats de location opérationnelle :

- les actifs faisant l'objet de contrats de location simple doivent être comptabilisés au bilan du bailleur selon la nature de l'actif ;
- compte de résultat : les revenus locatifs provenant des contrats de location simple doivent être comptabilisé en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de la diminution de l'avantage retiré de l'utilisation de l'actif loué
- l'amortissement des actifs loués doit se faire sur une base cohérente avec la politique normalement suivie par le bailleur pour l'amortissement d'actifs similaires et la dotation aux amortissements doit être calculées sur la base indiquée par IAS16 (immobilisations corporelles) et IAS38 (immobilisations incorporelles)

1.14.1 Options retenues par la BMCE

Les entités concernées par l'application de la norme relative au crédit-bail sont Maghrébail et Salafin.

Les contrats portés par ces 2 entités correspondent à la définition de la location-financement.

L'ensemble des contrats de crédit-bail du groupe BMCE étant classé en location-financement, le traitement comptable actuellement appliqué dans le cadre des comptes consolidés est conforme aux IFRS. Ainsi, l'impact est nul.

1.15 Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

Postérieures à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

Principes d'évaluation

La méthode d'évaluation est la méthode des unités de crédit projetées avec service proraté. Cette méthode passe par deux phrases :

1. une évaluation des droits à termes moyennant des hypothèses actuarielles, les droits à terme correspondant aux cash-flows futurs ;
2. une répartition des droits à terme sur la période d'activité au cours de laquelle la BMCE bénéficie des services de ses employés.

Les principales hypothèses actuarielles :

Des hypothèses financières, à savoir le taux d'actualisation et le taux d'inflation

Des hypothèses socio-économiques

Le taux d'augmentation des salaires

Le taux de sortie des bénéficiaires

L'âge et les modalités de départ à la retraite

Des hypothèses de mortalité

Les dépenses de santé pour les régimes de frais médicaux

Principes de comptabilisation

Définitions

- valeur actualisée de l'obligation : engagement brut i.e. valeur actuarielle des droits des participants ou dette actuarielle,
- Eléments non reconnus : pertes et gains latents à amortir dans le futur ou éléments non reconnus

Comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi

La provision à constituer est égale à l'engagement net diminué des éléments non reconnus. Ces éléments non reconnus peuvent être de deux natures :

- Dans le cas où la société opte pour la méthode du corridor, les pertes et gains actuariels, qui sont constitués de la différence entre la valeur actualisée de l'obligation réelle à la clôture et la valeur actualisée de l'obligation estimée à la clôture sur la base de la valeur actualisée de l'obligation d'ouverture et des événements de l'exercice ; ils ont deux origines :

- i. une modification des hypothèses actuarielles entre l'ouverture et la clôture suite à des événements particuliers de l'exercice ou des modifications de l'environnement économique général : il s'agit des pertes et gains actuariels sur hypothèses ;
 - ii. une différence entre les prévisions à l'ouverture de comportement socio-économique des salariés ou de comportement de l'environnement général au cours de l'exercice- et traduit dans les hypothèses actuarielles- et la réalité : il s'agit des pertes et gains actuariels d'expérience ;
- les coûts des services passés, qui se constatent lors d'une modification du régime et sont constitués de la variation consécutive de l'engagement à la date de génération de la modification du régime ;

Les éléments non amortis s'amortissent de manière différente :

- le coût des services passés s'amorti linéairement entre la date de modification et la date à laquelle les droits sont acquis.

La règle du corridor consiste à amortir au minima au cours d'un exercice, et sur la durée d'activité résiduelle des participants à la clôture, le montant de pertes ou de gains actuariels non reconnus supérieur en valeur absolue à 10 % du montant de la dette actuarielle à l'ouverture ou du montant des actifs de couverture si ce dernier montant lui est supérieur.

Comptabilisation des autres avantages à long terme

La provision à constituer à chaque clôture est égale à la valeur actuelle de l'obligation

1.15.1 Options retenues par la BMCE Bank

Une provision doit être constituée à chaque clôture égale à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies évaluées actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les avantages au personnel comptabilisés correspondent à la médaille du travail et l'indemnité de fin de carrière.

Cependant, aucune provision relatifs à la couverture médicale postérieures à l'emploi (CMIM) n'a été constatée , en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires.

1.16 Crédits restructurés

Les crédits restructurés incluent les encours ayant subi, en raison des difficultés de la contrepartie, une restructuration entraînant une modification de la rémunération de la banque.

Principe comptable

Lorsqu'un crédit est restructuré du fait de la situation financière d'un débiteur, les flux futurs du crédit sont actualisés au TIE d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable du crédit est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

1.16.1 Options retenues par la BMCE :

Les dossiers restructurés ont été identifiés par recoupement entre les comptes comptables affectés aux encours consolidés et les fichiers de suivi de la gestion globale des engagements sur la base d'un scope d'encours de supérieurs à 10 MMAD.

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au TIE
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au TIE

Pour le bilan d'ouverture, la décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie des capitaux propres, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits en PNB.

En traitement récurrent, les décotes sont comptabilisées en charge au moment de la restructuration.

1.16.2 divergences avec les normes marocaines

En normes IFRS, une décote correspondant à la différence entre le taux initial et le taux accordé à la restructuration est enregistrée en résultat et est amortie sur la durée de vie du prêt via le TIE.

1.17 actions propres

Si une entité rachète ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci doivent être déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres de l'entité. Les actions propres peuvent être acquises ou détenues par l'entité ou par d'autres membres du groupe consolidé. La contrepartie versée ou reçue doit être comptabilisée directement en capitaux propres.

Les titres d'autocontrôle détenus dans le cadre de plans de stock-options en faveur des salariés doivent, quel que soit le but de leur acquisition, être portés en déduction des capitaux propres consolidés.

1.17.1 Options retenues par la BMCE :

L'ensemble des titres BMCE détenus par les entités du groupe est annulé en moins des capitaux propres.

L'entité impute directement au débit des capitaux propres, nettes de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent, les distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres.

Les coûts de transaction d'une transaction portant sur les capitaux propres, à l'exclusion des coûts d'émission d'un instrument de capitaux propres directement attribuables à l'acquisition d'une entité doivent être comptabilisés en déduction des capitaux propres, nets de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent.

Seule la BMCE Bank Maroc est concernée par l'application de cette norme.

1.17.2 divergences avec les normes marocaines

Les normes marocaines réclament une reconnaissance à l'actif des actions propres en « titres de placement » ou « valeurs immobilisées » alors qu'en IAS, les actions propres détenues à d'autres fins que la mise en place de plans d'avantages au personnel sont déduites des capitaux propres.

1.18. Taux d'intérêt effectif

L'IAS 39 définit le taux d'intérêt effectif comme étant le taux qui égalise les cashs flows futurs estimés actualisés et la valeur comptable initiale du prêt, la valeur initiale intégrant les produits et les coûts de transaction.

Coûts et commissions à intégrer dans le calcul du TIE

Coûts :

Les coûts à étaler via le TIE correspondent selon la norme IAS 39 aux coûts de transaction.

Ces derniers sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition, à l'émission ou à la sortie d'un actif ou d'un passif financier.

Commissions :

L'IAS 18 distingue 3 catégories de commissions selon leur finalité :

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif global

- Les commissions d'octroi reçus
- Les commissions d'engagements reçus

Les commissions acquises à mesure que des services sont fournis

Les commissions acquises pour l'exécution d'un acte important

Principes comptables

Les prêts émis sont comptabilisés au coût amorti à l'aide du Taux d'Intérêt Effectif.

1.18.1. Options retenues par la BMCE Bank :

L'analyse a montré que les coûts et commissions sont peu significatifs, il a été décidé par conséquent de ne pas les étaler pour la FTA. Par ailleurs, un suivi régulier des coûts et produits de transactions devra être effectué pour s'assurer de leur caractère non significatif.

En fonction de l'importance significative, le Groupe étale ou non les coûts et produits de transactions pour les crédits à plus d'un an. Les crédits à moins d'un an sont maintenus au coût historique.

1.18.2. Divergences avec les normes marocaines

Les principales divergences identifiées sont les suivantes :

- Evaluation ultérieure des prêts émis au coût amorti en IFRS et non au coût historique. Par rapport à un amortissement au taux nominal, ce traitement implique une modification de la répartition capital/intérêts des échéances de remboursement
- Etalement des produits et coûts directs via le TIE en IFRS alors qu'à la BMCE, ceux-ci sont enregistrés directement en résultat à l'émission.

1.19 Dépôts de la clientèle :

Principes comptables

Evaluation initiale

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif financier, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement imputable à l'acquisition ou à l'émission du passif financier.

Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, une entité doit évaluer un actif financier au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf :

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les passifs financiers qui surviennent quand un transfert d'actif financier ne répond pas aux conditions de décomptabilisation ou quand il est comptabilisé selon l'approche de l'implication continue.

1.19.1 options retenues par la BMCE Bank :

- Actuellement, le Groupe classe tous les dépôts dans la catégorie des autres passifs financiers, aucun n'est classé dans la catégorie « passifs financiers détenus à des fins de transaction ».
- Les dépôts de la BMCE Bank sont systématiquement d'une durée maximale d'un an. De ce fait, la position retenue a été de considérer que l'impact du calcul d'une décote et son étalement sur la durée de dépôt était non significatif.
- Aucun élément à intégrer au calcul n'a été identifié concernant les dépôts, qu'ils fassent partie du stock ou de la nouvelle production. A ce stade, le TIE est donc le taux facial du dépôt.
- Aucun retraitement n'a été prévu pour les comptes à vue et les comptes sur carnets.
- Pour les avances sur dépôts rémunérés, celles-ci doivent être constatés en prêts et créances et traitées en tant que tel.

1.19.2 divergences avec les normes marocaines :

En normes IFRS, les dépôts «émis à des conditions hors marché sont comptabilisés au moment de leur émission à la juste valeur et non au coût historique. Une décote correspondant à la différence entre la juste valeur du dépôt et le coût historique est comptabilisée en résultat et est amortie sur la durée de vie du dépôt.

En normes IFRS, les coûts directs externes et surcoûts internes affectés à l'émission des dépôts doivent être étalés via le TIE sur la durée du dépôt.

1.20. Impôts différés :

L'impôt différé est une correction apportée à la charge d'impôt et/ou la situation nette qui a pour effet de gommer l'effet des différences temporelles d'imposition.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer.

En cas de changement de taux d'impôt ou de règles fiscales, l'impact sur les impôts différés est comptabilisé selon le principe de symétrie : si l'impôt différé a été comptabilisé initialement en capitaux propres, l'ajustement est également comptabilisé en capitaux propres sinon comptabilisation de l'impact en résultat.

1.20.1. Les options retenues par BMCE Bank :

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les ID dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

Par ailleurs, en IFRS, l'expression « recouvrement probable » devrait être interprétée comme signifiant un « recouvrement plus probable qu'improbable » ce qui pourrait donner lieu, dans certains cas, à la comptabilisation de davantage d'impôts différés actifs qu'en principes comptables, où cette expression est souvent interprétée comme supposant un fort degré de probabilité.

1.20.2. Divergences avec les normes marocaines :

En règles marocaines, il n'est pas requis de comptabiliser des impôts différés relatifs à :

- Des différences temporaires provenant des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels généralement non amortis ne pouvant pas être cédés séparément de l'entreprise acquise ;
- Des retraitements de l'hyperinflation ;
- Des réserves non distribuées des entreprises associées et coentreprises ;
- Des différences temporaires relatives aux titres de participation d'entreprises consolidées dont la cession est probable.

1.21. Dérivées :

Un dérivée est un instrument financier (ferme ou optionnel) qui varie en fonction de la valeur d'un sous-jacent tel que les taux d'intérêts, le cours d'une action, d'une matière première... Ce sont généralement des instruments avec effet de levier important et une mise de départ faible. Les instruments dérivés usuels sont les swap, les options et les ventes à terme.

Les dérivées (swap, options...) sont comptabilisés au bilan à la juste valeur. A chaque date d'arrêté, ils sont réévalués au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur sont constatées en résultat.

Options retenus par le groupe BMCE :

Les analyses menées en interne ont conduit de conclure à l'absence d'opérations de couverture réalisées par le groupe BMCE.

Le retraitement du 31 décembre 2008 a porté sur l'exhaustivité des produits dérivés.

V. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES IFRS 2009-2008 ET AU 30 JUIN 2010

➤ Bilans -Activité Consolidée IFRS

➤ Compte de produits et charges -Activité Consolidée IFRS

➤ Tableau des flux de trésorerie -Activité Consolidée IFRS

➤ Notes annexes aux états financiers consolidés

- ☞ Tableau de variation des capitaux propres ;
- ☞ Marge d'intérêt ;
- ☞ Commissions nettes ;
- ☞ Gains sur instruments financiers en valeur de marché par résultat ;
- ☞ Gains nets sur actifs financiers disponibles à la vente ;
- ☞ Produits et charges des autres activités ;
- ☞ Coût du risque ;
- ☞ Gains et pertes nets sur les autres actifs ;
- ☞ Impôts sur les bénéfices ;
- ☞ Informations sectorielles ;
- ☞ Actifs, passifs et instruments financiers dérivés en valeur de marché par résultat ;
- ☞ Actifs financiers disponibles à la vente ;
- ☞ Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit ;
- ☞ Dettes envers les établissements de crédit ;
- ☞ Prêts consentis et créances sur la clientèle ;
- ☞ Dettes envers la clientèle ;
- ☞ Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie
- ☞ Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- ☞ Impôts courants et différés ;
- ☞ Comptes de régularisation, actifs et passifs divers ;
- ☞ Participations dans les sociétés mises en équivalence ;
- ☞ Immobilisations de placement et d'exploitation ;
- ☞ Ecart d'acquisition ;
- ☞ Provisions pour risques et charges ;
- ☞ Engagements de financement ;

- ☞ Engagements de garantie ;
- ☞ Rémunérations et avantages consentis au personnel ;
- ☞ Evolution du capital et résultat par action ;
- ☞ Périmètre de consolidation ;
- ☞ Regroupement d'entreprises ;
- ☞ Parties liées.

BILAN CONSOLIDE AU 30/06/2010**BILAN IFRS (en milliers de DH)**

ACTIF IFRS	NOTES	Décembre 2009 IFRS	Juin 2010 IFRS
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		11 961 191	7 024 641
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	23 125 255	23 384 360
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2	1 554 089	1 435 433
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	5.3	20 940 147	20 305 291
Prêts et créances sur la clientèle	5.4	93 592 762	102 248 181
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	5.6	6 367 928	6 970 801
Actifs d'impôt exigible	5.7	527 064	588 268
Actifs d'impôt différé	5.7	543 064	379 021
Comptes de régularisation et autres actifs	5.8	3 568 660	3 173 509
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	5.9	362 904	378 208
Immeubles de placement	5.10	508 990	531 420
Immobilisations corporelles	5.10	4 225 756	4 420 494
Immobilisations incorporelles	5.10	642 344	647 081
Ecarts d'acquisition	5.11	485 515	504 573
TOTAL ACTIF IFRS		168 405 669	171 991 281

(en milliers de DH)

PASSIF IFRS	NOTES	Décembre 2009 IFRS	Juin 2010 IFRS
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	-	492
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	5.3	13 284 784	15 799 758
Dettes envers la clientèle	5.4	122 496 072	120 129 579
Titres de créance émis	5.5	8 501 072	10 368 902
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt courant	5.7	171 994	343 241
Passifs d'impôt différé	5.7	1 069 008	934 055
Comptes de régularisation et autres passifs	5.8	8 236 571	6 644 640
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions pour risques et charges	5.12	300 492	328 402
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-	-
Dettes subordonnées	5.5	5 119 822	5 017 503
Capital et réserves liées		4 210 239	7 417 211
Réserves consolidées			
- Part du groupe		1 539 126	1 310 724
- Part des minoritaires		2 666 482	2 807 668
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe		4 935	20 028
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires	-	14 979	7 721
Résultat net de l'exercice			
- Part du groupe		384 821	516 807
- Part des minoritaires		435 230	384 606
TOTAL PASSIF IFRS		168 405 669	171 991 281

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2009

ACTIF IFRS	NOTES	Décembre 2009 IFRS	Décembre 2008 IFRS
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		11 961 191	8 761 642
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	23 125 255	16 830 734
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2	1 554 089	1 396 746
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	5.3	20 940 147	21 586 233
Prêts et créances sur la clientèle	5.4	93 592 762	85 709 392
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	5.6	6 367 928	5 928 425
Actifs d'impôt exigible	5.7	527 064	602 944
Actifs d'impôt différé	5.7	543 064	369 578
Comptes de régularisation et autres actifs	5.8	3 568 660	4 210 653
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	5.9	362 904	191 437
Immeubles de placement	5.10	508 990	505 076
Immobilisations corporelles	5.10	4 225 756	3 570 068
Immobilisations incorporelles	5.10	642 344	547 948
Ecarts d'acquisition	5.11	485 515	249 969
TOTAL ACTIF IFRS		168 405 669	150 460 845

(en milliers de DH)

PASSIF IFRS	NOTES	Décembre 2009 IFRS	Décembre 2008 IFRS
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	-	280
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	5.3	13 284 784	12 647 116
Dettes envers la clientèle	5.4	122 496 072	113 449 746
Titres de créance émis	5.5	8 501 072	4 587 442
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt courant	5.7	171 994	375 331
Passifs d'impôt différé	5.7	1 069 008	935 380
Comptes de régularisation et autres passifs	5.8	8 236 571	5 719 501
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions pour risques et charges	5.12	300 492	325 453
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-	-
Dettes subordonnées	5.5	5 119 822	4 155 748
Capital et réserves liées		4 210 239	3 300 401
Réserves consolidées			
- Part du groupe		1 539 126	1 524 790
- Part des minoritaires		2 666 482	2 101 347
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe		4 935	- 98 699
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires		- 14 979	
Résultat net de l'exercice			
- Part du groupe		384 821	830 442
- Part des minoritaires		435 230	606 567
TOTAL PASSIF IFRS		168 405 669	150 460 845

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2008**BILAN IFRS**

(en milliers de DH)

ACTIF IFRS	NOTES	Décembre 2008 IFRS	Décembre 2007 IFRS
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		8 761 642	8 084 789
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	16 830 734	9 663 318
Instruments dérivés de couverture	5.2	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	5.3	1 396 746	1 015 111
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	5.4	21 586 233	19 720 186
Prêts et créances sur la clientèle	5.5	85 709 392	58 985 208
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	5.7	5 928 425	1 933 265
Actifs d'impôt exigible	5.8	602 944	357 743
Actifs d'impôt différé	5.8	369 578	216 557
Comptes de régularisation et autres actifs	5.9	4 210 653	2 839 042
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	5.10	191 437	184 577
Immeubles de placement	5.11	505 076	475 882
Immobilisations corporelles	5.11	3 570 068	2 345 728
Immobilisations incorporelles	5.11	547 948	268 155
Ecarts d'acquisition	5.12	249 969	26 086
TOTAL ACTIF IFRS		150 460 845	106 115 647

PASSIF IFRS	NOTES	Décembre 2008 IFRS	Décembre 2007 IFRS
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	280	747
Instruments dérivés de couverture	5.2	-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	5.4	12 647 116	9 143 599
Dettes envers la clientèle	5.5	113 449 746	81 969 131
Titres de créance émis	5.6	4 587 442	816 407
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt courant	5.8	375 331	554 457
Passifs d'impôt différé	5.8	935 380	531 587
Comptes de régularisation et autres passifs	5.9	5 719 501	4 664 646
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	5.13	-	-
Provisions pour risques et charges	5.14	325 453	272 753
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-	-
Dettes subordonnées	5.6	4 155 748	1 002 576
Capital et réserves liées		3 300 401	4 009 820
Réserves consolidées		-	-
- Part du groupe		1 524 790	1 838 435
- Part des minoritaires		2 101 347	446 194
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	-	98 699	122 075
Résultat net de l'exercice		-	-
- Part du groupe		830 442	853 033
- Part des minoritaires		606 567	134 337
TOTAL PASSIF IFRS		150 460 845	106 115 647

CPC CONSOLIDE AU 30/06/2010

(en milliers de DH)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES			
	NOTES	Juin 2010 IFRS	Juin 2009 IFRS
Intérêts et produits assimilés		5 314 189	4 892 455
Intérêts et charges assimilés		- 2 927 248	- 2 827 032
MARGE D' INTERÊTS	2.1	2 386 941	2 065 423
Commissions perçues		762 783	686 510
Commissions servies		- 91 203	- 78 212
MARGE SUR COMMISSIONS	2.2	671 580	608 298
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.3	572 725	486 540
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	2.4	28 376	57 157
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE		601 101	543 697
Produits des autres activités	2.5	245 358	206 273
Charges des autres activités	2.5	- 152 050	- 97 234
PRODUIT NET BANCAIRE		3 752 930	3 326 457
Charges générales d'exploitation		- 2 026 000	- 1 808 282
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		- 181 335	- 190 035
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		1 545 595	1 328 140
Coût du risque	2.6	- 314 773	- 271 812
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 230 822	1 056 328
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		20 525	20 814
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.7	30 389	- 3 436
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔTS		1 281 736	1 073 706
Impôts sur les bénéfices	2.8	- 380 323	- 300 538
RESULTAT NET		901 413	773 168
Résultat hors groupe		384 606	319 818
RESULTAT NET PART DU GROUPE		516 807	453 350

CPC CONSOLIDE AU 31/12/2009

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES			
	NOTES	Décembre 2009 IFRS	Décembre 2008 IFRS
Intérêts et produits assimilés		9 870 994	9 206 758
Intérêts et charges assimilés		- 5 613 890	- 5 081 832
MARGE D' INTERÊTS	2.1	4 257 104	4 124 926
Commissions perçues		1 397 247	1 279 540
Commissions servies		- 175 333	- 129 230
MARGE SUR COMMISSIONS	2.2	1 221 914	1 150 310
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.3	743 968	477 446
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	2.4	- 9 015	25 335
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE		734 953	502 781
Produits des autres activités	2.5	506 266	419 443
Charges des autres activités	2.5	- 306 284	- 179 000
PRODUIT NET BANCAIRE		6 413 953	6 018 460
Charges générales d'exploitation		- 3 758 012	- 3 569 552
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		- 429 526	- 331 554
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		2 226 415	2 117 354
Coût du risque	2.6	- 1 133 960	- 88 996
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 092 455	2 028 358
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		16 514	32 771
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.7	53 733	48 777
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔTS		1 162 702	2 109 906
Impôts sur les bénéfices	2.8	- 342 651	- 672 897
RESULTAT NET		820 051	1 437 009
Résultat hors groupe		435 230	606 567
RESULTAT NET PART DU GROUPE		384 821	830 442

CPC CONSOLIDE AU 31/12/2008

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES			
	NOTES	Décembre 2008 IFRS	Décembre 2007 IFRS
Intérêts et produits assimilés		9 206 758	6 345 364
Intérêts et charges assimilés		- 5 081 832	- 3 826 152
MARGE D' INTERÊTS	<u>2.1</u>	4 124 926	2 519 212
Commissions perçues		1 279 540	924 846
Commissions servies		- 129 230	- 106 739
MARGE SUR COMMISSIONS	<u>2.2</u>	1 150 310	818 107
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	<u>2.3</u>	477 446	276 659
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	<u>2.4</u>	25 335	516 319
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE		502 781	792 978
Produits des autres activités	<u>2.5</u>	419 443	275 391
Charges des autres activités	<u>2.5</u>	- 179 000	- 140 511
PRODUIT NET BANCAIRE		6 018 460	4 265 177
Charges générales d'exploitation		- 3 569 552	- 2 334 999
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		- 331 554	- 193 299
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		2 117 354	1 736 879
Coût du risque	<u>2.6</u>	- 88 996	- 318 066
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 028 358	1 418 813
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		32 771	16 367
Gains ou pertes nets sur autres actifs	<u>2.7</u>	48 777	4 620
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔTS		2 109 906	1 439 800
Impôts sur les bénéfices	<u>2.8</u>	- 672 897	- 452 430
RESULTAT NET		1 437 009	987 370
Résultat hors groupe		606 567	134 337
RESULTAT NET PART DU GROUPE		830 442	853 033
Résultat par action (en dirham)			
Résultat dilué par action (en dirham)			

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 30/06/2010

	juin-10	déc-09
Résultat avant impôts	1 281 736	1 162 704
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 385 056	429 526
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	4 735	181 977
+/- Dotations nettes aux provisions	234 662	1 145 673
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-20 527	-16 514
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-668 681	
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	0	
+/- Autres mouvements	-35 829	
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	899 416	1 740 662
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-911 081	-3 163 584
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-12 153 308	1 162 957
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 770 899	-3 075 551
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-1 142 513	2 697 168
- Impôts versés	-212 725	-568 076
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-11 648 728	-2 947 086
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-9 467 576	-43 720
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-89 430	-938 375
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-13	
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-474 374	-561 970
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-563 817	-1 500 345
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-663 660	-663 034
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 936 067	959 315
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 272 407	296 281
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-139 098	
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-8 898 084	-1 247 784
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	15 493 095	16 740 879
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	11 961 191	8 761 642
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	3 531 904	7 979 237
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	6 595 011	15 493 095
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	7 024 639	11 961 191
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-429 628	3 531 904
Variation de la trésorerie nette	-8 898 084	-1 247 784

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2009

	déc-09	déc-08
Résultat avant impôts	1 162 704	2 109 906
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	429 526	331 554
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	181 977	-49 227
+/- Dotations nettes aux provisions	1 145 673	-16 190
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-16 514	32 771
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		-104 526
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		-183 129
+/- Autres mouvements		
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 740 662	11 253
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1 283 754	1 637 471
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 162 957	5 807 682
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-3 075 551	-9 361 721
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	2 697 168	-470 061
- Impôts versés	-568 076	-575 106
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	1 500 252	-2 961 735
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	4 403 618	-840 576
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-938 375	-113 024
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-561 970	-527 816
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 500 345	-640 840
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-663 034	-985 222
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	959 310	3 143 491
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	296 276	2 158 269
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 199 550	676 853
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	8 761 642	8 084 789
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	8 761 642	8 084 789
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	11 961 191	8 761 642
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	11 961 191	8 761 642
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Variation de la trésorerie nette	3 199 549	676 853

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2008

	déc-07	déc-08
Résultat avant impôts	1 439 800	2 109 906
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	193 299	331 554
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	318 066	-49 227
+/- Dotations nettes aux provisions		-16 190
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	16 367	32 771
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-77 501	-104 526
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-285 576	-183 129
+/- Autres mouvements		
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	164 655	11 253
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-526 544	1 637 471
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	436 797	5 807 682
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-580 895	-9 361 721
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-868 869	-470 061
- Impôts versés	-452 430	-575 106
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-1 991 941	-2 961 735
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-387 486	-840 576
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	837 782	-113 024
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-130 775	-527 816
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	707 007	-640 840
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-321 976	-985 222
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	203 716	3 143 491
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-118 260	2 158 269
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	201 261	676 853
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	7 883 528	8 084 789
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	7 883 528	8 084 789
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8 084 789	8 761 642
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	8 084 789	8 761 642
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Variation de la trésorerie nette	201 261	676 853

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30/06/2010

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES								
En K MAD	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2008 corrigés	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2008 corrigés	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Opérations sur capital		352 722		-304 743		47 979	75 501	123 480
Paievements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			557 116			557 116	-5 230	551 886
Dividendes				-460 689		-460 689	-102 139	-562 828
Résultat de l'exercice				384 821		384 821	435 230	820 051
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)						0	10 097	10 097
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				-54 333	103 634	49 301	-14 979	34 322
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)				-17 296		-17 296	4 217	-13 079
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				-71 629	103 634	32 005	-665	31 340
Variation de périmètre				20 955		20 955	-23 878	-2 923
Capitaux propres clôture 31.12.2009 corrigés	1 587 514	5 733 467	-3 110 742	1 923 947	4 935	6 139 121	3 086 733	9 225 854
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2009 corrigés	1 587 514	5 733 467	-3 110 742	1 923 947	4 935	6 139 121	3 086 733	9 225 854
Opérations sur capital		96 230		-69 919		26 311	29 802	56 113
Paievements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			3 110 742			3 110 742	5 230	3 115 972
Dividendes				-541 042		-541 042	-174 116	-715 158
Résultat de l'exercice				516 807		516 807	384 606	901 413
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				14 952	-24 963	-10 011	2 934	-7 077
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)				20 546		20 546	21 863	42 409
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				35 498	-24 963	10 535	24 796	35 331
Variation de périmètre				-37 760		-37 760	-157 058	-194 818
Capitaux propres clôture 30.06.2010	1 587 514	5 829 697	0	1 827 531	-20 028	9 224 714	3 199 994	12 424 708



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2009

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES								
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2007	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2007 corrigés	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Opérations sur capital		748 150		-537 617		210 533	-65 201	145 332
Paielements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-1 457 569			-1 457 569		-1 457 569
Dividendes				-485 222		-485 222		-485 222
Résultat de l'exercice				830 442		830 442	606 567	1 437 009
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				-223 412	83 423	-139 989		-139 989
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)					-60 047	-60 047		-60 047
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				-223 412	23 376	-200 036	0	-200 036
Variation de périmètre				79 573		79 573	1 586 017	1 665 590
Capitaux propres clôture 31.12.2008	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2008 corrigés	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Opérations sur capital		352 722		-304 743		47 979	75 501	123 480
Paielements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			557 116			557 116	-5 230	551 886
Dividendes				-460 689		-460 689	-102 139	-562 828
Résultat de l'exercice				384 821		384 821	435 230	820 051
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0	10 097	10 097
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				-54 333	103 634	49 301	-14 979	34 322
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)				-17 296		-17 296	4 217	-13 079
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				-71 629	103 634	32 005	-665	31 340
Variation de périmètre				20 955		20 955	-23 878	-2 923
Capitaux propres clôture 30.06.2009	1 587 514	5 733 467	-3 110 742	1 923 947	4 935	6 139 121	3 086 733	9 225 854

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2008

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES								
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2006	1 587 514	4 281 611	-800 309	2 170 859		7 239 675	415 554	7 655 229
Impact des changements de méthodes comptables								
Capitaux propres d'ouverture corrigés au 01.01.2007	1 587 514	4 281 611	-800 309	2 170 859	0	7 239 675	415 554	7 655 229
Opérations sur capital		350 984		-353 364		-2 380	30 640	28 260
Paielements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-1 409 980			-1 409 980		-1 409 980
Dividendes				-399 477		-399 477		-399 477
Résultat de l'exercice				853 033		853 033	134 337	987 370
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)						0	0	0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				420 417	-159 686	260 731	0	260 731
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)					37 611	37 611	0	37 611
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				420 417	-122 075	298 342	0	298 342
Variation de périmètre								
Capitaux propres clôture 31.12.2007	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2007 corrigés	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Opérations sur capital		748 150		-537 617		210 533	-65 201	145 332
Paielements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-1 457 569			-1 457 569		-1 457 569
Dividendes				-485 222		-485 222		-485 222
Résultat de l'exercice				830 442		830 442	606 567	1 437 009
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				-223 412	83 423	-139 989		-139 989
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					-60 047	-60 047		-60 047
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				-223 412	23 376	-200 036	0	-200 036
Variation de périmètre				79 573		79 573	1 586 017	1 665 590
Capitaux propres clôture 31.12.2008	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848



FTA

FTA	31/12/2006 Normes locales	Autres recassements	Total Recassements	RETRAITEMENTS										Normes IFRS 01/01/2007
				Immeubles d'exploitation et de placement IAS 16, 40	Contrats de location IAS 17	Engagements sociaux IAS 19	FRBG IAS 37	Autres normes	Dépréciation du risque de crédit	Valorisation des instruments financiers en valeur de marché par résultat	Plus-values nettes latentes sur portefeuille de titres	Autres éléments	Total Retraitements	
Actif														
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 883 528		0										0	7 883 528
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0		10 502 058							100 621		-800 309	-699 688	9 802 370
Instruments dérivés de couverture	0		0										0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	13 357 355		-11 721 386								426 430		426 430	2 062 399
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	14 324 319		0										0	14 324 319
Prêts et créances sur la clientèle	45 785 167		0					-120 175	145 065				24 890	45 810 057
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	0		0										0	0
Placements détenus jusqu'à leur échéance	0		1 219 328										0	1 219 328
Actifs d'impôt exigible	293 715		0										0	293 715
Actifs d'impôt différé	83 031		0					156 288					156 288	239 319
Comptes de régularisation et autres actifs	1 159 562		0					-24 683					-24 683	1 134 879
Actifs non courants destinés à être cédés	0		0										0	0
Participations dans des entreprises mises en équivalence	184 634		0										0	184 634
Immeubles de placement	0	216 506	216 506	246 988									246 988	463 494
Immobilisations corporelles	1 840 684	-216 506	-216 506	596 001	-3 138								592 863	2 217 041
Immobilisations incorporelles	140 640		0										0	140 640
Ecart d'acquisition	21 297		0										0	21 297
Total actif	85 073 932	0	0	842 989	-3 138	0	0	11 430	145 065	100 621	426 430	-800 309	723 088	85 797 020
Passif														
Banques centrales, Trésor public, CCP	0		0										0	0
Passifs financiers à la JVpar résultat	0		0										0	0
Instruments dérivés de couverture	0		0										0	0
Dettes envers les EC et assimilés	5 013 327		0										0	5 013 327
Dettes envers la clientèle	67 618 132		0										0	67 618 132
Dettes représentées par un titre			0										0	0
Titres de créance émis	1 076 635		0										0	1 076 635
Ecart de réeval" passif des PTF couverts en taux	0		0										0	0
Passifs d'impôt exigible	422 221		0										0	422 221
Passifs d'impôt différé	172 294		0					478 983					478 983	651 277
Comptes de régularisation et autres passifs	2 223 696		0					-111 574					-111 574	2 112 122
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			0										0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance			0										0	0
Provisions	69 823		0			202 553	-44 666						157 887	227 710
Subventions et fonds assimilés	0		0										0	0
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	1 020 368		0										0	1 020 368
Capitaux propres			0										0	0
Capitaux propres part du groupe			0										0	0
o Capital et réserves liées	5 069 125		0									-800 309	-800 309	5 068 816
o Réserves consolidées	343 870		0	842 989	-1 127	-202 553	35 054	-353 161	145 065	100 621	426 031		992 919	1 336 789
o Gains ou pertes latents ou différés	0		0										0	0
o Résultat de l'exercice	834 069		0										0	834 069
Intérêts minoritaires	410 372		0		-2 011		9 612	-2 818			399		5 182	415 554
Total passif	85 073 932	0	0	842 989	-3 138	0	0	11 430	145 065	100 621	426 430	-800 309	723 088	85 797 020

MARGE D'INTERETS au 30/06/2010

(en milliers de DH)

	juin-10			juin-09		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	4 559 216	2 321 681	2 237 535	4 498 100	2 348 391	2 149 709
Comptes et prêts/emprunts	3 116 139	1 053 652	2 062 487	3 093 533	1 201 340	1 892 193
Opérations de pensions		109 771	-109 771	1 933	0	1 933
Opérations de location-financement	1 443 077	1 158 258	284 819	1 402 634	1 147 051	255 583
Opérations interbancaires	261 723	263 035	-1 312	224 343	231 446	-7 103
Comptes et prêts/emprunts	215 628	247 014	-31 386	154 470	117 568	36 902
Opérations de pensions	46 095	16 021	30 074	69 873	113 878	-44 005
Emprunts émis par le Groupe	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture de résultats futurs	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	-546	0	-546
Portefeuille de transactions	432 431	342 532	89 899	172 839	247 195	-74 356
Titres à revenu fixe	432 431	220 137	212 294	172 839	151 382	21 457
Opérations de pensions			0			0
Prêts/emprunts			0			0
Dettes représentées par un titre	0	122 395	-122 395	0	95 813	-95 813
Actifs disponibles à la vente			0			0
Actifs détenus jusqu'à échéance	60 819		60 819	-2 281		-2 281
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	5 314 189	2 927 248	2 386 941	4 892 455	2 827 032	2 065 423

MARGE D'INTERETS AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	déc-09			déc-08		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	8 605 630	4 629 458	3 976 172	7 352 869	4 187 918	3 164 951
Comptes et prêts/emprunts	5778142	2138454	3 639 688	4 575 267	1 919 969	2 655 298
Opérations de pensions		231922	-231 922			0
Opérations de location-financement	2827488	2259082	568 406	2 777 602	2 267 949	509 653
Opérations interbancaires	453341	481809	-28 468	692 652	529 337	163 315
Comptes et prêts/emprunts	400463	454728	-54 265	264 024	529 337	-265 313
Opérations de pensions	52878	27081	25 797	428 628		428 628
Emprunts émis par le Groupe	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture de résultats futurs	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	0
Portefeuille de transactions	709334	502623	206 711	1 152 119	364 577	787 542
Titres à revenu fixe	709334	275267	434 067	766 166	364 577	401 589
Opérations de pensions			0			0
Prêts/emprunts			0	935		935
Dettes représentées par un titre	0	227356	-227 356	385 018		385 018
Actifs disponibles à la vente			0			0
Actifs détenus jusqu'à échéance	102 689		102 689	9 118		9 118
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	9 870 994	5 613 890	4 257 104	9 206 758	5 081 832	4 124 926

MARGE D'INTERETS 31/12/2008

(en milliers de DH)

	déc-08			déc-07		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	7 352 869	4 187 918	3 164 951	5 324 091	3 327 993	1 996 098
Comptes et prêts/emprunts	4 575 267	1 919 969	2 655 298	2 758 462	1 232 390	1 526 072
Opérations de pensions						0
Opérations de location-financement	2 777 602	2 267 949	509 653	2 565 629	2 095 603	470 026
Opérations interbancaires	692 652	529 337	163 315	657 990	473 676	184 314
Comptes et prêts/emprunts	264 024	529 337	-265 313	510 724	473 676	37 048
Opérations de pensions	428 628		428 628	147 266		147 266
Emprunts émis par le Groupe	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture de résultats futurs	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	0
Portefeuille de transactions	1 152 119	364 577	787 542	362 102	24 483	337 619
Titres à revenu fixe	766 166	364 577	401 589	251 146	24 483	226 663
Opérations de pensions	0	0	0	0	0	0
Prêts/emprunts	935		935		0	0
Dettes représentées par un titre	385 018		385 018	110 956		110 956
Actifs disponibles à la vente		0	0	0	0	0
Actifs détenus jusqu'à échéance	9 118	0	9 118	1 181	0	1 181
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	9 206 758	5 081 832	4 124 926	6 345 364	3 826 152	2 519 212

**COMMISSIONS NETTES au 30/06/2010**

(en milliers de DH)

	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	205 621	62 683	142 938
avec les établissements de crédit			-
avec la clientèle	114 241		114 241
sur titres	30 838	39 590	- 8 752
de change	60 542	23 093	37 449
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan			-
Prestation de services bancaires et financiers	557 162	28 520	528 642
Produits nets de gestion d'OPCVM			-
Produits nets sur moyen de paiement	111 974	15 182	96 792
Assurance			-
Autres	445 188	13 338	431 850
Produits nets de commissions	762 783	91 203	671 580

COMMISSIONS NETTES AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	348 353	69 710	278 643
avec les établissements de crédit			-
avec la clientèle	192 816		192 816
sur titres	58 922	48 817	10 105
de change	96 615	20 893	75 722
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan			-
Prestation de services bancaires et financiers	1 048 894	105 623	943 271
Produits nets de gestion d'OPCVM			-
Produits nets sur moyen de paiement	218 034	38 301	179 733
Assurance			-
Autres	830 860	67 322	763 538
Produits nets de commissions	1 397 247	175 333	1 221 914

COMMISSIONS NETTES 31/12/2008

(en milliers de DH)

	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	428 589	10 753	417 836
avec les établissements de crédit			-
avec la clientèle	262 425		262 425
sur titres	65 818		65 818
de change	100 346	10 753	89 593
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan		-	-
Prestation de services bancaires et financiers	850 951	118 477	732 474
Produits nets de gestion d'OPCVM	-		-
Produits nets sur moyen de paiement	492 212	108 374	383 838
Assurance			-
Autres	358 739	10 103	348 636
Produits nets de commissions	1 279 540	129 230	1 150 310

GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	déc-09			déc-08		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Titres à revenu fixe et variable	738 800		738 800	519 331		519 331
Instruments financiers dérivés	5 168		5 168	-41 885		-41 885
Opérations de pension						
Prêts						
Emprunts						
Réévaluation des portefeuilles couverts en taux						
Réévaluation des positions de change						
TOTAL	743 968	0	743 968	477 446	0	477 446

GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	déc-08			déc-07		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Titres à revenu fixe et variable	519 331		519 331	330 183		330 183
Instruments financiers dérivés	-41 885		-41 885	-53 524		-53 524
Opérations de pension						
Prêts						
Emprunts						
Réévaluation des portefeuilles couverts en taux						
Réévaluation des positions de change						
TOTAL	477 446	0	477 446	276 659	0	276 659

GAINS NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	déc-09	déc-08
Titres à revenu fixe	0	0
plus ou moins values de cession		
Actions et autres titres à revenu variable	-9 015	25 335
Produits de dividendes	132 797	21 792
Charges de dépréciation	-138 594	
Plus-values nettes de cession	-3 218	3 543
TOTAL	-9 015	25 335

GAINS NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	déc-08	déc-07
Titres à revenu fixe	0	0
plus ou moins values de cession		
Actions et autres titres à revenu variable	25 335	516 319
Produits de dividendes	21 792	74 341
Charges de dépréciation		
Plus-values nettes de cession	3 543	441 978
TOTAL	25 335	516 319

PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	déc-09			déc-08		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'activité d'assurance			0			0
Produits nets des immeubles de placement	0	0	0	17 970	473	17 497
Produits nets des immobilisations en location simple	153 783	90 620	63 163			0
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	0	0	0			0
Autres produits et charges	352 483	215 664	136 819	401 473	178 527	222 946
TOTAL NET DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES	506 266	306 284	199 982	419 443	179 000	240 443

PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	déc-08			déc-07		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'activité d'assurance			0			0
Produits nets des immeubles de placement	17 970	473	17 497	86 105	689	85 416
Produits nets des immobilisations en location simple			0			0
Produits nets de l'activité de promotion immobilière			0			0
Autres produits	401 473	178 527	222 946	189 286	139 822	49 464
TOTAL NET DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES	419 443	179 000	240 443	275 391	140 511	134 880

COÛT DU RISQUE au 30/06/2010

COÛT DU RISQUE DE LA PERIODE

(en milliers de DH)

	juin-10	juin-09
Dotations aux provisions	-381 451	-390 828
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-325 139	-373 060
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-1 793	-893
Autres provisions pour risques et charges	-54 519	-16 875
Reprises de provisions	87 016	164 050
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	74 769	83 793
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	2 152	547
Reprises des autres provisions pour risques et charges	10 095	79 710
Variation des provisions	-20 338	-45 034
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-23 900	-41 009
Décote sur les produits restructurés		1 871
Récupérations sur prêts et créances amorties	3 562	4 212
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		-10 108
Coût du risque	-314 773	-271 812

COÛT DU RISQUE AU 31/12/2009

COÛT DU RISQUE DE LA PERIODE

(en milliers de DH)

	déc-09	déc-08
Dotations aux provisions	-1 282 692	-406 832
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 236 417	-292 231
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-3 454	-4 370
Autres provisions pour risques et charges	-42 821	-110 231
Reprises de provisions	203 082	472 249
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	132 058	345 612
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	3 240	216
Reprises des autres provisions pour risques et charges	67 784	126 421
Variation des provisions	-54 350	-154 413
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-65 530	-96 231
Décote sur les produits restructurés		-114 918
Récupérations sur prêts et créances amorties	11 180	56 736
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
Coût du risque	-1 133 960	-88 996

COÛT DU RISQUE AU 31/12/2008

COÛT DU RISQUE DE LA PERIODE

(en milliers de DH)

	déc-08	déc-07
Dotations aux provisions	-406 832	-1 056 624
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-292 231	-614 099
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-4 370	
Autres provisions pour risques et charges	-110 231	-442 525
Reprises de provisions	472 249	792 866
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	345 612	327 154
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	216	1 212
Reprises des autres provisions pour risques et charges	126 421	464 500
Variation des provisions	-154 413	-54 308
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-96 231	-106 740
Décote sur les produits restructurés	-114 918	31 986
Récupérations sur prêts et créances amorties	56 736	20 446
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
Coût du risque	-88 996	-318 066

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2009

En milliers de DH

	déc-09	déc-08
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	53 733	48 777
Plus-values de cession	98 483	94 449
Moins-value de cession	44 750	45 672
Titres de capitaux propres consolidés		
Plus-values de cession	0	
Moins-value de cession	0	
Gains ou pertes sur autres actifs	53 733	48 777

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2008

En milliers de DH

	déc-08	déc-07
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	48 777	4 620
Plus-values de cession	94 449	6 256
Moins-value de cession	45 672	1 636
Titres de capitaux propres consolidés		
Plus-values de cession		
Moins-value de cession		
Gains ou pertes sur autres actifs	48 777	4 620

**IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES AU 31/12/2009****2.8.1 Impôts courants et impôts différés**

(en milliers de DH)

	déc-09	déc-08
Impôts courants	527 064	602 944
Impôts différés	543 064	369 578
Actifs d'impôts courants et différés	1 070 128	972 522
Impôts courants	171 994	375 331
Impôts différés	1 069 008	935 381
Passifs d'impôts courants et différés	1 241 002	1 310 712

2.8.2 Charge nette de l'impôt sur les bénéfices

(en milliers de DH)

Charge d'impôts courants	-424 831	-575 106
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	82 180	-97 791
Charges nette de l'impôt sur les bénéfices	-342 651	-672 897

2.8.3 Le taux effectif d'impôt

	déc-09	déc-08
Résultat net	820 053	1 437 009
Charges d'impôt sur les bénéfices	-342 651	-672 897
Taux d'impôt effectif moyen	-41,8%	-46,8%

Analyse du taux effectif d'impôt

	déc-09	déc-08
Taux d'impôt en vigueur	37,0%	37,0%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	2,0%	2,0%
Imposition forfaitaire		
Différences permanentes		4,0%
Changement de taux		2,6%
Déficit reportable		-2,0%
Autres éléments	2,8%	3,2%
Taux d'impôt effectif moyen	41,8%	46,8%

**IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES AU 31/12/2008****2.8.1 Impôts courants et impôts différés**

(en milliers de DH)

	déc-08	déc-07
Impôts courants	602 944	357 743
Impôts différés	369 578	216 557
Actifs d'impôts courants et différés	972 522	574 300
Impôts courants	375 331	554 457
Impôts différés	935 381	531 587
Passifs d'impôts courants et différés	1 310 712	1 086 044

2.8.2 Charge nette de l'impôt sur les bénéfices

(en milliers de DH)

Charge d'impôts courants	-575 106	-762 499
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	-97 791	310 069
Charges nette de l'impôt sur les bénéfices	-672 897	-452 430

2.8.3 Le taux effectif d'impôt

	déc-08	déc-07
Résultat net	1 437 009	987 370
Charges d'impôt sur les bénéfices	-672 897	-452 430
Taux d'impôt effectif moyen	-46,8%	-45,8%

Analyse du taux effectif d'impôt

	déc-08	déc-07
Taux d'impôt en vigueur	37,0%	37,0%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	2,0%	2,0%
Imposition forfaitaire		
Différences permanentes	4,0%	3,5%
Changement de taux	2,6%	2,6%
Déficit reportable	-2,0%	-2,0%
Autres éléments	3,2%	2,7%
Taux d'impôt effectif moyen	46,8%	45,8%

AU 30/06/2010**3.1 INFORMATIONS SECTORIELLES**

L'information comptable et financière au sein du groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôles d'activité :

- Banque au Maroc : Bmce Bank Activité Maroc et Bmce Bank Off Shore
- Gestion d'actif : Bmce Capital, Bmce Capital Bourse, Bmce Capital Gestion, Casablanca Finance Market
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Mghrèbail, Maroc Factoring, Acmar
- Activités à l'International : Bmce Paris, Bmce International (Madrid), Banque de développement du Mali, La congolaise de Banque, MediCapital Bank, Bank Of Africa,
- Autres activités : Locasom, EAI, CID, Hanouty

3.2 INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNELS**3.2.1 Résultat par secteur opérationnel**

	Exercice 06/2010					
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIF	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
Marge d'Intérêt	1 227 444	579	276 553	(2 826)	885 191	2 386 941
Marge sur commission	315 707	92 215	4 352	0	259 306	671 580
Produits nets bancaires	1 864 620	139 966	287 405	52 771	1 408 168	3 752 930
Charge générale d'exploitation et	(1 102 669)	(114 236)	(75 448)	(23 962)	(891 020)	(2 207 335)
Résultat Brut d'exploitation	761 950	25 730	211 957	28 809	517 149	1 545 595
Charge ou Produit d'impôt sur le	(166 366)	(21 123)	(62 828)	(7 957)	(122 049)	(380 323)
Résultat Part du groupe	349 017	36 450	58 287	7 458	65 595	516 807

3.2.2 Actifs et passifs par secteur opérationnel

	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIF	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
TOTAL BILAN	121 794 486	402 615	11 681 761	403 454	37 708 965	171 991 281
ELEMENTS D'ACTIF		0	0	0	0	
ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE	654 158	14 720	16 950	17 077	732 528	1 435 433
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	71 802 822	10 277	11 205 607	0	19 229 475	102 248 181
PLACEMENTS DETENUS JUSQU'À ECHEANCE	2 646 238	0	27	0	4 324 536	6 970 801
ELEMENTS DU PASSIF		0	0	0	0	
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	91 930 066	0	826 686	0	27 372 827	120 129 579
FONDS PROPRES	7 796 292	76 946	1 092 876	98 985	3 359 610	12 424 709

4.2.3.3 Ventilation des prêts et créances sur les établissements de crédit par zone géographique

En milliers de DH

	juin-10			déc-09		
	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions
Maroc	12 798 958	0	0	13 751 656		
Europe	2 153 845	0	0	1 892 819		
Afrique	5 352 400	3 446	3 358	5 295 672	3 448	3 448
Total en principal	20 305 203	3 446	3 358	20 940 147	3 448	3 448
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan	20 305 203	3 446	3 358	20 940 147	3 448	3 448

AU 31/12/2009**3.1 INFORMATIONS SECTORIELLES**

L'information comptable et financière au sein du groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôle d'activité :

- Banque au Maroc : Bmce Bank Activité Maroc et Bmce Bank Off Shore
- Gestion d'actif : Bmce Capital, Bmce Capital Bourse, Bmce Capital Gestion, Casablanca Finance Market
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Mghrèbail, Maroc Factoring, Acmar
- Activités à l'International : Bmce Paris, Bmce International (Madrid), Banque de développement du Mali, La congolaise de Banque, MediCapital Bank, Bank Of Africa,
- Autres activités : Locasom, EAI, CID, Hanouty

3.2 INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNELS**3.2.1 Résultat par secteur opérationnel**

	Exercice 12/2009					TOTAL
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIF	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	
Marge d'Intérêt	2 123 202	(1 195)	577 195	(2 521)	1 560 423	4 257 104
Marge sur commission	615 722	105 283	5 584	0	495 325	1 221 914
Produits nets bancaires	3 126 354	183 198	582 172	114 367	2 407 862	6 413 953
Charge générale d'exploitation et	(2 069 447)	(219 115)	(129 366)	(70 512)	(1 699 098)	(4 187 538)
Résultat Brut d'exploitation	1 056 907	(35 917)	452 806	43 857	708 762	2 226 415
Charge ou Produit d'impôt sur le	(49 930)	(20 255)	(136 161)	(8 509)	(127 796)	(342 651)
Résultat Part du groupe	287 431	10 871	82 560	(12 601)	16 560	384 821

3.2.2 Actifs et passifs par secteur opérationnel

	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIF	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
TOTAL BILAN	123 922 397	353 433	9 319 958	282 661	34 527 220	168 405 669
ELEMENTS D'ACTIF						
ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE	1 026 860	15 057	8 205	20 137	483 830	1 554 089
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	63 618 992	246	10 666 169	0	19 307 355	93 592 762
PLACEMENTS DETENUS JUSQU'A ECHEANCE	2 712 405	0	27	0	3 655 496	6 367 928
ELEMENTS DU PASSIF						
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	96 265 848	0	692 038	0	25 538 186	122 496 072
FONDS PROPRES	4 722 232	73 884	1 090 304	102 458	3 236 976	9 225 854

4.2.3.3 Ventilation des prêts et créances sur les établissements de crédit par zone géographique

En milliers de DH

	déc-09			déc-08		
	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions
Maroc	13 751 656	0	0	11 717 177		
Europe	1 892 819	0	0	1 798 180		
Afrique	5 295 672	3 448	3 448	8 070 876		
Total en principal	20 940 147	3 448	3 448	21 586 233	0	0
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan	20 940 147	3 448	3 448	21 586 233	0	0

4.2.3.3 Ventilation des prêts et créances envers la clientèle par zone géographique

En milliers de DH

	déc-09			déc-08		
	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions
Maroc	72 981 076	4 389 436	3 085 106	58 375 619	3 346 951	2 359 278
Europe	2 814 334	3 798	0	9 836 348		
Afrique	16 371 650	1 361 333	1 243 759	16 472 997	1 010 042	973 287
Total en principal	92 167 060	5 754 567	4 328 865	84 684 964	4 356 993	3 332 565
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan	92 167 060	5 754 567	4 328 865	84 684 964	4 356 993	3 332 565

AU 31/12/2008**3.1 INFORMATIONS SECTORIELLES AU 31/12/2008**

L'information comptable et financière au sein du groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôle d'activité :

- Banque au Maroc : Bmce Bank Activité Maroc
- Gestion d'actif : Bmce Capital, Bmce Capital Bourse, Bmce Capital Gestion, Casablanca Finance Market
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Mghrébail, Maroc Factoring, Acmar
- Activités à l'International : Bmce Bank Off Shore, Bmce Paris, Bmce International (Madrid), Banque de développement du Mali, La congolaise de Banque, MediCapital Bank, Bank Of Africa,

3.2 INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNELS**3.2.1 Résultat par secteur opérationnel**

	Exercice 2008				
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIF	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
Marge d'Intérêt	2 150 636	(1 261)	514 494	1 461 057	4 124 926
Marge sur commission	579 957	143 648	2 802	423 903	1 150 310
Produits nets bancaires	2 901 771	252 716	520 446	2 343 527	6 018 460
Charge générale d'exploitation et dotations aux amortissements	(2 021 362)	(225 079)	(126 706)	(1 527 959)	(3 901 106)
Résultat d'exploitation	1 023 870	1 873	287 732	803 879	2 117 354
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	(335 236)	(33 814)	(132 102)	(171 745)	(672 897)
Résultat Part du groupe	570 741	48 765	140 193	70 743	830 442

3.2.2 Actifs et passifs par secteur opérationnel

	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIF	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
TOTAL BILAN	110 386 335	353 927	8 588 829	31 131 754	150 460 845
ELEMENTS D'ACTIF					
ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE	991 008	14 552	41 909	349 277	1 396 746
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	59 363 292		9 836 348	16 509 752	85 709 392
PLACEMENTS DETENUS JUSQU'A ECHEANCE	2 138 999	480	27	3 788 919	5 928 425
ELEMENTS DU PASSIF					
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	89 124 033		709 333	23 616 380	113 449 746
FONDS PROPRES	4 833 635	115 985	1 047 663	2 267 565	8 264 848

4.2.3.3 Ventilation des prêts et créances sur les établissements de crédit par zone géographique

En milliers de DH

	déc-08			déc-07		
	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions
Maroc	11 717 177			17 459 405		
Europe	1 798 180			921 810		
Afrique	8 070 876			1 338 971		
Total en principal	21 586 233	0	0	19 720 186	0	0
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan	21 586 233	0	0	19 720 186	0	0

4.2.3.3 Ventilation des prêts et créances envers la clientèle par zone géographique

En milliers de DH

	déc-08			déc-07		
	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions
Maroc	58 375 619	3 346 951	2 359 278	48 034 504	3 046 470	2 049 494
Europe	9 836 348			8 923 166		
Afrique	16 472 997	1 010 042	973 287	1 026 051	20 678	16 167
Total en principal	84 684 964	4 356 993	3 332 565	57 983 721	3 067 148	2 065 661
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan	84 684 964	4 356 993	3 332 565	57 983 721	3 067 148	2 065 661



ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT au 30/06/2010

(en milliers de DH)

	30/06/10			31/12/09		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	5 846 808	0	5 846 808	8 124 106	0	8 124 106
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	5 345 533		5 345 533	8 086 118		8 086 118
Autres titres de créances négociables	501 275		501 275	37 988		37 988
Obligations	200 678	0	200 678	137 130	0	137 130
Obligations d'Etat				23 000		23 000
Autres obligations	200 678		200 678	114 130		114 130
Actions et autres titres à revenu variable	17 336 172	0	17 336 172	14 863 477	0	14 863 477
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	703	0	703	542	0	542
Instruments dérivés de cours de change			0	0		0
Instruments dérivés de taux d'intérêt	703		703	542		542
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	23 384 361	0	23 384 361	23 125 255	0	23 125 255
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	0	0	0	0	0	0
Etablissements de crédit						
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	492	0	492	0	0	0
Instruments dérivés de cours de change	492		492			0
Instruments dérivés de taux d'intérêt			0			0
Instruments dérivés sur actions			0			0
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	492	0	492	0	0	0
			1			0
			0			0

REPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHE OU DE MODELE UTILISE POUR LA VALORISATION

	30/06/10				31/12/09			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	TOTAL	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	23 384 360			23 384 360	23 125 255			23 125 255
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	492							
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option								

ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-12-09			31-12-08		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	8 124 106	0	8 124 106	5 808 584	0	5 808 584
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	8 086 118		8 086 118	5 379 613		5 379 613
Autres titres de créances négociables	37 988		37 988	428 971		428 971
Obligations	137 130	0	137 130	704 645	0	704 645
Obligations d'Etat	23 000		23 000	135 794		135 794
Autres obligations	114 130		114 130	568 851		568 851
Actions et autres titres à revenu variable	14 863 477	0	14 863 477	10 317 505	0	10 317 505
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	542	0	542	0	0	0
Instruments dérivés de cours de change				0		0
Instruments dérivés de taux d'intérêt	542		542			
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	23 125 255	0	23 125 255	16 830 734	0	16 830 734
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	0	0	0	0	0	0
Etablissements de crédit						
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre	0	0	0	280	0	280
Instruments financiers dérivés de transactions						
Instruments dérivés de cours de change			0	1 335		1 335
Instruments dérivés de taux d'intérêt			0	67		67
Instruments dérivés sur actions			0	-1 122		-1 122
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	0	0	0	280	0	280

REPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODELE UTILISE POUR LA VALORISATION

	31-12-09				31-12-08			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	TOTAL	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	23 125 255			23 125 255	16 830 734			16 830 734
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option								

ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	31-12-08			31-12-07		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	5 808 584	0	5 808 584	3 295 065	0	3 295 065
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	5 379 613		5 379 613	3 132 612		3 132 612
Autres titres de créances négociables	428 971		428 971	162 453		162 453
Obligations	704 645	0	704 645	2 118 789	0	2 118 789
Obligations d'Etat	135 794		135 794	246 926		246 926
Autres obligations	568 851		568 851	1 871 863		1 871 863
Actions et autres titres à revenu variable	10 317 505	0	10 317 505	4 249 464	0	4 249 464
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de cours de change	0		0	0		0
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	16 830 734	0	16 830 734	9 663 318	0	9 663 318
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	0	0	0	0	0	0
Etablissements de crédit						
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre	280	0	280	747	0	747
Instruments financiers dérivés de transactions	280	0	280	747	0	747
Instruments dérivés de cours de change	1 335		1 335	747		747
Instruments dérivés de taux d'intérêt	67		67			
Instruments dérivés sur actions	-1 122		-1 122			
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	280	0	280	747	0	747

REPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHE OU DE MODELE UTILISE POUR LA VALORISATION

	30-06-08				31-12-07			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	TOTAL	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	16 830 734			16 830 734	9 663 318			9 663 318
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option								

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE A LA VENTE au 30/06/2010

(en milliers de DH)

	juin-10	décembre-09
Titres de créance négociables	0	0
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	0	0
Obligations d'Etat		
Autres Obligations		
Actions et autres titres à revenu variable	1 545 407	1 674 351
dont titres cotés	397 098	417 843
dont titres non cotés	1 148 309	1 256 508
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	1 545 407	1 674 351
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-109 974	-120 262
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable	-109 974	-120 262
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	1 435 433	1 554 089
dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations		

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE A LA VENTE AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	décembre-09	décembre-08
Titres de créance négociables	0	0
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	0	0
Obligations d'Etat		
Autres Obligations		
Actions et autres titres à revenu variable	1 674 351	1 396 746
dont titres cotés	417 843	271 860
dont titres non cotés	1 256 508	1 124 886
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	1 674 351	1 396 746
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-120 262	0
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable	-120 262	
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	1 554 089	1 396 746
dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations		

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE A LA VENTE AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	décembre-08	décembre-07
Titres de créance négociables	0	0
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	0	0
Obligations d'Etat		
Autres Obligations		
Actions et autres titres à revenu variable	1 396 746	1 015 111
dont titres cotés	271 860	337 142
dont titres non cotés	1 124 886	677 969
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	1 396 746	1 015 111
dont gains et pertes latents		
dont titres à revenu fixe		
dont titres prêtés		
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	0	0
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable		
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	1 396 746	1 015 111
dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations		



OPERATIONS INTERBANCAIRES, CREANCES ET DETTES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT au 30/06/2010

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (en milliers de DH)

	30-juin-10	31-déc-09
Comptes à vue	4 585 314	5 179 545
Prêts	15 714 352	15 364 045
Opérations de pension	8 983	400 005
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	20 308 649	20 943 595
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-3 358	-3 448
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	20 305 291	20 940 147
	0	0

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	30-juin-10	31-déc-09
Comptes à vue	1 833 155	2 178 611
Emprunts	10 160 513	8 448 615
opérations de pension	3 806 090	2 657 558
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	15 799 758	13 284 784

OPERATIONS INTERBANCAIRES, CREANCES ET DETTES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 31/12/2009

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
Comptes à vue	5 179 545	7 096 508
Prêts	15 364 045	14 037 045
Opérations de pension	400 005	452 680
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	20 943 595	21 586 233
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-3 448	
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	20 940 147	21 586 233

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	31-déc-09	31-déc-08
Comptes à vue	2 178 611	2 069 331
Emprunts	8 448 615	8 310 722
opérations de pension	2 657 558	2 267 063
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	13 284 784	12 647 116

OPERATIONS INTERBANCAIRES, CREANCES ET DETTES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 31/12/2008

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (en milliers de DH)

	31-déc-08	31-déc-07
Comptes à vue	7 096 508	6 101 252
Prêts	14 037 045	13 118 934
Opérations de pension	452 680	500 000
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	21 586 233	19 720 186
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit		
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	21 586 233	19 720 186

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	31-déc-08	31-déc-07
Comptes à vue	2 069 331	2 581 050
Emprunts	8 310 722	6 562 549
opérations de pension	2 267 063	0
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	12 647 116	9 143 599

PRÊTS, CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE au 30/06/2010**PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE**

(en milliers de DH)

	30-juin-10	31-déc-09
Comptes ordinaires débiteurs	16 073 266	15 338 894
Prêts consentis à la clientèle	76 947 184	72 513 141
Opérations de pension	5 368 637	2 044 922
Opérations de location-financement	8 357 690	8 024 670
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	106 746 777	97 921 627
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-4 498 596	-4 328 865
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	102 248 181	93 592 762

Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique

En milliers de DH

	30-juin-10	31-déc-09
Banque au Maroc	71 802 821	63 618 992
Services Financiers Spécialisés	11 205 607	10 666 169
Activités à l'international	19 229 476	19 307 355
Gestion d'actifs	10 277	246
Autres Activités	0	0
Total en principal	102 248 181	93 592 762
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	102 248 181	93 592 762

Ventilation des créances sur la clientèle par zone géographique

En milliers de DH

	30-juin-10	31-déc-09
Maroc	83 018 705	74 285 406
Afrique	16 784 928	16 489 224
Europe	2 444 548	2 818 132
Total en principal	102 248 181	93 592 762
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	102 248 181	93 592 762

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

(en milliers de DH)

	30-juin-10	31-déc-09
Comptes ordinaires créditeurs	50 105 173	56 118 940
Comptes à terme	42 263 758	41 086 369
Comptes d'épargne	17 103 676	16 119 692
Bons de caisse	4 616 881	4 025 282
Opérations de pension	6 040 091	5 145 789
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	120 129 579	122 496 072

Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique

En milliers de DH

	30-juin-10	31-déc-09
Banque au Maroc	91 930 065	96 265 848
Services Financiers Spécialisés	826 687	692 038
Activités à l'international	27 372 827	25 538 186
Gestion d'actifs	0	0
Autres Activités	0	0
Total en principal	120 129 579	122 496 072
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	120 129 579	122 496 072

0

0

Ventilation des dettes sur la clientèle par zone géographique

En milliers de DH

	30-juin-10	31-déc-09
Maroc	92 756 752	96 957 885
Afrique	26 386 911	24 644 711
Europe	985 916	893 476
Total en principal	120 129 579	122 496 072
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	120 129 579	122 496 072

PRÊTS, CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2009**PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE**

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
Comptes ordinaires débiteurs	15 338 894	13 437 216
Prêts consentis à la clientèle	72 513 141	67 220 881
Opérations de pension	2 044 922	1 445 847
Opérations de location-financement	8 024 670	6 938 013
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	97 921 627	89 041 957
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-4 328 865	-3 332 565
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	93 592 762	85 709 392

Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique

En milliers de DH

	31-déc-09	31-déc-08
Banque au Maroc	63 618 992	59 363 292
Services Financiers Spécialisés	10 666 169	9 836 347
Activités à l'international	19 307 355	16 509 753
Gestion d'actifs	246	
Autres Activités	0	
Total en principal	93 592 762	85 709 392
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	93 592 762	85 709 392

Ventilation des créances sur la clientèle par zone géographique

En milliers de DH

	31-déc-09	31-déc-08
Maroc	74 285 406	69 199 639
Afrique	16 489 224	14 662 236
Europe	2 818 132	1 847 517
Total en principal	93 592 762	85 709 392
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	93 592 762	85 709 392

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
Comptes ordinaires créditeurs	56 118 940	49 269 587
Comptes à terme	41 086 369	44 323 025
Comptes d'épargne	16 119 692	11 640 128
Bons de caisse	4 025 282	3 946 971
Opérations de pension	5 145 789	4 270 035
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	122 496 072	113 449 746

Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique

En milliers de DH

	31-déc-09	31-déc-08
Banque au Maroc	96 265 848	89 124 032
Services Financiers Spécialisés	692 038	709 333
Activités à l'international	25 538 186	23 616 381
Gestion d'actifs	0	
Autres Activités	0	
Total en principal	122 496 072	113 449 746
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	122 496 072	113 449 746

Ventilation des dettes sur la clientèle par zone géographique

En milliers de DH

	31-déc-09	31-déc-08
Maroc	96 957 885	89 833 365
Afrique	24 644 711	22 218 247
Europe	893 476	1 398 134
Total en principal	122 496 072	113 449 746
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	122 496 072	113 449 746

PRÊTS, CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2008**PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE**

(en milliers de DH)

	31-déc-08	30-déc-07
Comptes ordinaires débiteurs	13 437 216	12 538 455
Prêts consentis à la clientèle	67 220 881	40 623 394
Opérations de pension	1 445 847	1 631 036
Opérations de location-financement	6 938 013	6 257 984
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	89 041 957	61 050 869
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-3 332 565	-2 065 661
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	85 709 392	58 985 208

Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique

En milliers de DH

	31-déc-08	30-déc-07
Banque au Maroc	59 363 292	49 031 480
Services Financiers Spécialisés	9 836 347	8 923 166
Activités à l'international	16 509 753	1 030 562
Gestion d'actifs		
Total en principal	85 709 392	58 985 208
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	85 709 392	58 985 208

Ventilation des créances sur la clientèle par zone géographique

En milliers de DH

	31-déc-08	30-déc-07
Maroc	69 199 639	57 954 646
Afrique	14 662 236	580 056
Europe	1 847 517	450 506
Total en principal	85 709 392	58 985 208
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	85 709 392	58 985 208

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

(en milliers de DH)

	31-déc-08	30-déc-07
Comptes ordinaires créditeurs	49 269 587	41 277 769
Comptes à terme	44 323 025	23 817 614
Comptes d'épargne à taux administré	11 640 128	12 420 227
Bons de caisse	3 946 971	4 453 521
Opérations de pension	4 270 035	
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	113 449 746	81 969 131

Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique

En milliers de DH

	31-déc-08	30-déc-07
Banque au Maroc	89 124 032	78 099 218
Services Financiers Spécialisés	709 333	604 013
Activités à l'international	23 616 381	3 265 900
Gestion d'actifs		
Total en principal	113 449 746	81 969 131
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	113 449 746	81 969 131

Ventilation des dettes sur la clientèle par zone géographique

En milliers de DH

	31-déc-08	30-déc-07
Maroc	89 833 365	78 703 231
Afrique	22 218 247	1 964 584
Europe	1 398 134	1 301 316
Total en principal	113 449 746	81 969 131
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	113 449 746	81 969 131

DETTE REPRÉSENTÉE PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE au 30/06/2010

(en milliers de DH)

	30-juin-10	31-déc-09
Autres dettes représentées par un titre	10 368 902	8 501 072
titres de créances négociables	10 368 902	8 501 072
emprunts obligataires		
Dettes subordonnées	4 193 742	4 247 262
Emprunt subordonnés	4 193 742	4 247 262
à durée déterminée	4 193 742	4 247 262
à durée indéterminée		
Titres subordonnés	769 720	791 280
à durée déterminée		
à durée indéterminée	769 720	791 280
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	54 041	81 280
Total	15 386 405	13 620 894

DETTE REPRÉSENTÉE PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
Autres dettes représentées par un titre	8 501 072	4 587 442
titres de créances négociables	8 501 072	4 587 442
emprunts obligataires		
Dettes subordonnées	4 247 262	3 290 060
Emprunt subordonnés	4 247 262	3 290 060
à durée déterminée	4 247 262	3 290 060
à durée indéterminée		
Titres subordonnés	791 280	789 172
à durée déterminée		
à durée indéterminée	791 280	789 172
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	81 280	76 516
Total	13 620 894	8 743 190

DETTE REPRÉSENTÉE PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	30-juin-08	31-déc-07
Autres dettes représentées par un titre	4 587 442	816 407
titres de créances négociables	4 587 442	816 407
emprunts obligataires		
Dettes subordonnées	3 290 060	1 002 576
Emprunt subordonnés	3 290 060	1 002 576
à durée déterminée	3 290 060	1 002 576
à durée indéterminée		0
Titres subordonnés	789 172	0
à durée déterminée		
à durée indéterminée	789 172	
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	76 516	
Total	8 743 190	1 818 983

ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À L'ECHEANCE 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
Titres de créance négociables	5 673 267	5 928 425
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	5 237 756	4 748 069
Autres titres de créance négociables	435 511	1 180 356
Obligations	694 661	0
Obligations d'Etat		
Autres Obligations	694 661	
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À LEUR ECHEANCE	6 367 928	5 928 425

ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À L'ECHEANCE AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	31-déc-08	31-déc-07
Titres de créance négociables	5 928 425	1 933 265
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	4 748 069	1 867 615
Autres titres de créance négociables	1 180 356	65 650
Obligations	0	0
Obligations d'Etat		
Autres Obligations		
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À LEUR ECHEANCE	5 928 425	1 933 265

IMPÔTS COURANTS ET DIFFERES AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
Impôts courants	527 064	602 944
impôts différés	543 064	369 578
Actifs d'impôts courants et différés	1 070 128	972 522
Impôts courants	171 994	375 331
impôts différés	1 069 008	935 381
Passifs d'impôts courants et différés	1 241 002	1 310 712

IMPÔTS COURANTS ET DIFFERES AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	31-déc-08	31-déc-07
Impôts courants	602 944	357 743
impôts différés	369 578	216 557
Actifs d'impôts courants et différés	972 522	574 300
Impôts courants	375 331	554 457
impôts différés	935 381	531 587
Passifs d'impôts courants et différés	1 310 712	1 086 044

COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	3 086	1 998
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	8 071	95 966
Comptes d'encaissement	329 226	1 507 691
Part des réassureurs dans les provisions techniques		
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	244 114	281 272
Autres débiteurs et actifs divers	2 984 163	2 323 726
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	3 568 660	4 210 653
Dépôts de garantie reçus	26 597	19 676
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	4 684 858	3 034 429
Comptes d'encaissement	654 997	1 014 679
charges à payer et produits constatés d'avance	529 596	662 367
Autres créditeurs et passifs divers	2 340 523	988 350
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	8 236 571	5 719 501

COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	31-déc-08	31-déc-07
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	1 998	24 326
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	95 966	517 610
Comptes d'encaissement	1 507 691	340 729
Part des réassureurs dans les provisions techniques	0	0
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	281 272	227 373
Autres débiteurs et actifs divers	2 323 726	1 729 004
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	4 210 653	2 839 042
Dépôts de garantie reçus	19 676	0
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	3 034 429	89 960
Comptes d'encaissement	1 014 679	1 473 930
charges à payer et produits constatés d'avance	662 367	1 563 216
Autres créditeurs et passifs divers	988 350	1 537 540
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	5 719 501	4 664 646



PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
ACMAR	15 103	13 315
Banque de Développement du Mali	145 070	135 481
Casablanca Finance Markets	42 859	42 641
Eurafric	4 603	
Hanouty	33 053	
Société Conseil Ingénierie et Développement	86 362	
Participations dans sociétés mises en équivalences chez BOA	35 854	
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	362 904	191 437

Données financières publiées en normes comptables locales par les principales sociétés mises en équivalence

(en milliers de DH)

	Total du bilan Décembre 2009	Produit net bancaire- chiffre d'affaires Décembre 2009	Résultat net part du groupe Décembre 2009
ACMAR	266 550	51 737	1 788
Banque de Développement du Mali	6 335 825	313 327	15 900
Casablanca Finance Markets	437 191	6 111	764
Eurafric	140 272	55 175	332
Hanouty	112 200	97 099	-33 342
Société Conseil Ingénierie et Développement	363 167	228 597	11 266

PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE AU 31/12/2008

Les participations du groupe dans les sociétés mises en équivalence supérieures à 153,8 millions de dirhams:

(en milliers de DH)

	31-déc-08	31-déc-07
ACMAR	13 315	11 581
Banque de Développement du Mali	135 481	129 813
Casablanca Finance Markets	42 641	43 183
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	191 437	184 577

Données financières publiées en normes comptables locales par les principales sociétés mises en équivalence

(en milliers de DH)

	Total du bilan Décembre 2008	Produit net bancaire- chiffre d'affaires Décembre 2008	Résultat net part du groupe Décembre 2008
ACMAR	261 810	59 774	1 734
Banque de Développement du Mali	5 522 913	230 162	18 044
Casablanca Finance Markets	330 327	5 360	636



IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION au 30/06/2010

(en milliers de DH)

	30-juin-10			31-déc-09		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	7 325 461	2 904 967	4 420 494	7 051 066	2 825 310	4 225 756
Terrains et constructions	2 561 039	446 020	2 115 019	2 517 780	472 289	2 045 491
Equipement, Mobilier, Installations	2 341 700	970 944	1 370 756	2 740 707	1 296 882	1 443 825
Biens mobiliers donnés en location	486 675	164 031	322 644			
Autres immobilisations	1 936 047	1 323 972	612 075	1 792 579	1 056 139	736 440
Immobilisations incorporelles	1 120 743	473 662	647 081	1 051 322	408 978	642 344
Logiciels informatiques acquis	0	0	0	581 858	96 102	485 756
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	0	0	0			
Autres immobilisations incorporelles	1 120 743	473 662	647 081	469 464	312 876	156 588
Immeubles de placements	571 048	39 628	531 420	546 548	37 558	508 990

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09			31-déc-08		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	7 051 066	2 825 310	4 225 756	5 999 141	2 429 073	3 570 068
Terrains et constructions	2 517 780	472 289	2 045 491	2 826 365	452 190	2 374 175
Equipement, Mobilier, Installations	2 740 707	1 296 882	1 443 825	2 115 076	1 325 908	789 168
Biens mobiliers donnés en location						0
Autres immobilisations	1 792 579	1 056 139	736 440	1 057 700	650 975	406 725
Immobilisations incorporelles	1 051 322	408 978	642 344	853 699	305 751	547 948
Logiciels informatiques acquis	581 858	96 102	485 756	598 375	241 840	356 535
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	469 464	312 876	156 588	255 324	63 911	191 413
Immeubles de placements	546 548	37 558	508 990	537 548	32 472	505 076

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	31-déc-08			31-déc-07		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	5 999 141	2 429 073	3 570 068	4 182 767	1 837 039	2 345 728
Terrains et constructions	2 826 365	452 190	2 374 175	1 865 732	239 376	1 626 356
Equipement, Mobilier, Installations	2 115 076	1 325 908	789 168	1 324 964	928 963	396 001
Biens mobiliers donnés en location						0
Autres immobilisations	1 057 700	650 975	406 725	992 071	668 700	323 371
Immobilisations incorporelles	853 699	305 751	547 948	460 762	192 607	268 155
Logiciels informatiques acquis	598 375	241 840	356 535	355 686	123 962	231 724
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	255 324	63 911	191 413	105 076	68 645	36 431
Immeubles de placements	537 548	32 472	505 076	506 748	30 866	475 882

ECARTS D'ACQUISITION au 30/06/2010

(en milliers de DH)

	30-juin-10	31-déc-09
Valeur brute comptable en début de période	485 515	249 969
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période		
Valeur nette comptable en début de période	485 515	249 969
Acquisitions	19 058	235 546
Cessions		
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Écarts de conversion		
Filiales précédemment mises en équivalence		
Autres mouvements		
Valeur brute comptable en fin de période	504 573	485 515
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période		
VALEUR NETTE COMPTABLE EN FIN DE PÉRIODE	504 573	485 515

Les écarts d'acquisition se répartissent par pôles de la manière suivante :

(en milliers de DH)

	Valeur nette comptable 06/2010	Valeur nette comptable 12/2009
Maghrébail	10 617	10 617
Banque de développement du Mali	3 588	3 588
SALAFIN	5 174	5 174
Maroc Factoring	1 703	1 703
Bmce Capital Bourse	2 618	2 618
Bmce International (Madrid)	3 354	3 354
Bank Of Africa	207 863	207 863
LOCASOM	98 725	98 725
Hanouty	102 523	102 523
CID	14 555	16 773
Autres	53 853	32 577
TOTAL GROUPE	504 573	485 515

ECARTS D'ACQUISITION AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
Valeur brute comptable en début de période	249 969	26 086
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période		
Valeur nette comptable en début de période	249 969	26 086
Acquisitions	235 546	213 037
Cessions		
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Écarts de conversion		
Filiales précédemment mises en équivalence		
Autres mouvements		10 846
Valeur brute comptable en fin de période	485 515	249 969
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période		
VALEUR NETTE COMPTABLE EN FIN DE PÉRIODE	485 515	249 969

Les écarts d'acquisition se répartissent par pôles de la manière suivante :

(en milliers de DH)

	Valeur nette comptable 12/2009	Valeur nette comptable 12/2008
Maghrébail	10 617	10 618
Banque de développement du Mali	3 588	3 588
SALAFIN	5 174	5 174
Maroc Factoring	1 703	1 703
Bmce Capital Bourse	2 618	2 618
Bmce International (Madrid)	3 354	3 354
Bank Of Africa	207 863	223 015
LOCASOM	98 725	
Hanouty	102 523	
CID	16 773	
Autres	32 577	-101
TOTAL GROUPE	485 515	249 969

ECARTS D'ACQUISITION AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	31-déc-08	31-déc-07
Valeur brute comptable en début de période	26 086	21 297
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période		
Valeur nette comptable en début de période	26 086	21 297
Acquisitions	213 037	4 789
Cessions		
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Écarts de conversion		
Filiales précédemment mises en équivalence		
Autres mouvements	10 846	
Valeur brute comptable en fin de période	249 969	26 086
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période		
VALEUR NETTE COMPTABLE EN FIN DE PÉRIODE	249 969	26 086

Les écarts d'acquisition se répartissent par pôles de la manière suivante :

(en milliers de DH)

	Valeur nette comptable 2008	Valeur nette comptable 2007
Maghrébail	10 618	10 618
Banque de développement du Mali	3 588	3 588
SALAFIN	5 174	
Maroc Factoring	1 703	1 703
Bmce Capital Bourse	2 618	2 618
Bmce International (Madrid)	3 354	3 354
Bank Of Africa	223 015	0
Autres	-101	4 205
TOTAL GROUPE	249 969	26 086

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES au 30/06/2010

(en milliers de DH)

	30-juin-10	31-déc-09
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	300 492	325 453
Dotations aux provisions	48 270	60 258
Reprises de provisions	-15 259	-85 219
Utilisation des provisions	-3 247	
Incidence de la consolidation de		
Variation des parités monétaires et divers	-1 854	
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	328 402	300 492

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	325 453	272 753
Dotations aux provisions	60 258	83 547
Reprises de provisions	-85 219	-30 847
Utilisation des provisions		
Incidence de la consolidation de		
Variation des parités monétaires et divers		
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	300 492	325 453

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	31-déc-07	31-déc-07
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	272 753	227 710
Dotations aux provisions	83 547	46 766
Reprises de provisions	-30 847	-1 723
Utilisation des provisions		
Incidence de la consolidation de		
Variation des parités monétaires et divers		0
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	325 453	272 753

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08	
Engagements de financements donnés	15 296 720	16 995 140	Contrôle
Aux établissements de crédit	866 886	177 402	0
A la clientèle	14 429 834	16 817 738	0
Ouverture de crédit			
Autre engagements en faveur de la clientèle			
Total des engagements de financement donnés			
Engagements de financement reçus	1 826 644	1 217 679	
des établissements de crédit	1 616 285	1 217 679	0
de la clientèle	210 359		

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	déc-08	Dec -07
Engagements de financements donnés	16 995 140	23 560 109
Aux établissements de crédit	177 402	34 144
A la clientèle	16 817 738	23 525 965
Ouverture de crédit		
Autre engagements en faveur de la clientèle		
Total des engagements de financement donnés	16 995 140	23 560 109
Engagements de financement reçus	1 217 679	231 937
des établissements de crédit	1 217 679	231 937
de la clientèle		

ENGAGEMENTS DE GARANTIE AU 31/12/2009

(en milliers de DH)

	31-déc-09	31-déc-08
Engagements de garantie donnés	14 312 792	12 947 474
D'ordre des établissements de crédit	4 501 171	3 245 859
D'ordre de la clientèle	9 811 621	9 701 615
Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
Autres garanties d'ordre à la clientèle		
Engagements de garantie reçus	22 431 855	18 868 816
des établissements de crédit	21 666 747	18 026 953
de l'état et d'autres organismes de garantie	765 108	841 863

ENGAGEMENTS DE GARANTIE AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	31-déc.-08	31-déc.-07
Engagements de garantie donnés	12 947 474	8 504 329
D'ordre des établissements de crédit	3 245 859	2 593 172
D'ordre de la clientèle	9 701 615	5 911 157
Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
Autres garanties d'ordre à la clientèle		
Engagements de garantie reçus	18 868 816	4 933 773
des établissements de crédit	18 026 953	4 336 776
de l'état et d'autres organismes de garantie	841 863	596 997

REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL AU 31/12/2009

7.1 Descriptif de la méthode d'évaluation

Les avantages aux personnels comptabilisés correspondent à la médaille de travail et à l'indemnité fin de carrière.
L'évaluation de l'engagement relatif à ces deux avantages a été réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées, préconisée par IAS 19

7.2 SYNTHÈSE DES PROVISIONS ET DESCRIPTION DES RÉGIMES EXISTANTS

7.2.1 Provisions au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme accordés aux salariés

(En dh)

	31-déc-08	31-déc-09
Provision pour indemnités de retraite et assimilées	206 691 897	218 405 340
Provision pour prime spéciale d'ancienneté		
Autres provisions		
TOTAL		

7.2.2 Hypothèses de base des calculs

En pourcentage	31-déc-08	31-déc-09
Taux d'actualisation	4,25%	4,50%
Taux d'évolution des salaires	5%	4%
Taux de rendement des actifs	N/A	N/A
Autres	11%	11%
TOTAL		

7.3 COÛT DES RÉGIMES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

	31-déc-08	31-déc-09
Charge normale de l'exercice	13 397 562	14 091 793
Charge d'intérêt	8 584 443	8 968 788
Rendements attendus des fonds		
Amortissement des écarts actuariels		
Amortissement des gains et pertes nettes	17 508	696 288
Indemnités supplémentaires		
Autre		
Coût net de la période	21 999 513	23 756 869
Dont coût relatif aux indemnités de retraite et assimilées		
Dont autres...		

7.4 ÉVOLUTION DE LA PROVISION INSCRITE AU BILAN

	31-déc-08	31-déc-09
Dette actuarielle d'ouverture	203 940 825	206 691 897
Charge normale de l'exercice	13 397 562	14 091 793
Charge d'intérêt	8 584 443	8 968 788
Écarts d'expérience		
Autres écarts actuariels		
Amortissement des gains et pertes nettes	17 508	696 288
Prestations versées	- 19 248 439	- 12 043 426
Indemnités supplémentaires		
Autre		
Dette actuarielle de clôture	206 691 897	218 405 340
Dont coût relatif aux indemnités de retraite et assimilées		
Dont autres...		

REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL AU 31/12/2008

7.1 FRAIS DE PERSONNEL

Montant des frais de personnel

7.2 SYNTHESE DES PROVISIONS ET DESCRIPTION DES REGIMES EXISTANTS

7.2.1 Provisions au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme accordés aux salariés

(En dh)

	1er janvier 2007	31 décembre 2007	31 décembre 2008
Provision pour indemnités de retraite et assimilées	202 553 417	203 940 823	206 691 897
Provision pour prime spéciale d'ancienneté			
Autres provisions			
TOTAL			

7.2.2 Régimes auxquels est soumis le Groupe

Description des régimes auxquels le Groupe est soumis : régime de retraite de base, régimes à cotisations définies, régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (indemnités de fin de carrière...)...

7.2.3 Hypothèses de base des calculs

En pourcentage	1er janvier 2007	31 décembre 2007	31 décembre 2008
Taux d'actualisation	3,75% - 4%	3,75% - 4%	4,25%
Taux d'évolution des salaires	5%	5%	5%
Taux de rendement des actifs	N/A	N/A	N/A
Autres	11%	11%	111%
TOTAL			

7.3 COÛT DES REGIMES POSTERIEURS A L'EMPLOI

	2007	2008
Charge normale de l'exercice	12 628 676	13 397 562
Charge d'intérêt	7 773 182	8 584 443
Rendements attendus des fonds		
Amortissement des écarts actuariels		
Amortissement des gains et pertes nettes		17 508
Indemnités supplémentaires		
Autre		
Coût net de la période	20 401 858	21 999 513
Dont coût relatif aux indemnités de retraite et assimilées		
Dont autres...		

7.4 EVOLUTION DE LA PROVISION INSCRITE AU BILAN

7.4.1 Evolution de la dette actuarielle

	2007	2008
Dette actuarielle d'ouverture	202 553 417	203 940 823
Charge normale de l'exercice	12 628 676	13 397 562
Charge d'intérêt	7 773 182	8 584 443
Ecarts d'expérience		
Autres écarts actuariels		
Prestations versées	- 19 014 452	- 19 230 931
Indemnités supplémentaires		
Autre		
Dette actuarielle de clôture	203 940 823	206 691 897
Dont coût relatif aux indemnités de retraite et assimilées		
Dont autres...		

8.1 EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION au 30/06/2010

	juin-10	déc-09
CAPITAL (dh)	1 587 513 900	1 587 513 900
Nbre Actions	158 751 390	158 751 390
Resultat Part groupe (dh)	516 807 000	384 821 000
Resultat par Action (dh)	3,3	2,4

**8.1 EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION AU 31/12/2009**

	déc-08	déc-09
CAPITAL (dh)	1 587 513 900	1 587 513 900
Nbre Actions	158 751 390	158 751 390
Resultat Part groupe (dh)	830 442 000	384 821 000
Resultat par Action (dh)	5,2	2,4

8.1 EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION AU 31/12/2008

	déc-07	déc-08
CAPITAL (dh)	1 587 513 900	1 587 513 900
Nbre Actions	15 875 139	158 751 390
Resultat Part groupe (dh)	853 033 000	830 442 000
Resultat par Action (dh) (1)	53,7	5,2

(1) le Nominal est ramené de 100 dh à 10 dh l'action courant l'exercice 2008

8.2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION au 30/06/2010

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaire	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actif	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	35,90%	35,90%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	73,87%	73,87%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL MADRID	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DES BANQUES	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
MEDI CAPITAL PLC	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	46,89%	46,89%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	76,00%	72,15%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E
CASABLANCA FINANCE MARKETS	Banque d'Affaire	33,33%	33,33%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
HANOUTY	Distribution	45,55%	45,55%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	38,90%	38,90%	M E E

8.2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31/12/2009

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaire	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actif	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	35,90%	35,90%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	73,87%	73,87%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL MADRID	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DES BANQUES	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
MEDI CAPITAL PLC	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	42,50%	42,50%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	76,00%	72,15%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E
CASABLANCA FINANCE MARKETS	Banque d'Affaire	33,33%	33,33%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
HANOUTY	Distribution	45,55%	45,55%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	38,90%	38,90%	M E E

8.2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31/12/2008

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque	100,00%	100,00%	Mère
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	75,00%	75,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	35,90%	35,90%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaire	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actif	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
MEDI CAPITAL PLC	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	42,50%	42,50%	I.G.
CASABLANCA FINANCE MARKETS	Banque d'Affaire	33,33%	33,33%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E

8.3 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES AU 31/12/2009

Courant l'exercice 2009, BMCE Bank a procédé à l'acquisition de 45,55% du capital de la société de distribution HANOUTY SHOP au prix de 107,5 MMAD et de 70% de la société LOCASOM SA pour 216 MMAD.

Le Goodwill dégagé, hors retraitement à la juste valeur de la situation nette, est de 102,5 MMAD pour le titre HANOUTY SHOP et de 121,6 MMAD pour le titre LOCASOM SA

La norme IFRS 3, qui s'applique dans le cas d'une prise de contrôle d'une société par une autre, prévoit que le Goodwill est déterminé par l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part de l'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur de la situation nette. L'application de cette norme a généré un Goodwill d'un montant de 98,7 Kmad relatif au titre LOCASOM.

8.3 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES AU 31/12/2008

En Mars 2008, BMCE Bank a procédé à la prise de participation de 35% de la Bank Of Africa au prix de 415 MMAD. Et en Juillet 2008 une acquisition complémentaire de 7,5%.

La BOA détient un large périmètre de consolidation regroupant vingt cinq entités.

L'entrée du groupe BOA dans le périmètre de consolidation du groupe BMCE a contribué à une augmentation du total bilan à hauteur de 26 Milliards de dirhams au 31 décembre 2008.

La norme IFRS 3, qui s'applique dans le cas d'une prise de contrôle d'une société par une autre, prévoit que le Goodwill est déterminé par l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part de l'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette. L'application a généré un Goodwill d'un montant de 186 173 Kmad.

PARTIES LIEES AU 31/12/2009**8.4.1 Relation entre les sociétés consolidées du groupe**

(en milliers de DH)

	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Actif			
Prêts, avances et titres			4 805 351
Comptes ordinaires			465 732
Prêts			4 321 319
Titres			18 300
Opération de location financement			
Actif divers			73 471
Total			4 878 822
Passif			
Dépôts			4 785 263
Comptes ordinaires			552 361
Autres emprunts			4 232 902
Dettes représentées par un titre			
Passif divers			93 561
Total			4 878 824
Engagements de financement et de garantie			
Engagements donnés			866 388
Engagements reçus			545 298

8.4.2 Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

(en milliers de DH)

	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Intérêts et produits assimilés			-159 592
Intérêts et charges assimilées			138 250
Commissions (produits)			-6 963
Commissions (charges)			39 049
Prestations de services données			
Prestations de services reçues			
Loyers reçus			77484
Autres			-88 228

8.4.3 Rémunération des principaux dirigeants

Avantages à court terme	
Avantages postérieurs à l'emploi	
Autres avantages à long terme	
Indemnités de fin de contrat de travail	
Paievements en actions	

8.4.2 Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées AU 31/12/2008

(en milliers de DH)

	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Intérêts et produits assimilés			-130 111
Intérêts et charges assimilées			129 738
Commissions (produits)			-41 777
Commissions (charges)			18 359
Prestations de services données			-41 877
Prestations de services reçues			
Loyers reçus			-63 463
Autres			129 131

8.4.3 Rémunération des principaux dirigeants

Avantages à court terme	9 000 000	annuelle brute
Avantages postérieurs à l'emploi	5 300 000	
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiements en actions		

VI. RAPPORTS DE NOTATION DE BMCE BANK

- **Capital Intelligence**
- **Moody's**
- **Standard & Poor's**

BMCE Bank

March 2010

Rating Report

BMCE Bank

Morocco

March 2010

Capital Intelligence Ltd

Oasis Complex, Block E, Gladstone Street
PO Box 53585
CY 3303 Limassol
Cyprus

Telephone: 357 2534 2300
Facsimile: 357 2581 7750

E-mail: capital@ciratings.com
Web site: <http://www.ciratings.com>

A Capital Intelligence rating is not a recommendation to purchase, sell, or hold a security of the institution, inasmuch as it does not comment as to market price or suitability for a particular investor.

Reproducing or distributing this publication without the publisher's consent is prohibited. Information has been obtained by Capital Intelligence from sources believed to be reliable. However, because of the possibility of human or mechanical error by our source, Capital Intelligence, or others, Capital Intelligence does not guarantee the accuracy, adequacy or completeness of any information and is not responsible for any error or omissions or for the results obtained from use of such information.

Copyright © Capital Intelligence Limited 2010

Contact:

Darren Stubing
Tel: 357 2534 2300
E-mail: darren.stubing@ciratings.com

Thomas Kenzik
Tel: 357 2534 2300
E-mail: tom.kenzik@ciratings.com

BMCE BANK

Casablanca, Morocco
March 2010

RATINGS

	Current	Last Changed From	Date	USD (mn) MAD (mn)	6/2009* USD	6/2009* MAD	2008 MAD	2007 MAD
Sovereign								
Long-Term:	BBB-	BB+	Oct 07	Total Assets	14,701	119,081	113,247	96,605
Short-Term:	A3	B	Oct 07	Net Loans	7,584	61,428	59,161	49,777
Outlook	Stable	-	-	Total Deposits**	12,472	101,022	97,372	84,476
				Shareholder Funds	1,578	12,781	11,684	8,438
				Gross Income	242	1,962	3,299	4,435
				Net Income	68	547	807	1,216
Foreign Currency				Exchange Rate: USD/TND		8.1002	8.095	7.713
Long-Term:	BBB-	BB+	Nov 07	**Customer + Interbank				
Short-Term:	A3	B	Nov 07					
Financial Strength	BBB	-	-	%		6/2009	2008	2007
Support	3	-	-	NPL / Gross Loans		3.81	3.97	5.00
				Loan-Loss Reserves / NPLs		95.89	87.16	86.86
				Capital Adequacy Ratio		12.44	12.52	10.42
Outlook				Net Loans / Stable Funds		62.62	60.21	59.21
Foreign Currency	Stable	-	-	Interest Differential		2.21	2.46	2.98
Financial Strength	Stable	-	-	Cost / Income		55.69	66.60	45.48
				Return on Average Assets		#0.94	0.77	1.40

*6 month period to end June 2009; #Annualised ratio

RATINGS DRIVERS

Supporting the Rating

- Good domestic banking franchise, controlling around 14% of total sector assets
- Sound liquidity, supported by both a good level of liquid assets and a funding base driven by core customer deposits
- Good loan asset quality with a relatively low level of non-performing loans (NPLs) and high provisioning coverage
- Large expected capital injection in 2010

Constraining the Rating

- Returns remain modest and below the sector average. Management however expect the increase in capital in 2010 will support loan growth and thus returns.
- Pressure on margins as interest on average earning assets remains low. The latter is also however a function of the Bank's good liquidity.
- Operating cost base is high
- Challenging operating environment

RATING RATIONALE

BMCE Bank's financial profile is viewed as sound. The Bank holds a noted franchise in the Moroccan banking sector, controlling a significant share of sector assets, deposits and loans. Loan asset quality is currently good and compares favourably to the domestic banking sector, with BMCE possessing a relatively low level of NPLs combined with very good provisions coverage against impaired loans. The challenge going forward will be to maintain this as the loan book seasons in the face of some pressure on the domestic economy with slightly weaker growth predicted for 2010. BMCE has a good liquidity profile, supported by good base of liquid assets and a loan book which is funded by a core customer deposit base. Loans as a proportion of total assets are relatively low and the Bank's loans to customer deposits ratio is the lowest in the peer group. Capital adequacy is acceptable following a number of subordinated Tier 2 capital issues over the last two years. BMCE's main challenge is in

regard to profitability. Profitability is modest, largely a factor of an overall low yield on its earning assets. At the consolidated group level, the financial profile and performance is broadly similar to that of the Bank. In light of the above, BMCE's Long- and Short-term Foreign Currency Ratings are affirmed at BBB- and A3 respectively at the sovereign level. The Financial Strength Rating is maintained at BBB, as is the Support Rating at 3. The Outlook for all ratings is Stable.

BANK HISTORY AND STRATEGIES

Bank History

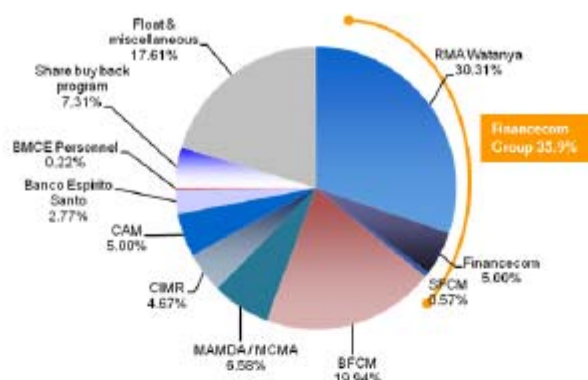
Established in 1959 as a state-owned institution specialising in trade finance, BMCE Bank (formerly Banque Marocaine du Commerce Extérieur) was privatised in 1995. While the Bank has long been a depository for retail deposits, it is now targeting that sector for lending and services. At year-end 2009 it employed a total of 4,900 staff.

BMCE Bank is the flagship domestic Moroccan bank of the BMCE Group. It has a strong position in all areas of retail, commercial and corporate banking in Morocco. At the Group level, consolidated companies include MediCapital Bank, the London-based institution, BMCE International Madrid, and Bank of Africa (Luxembourg). In regard to the latter, BMCE Group has a 42.5% stake in the bank which has operations in 15 countries in North and Central Africa.

(Société Financière de Communication et du Média)

Ownership Structure

BMCE Bank March 2010	(%)
Moroccan Shareholders	72.29
FinanceCom Group Casablanca	35.88
RMA Watanya	30.31
Financecom	5.00
SFCM (Société Financière de Communication et du Média)	0.57
MAMDA/MCMA	6.58
CIMR (Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites)	4.87
Stock Buyback Programme	7.31
BMCE Personnel	0.22
Float	17.61
Foreign Shareholders	27.71
Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM)	19.94
Caja de Ahorros del Mediterraneo Alicante (CAM)	5.00
Banco Espírito Santo	2.77
Total	100.00



FinanceCom is a leading Moroccan Group structured around four business lines: financial services, insurance, technology/media/communications and industries/services. Businesses include Meditelecom, the leading private mobile telephone network in Morocco.

RMA Watanya is Morocco's largest insurance company with a 23% market share. It was created in 2005 following the merger of two leading Moroccan insurance companies: Royale Marocaine d'Assurances (RMA), founded in 1956, and Al Wataniya, founded in 1920 as a Moroccan branch of Les Assurances Nationales (GAN Group in France). RMAW is active in life insurance, health insurance and property and casualty insurance.

In February 2009, Crédit Industriel et Commercial (CM-CIC Group) acquired, through its holding company BFCM (*Banque Fédérative du Crédit Mutuel*), an additional equity stake of 4.9% in the capital of BMCE Bank, an equivalent of more than 7.7 million shares, at a unit price of MAD290. Thus, its shareholding in BMCE Bank increased from 15.05% to 19.94%.

In case of need, Capital Intelligence (CI) believes that the most likely source of support would be from the Moroccan authorities; if a bank fails, however, the entire Moroccan banking sector is requested to support the institution. BMCE, as one of the largest banks in the country, would likely be deemed too big to fail. However, there is no guarantee and this is reflected in the support rating of 3.

Moroccan Economy

Despite the global financial crisis and deteriorating economic fundamentals in its trading partners, particularly in the Euro area, Morocco's economic performance has remained solid over the past two years. Morocco's exchange rate regime, under which the dirham is pegged to a currency basket composed essentially of the euro, has contributed to macroeconomic and price stability. GDP grew by 5.6% in 2008, despite slight declines in the manufacturing, tourism and export sectors. Aided by good growth in the agricultural sector, GDP growth was 5% in 2009.

The consumer price index fell from 4% in 2008 to 2% in 2009, partly as a result of the global decline in commodity prices. The unemployment rate remained below 10% in the final quarter of 2009. After reaching over 5% of GDP in 2008, the current account deficit should fall to about 4.5% in 2009. More recently, there has been some improvement in Morocco's trade balance, remittances and tourism receipts. The capital account has deteriorated somewhat, reflecting the marked decline in FDI. Gross international reserves declined in late 2008 and early 2009, but have recently begun to increase. Reserves cover seven months of imports.

A budget deficit is expected in 2009, as a result of accommodative policies, following the strong fiscal performance of recent years. In 2008, the budget surplus was 0.4% of GDP. The budget deficit in 2009 is expected to be about 2.5% of GDP. Revenues will fall as a percentage of GDP, owing to the slowdown in non-agricultural activity and lower tax rates.

Morocco's economic outlook is expected to be sound in 2010, but remains dependent on external developments. Although weak, the expected gradual recovery growth in the Euro zone – Morocco's main trading partner – should contribute to a moderate recovery of exports of goods and services.

The loosening of fiscal policy in 2010 will help sustain domestic demand, and non-agricultural GDP is expected to grow by about 5.5% in 2010 (cf. 1.6% in 2009). Overall, GDP is expected to expand by 4.1% in 2010 against the 5% seen in 2009. The budget deficit will rise to 4% of GDP in 2010.

The Moroccan Banking Sector

The six largest banks – Attijariwafa Bank, Banque Centrale Populaire, BMCE, BMCI, SGMB and Credit du Maroc – account for approximately 88% of assets, 91% of customer deposits and 87% of loans. In H1 2009, customer deposits for the sector registered growth of 7%. Loans increased 12% year-on-year, accounting for 86% of total deposits. Mortgage loans rose by 26% to MAD134 billion.

Morocco's financial system remains solid. Partly due to its limited integration with the international financial system, it has not felt the direct effects of the global financial crisis. There has been slowdown in some sectors, particularly in the real estate sector which was growing strongly in previous years. This has been at the high end of the market, focusing particularly on expatriates and non-residents. Domestic Moroccan banks have tended not to be active in this market hence no significant jump in NPLs is expected.

After recording growth of over 20% in 2008, related to most sectors, but particularly the real estate, credit growth is expected to slow to about 12% in 2009. NPLs have fallen significantly over the years, from 16% in 2005 to 6% in June 2009. The figures reflect in part a process of cleaning up the balance sheets of banks by writing off old NPLs that are fully provisioned.

Aware of the risk of rapidly expanding credit, Bank Al-Maghrib – Morocco's central bank – has launched several initiatives aimed particularly at enhancing information. This includes establishing a credit bureau with which banks and financing institutions are required to consult. The bureau, managed by a private entity, is currently operational.

The implementation of Basel II continues, with priority given to Pillar 2 concerning supervision. For Pillar 1, the standardized approach was introduced in 2007 and the authorities intend to move to the advanced approach beginning in 2011. The minimum capital adequacy ratio (CAR) of banks was raised at end-2008 from 8% to 10% of risk-weighted assets. The Central Bank intends to raise this ratio to 12% for certain banking institutions, based on their risk profile, while taking into account the overall economic environment. The central bank has also strengthened stress testing and macro-prudential analysis, in line with international regulatory focus.

Economic Indicators %	2008	2009	2010 Proj	2011 Proj	2012 Proj
Growth Rates in %					
Real GDP	5.6	5.0	4.1	4.6	5.1
Real Private Consumption	9.4	8.0	2.6	3.6	4.0
Real Gross Domestic Investment	11.7	4.6	4.7	5.0	5.2
Export Volume	-1.1	-9.3	6.5	7.2	7.6
Import Volume	10.9	-4.4	5.5	5.1	5.6
Ratios to GDP					
Gross Domestic Investment	36.3	33.6	34.2	34.4	34.4
Fiscal Balance	0.4	-2.7	-4.5	-2.9	-2.4
Central Government Debt	47.3	46.2	47.6	46.8	45.4
Current Account Balance	-5.2	-5.8	-5.3	-4.8	-4.1
FDI	2.3	1.5	2.6	2.7	2.8
External Debt	23.4	24.7	25.7	25.4	24.6

Source: World Bank, Moroccan Government. 2009 Figures Preliminary

Current Business Model

BMCE is Morocco's third largest bank in terms of assets, ranking behind Attijariwafabank and Banque Centrale Populaire Group. Both these banks represent BMCE's principal competition. While BMCE is a full-service commercial bank, its strength and reputation are in the areas of foreign trade and corporate banking.

By virtue of its having once been a state-owned bank, it has a large (525) network of branches (and 576 ATMs) across the country, through which it has garnered a strong and loyal deposit base. Acquisitions of insurance affiliates and an expansion of capital markets activity at the consolidated level have diversified the Group's range of financial products and services on offer. Because of its historical prominence internationally, it maintains extensive correspondent relations throughout the world. In addition, it maintains a physical presence abroad through 18 branches and representative offices.

After many years in which banks were prohibited or discouraged from promoting consumer lending, liberalisation and the emergence of a middle class in Morocco have exposed a latent need for consumer finance, and banks are eagerly striving to provide deposit instruments, consumer financing by means of credit cards, auto finance and mortgage finance, and other financial services, such as insurance, mutual funds, and share purchases. In the past few years, BMCE has been making major steps to take advantage of these changes and to develop its consumer business.

BMCE is divided into four principal components:

- **BMCE Bank in Morocco: Retail Bank**, which markets all the products and services developed within the Group. The Bank aims to be close to its markets, and hence the continued increase in the branch network, providing a service to private customers, professionals, Moroccans living abroad, and Enterprise Bank with services to companies, particularly small and medium-sized businesses.
- **International Activities: Wholesale Bank**, with convergence between African activities led by Bank of Africa and European activities led by MediCapital Bank.
- **Investment banking activities: BMCE Capital and its affiliates.**
- **Affiliated activities: specialised financial services** (consumer credit, leasing, factoring and credit insurance) and other affiliates present in different sectors (IT, distribution and services).

The head of each of these divisions is represented on the Management Committee. Risk Management, comprising Credit Management, Credit Risks and Market Risks, reports directly to that committee. Other specific functions, such as General Control, Public Relations and Audit, report directly to the Chairman.

Retail Banking is a major focus of BMCE's business model, and is managed by the 'Retail Bank'. An estimated 35% of Moroccans now bank with the banking sector. The 'Retail Bank' markets all the products and services developed within the Group, catering to the needs of individual customers and enterprises, particularly SMEs.

Retail strategy is centred in two areas: the development of specialised products and the management and growth of a network to distribute those products. The most important products currently include home mortgages, insurance and consumer credit; the demand for retail credit is rising quickly in Morocco with rising consumer affluence and low interest rates. In the past five years, BMCE has doubled its market share in mortgages, to reach ca. 13%.

BMCE has a 28% share of the large and growing insurance segment of Morocco's financial services industry. More than half of BMCE's clients are already owners of an insurance product.

The Bank is one of the leaders in the credit card market, offering a variety of products, including debit cards tied to savings accounts, and a Visa-branded revolving credit card.

The distribution network is now undergoing a massive increase in terms of size. Having set up its system of regionalisation (14 regions, each with responsibility for branches dealing with retail and/or SME customers), the Bank is planning to open more branches (it has opened over 330 branches since 2005).

In order to manage a branch system of this size (as well as growth of this magnitude), retail banking has adopted a regionally decentralised operating structure. To assist in that decentralisation, the Bank is in the process of fully implementing a scoring system.

International Banking is one of BMCE's traditional strengths. That strength has been exploited, and, notwithstanding growth in the Bank's retail activities, BMCE remains one of Morocco's most prominent banks in the international arena, with a market share around one-third. BMCE maintains a subsidiary in Spain (BMCE International), a 27.38% stake in Banque Malienne de Dépôt et de Crédit, Mali, and a 25% stake in Congolaise de Banque.

BMCE maintains overseas branches and representative offices, through which it promotes trade and investment with Morocco, and the development of deposits and other business from the Moroccans living in those countries. In addition to offices in France, Germany, Italy, the UK, and the UAE, the Bank operates a Beijing Representative Office. BMCE was the first Moroccan bank to open an Offshore Banking Unit in Tangier, for which International is responsible. The Bank has benefited from the presence of large numbers of corporate customers at its Tangier OBU, which has diversified risk.

The Beijing office, in collaboration with the China Desk in Casablanca, provides financing for Chinese exports to Africa, Europe and the US, in addition to Morocco. Moreover, China is active in construction projects throughout Africa, building such basic infrastructure products as roads, railways and stadiums. The Tangier OBU generates hard-currency assets and documentary fees. Historically, Paris and Madrid have provided the bulk of business referrals to International and that continues to be the case.

The Bank's historical relationships with local corporations have enabled its International Division to maintain and increase letters of credit and other trade-related fees from that customer base. That business has also helped the Bank develop a sizeable network of viable correspondent relationships around the world.

Correspondent banking, trade finance and off-shoring activities are now supervised by BMCE Corporate Bank while Moroccan Expatriates activities and its network of representative offices are under the Retail Bank.

Corporate Banking This division is responsible for the management of the relationships with large companies and groups. Corporate loans account for about half of the Bank's credit commitments and its client list includes around 550 of the Bank's most important clients. Competition for the business of such a small number of sound corporate clients has lately become intense and the Bank's strategy is to keep and grow its business in this area principally through product differentiation.

Corporate banking is divided into four groups, with each group being handled by a different department: Multinational, Public Sector, Institutional and Private Moroccan Groups. Each department is charged with maintaining and renewing relationships, with each officer responsible for some 20-25 relationships. Relationships are maintained and grown by conducting a campaign of continued and repeated contact with customers and prospects, and the use of synergy with other areas of the Group as may be determined to be appropriate in particular circumstances.

BMCE Bank is solidly positioned in project finance and participates in the majority of flagship operations in a variety of sectors such as telecommunications, water, electricity distribution, textiles and transportation.



Investment Banking The 'Wholesale Bank' targets structured corporates through financing and investment banking activities. The Wholesale Bank includes: BMCE Capital which is active on the capital markets through stock brokerage, asset management, custody and advisory activities; BMCE Corporate Bank mainly focuses on trade and project finance; MediCapital Bank is a London-based universal bank. A key component of the Group's international strategy, MediCapital Bank manages BMCE Bank's activities in Europe and aims at building a bridge between the business community in Africa and the international markets.

Other Group affiliates include BMCE Capital Gestion (asset management), BMCE Capital Bourse (brokerage) and BMCE Capital Titres (custody services). Financial Engineering is further divided into activities of corporate finance, structured finance, analysis and research; its products are marketed and delivered in co-ordination with and through the BMCE branch system.

BMCE Capital is the larger part of the Investment Banking function, and its activities include (in addition to those performed by the affiliates named above) securities trading, foreign exchange, derivatives, fixed-income products and commodities. The Trading Room carries, manages and hedges the Bank's positions and serves clients by providing them with the Bank's products.

BMCE Capital set up an investment banking subsidiary (BMCE Capital Dakar) in Dakar, Senegal. The Bank added a similar operation in Cameroon. It has added a Tunisian operation, through a small investment bank (Axis Capital). Organisationally, it has recently merged all of its capital markets operations into one single bank based in the UK. Accordingly, BMCE's African capital markets business has been regionalised into four areas: Morocco (Casablanca), north Africa (Tunisia), west Africa (Senegal) and central Africa (Cameroon).

Principal Business Strategies

BMCE's strategic aims consist of targeting the Bank's three major market segments: large corporates, SMEs and retail banking.

The increasingly sophisticated large corporate market is demanding higher value-added products, such as financial engineering and hedging instruments. BMCE has been developing and offering these products as a means of attracting and retaining clients from this market segment and it will continue to do so. An expansion in the SME client base will be sought through cross-selling of the Bank's foreign trade services and by providing additional customised services, such as foreign exchange, venture capital and advisory services. This objective will be assisted by the branch system expansion as well as by the continued development of electronic banking capabilities.

The retail banking function will continue to be emphasised. Branch expansion remains an important part of the retail banking strategy. BMCE has set out on a course to capture a 15%-20% market share in retail business. The Bank has long had a large base of depositors and boasts over 2.2 million customer accounts. Its objective is to turn many of these into borrowing customers, through utilisation of loans, credit cards and other services. It has been successful in this regard, especially in the mortgage and consumer finance areas and that success should continue.

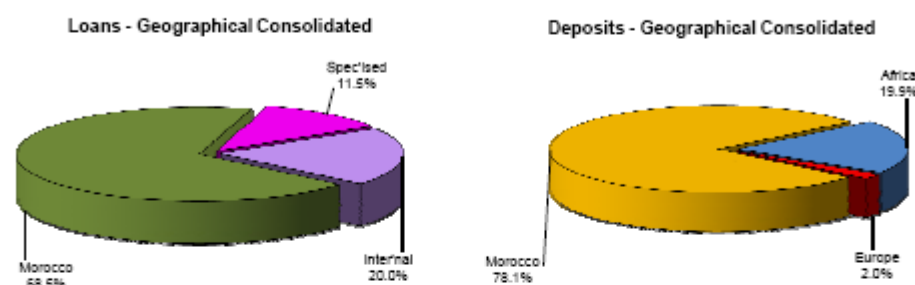
Retail banking products on offer are significant but the key ones are bank / credit cards, mortgages, insurance products and consumer finance. Well over 80% of the Bank's customers have one form of credit or debit card (mostly the Visa Electron card) and the Bank's objectives include increasing usage and migrating customers towards the more lucrative credit cards, whose distribution is currently limited to about 1% of BMCE's depositors. Retail growth, especially deposit growth, will be achieved through aggressive branch growth.

Management and the internal structure have been strengthened more recently through the appointment of a number of senior personnel to key positions.

Consolidated Level Strategy

At the Group level, the strategy is aiming to expand in sub-Saharan countries by acquiring regional banks or establishing partnerships with major players. BMCE's stake in Bank of Africa's Luxembourg-based holding company fits into this strategy.

While diversifying its geographical asset base and earnings profile, the expansion and growth in North Africa and sub-Sahara Africa increases the risk profile of the BMCE Group.



KEY FINANCIAL ISSUES

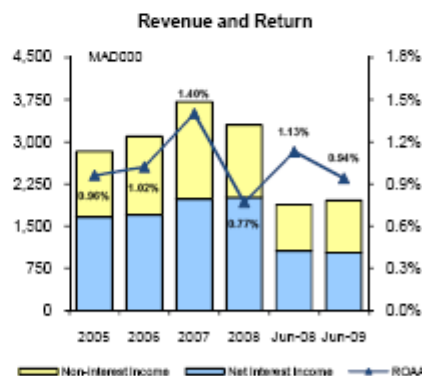
The June 2009 accounts were audited to IFRS by Ernst & Young and Grant Thornton and were unqualified; all Moroccan banks began reporting to IFRS in 2008. The following analysis is based on BMCE Bank accounts. Where relevant, the consolidated position is discussed.

As at end June 2009, the consolidated balance sheet amounted to MAD158.8 billion (loans of MAD88.9 billion, customer deposits of MAD113,075mn) with net profit of MAD773mn. The Bank operations comprise around 70% of profit and 75% of assets of consolidated totals.

REVENUE

Weaker returns seen at BMCE Bank in H1 2009. Overall the Bank does not generate sufficient returns for the size of its operations and market position. That said, low returns are also a function of its high liquidity. BMCE's profitability has generally been below peer banks over the years, and returns for H1 2009 remained modest. One of the main factors behind its relatively weaker returns is a low interest differential (see below) but a higher provision charge in H1 2009 was the primary reason for the dip in returns.

For H1 2009, BMCE recorded net profit of MAD547mn (USD79.7mn). Net profit booked in H1 2008 was MAD581mn. The full year net profit in 2008 was down from 2007 due largely to capital gains on the Bank's own shares in 2007, which totalled MAD723mn, made following the transfer of 5% of the capital to la Caja de Ahorros del Mediterráneo.

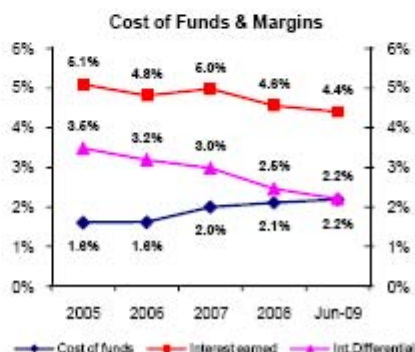


On a consolidated basis, BMCE Bank saw net profit of MAD773mn in H1 2009 against MAD822mn in H1 2008. At the consolidated level, net profit was impacted by a higher provision charge (MAD272mn against MAD94mn). Operating profit at the consolidated level was MAD1,328mn in H1 2009 against MAD1,238mn in H1 2008.

Interest income advanced by around 10% in H1 2009, to MAD2,186mn against MAD1,965mn previously, led by higher income from the Bank's lending operations, which contributes by far the majority of the gross total. On the funding expense side, interest cost was higher by 25% to MAD1,135mn (H1 2008: MAD902mn). This increase in expense was due to higher interest costs within the customer deposit base together with the issue of subordinated debt.

Margins continue to tighten and are at a low level BMCE's cost of funds is low at only 2.19% (annualised) in H1 2009, marginally higher by 8 bps from full year 2008. The Bank enjoys a low cost funding base due to its large base of demand and savings deposits but more expensive time deposits have been growing at a slightly higher rate over the last few years.

Interest on average earning assets fell once again, by 16 bps to 4.40% at end June 2009. Although net interest income rose, the increase was lower than the rise in average earning assets. The latter saw a rise of 15% to MAD98 billion at end June 2009. In turn, BMCE's interest differential narrowed by 25 bps to 2.21% following a fall of 52 bps in 2008. Competition is tough in the Moroccan banking sector and this, in part, has translated into tighter margins for BMCE.



BMCE has the lowest interest differential within the peer group At 2.2%, BMCE's margin is low compared with its main competitors in Morocco. Much of its lending is comparatively low margin business. However, in mitigation, lending activities are mainly directed to stronger positioned corporates and higher credit rated individuals. This fact is supported by better than average asset quality for BMCE Bank (see below). Nonetheless, the Bank must focus on lifting margins – specifically through yields on its loan activities – as it is the primary area where it can look to increase its returns.



Key: BMCI-Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie, Atti-Attijariwafa, CDM-Credit du Maroc, SGMB- Société Générale Marocaine de Banques.

Good level of non-interest income generated by core fee/commission and dealing securities/trading income Lower margins seen at BMCE are partly compensated by a higher level of non-interest income generated by BMCE. Core fee and commission income was MAD319mn in H1 2009, 8% higher than the MAD299mn recorded in the same period of the previous year. Fee and commission income includes revenues from electronic banking, credit card activity, fees generated by 'bancassurance' activities, fees from cheque and current accounts, and foreign exchange activity. There was a strong improvement in other business lines (international activities, specialised financial services, asset management and other investment banking activities).

Other income and other investment income includes equity trading gains of MAD195mn (H1 2008: MAD130mn), as well as capital gains from Moroccan mutual funds and equities, bond trading and dividends received from equity investments. BMCE has around 34% market share of the trading volume on the domestic bond market with a 15% share on the primary market. This, together with the good base of core fee and commission income, helps generate a higher level of non-interest income relative to gross income for BMCE than most of its competitor banks.

BMCE's structure of gross income indicates a well diversified stream with 37% contributed by the Bank's retail banking operations. Commercial banking formed 25% of gross income with corporate banking 22%. More volatile trading income represented 16% of gross income. Going forward, and in line with BMCE's strategy, the contribution from retail banking activities is likely to rise.

Slight improvement seen in the operating expense base against total assets but expenses overall are still quite high relative to gross income. In part, this reflects the growing branch network and associated infrastructure but also lower profitability. In H1 2009, BMCE's operating expenses were higher by 13%, to MAD1,093mn (H1 2008: MAD965mn). This was due largely to an increase in staff costs and higher expenses reflect the opening of 12 new branches during the period and associated headcount increase.

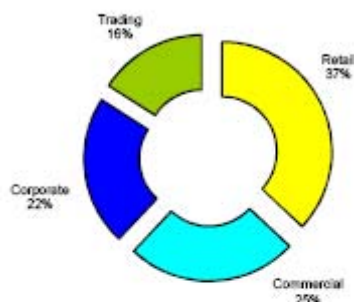
Higher expenses over the last couple of years has also been due to specific projects, including considerable investment made by the Bank within the framework of structuring projects designed to bring banking practices into compliance with Basel II requirements and IFRS systems and standards. The amount invested was MAD40mn.

Operating expenses to gross income on an annualised basis was lower however at 55.7% (annualised) against 59.7% in H1 2008 and 68.6% for full year 2008. At around 56%, there remains further scope to improve efficiency to below the key 50% level. As a percentage of average assets, operating expenses is a more reasonable 1.86%.

Increased provision charge in H1 2009 Net allowances for provisions for NPLs recorded a charge of MAD223mn in H1 2009 against a write back of MAD58.7mn in H1 2008. Allowances for provisions for NPLs was MAD252.6mn in H1 2008 against MAD98.6mn in H1 2008. Reversals of provisions for claims and commitments were MAD65.8mn against MAD180.9mn in H1 2008. Other reversals amounted to MAD83.4mn in H1 2009. Losses on bad debts were MAD40.7mn against MAD77.8mn previously. Recovery of amortised debts was MAD4.2mn. Over the last few years, the Bank has shown a good record in the recovery of outstanding debts, reflecting a rigorous policy it pursues.

Net reversals of provisions connected to securities were MAD56.9mn in H1 2009 compared to a charge of MAD63.2mn in H1 2008.

Structure of Gross Income June 2009



BALANCE SHEET

BMCE displays a good liquidity profile within the asset base through holdings of cash, government securities, marketable securities and bank deposits. Loan growth up to 2009 was robust but the loan portfolio has remained around a fairly conservative 50% of total assets. Good rates of growth have been seen in the Moroccan economy over the years leading up to 2009 and this provided opportunities for loan growth for banks with solid credit demand. Up to and including 2008, BMCE had registered financing growth rates of circa 15%-30% which pushed loans as a proportion of total assets to a slightly higher 52% at end 2008. Loan growth was a modest 4% in H1 2009 with the loan portfolio comprising a marginally smaller 51% of the balance sheet. Accordingly, there remains ample capacity to grow loans from a liquidity perspective provided capital adequacy is maintained. Moreover, against peer banks, BMCE's loan book is at a lower level against total assets with the peer group (excluding Banque Centrale Populaire) at 63%.

Liquidity in the asset base is considered sound. At end June 2009, liquid assets (liquid assets and bank deposits) accounted for 27% of total assets. Marketable securities, which include government and quasi-government debt paper, corporate bonds (all blue chip domestic paper) and equities, comprised a further 13% of total assets. The equity portfolio comprises approximately 61 companies, the majority of which operate in the Moroccan financial sector (principally banks and insurance companies).

Moroccan government securities stood at MAD9,444mn and are considered liquid as there remains a good secondary market for this paper. Moreover, the securities can be repo'd to the Moroccan central bank if necessary.

Major movements balance sheet (MADmn) Dec 07-Jun 09				
	Assets	Assets	Liab	Liab
	+	-	+	-
Assets				
Liquid assets/placements	4,477			
Net loans	11,470			
Securities	9,728			
Liabilities				
Customer deposits			11,920	
Interbank			4,626	
Subordinated Debt			3,912	

The key changes in BMCE's balance sheet from the end of 2007 to 30 June 2009 are shown in the adjacent table. The most significant categories of net loans and customer deposits showed almost identical movements in the period, with loans increasing by MAD11,470mn and deposits by MAD11,920mn. In absolute amounts, both recorded the main increases. Other increases were seen in marketable

securities and liquid assets. On the liabilities side, apart from deposits, the main changes were in interbank lending and subordinated debt. Despite the former's increase, BMCE remained a net placer to banks. Subordinated debt has grown as the Bank has tapped the domestic market for Tier 2 capital.

The Bank's lending activity is concentrated on SMEs, larger corporates and individuals, in accordance with its marketing strategy. In particular to the latter, retail loans are growing strongly as is the case for most Moroccan banks. Mortgage loans, where the bank typically lends up to 85% of the assessed value of a property, are experiencing good rates of growth; the total mortgage book is approximately MAD12.2 billion and BMCE has a market share of around 13%. Consumer loans are also expanding quickly for BMCE and the Bank has a market share in this loan segment of 16%.

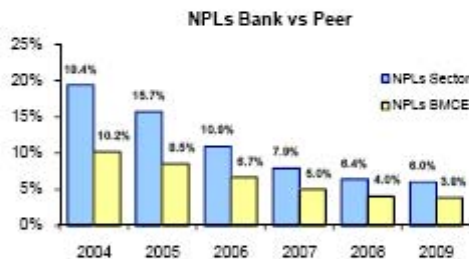
Loan Distribution June 2009



BMCE has sound loan asset quality with NPLs below the sector average and good provisioning. BMCE has good loan asset quality both from its own balance sheet point of view and relative to the Moroccan banking sector. On a gross basis, NPLs have fallen in each of the last four years to June 2009. NPLs amounted to MAD2,427mn (USD300mn) at end June 2009. This formed a lower 3.8% of gross loans against 4% at end 2008 and 5% in 2007. The NPL book comprises a large number of facilities (as opposed to a small number of large exposures) and is largely connected to leather industry, textiles, agriculture and manufacturing.

Loans are classified as non-performing at 90 days past due (sub-standard loans). The vast bulk of bad loans are loss loans (more than one year past due). Classification and reporting of the loan portfolio are done to central bank guidelines and regulations.

Very good provisioning coverage Loan-loss provisioning coverage against NPLs is considered very good with loan-loss reserves to NPLs at 96% (market average 73%) at end June 2009. Underprovided NPLs to free capital was only 5%. Moreover, there is general risk provisions (ca. MAD212mn) booked on the liabilities side of the balance sheet. Management advise that collateral held against NPLs is valued at 43% of the gross NPL figure, thus pushing the effective provision coverage ratio to well above 100%.

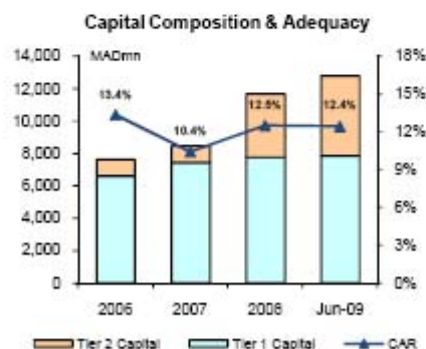


NPL ratio below the sector average
As at end June 2009, BMCE's NPL ratio was below the Moroccan banking sector average, which stood at 6% at that time. The Bank's NPL ratio has been consistently well below the sector average over the years.

At the consolidated level for BMCE, the NPL ratio was 5% with coverage of 85% as at end June 2009.

Satisfactory capital adequacy position
BMCE's capital position is sound with a capital adequacy ratio based on the Basel II standardised approach of 12.4% as at end June 2009. The Moroccan minimum regulatory capital adequacy ratio is 10% although Bank Al Maghrib has a 12% ruling in place for some banks.

Total capital amounted to MAD12,781mn (USD1,578mn) at end June 2009. The Bank's total capital rose by 9% in the six months to end June 2009, following a 38% increase in 2008. In both cases, the main reason has been the issue of subordinated debt.



Over the past two years, subordinated debt has grown by MAD3,911mn. At end June 2009, total Tier 2 capital amounted to MAD4,914mn (USD607mn), which represented 62% of Tier 1 capital or 38% of total capital.

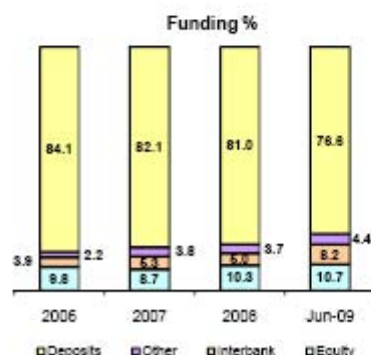
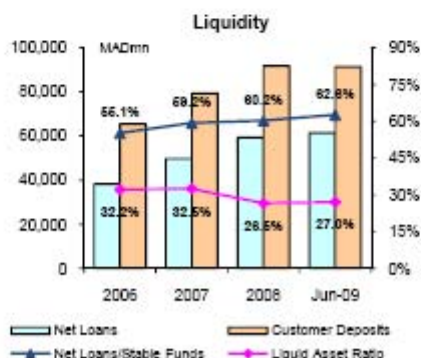
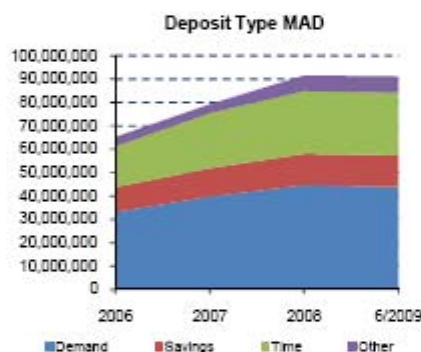
In H1 2009, BMCE issued a MAD1,000mn perpetual 5.3% subordinated issue. In 2008, the Bank launched a ten-year MAD1,000mn subordinated debt issue, maturing 2018. The cost was at the 52 week Moroccan treasury bond rate with a risk premium of 75 bps. In addition, in 2008, BMCE received a EUR70mn perpetual subordinated loan (classified as Tier 2 capital) from the IFC.

The above factors increased the capital adequacy ratio to above 12%, as noted. On the consolidated basis, the capital adequacy ratio was 11.73% (Tier 1 ratio: 7.45%) at end June 2009, again based on the Basel II standardised basis with allowance for credit, market and operational risk.

In 2010 BMCE Bank will have additional equity of more than MAD8 billion to fuel its expansion strategy, which should help the Bank improve its return on average earning assets. The funds will come mainly from the sale of 8% of capital, in the form of treasury shares, to the CDG Group and from a capital increase to be fully subscribed by foreign shareholder, CIC.

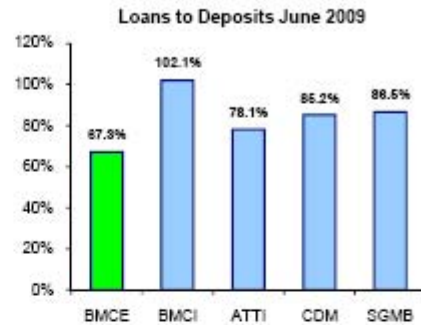
BMCE's funding and liquidity position is acceptable; the vast majority of funding is provided by customer deposits. BMCE's liquidity position is viewed as sound, and the overall position was fairly stable at end June 2009 with liquidity ratios comfortable.

BMCE has a long history as a leading retail deposit-taker in Morocco, and it has attracted a loyal and good customer deposit base. Over recent years, BMCE has benefited from its branch expansion and marketing campaign with customer deposits recording good rates of growth, particularly in 2006-2008. For the six months to end June 2009 customer deposits however declined marginally, by 0.5%, to MAD91,234mn. This formed a high 77% of total liabilities and capital and hence the vast majority of the Bank's funding is from this source. Cheap or no-cost demand deposits form 48% of total deposits. This percentage has fallen however from above 50% two years ago. Competition for deposits, particularly on demand type, has intensified over the past few years as banks target this low cost source of funding. Overall, BMCE has a market share of 14% in customer deposits (its share of loans is lower at 13%). The Moroccan banking sector is generally quite liquid, as loans do not form high percentage of total assets combined with the fact that the large majority of funding is from domestically sourced customer deposits.



It is mandatory for banks in Morocco to report their liquidity positions monthly and to meet a minimum ratio of 100% (by the central bank formula – short-term assets must exceed short-term liabilities up to one month). BMCE's liquidity as measured by the Central Bank's mandated monthly reporting, stood at 128% at end June 2009 according to management, which is among the highest ratios in the sector.

BMCE's liquid assets ratio remained stable at end June 2009, at 27%. This is considered wholly sufficient for the Bank. Loan-based liquidity ratios remained largely stable, and at adequate levels, although as loan growth outpaced deposit growth, ratios did weaken marginally. Net loans to customer deposits ratio stood at 67% while net loans to total deposits were 81%. Net loans to stable funds were only 63%. BMCE has long-recorded among the best liquidity ratios in the Moroccan banking sector, driven by the fact that loans do not form a high percentage of total assets, and customer deposit funding is sound.



The subordinated issues mentioned above have aided the asset liability maturity profile of the balance sheet somewhat but, as in the case with most Moroccan banks, there remains a large negative mismatch at time frames up to one year due to the short-term tenor of the customer deposit base combined with longer maturities of loans and securities within the asset base. Nonetheless, the stock of liquid assets aids BMCE's position. In addition, as BMCE's loan portfolio is smaller relative to total assets compared to peer banks, its maturity matching is closer.

Other securities (spread within other liabilities) issued amounted to MAD2,950mn (USD364mn) at end June 2009. These are short (up to one year) to medium term funding facilities, comprising debt securities issued by BMCE.

OUTLOOK

BMCE's main challenge is to improve its returns as they remain modest and below that of peer banks in Morocco. The Bank's cost of funds is low but more needs to be done to lift the yield on its asset base. The current yield is somewhat low for a bank of BMCE's size and market position but is in part due to a good level of liquidity. That said, BMCE's outlook is viewed as generally stable, aided by its sound liquidity position – which is superior to that of the peer group and accordingly impacts the Bank's returns to an extent – and an acceptable capital base. The latter allows for some further balance sheet growth over the medium term. Nearly all of BMCE's funding is sourced from domestic customer deposits, as is the case for the sector; the Moroccan banking sector has not been significantly impacted by the global financial crisis, as funding from the international markets is immaterial.

The Moroccan economy has experienced some tightening and the current expected growth rate for the economy in 2010 is a lower 4% with the negative impact due to weaker export markets, particularly that of the Eurozone area. This may cause a higher level of NPLs going forward but any increase for BMCE is expected to be moderate. The Bank's overall asset quality is sound but an increased level of NPLs may occur going forward due to the weaker economy.

As well as continuing to focus on the corporate segment, where it can utilise its relatively large size, BMCE will continue to target the retail sector. The branch expansion programme will aid this and should also help drive deposit growth.

As mentioned, in 2010 BMCE Bank will have additional equity of more than MAD6 billion to fuel its expansion strategy, which should help the Bank improve its return on average earning assets. The funds will come mainly from the sale of 8% of capital, in the form of treasury shares, to the CDG Group and from a capital increase to be fully subscribed by foreign shareholder, CIC.

BMCE BANK

MA02

PERFORMANCE RATIOS					
	External Audit	AUD 06/2009	AUD 12/2008	AUD 12/2007	AUD 12/2006
A . SIZE FACTORS					
1 . Total Assets (USD 000)		14,701,070	13,984,607	12,525,022	9,188,239
2 . Total Capital (USD 000)		1,577,905	1,442,880	1,093,985	902,393
B . ASSET QUALITY					
3 . Total Assets Growth Rate (Year on Year %)		5.15	17.23	24.32	13.96
4 . Loan-Loss Reserve to Gross Loans (%)		3.65	3.46	4.34	5.33
5 . Non-Performing Loans to Gross Loans (%)		3.81	3.97	5.00	6.68
6 . Loan-Loss Reserve to Non-Performing Loans (%)		95.89	87.16	86.86	79.71
7 . Unprovided Non-Performing Loans to Free Capital (%)		5.13	-	-	19.16
8 . Loan-Loss Provision Charge on Gross Loans (%)		0.35	-0.05	0.48	0.61
9 . Reserve for Dimin. of Investments to Total Investments (%)					
10 . Related Party Loans to Total Capital (%)					
11 . Total Contingents on Total Assets (%)		19.47	19.17	31.73	15.53
C . CAPITAL ADEQUACY					
12 . CI Risk Asset Ratio (%)		7.12	7.09	5.35	6.57
13 . Estimated B/S Risk Asset Ratio (%)		8.77	8.70	6.84	8.71
14 . Estimated B/S RAR on Tier One Capital (%)		3.75	4.54	5.73	7.02
15 . Actual Risk Asset Ratio to Local Standards (%)		12.44	12.52	10.42	13.35
16 . Internal Capital Generation (%)		6.95	8.47	12.09	11.22
17 . Total Capital Growth Rate (Year on Year %)		9.39	38.48	10.57	6.48
18 . Total Capital to Total Assets (%)		10.73	10.32	8.73	9.82
19 . Total Capital to Gross Loans (%)		20.05	19.06	16.22	18.93
20 . Free Capital Funds (MAD 000)		6,859,396	6,558,310	4,758,978	3,872,571
21 . Estimated B/S RAR Shortfall (MAD 000)		0	0	1,050,682	0
22 . Risk Weighted Assets on Total Footings (%)		68.92	69.73	71.08	67.24
D . LIQUIDITY					
23 . Net Loans to Total Deposits (%)		60.81	60.78	58.92	55.82
24 . Net Loans to Total Customer Deposits (%)		67.33	64.51	62.76	58.40
25 . Net Loans to Stable Funds (%)		62.62	60.21	59.21	55.13
26 . Customer Deposits to Total Deposits (%)		90.31	94.21	93.89	95.57
27 . Liquid Asset Ratio (%)		27.01	26.50	32.48	32.23
28 . Quasi-Liquid Asset Ratio (%)		40.45	38.64	38.98	41.35
29 . FX Currency Assets to FX Currency Liabilities (%)					
30 . FX Currency Loans to FX Currency Deposits (%)					
31 . Interbank Assets to Interbank Liabilities (%)		106.94	185.28	274.28	375.76
32 . Net Interbank Assets (MAD 000)		679,546	4,808,719	8,997,650	8,346,919
E . PROFITABILITY					
33 . Return on Average Assets (%) *		0.94	0.77	1.40	1.02
34 . Return on Average Equity (%) *		13.99	10.61	17.32	11.62
35 . Underlying Profits on Average Assets (%) *		1.37	0.94	2.65	1.76
36 . Underlying Profits on Average Equity (%) *		20.33	13.02	32.90	20.12
37 . Funding Cost (%) *		2.19	2.11	2.00	1.62
38 . Interest on Average Earning Assets (%) *		4.40	4.56	4.98	4.81
39 . Interest Differential (%)		2.21	2.46	2.98	3.19
40 . Non-Interest Income to Gross Income (%)		47.43	38.92	55.24	44.80
41 . Operating Expenses to Gross Income (%)		55.69	66.60	45.48	55.70
42 . Operating Profit Growth Rate (%) *		57.78	-54.43	76.79	8.57
43 . Operating Profit on Average Assets (%) *		1.50	1.05	2.77	1.88
44 . Risk Provisioning Charge to Operating Profit (%)		19.14	8.69	26.30	18.31
45 . Dividend Payout Ratio (%)		0.00	0.00	26.10	0.00
RATES					
Exchange Rate (Units per USD)		8.1002	8.0980	7.7130	8.4570
Inflation Rate (%)		3.62	3.80	2.00	3.28
Imputed Interest Rate on Free Capital (%) (6 Month Treasury Bills)		3.24	3.50	3.25	3.25

NOTES:

* annualised ratios for June 2009

BALANCE SHEET - ASSETS (MAD 000)													
RISK WEIGHT	External Audit	06/2009	AUD 06/2009	AUD 12/2009	AUD 12/2009	06/2009	Growth (%)	12/2009	06/2009	12/2009	12/2007	12/2006	
LIQUID ASSETS:													
0% Cash & 7 Day		554,165	4,488,823	4,775,530	4,651,037	2,966,039	-6.00	2.68	56.76	19.33	3.77	4.01	3.84
0% Central Bank		950,310	7,762,455	7,835,415	7,980,842	7,904,694	-2.19	-0.56	2.26	11.79	8.52	7.01	8.26
100% Treasury Bills													
20% Government Securities		1,165,844	9,443,523	8,855,947	4,585,216	2,877,665	37.73	49.54	56.34	-50.49	7.93	8.05	4.75
20% Other													
TOTAL LIQUID ASSETS		2,670,319	21,694,811	20,589,592	17,217,095	13,669,390	10.87	13.66	25.96	-16.74	19.22	17.28	17.82
DEPOSITS WITH BANKS:													
20% Short - Up to 1 Year		1,292,313	10,467,946	10,447,493	14,160,454	11,373,747	0.20	-26.22	24.50	15.79	9.79	9.23	14.66
20% Short - Other													
100% Non - OECD Medium Term													
TOTAL DEPOSITS WITH BANKS		1,292,313	10,467,946	10,447,493	14,160,454	11,373,747	0.20	-26.22	24.50	15.79	9.79	9.23	14.66
MARKETABLE SECURITIES													
1,975,932		16,006,388	13,743,674	8,290,570	7,065,261	16,46	118.03	-11.37	190.52	13.44	12.14	6.50	9.12
LOANS AND ADVANCES:													
20% Government Guaranteed													
50% First Mortgage Loans		2,577,360	20,877,030	19,174,343	11,294,650	7,603,846	8.88	70.22	46.15	49.52	17.53	18.93	11.66
100% Bills Disc. & Short Term		2,660,479	23,225,139	21,785,832	23,827,854	17,675,210	6.65	-8.57	34.91	17.85	19.51	19.24	24.67
100% Medium&Long Term		1,604,585	13,000,713	12,481,870	10,750,744	7,951,859	4.16	16.10	35.30	25.82	10.42	11.02	11.13
100% Other		520,375	4,215,119	5,425,895	3,591,635	4,393,634	-22.31	51.67	-16.25	43.73	3.54	4.79	3.72
100% Non-Performing Loans		299,587	2,426,783	2,432,068	2,602,759	2,693,400	-0.22	-4.56	-3.37	-2.19	2.94	2.15	2.69
100% Loan-Loss Reserve		-287,287	-2,327,072	-2,119,897	-2,260,885	-2,146,937	6.77	-6.23	5.31	6.56	-1.95	-1.87	-2.34
NET LOANS AND ADVANCES		7,563,518	61,427,712	59,581,109	48,770,767	38,179,814	3.80	18.06	36.41	29.35	51.50	52.28	51.53
UNLOANED INVESTMENTS													
66,433		716,320	1,838,987	3,187,698	2,332,638	-63.42	-36.23	36.96	-35.93	0.90	1.74	3.30	3.00
NON-FINANCIAL SUBS & AFFILIATES													
FINANCIAL SUBS & AFFILIATES													
214 163		4,186,383	3,489,677	2,252,451	2,375,667	16,64	65.37	-5.19	-10.50	3.52	3.69	2.33	3.66
FIXED ASSETS		1,734,820	1,628,455	1,426,478	1,583,297	1,583,297	6.67	14.02	3.12	9.39	1.46	1.44	1.48
OTHER ASSETS		351,472	2,846,877	3,211,358	2,304,027	1,514,127	-11.35	36.38	75.53	-8.95	2.39	2.94	2.38
TOTAL ASSETS		14,701,070	119,081,017	113,247,349	88,605,493	77,704,939	5.15	17.23	34.32	13.96	100.00	100.00	100.00
CONTINGENT ACCOUNTS:													
100% Fin. Guar/SLCs/Acceptances		2,514,283	20,366,035	19,285,541	28,068,252	9,994,765	5.60	-31.26	100.00	-13.40	87.85	88.83	91.57
20% Bid & Performance Bonds		347,884	2,817,913	2,425,920	2,582,320	2,075,606	16.16	-4.06	24.41	-16.80	12.15	11.17	8.43
20% LC/Bank & Govt Guarantees		0	0	0	0	0	-	-	-	-100.00	0.00	0.00	0.00
10% Bonding for Banks & Govt													
5% IR Swap/Bank & Govt LCs													
TOTAL CONTINGENT ACCOUNTS		2,862,167	23,184,028	21,711,470	30,650,578	12,070,370	6.78	-26.16	152.90	-16.85	100.00	100.00	100.00
TOTAL FOOTINGS		17,563,236	142,265,025	134,958,819	127,256,078	89,775,332	5.41	6.65	41.75	9.55	-	-	-
RISK WEIGHTED ASSETS		12,104,715	86,050,127	84,103,749	60,451,722	50,568,174	4.19	4.04	49.83	13.82	-	-	-
BALANCE SHEET - LIABILITIES (MAD 000)													
		USD 000	06/2009	12/2009	12/2009	06/2009	12/2009	12/2009	06/2009	12/2009	12/2007	12/2006	
INTERBANK LIABILITIES:													
Current & 7 Day		157,532	1,276,037	1,776,962	2,156,910	548,176	-38.19	-17.62	290.47	-30.07	1.07	1.57	2.23
Short		1,090,888	8,512,383	3,851,812	3,005,894	2,478,652	120.42	28.47	21.27	-15.59	7.15	3.41	3.11
Other													
TOTAL INTERBANK LIABILITIES		1,208,421	9,788,420	5,628,774	5,162,804	3,026,828	73.59	8.22	70.57	-20.80	8.22	4.98	5.34
CUSTOMER DEPOSITS:													
Demand		5,416,839	43,877,281	44,789,322	38,838,250	33,215,516	-2.04	12.43	19.94	22.73	38.85	39.55	41.24
Savings		1,690,306	13,691,752	13,314,745	12,147,593	10,763,850	2.83	9.61	12.86	11.27	11.50	11.78	12.57
Time		3,281,855	26,583,581	26,939,274	29,854,119	17,532,877	-1.32	14.37	34.34	17.15	22.32	23.79	24.38
Other		874,197	7,081,135	6,880,259	3,772,967	3,647,927	-5.84	77.32	-1.95	0.25	5.95	5.81	3.91
TOTAL CUSTOMER DEPOSITS		11,263,197	91,233,689	91,733,600	79,312,929	65,360,176	-0.54	15.66	21.35	17.60	79.81	81.03	82.10
OFFICIAL DEPOSITS													
TOTAL DEPOSITS + INTERBANK		12,471,618	101,022,099	97,372,374	84,475,733	68,367,006	3.75	15.27	23.53	15.20	94.83	85.88	87.44
OTHER LIABILITIES		651,546	5,277,639	4,180,520	3,691,858	1,696,398	25.84	13.51	116.82	1.82	6.43	3.70	3.02
MEDIUM-TERM LIABILITIES		0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00
TIER TWO CAPITAL:													
Asset Revaluation Reserve		0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00
Hybrid Capital Instruments		0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00
Subordinated Term Debt		606,657	4,914,020	3,928,237	1,002,576	1,020,360	25.70	206.82	-1.74	1.90	6.13	3.45	1.04
TOTAL TIER TWO CAPITAL		606,657	4,914,020	3,928,237	1,002,576	1,020,360	25.70	206.82	-1.74	1.90	6.13	3.45	1.04
TIER ONE CAPITAL:													
Paid Up Capital		195,866	1,587,514	1,587,514	1,587,514	1,587,514	0.00	0.00	0.00	0.00	1.33	1.40	1.64
Minority Interests		0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00
Reserves		775,262	6,279,745	6,187,895	5,847,817	5,023,653	1.49	5.01	16.41	9.74	5.27	5.48	6.05
TOTAL TIER ONE CAPITAL		971,247	7,867,259	7,775,409	7,435,331	6,611,167	1.16	4.57	12.47	7.23	6.60	6.87	7.70
TOTAL CAPITAL		1,577,905	12,784,279	11,884,448	8,437,907	7,613,525	9.39	38.48	10.57	6.48	10.73	10.32	8.73
TOTAL LIABILITIES AND CAPITAL		14,701,070	119,081,017	113,247,349	88,605,493	77,704,939	5.15	17.23	34.32	13.96	100.00	100.00	100.00
PROFIT AND LOSS ACCOUNT (MAD 000)													
		USD 000	06/2009	12/2009	12/2009	06/2009	Growth (%)	12/2009	06/2009	12/2009	12/2007	12/2006	
Interest Income		267,446	2,186,355	3,881,537	3,533,021	2,750,436	-45.59	12.69	26.17	5.75	1.88	3.79	4.85
Interest Expense		-149,100	-1,124,824	-1,888,244	-1,547,879	-1,081,876	-42.38	32.02	47.16	11.29	-0.90	-1.87	-1.78
Net Interest		127,346	1,061,531	2,000,293	1,985,142	1,704,560	-48.82	-1.52	16.66	2.80	0.98	1.92	2.28
Fees and Commissions		39,437	319,450	800,300	545,143	454,611	-46.78	9.82	30.13	10.20	0.27	0.57	0.63
FX Trading Income				145,954	97,440	101,861		46.79	-4.34	10.15		0.14	0.11
Dealing Securities Income				155,537	1,056,701	673,566		65.00	56.96	122.89		0.15	1.21
Other Investment Income		24,014	194,515	151,916	150,187	128,265	28.04	1.15	17.06	-1.49	0.17	0.14	0.17
Other Income		51,458	416,816	227,412	289,296	24,932	83.29	-62.65	2,353.72	-99.21	0.38	0.22	0.69
Non-Interest Income		114,909	930,781	1,284,119	2,449,647	1,383,236	-27.62	-47.58	77.11	19.41	0.80	1.22	2.01
GROSS INCOME		242,255	1,992,312	3,284,412	4,434,968	3,087,796	-40.53	-25.62	43.93	9.13	1.89	3.14	5.06
Administrative Expenses		123,272	968,525	2,008,170	1,803,023	1,559,600	-60.38	11.38	15.61	11.75	0.86	1.61	2.07
Depreciation		11,646	94,253	109,904	158,174	149,929	-44.47	7.42	5.90	13.21	0.08	0.18	0.21
Other Expenses				19,273	55,619	10,415		-65.35	434.03	-75.01		0.02	0.06
OPERATING EXPENSES		134,920	1,062,878	2,118,074	2,016,816	1,719,944	-60.26	8.85	17.26	9.57	0.94	2.09	2.31
OPERATING PROFIT		107,334	889,434	1,166,338	2,418,153	1,367,851	-21.11	-54.43	76.79	9.57	0.75	1.05	2.77
Provisions for Doubtful Debts		-27,506	-223,288	30,881	-248,839	-245,340	821.19	-112.44	1.43	-27.81	-0.19	0.03	-0.39
Prov. for Dim. of Investments		7,021	56,871	-128,774	-387,024	-5,594	-144.86	-67.24	7,487.84	-79.21	0.05	-0.12	-0.44
GROSS PROFIT (or-LOSS)		86,790	703,028	1,068,445	1,782,310	1,117,417	-30.14	-43.54	96.90	24.82	0.61	0.94	2.04
Extraordinary Items			0	148,002	0	0	-100.00	-	-	-	0.00	0.14	0.00
Tax & Equivalent		-19,259	-158,021										

RATIO FORMULAE

A. Size Factors	
1. TOTAL ASSETS (USD 000)	
2. TOTAL CAPITAL (USD 000)	
B. Asset Quality Ratios	
3. TOTAL ASSETS GROWTH RATE (YEAR ON YEAR %)	$\frac{(\text{CURRENT YEAR TOTAL ASSETS} - \text{LAST YEAR TOTAL ASSETS}) \times 100}{\text{LAST YEAR TOTAL ASSETS}}$
4. LOAN-LOSS RESERVE TO GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{LOAN-LOSS RESERVE} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
5. NON-PERFORMING LOANS TO GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{NON-PERFORMING LOANS} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
6. LOAN-LOSS RESERVE TO NON-PERFORMING LOANS (%)	$\frac{\text{LOAN-LOSS RESERVE} \times 100}{\text{NON-PERFORMING LOANS}}$
7. UNPROVIDED NON-PERFORMING LOANS TO FREE CAPITAL (%)	$\frac{\text{NON-PERFORMING LOANS} - \text{LOAN-LOSS RESERVE} \times 100}{\text{FREE CAPITAL}}$
8. LOAN-LOSS PROVISION CHARGE ON GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{PROVISIONS FOR DOUBTFUL DEBTS CHARGE} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
9. RESERVE FOR DIMINUTION OF INVESTMENTS TO TOTAL INVESTMENTS (%)	$\frac{\text{RESERVE FOR DIMINUTION OF INVESTMENTS} \times 100}{\text{TOTAL INVESTMENTS}}$
10. RELATED PARTY LOANS TO TOTAL CAPITAL (%)	$\frac{\text{RELATED PARTY LOANS} \times 100}{\text{TIER ONE} + \text{TIER TWO CAPITAL}}$
11. TOTAL CONTINGENTS ON TOTAL ASSETS (%)	$\frac{\text{TOTAL CONTINGENTS} \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
C. Capital Adequacy Ratios	
12. CI RISK ASSET RATIO (%)	$\frac{\text{FREE CAPITAL FUNDS} \times 100}{\text{RISK WEIGHTED ASSETS} - \text{NON-FINANCIAL SUBS.} - \text{FIXED ASSETS}}$
13. ESTIMATED BIS RISK ASSET RATIO (%)	$\frac{(\text{TOTAL CAPITAL} - \text{FINANCIAL SUBSIDIARIES}) \times 100}{\text{RISK WEIGHTED ASSETS}}$
14. ESTIMATED BIS RAR ON TIER ONE CAPITAL (%)	$\frac{\text{TIER ONE CAPITAL} - \text{FINANCIAL SUBSIDIARIES} \times 100}{\text{RISK WEIGHTED ASSETS}}$
15. ACTUAL RISK ASSET RATIO TO LOCAL STANDARDS (%)	AS REPORTED BY LOCAL CENTRAL OR COMMERCIAL BANKS
16. INTERNAL CAPITAL GENERATION (%)	$\frac{(\text{NET PROFIT} - \text{DIVIDENDS} - \text{EXTRAORDINARY ITEMS}) \times 100}{\text{TIER ONE CAPITAL}}$
17. TOTAL CAPITAL GROWTH RATE (YEAR ON YEAR %)	$\frac{(\text{CURRENT YEAR TOTAL CAPITAL} - \text{LAST YEAR TOTAL CAPITAL}) \times 100}{\text{LAST YEAR TOTAL CAPITAL}}$
18. TOTAL CAPITAL TO TOTAL ASSETS (%)	$\frac{\text{TOTAL CAPITAL} \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
19. TOTAL CAPITAL TO GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{TOTAL CAPITAL} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
20. FREE CAPITAL FUNDS (LOCAL CURRENCY)	TOTAL CAPITAL - FINANCIAL & NON FINANCIAL SUBSIDIARIES - FIXED ASSETS
21. ESTIMATED BIS RAR SHORTFALL (LOCAL CURRENCY)	IF BIS RISK ASSET RATIO IS LESS THAN 8% (0.08 X RISK WEIGHTED ASSETS) - (TOTAL CAPITAL - FINANCIAL SUBSIDIARIES)
22. RISK WEIGHTED ASSETS ON TOTAL FOOTINGS (%)	$\frac{\text{RISK WEIGHTED ASSETS} \times 100}{\text{TOTAL FOOTINGS}}$
D. Liquidity Ratios	
23. NET LOANS TO TOTAL DEPOSITS (%)	$\frac{\text{NET LOANS} \times 100}{\text{TOTAL CUSTOMER DEPOSITS} + \text{INTERBANK}}$
24. NET LOANS TO TOTAL CUSTOMER DEPOSITS (%)	$\frac{\text{NET LOANS} \times 100}{\text{TOTAL CUSTOMER DEPOSITS}}$
25. NET LOANS TO STABLE FUNDS (%)	$\frac{\text{NET LOANS} \times 100}{\text{STABLE FUNDS}}$
26. CUSTOMER DEPOSITS TO TOTAL DEPOSITS (%)	$\frac{\text{TOTAL CUSTOMER DEPOSITS} \times 100}{\text{TOTAL DEPOSITS} + \text{INTERBANK}}$
27. LIQUID ASSET RATIO (%)	$\frac{(\text{TOTAL LIQUID ASSETS} + \text{TOTAL DEPOSITS WITH BANKS}) \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
28. QUASI-LIQUID ASSET RATIO (%)	$\frac{\text{QUASI-LIQUID ASSETS} \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
29. FOREIGN CURRENCY ASSETS TO FOREIGN CURRENCY LIABILITIES (%)	$\frac{\text{FOREIGN CURRENCY ASSETS} \times 100}{\text{FOREIGN CURRENCY LIABILITIES}}$
30. FOREIGN CURRENCY LOANS TO FOREIGN CURRENCY DEPOSITS (%)	$\frac{\text{FOREIGN CURRENCY LOANS} \times 100}{\text{FOREIGN CURRENCY BORROWINGS} + \text{FOREIGN CURRENCY DEPOSITS}}$
31. INTERBANK ASSETS TO INTERBANK LIABILITIES (%)	$\frac{\text{TOTAL DEPOSITS WITH BANKS} \times 100}{\text{TOTAL INTERBANK LIABILITIES}}$
32. NET INTERBANK ASSETS (LOCAL CURRENCY)	TOTAL DEPOSITS WITH BANKS - TOTAL INTERBANK LIABILITIES

E. Profitability Ratios		
33. RETURN ON AVERAGE ASSETS (%)		$\frac{\text{NET PROFIT (or LOSS)} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL ASSETS}}$
34. RETURN ON AVERAGE EQUITY (%)		$\frac{\text{NET PROFIT (or LOSS)} \times 100}{\text{AVERAGE TIER ONE CAPITAL} + \text{AVERAGE REVALUATION RESERVE}}$
35. UNDERLYING PROFITS ON AVERAGE ASSETS (%)		$\frac{(\text{OPERATING PROFIT} - \text{INTEREST ON AVERAGE FREE CAPITAL}) \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL ASSETS}}$
36. UNDERLYING PROFITS ON AVERAGE EQUITY (%)		$\frac{(\text{OPERATING PROFIT} - \text{INTEREST ON AVERAGE FREE CAPITAL}) \times 100}{\text{AVERAGE TIER ONE CAPITAL} + \text{AVERAGE REVALUATION RESERVE}}$
37. FUNDING COST (%)		$\frac{\text{INTEREST EXPENSE} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL DEPOSITS} + \text{INTERBANK} + \text{AVERAGE MEDIUM/LONG TERM LIABILITIES} + \text{AVERAGE HYBRID CAPITAL INSTRUMENTS} + \text{AVERAGE SUBORDINATED TERM DEBT}}$
38. INTEREST ON AVERAGE EARNING ASSETS (%)		$\frac{\text{INTEREST INCOME} \times 100}{\text{AVERAGE CASH \& 7 DAY} + \text{AVERAGE T-BILLS} + \text{AVERAGE GOVERNMENT SECURITIES} + \text{AVERAGE OTHER LIQUID ASSETS} + \text{AVERAGE TOTAL DEPOSITS WITH BANKS} + \text{AVERAGE MARKETABLE SECURITIES} + \text{AVERAGE NET LOANS}}$
39. INTEREST DIFFERENTIAL (%)		$\text{INTEREST ON AVERAGE EARNING ASSETS (\%)} - \text{FUNDING COST (\%)}$
40. NON-INTEREST INCOME TO GROSS INCOME (%)		$\frac{(\text{GROSS INCOME} - \text{NET INTEREST}) \times 100}{\text{GROSS INCOME}}$
41. OPERATING EXPENSES TO GROSS INCOME (%)		$\frac{\text{OPERATING EXPENSES} \times 100}{\text{GROSS INCOME}}$
42. OPERATING PROFIT GROWTH RATE (YEAR ON YEAR %)		$\frac{(\text{CURRENT YEAR OPERATING PROFIT} - \text{LAST YEAR OPERATING PROFIT}) \times 100}{\text{LAST YEAR OPERATING PROFIT}}$
43. OPERATING PROFIT ON AVERAGE ASSETS (%)		$\frac{\text{OPERATING PROFIT} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL ASSETS}}$
44. RISK PROVISIONING CHARGE TO OPERATING PROFIT (%)		$\frac{\text{PROV. CHARGE FOR DOUBTFUL DEBTS \& DIM. OF INVESTMENTS} \times 100}{\text{OPERATING PROFIT}}$
45. DIVIDEND PAYOUT RATIO (%)		$\frac{\text{DIVIDENDS} \times 100}{\text{NET PROFIT (or LOSS)}}$
Definitions		
FREE CAPITAL:-	FREE CAPITAL FUNDS - TIER TWO CAPITAL	
STABLE FUNDS:-	TOTAL CUSTOMER DEPOSITS + OFFICIAL DEPOSITS + MEDIUM/LONG TERM LIABILITIES + FREE CAPITAL FUNDS.	
QUASI LIQUID ASSETS:-	TOTAL LIQUID ASSETS + TOTAL DEPOSITS WITH BANKS + MARKETABLE SECURITIES.	
TOTAL INVESTMENTS:-	MARKETABLE SECURITIES + UNQUOTED INVESTMENTS + NON-FINANCIAL SUBSIDIARIES & AFFILIATES + FINANCIAL SUBSIDIARIES & AFFILIATES.	
RISK WEIGHTED ASSETS:-	WEIGHTED TOTAL OF ASSETS APPLYING THE FOLLOWING PERCENTAGES:-	
	100%	Non-OECD medium term deposits, marketable securities, bills discounted & short term loans, medium/long term loans, other loans, non-performing loans, loan-loss provisions, unquoted investments, non-financial subsidiaries & affiliates, fixed assets, other assets, financial guarantees / standby LCs / acceptances.
	50%	First mortgage loans, bid & performance bonds.
	20%	Government securities, other liquid assets, up to 1 year deposits with banks, short/other deposits with banks, government guaranteed / collateralised loans, LCs / bank & government guarantees.
	10%	T-Bills, bonding for banks & governments.
	5%	Interest rate swaps/bank & government LCs.
GROSS LOANS:-	GOVERNMENT GUARANTEED, FIRST MORTGAGE LOANS, BILLS DISC. & SHORT TERM, MEDIUM/LONG TERM LOANS, OTHER LOANS, NON-PERFORMING LOANS.	
EQUITY:-	TIER ONE CAPITAL + ASSET REVALUATION RESERVE	

RATINGS DEFINITIONS

Foreign and Local Currency Ratings

Foreign currency ratings refer to an entity's ability and willingness to meet its foreign currency denominated financial obligations as they come due. Foreign currency ratings take into account the likelihood of a government imposing restrictions on the conversion of local currency to foreign currency or on the transfer of foreign currency to residents and non-residents.

Local currency ratings for non-sovereign issuers are an opinion of an entity's ability and willingness to meet all of its financial obligations on a timely basis, regardless of the currency in which those obligations are denominated and absent transfer and convertibility restrictions. Both foreign currency and local currency ratings are internationally comparable assessments.

Foreign and local currency ratings take into account the economic, financial and country risks that may affect creditworthiness as well as the likelihood that an entity would receive external support in the event of financial difficulties.

Ratings assigned to banks and corporates are generally not higher than the local and foreign currency ratings assigned by CI to the relevant sovereign government. However, it may be possible for an issuer with particular strengths and attributes such as inherent financial strength, geographically diversified cash flow, substantial foreign assets, and guaranteed external support, to be rated above the sovereign.

The following rating scale applies to both foreign currency and local currency ratings. Short-term ratings assess the time period up to one year.

Long-Term Issuer Ratings

Investment Grade

AAA The highest credit quality. Exceptional capacity for timely fulfilment of financial obligations and most unlikely to be affected by any foreseeable adversity. Extremely strong financial condition and very positive non-financial factors.

AA Very high credit quality. Very strong capacity for timely fulfilment of financial obligations. Unlikely to have repayment problems over the long term and unquestioned over the short and medium terms. Adverse changes in business, economic and financial conditions are unlikely to affect the institution significantly.

A High credit quality. Strong capacity for timely fulfilment of financial obligations. Possesses many favourable credit characteristics but may be slightly vulnerable to adverse changes in business, economic and financial conditions.

BBB Good credit quality. Satisfactory capacity for timely fulfilment of financial obligations. Acceptable credit characteristics but some vulnerability to adverse changes in business, economic and financial conditions. Medium grade credit characteristics and the lowest investment grade category.

Speculative Grade

BB Speculative credit quality. Capacity for timely fulfilment of financial obligations is vulnerable to adverse changes in internal or external circumstances. Financial and/or non-financial factors do not provide significant safeguard and the possibility of investment risk may develop.

- B Significant credit risk. Capacity for timely fulfilment of financial obligations is very vulnerable to adverse changes in internal or external circumstances. Financial and/or non-financial factors provide weak protection; high probability for investment risk exists.
- C Substantial credit risk is apparent and the likelihood of default is high. Considerable uncertainty as to the timely repayment of financial obligations. Credit is of poor standing with financial and/or non-financial factors providing little protection.
- RS Regulatory supervision. The obligor is under the regulatory supervision of the authorities due to its weak financial condition. The likelihood of default is extremely high without continued external support.
- SD Selective default. The obligor has failed to service one or more financial obligations but CI believes that the default will be restricted in scope and that the obligor will continue honouring other financial commitments in a timely manner.
- D The obligor has defaulted on all, or nearly all, of its financial obligations.

Short-Term Issuer Ratings

- Investment Grade*
 - A1 Superior credit quality. Highest capacity for timely repayment of short-term financial obligations that is extremely unlikely to be affected by unexpected adversities. Institutions with a particularly strong credit profile have a "+" affixed to the rating.
 - A2 Very strong capacity for timely repayment but may be affected slightly by unexpected adversities.
 - A3 Strong capacity for timely repayment that may be affected by unexpected adversities.
- Speculative Grade*
 - B Adequate capacity for timely repayment that could be seriously affected by unexpected adversities.
 - C Inadequate capacity for timely repayment if unexpected adversities are encountered in the short term.
 - RS Regulatory supervision. The obligor is under the regulatory supervision of the authorities due to its weak financial condition. The likelihood of default is extremely high without continued external support.
 - SD Selective default. The obligor has failed to service one or more financial obligations but CI believes that the default will be restricted in scope and that the obligor will continue honouring other financial commitments in a timely manner.
 - D The obligor has defaulted on all, or nearly all, of its financial obligations.

Capital Intelligence appends "+" and "-" signs to foreign and local currency long term ratings in the categories from "AA" to "C" to indicate that the strength of a particular bank is, respectively, slightly greater or less than that of similarly rated peers.
 Outlook - expectations of improvement, no change or deterioration in a rating over the 12 months following its publication are denoted Positive, Stable or Negative.
 Qualified - in cases where data and/or co-operation are such that it is not possible to formulate ratings to CI's high standards of robustness and reliability the letter "q" is appended to the ratings.

Financial Strength Ratings

CI's financial strength ratings provide an opinion of a bank's inherent financial strength, soundness and risk profile. These ratings do not address sovereign risk factors, including transfer risk, which may affect an institution's capacity to honour its financial obligations, be they local or foreign currency. Financial strength ratings also exclude support factors, which are addressed by foreign and local currency ratings, as well as CI's support ratings. However, financial strength ratings do take into account the bank's operating environment including the economy, the structure, strength and stability of the financial system, the legal system, and the quality of banking regulation and supervision. Financial strength ratings do not assess the likelihood that specific obligations will be repaid in a timely manner.

The following rating scale applies to the financial strength rating.

- | | |
|-----|--|
| AAA | Financially in extremely strong condition with positive financial trends; significant strengths in other non-financial areas. Operating environment likely to be highly attractive and stable. |
| AA | Financially in very strong condition and significant strengths in other non-financial areas. Operating environment likely to be very attractive and stable. |
| A | Strong financial fundamentals and very favourable non-financial considerations. Operating environment may be unstable but institution's market position and/or financial strength more than compensate. |
| BBB | Basically sound overall; slight weaknesses in financial or other factors could be remedied fairly easily. May be limited by unstable operating environment. |
| BB | One or two significant weaknesses in the bank's financial makeup could cause problems. May be characterised by a limited franchise; other factors may not be sufficient to avoid a need for some degree of temporary external support in cases of extraordinary adversity. Unstable operating environment likely. |
| B | Fundamental weaknesses are present in the bank's financial condition or trends, and other factors are unlikely to provide strong protection from unexpected adversities; in such an event, the need for external support is likely. Bank may be constrained by weak market position and/or volatile operating environment. |
| C | In a very weak financial condition, either with immediate problems or with limited capacity to withstand adversities. May be operating in a highly volatile operating environment. |
| D | Extremely weak financial condition and may be in an untenable position. |

Capital Intelligence appends "+" and "-" signs to financial strength ratings in the categories from "AA" to "C" to indicate that the strength of a particular institution is, respectively, slightly greater or less than that of similarly rated peers.

Outlook - expectations of improvement, no change or deterioration in a rating over the 12 months following its publication are denoted Positive, Stable or Negative.

Qualified - in cases where data and/or co-operation are such that it is not possible to formulate ratings to CI's high standards of robustness and reliability the letter "q" is appended to the ratings.

Support Ratings

CI's support ratings assess the likelihood that, in the event of difficulties, a bank would receive sufficient financial assistance from the government or private owners to enable it to continue meeting its financial obligations in a timely manner. Support ratings complement CI's financial strength ratings which, in effect, indicate the likelihood that a bank will fail due to inherent financial weaknesses and/or an unstable operating environment and therefore may require external support to avoid defaulting on its obligations. Neither financial strength ratings or support ratings take account of transfer and convertibility risks associated with sovereign events. The overall creditworthiness of an institution and default risk is captured by CI's foreign currency ratings. Foreign currency ratings take into account all factors affecting the likelihood of repayment including inherent financial strength, external support, the operating environment, and sovereign-related risks.

Although subjective, support ratings are based on a thorough assessment of a bank's ownership, market position and importance within the sector and economy, as well as the country's regulatory and supervisory framework and the credit standing of potential supporters.

The following rating scale applies to support ratings.

1. The likelihood of a bank receiving support in the event of difficulties is extremely high. The characteristics of a bank with this support rating may include strong government ownership and/or clear legal guarantees on the part of the state. The bank may also be of such importance to the national economy that state intervention is virtually assured. The ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely support is extremely strong.
2. The likelihood of support is very high. The ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely support is very strong.
3. The likelihood of support is high. The ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely support is strong.
4. The likelihood of support is moderate. There is some uncertainty about the ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely assistance.
5. The likelihood of support is low. There is considerable uncertainty about the ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely assistance.

MOODY'S

INVESTORS SERVICE

Credit Opinion: BMCE Bank - DRAFT - In Progress or Approved Version

Global Credit Research

Casablanca, Morocco

Ratings

Category	Moody's Rating
Outlook	Stable
Bank Deposits -Fgn Curr	Ba2/NP
Bank Deposits -Dom Curr	Baa3/P-3
Bank Financial Strength	D
Subordinate	Ba1

Contacts

Analyst	Phone
Antoine Yacoub/DIFC	971.44.01.9536
Anouar Hassoune/Paris	33.1.53.30.10.20
Mardig Haladjian/Limassol	357.25.586.586

Key Indicators

BMCE Bank	[1]2009	2008	2007	2006	2005	Avg.
Total Assets (US\$ million)	20244.05	18744.41	13757.89	9999.59	8173.97	[2]19.18
Total Capital (US\$ million)	1724.49	1547.36	1058.24	996.48	853.28	[2]16.05
Return on Average Assets	0.51	1.12	1.03	1.13	1.07	0.97
Recurring Earnings Power [3]	1.40	1.65	1.82	2.03	2.04	1.79
Net Interest Margin	2.99	3.62	3.00	3.04	3.22	3.18
Cost/Income Ratio (%) [4]	66.78	65.84	60.58	60.62	59.80	62.72
Problem Loans % Gross Loans	5.88	4.89	5.02	6.27	7.80	5.97
Shareholders' Equity % Total Assets	3.65	3.69	6.20	8.28	9.06	6.18

[1] As of December 31. [2] Compound annual growth rate. [3] Preprovision income % average assets. [4] Non-Interest Expense % Operating Income.

Opinion

SUMMARY RATING RATIONALE

Moody's assigns a bank financial strength rating (BFSR) of D to Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur (BMCE), which translates into a baseline credit assessment of Ba2. The rating reflects the bank's strong franchise in Morocco and moderate financial metrics, which are supported by comfortable liquidity but constrained by modest albeit constantly improving asset quality. The rating also takes into account the cyclical operating environment faced by banks in Morocco as well as in the new African markets where BMCE is expanding its activities. Finally, the rating reflects concentrations in the bank's loan book, the increasing maturity mismatches imperfectly mitigated by a still developing funding mix, mounting competition, and the operating and financial challenges arising from the bank's more ambitious foreign expansion, although the latter appears well under control.

BMCE's long-term global local currency (GLC) deposit rating, at Baa3, additionally reflects Moody's assessment of a very high probability of systemic support for the bank in the event of need, given (i) BMCE's size as Morocco's third-largest bank with a market share of approximately 15%; (ii) its importance to the country's payment systems and economy; and (iii) clear evidence of systemic support provided to Moroccan banks. Consequently, BMCE's GLC deposit rating is two notches higher than its Ba2 baseline credit assessment.

BMCE's foreign currency deposit ratings of Ba2/Not Prime are constrained by the foreign currency deposit ceiling for Morocco.

Rating Drivers

- Well-established franchise in Morocco with growing retail banking activities, amid supportive economic conditions
- Adequate liquidity reflecting a good customer deposit base
- Relationship with the bank's affiliates offers synergetic benefits
- Under-penetrated Moroccan banking system offers opportunities for growth
- Cyclical macroeconomic operating environment in Morocco, whose output remains dependent on a limited number of sectors prone to some variability
- Concentration risks in credit portfolios
- Expansion in countries with high operational risk could offset revenue enhancement and diversification benefits

Rating Outlook

All ratings carry a stable outlook.

What Could Change the Rating - Up

BMCE is currently firmly positioned within its rating level. Expected improvements both in performance and in its risk profile are unlikely to be sizeable enough to lead to positive rating pressure, at least in the short-to-medium term. At the same time, we do not expect to see significant shifts in Moroccan banks' domestic market shares; thus, any franchise value enhancements are likely to result from international expansion. That said, such enhancement can arise only in cases where (i) durable international expansion is carried out successfully in markets whose economies bear low correlation to the Moroccan market (affording diversification); and (ii) expansion is significant in terms of size and results in capturing material shares in the new markets.

Nonetheless, upward rating pressure could, in the longer term, be exerted in the event of: (i) sustainable improvements in the bank's domestic operating environment; (ii) a further decrease in problem loans (when measured in line with international norms and practices) and a concurrent increase in provisioning cover; (iii) a more sophisticated approach to asset-liability management; (iv) evidence that high current credit growth carries robust quality lending; and (v) a longer track record of higher profitability indicators, accompanied by better operating efficiencies.

BMCE's GLC deposit rating could move up in the event of: (i) an upgrade of the BFSR, (ii) an increase in the support assumptions,

The bank's foreign currency deposit rating is constrained by Morocco's foreign currency deposit ceiling and would rise in tandem with this ceiling up to a level equivalent to the GLC deposit rating.

What Could Change the Rating - Down

The BFSR could be negatively affected by: (i) a severe deterioration in the domestic operating environment; (ii) a weakening franchise, particularly in the bank's local market; (iii) deteriorating financial fundamentals; (iv) a reversal of the improving asset quality trend; and (v) elevated levels of risk assumed in new markets such that the bank's overall risk profile is affected.

A lowering of Morocco's LCDC or lower support assumptions could result in BMCE's GLC deposit rating being downgraded.

The bank's foreign currency deposit rating would be downgraded following a lowering of Morocco's foreign currency deposit ceiling. At this stage, we do not foresee any possible deterioration in the bank's performance or support

assumptions as being severe enough to force BMCE's GLC deposit rating below the Ba2 level.

Recent Results

Year-end 2009 results showed a decrease in year-on-year profitability to MAD385 million from MAD830 million in previous, largely driven by a hike in provisioning charges to MAD1.1 billion from MAD89 million over that same period. During 2009, total assets increased by 12% to MAD168.4 billion (US\$20.2 billion), while gross loans and customer deposits increased by 10% and 8% to MAD97.9 billion and MAD122.5 billion, respectively.

DETAILED RATING CONSIDERATIONS

Detailed considerations for BMCE's currently assigned ratings are as follows:

Bank Financial Strength Rating

Moody's BFSR of D for BMCE is supported by the bank's strong market positioning in Morocco, complemented by fairly stable earning sources, adequate liquidity supported by a strong deposit base, declining direct investments gradually replaced by more granular credit exposures in the retail segment, and increasing operating as well as geographic diversification. However, these strengths are offset by constraints attached to a cyclical operating environment, some concentration by name and sector in the corporate banking book, widening maturity gaps reflecting a funding base still dominated by short-term deposits, pressure on internal resources at a time when the bank is ambitiously exploring new horizons, and growing domestic competition on price and volumes.

As a point of reference, the assigned D BFSR is in line with the outcome generated by Moody's bank financial strength scorecard. The outcome reflects moderate overall scores for the bank's financial metrics and liquidity. Concurrently, the scorecard's outcome of all Moroccan banks is constrained by weak concentration and corporate governance scores as well as by Morocco's volatile and still immature operating environment.

As part of its recalibration of Moroccan bank ratings, consistent with the approach described in the Special Comment "Calibrating Bank Ratings in the Context of the Global Financial Crisis", published in February 2009, Moody's has also reassessed the assigned BFSRs. This exercise entailed stress-testing banks' capital ratios under an expected (base) scenario and a worse-than-expected (stressed) scenario of asset quality deterioration. The outcome of this exercise was the downgrade of BMCE's BFSR to D/Ba2 from D+/Baa3.

Qualitative Factors (70%)

Factor 1: Franchise Value

Trend: Neutral

BMCE is Morocco's third-largest bank, holding about 15% of total banking assets in the relatively concentrated banking system. The bank enjoys a well-established franchise in its home market and is among the leading institutions in corporate banking activities, capital market operations and project finance. A significant portion of the bank's earnings is generated by the aforementioned business lines based in Morocco. However, the bank's retail earnings contribution to net profit has been on the rise. Hence, BMCE's endeavour over the past four years to grow its branch network for deposit collection and enhanced access to retail borrowers have been bearing fruit since 2006 and, despite the cost of such expansion, is considered a positive rating driver.

Meanwhile, although the bank's operations beyond its domestic market are still not sufficient to signify geographic diversification, we expect that this is likely to change in the medium term - given BMCE's recent international investments and collaborations, both in Europe (for investment banking) and in other parts of Northern as well as sub-Saharan Africa (for investment and commercial banking alike). African operations, if well managed and controlled, appear full of untapped opportunities for the bank. That said, international diversification will need to be evaluated bearing in mind the emerging nature of the economies of all the countries into which BMCE is expanding. High correlations in the performances of the markets in which BMCE operates would constrain its geographic diversification assessment, which is not our base-case scenario. By 2011, it is expected that between 15% and 20% of the group's earning will be extracted out of foreign markets, which is materially higher than for peers. In the meantime, we expect that the group's resources (in terms of technology and human talent) will become more stretched, with heightened need for better efficiency, strong controls, and shareholders' clear commitment should the need arise.

BMCE scores D+ for the value of its franchise.

Factor 2: Risk Positioning

Trend: Neutral

The main factors constraining BMCE's risk positioning assessment are some related-party exposures, significant borrower concentration and the bank's structural exposure to interest rate risks in the banking book, reflecting a balance sheet structure dominated by cheap short-term deposits used to fund longer tenor, mainly floating-rate credit portfolios. Interest rate risks are closely monitored though, and do not appear excessive. BMCE would benefit from increasing interest rates, and is currently well positioned given that interest rates in Morocco have reached historical lows. However, the bank's risk management framework has been materially strengthened over the past five years, and now compares favourably with that of domestic and foreign peers in emerging markets.

The bank is now reporting its financials under IFRS; this has been the case since mid-year 2008. Simultaneously, public financial disclosure has already materially improved in recent years. Adoption of IFRS has authorized material improvements in the amount, granularity, and depth of public financial disclosure. BMCE's financial statements already include a wide range of explanatory notes providing readers with a large spectrum of analytical insights. Especially, the bank's most recent financial reporting has been emphasizing enterprise risk management issues, which is viewed as a significant paradigm shift from past rules-based accounting practices. This is a signal that risk culture and awareness has spread across the whole organization.

At the same time, concentrations and related-party exposures need to be viewed in the context of the limited number of large corporate borrowers in the country and the fact that BMCE's parent group is one of the largest in Morocco (limiting the bank's scope to avoid exposures to parent-group members). Multiple minority shareholdings and related-party exposures are a wider concern in the Moroccan banking sector raising corporate governance concerns and exerting negative pressure on ratings. That said, we note that BMCE has put in place appropriate senior-level management committees and structures, significantly improving corporate governance. Given the current ownership structure (one dominant and multiple minority shareholders), some concerns remain: such a configuration could potentially result in weaknesses in the board's capacity to balance the interest of all stakeholders (including creditors) and exercise independent oversight of management (though there are currently no signs to this effect). As a mitigating factor, BMCE is currently in the process of closing the gap with best international governance practices. In this regard, BMCE is increasing the number of independent board members, while setting up several other committees chaired by independent directors.

Improvements made with regard to the bank's risk management practices, alongside BMCE's leading role in aligning itself with the Basel II guidelines, mitigate the risks attached to related-party lending and the high credit risk inherent in the volatile markets where the bank is undertaking its ambitious expansion.

The scorecard generates an adjusted D score for risk positioning.

Factor 3: Regulatory Environment

Please refer to Moody's Banking System Outlook for Morocco to obtain additional comments on the regulatory environment.

Factor 4: Operating Environment

Trend: Neutral

This factor is also common to all banks in Morocco. The economic stability sub-factor captures the country's economic volatility based on the standard deviation of its nominal GDP growth rate over the past 20 years. The integrity and corruption index is based on data from the World Bank, which ranks approximately 200 countries worldwide. The legal system sub-factor derives from Moody's assessment of the jurisdiction implementation process in Morocco. The overall outcome of the operating environment category results in a D score.

Quantitative Factors (30%)

Factor 5: Profitability

Trend: Neutral

BMCE's 2009 results showed a significant decrease in bottom-line profitability to MAD384.8 from MAD830.4 million in 2008, largely driven by a hike in provisioning charges (amid rising non-performing loans). During that same period, core earnings improved moderately while trading income recorded a strong recovery on the back of strong stock market performance in 2009. The bank's Net-interest margins (NIM) regressed to 3% from 3.62 % in 2008 due to higher funding pressures (as a result of a tighter liquidity in the market and increased competitive pressures on deposit pricing) and decreasing lower interest rate environment (mainly affecting its securities interest- income). Going forward, the main constraint to profitability remains its loan loss provisioning charges. Hence, bottom line

profitability performance in 2010 will be largely dependent on BMCE's asset quality performance as well as the pace of economic recovery in Morocco and Europe (Morocco largest trading partner and main source of remittances).

BMCE scores D+ for profitability.

Factor 6: Liquidity

Trend: Neutral

Given strict central bank requirements, rated Moroccan banks generally maintain good liquidity profiles. In this regard, Bank Al-Maghrib requires banks to maintain their liquid asset-to-short-term liabilities ratio above 100%. Hence, BMCE maintains a matched short-term asset-liability maturity position and relies mainly on low-cost deposits to fund its operations (deposits funded 72.7% of the bank's assets as at year-end 2009). Liquidity is ample, fuelled by a relatively lax monetary policy aiming at accompanying real growth, unabated remittances from Moroccans living abroad, heightened revenues from tourism, and a strict control over currency outflows. Therefore, given limited disintermediation and almost no sterilisation of liquidity inflows, those banks equipped with a large network of commercial outlets such as BMCE end up capturing increasing amounts of cheap deposits, which tend to remain sticky in the long term.

As the bank grows both organically and externally, and as lending tenors have widened gradually in the country, a funding continuum dominated by customer deposits appears imbalanced. In addition, capital is expected to become scarce, triggering either more conservative dividend policies and/or shareholders' injection of fresh capital; therefore, wider use of long-term funding has been considered as critical by BMCE, which is expected to continue substituting customer deposits with a wider variety of funding instruments.

BMCE scores B for liquidity.

Factor 7: Capital Adequacy

Trend: Neutral

BMCE's Capitalisation ratios remain weak especially when looked at in the context of a challenging domestic operating environment and a shortfall in NPL provisioning ratio. The bank's tier 1 ratio, as per Moody's estimate, stood at 6% and its tangible common equity ratio at a low 3.7% (given its high level of intangible assets and minority interests) as of December 2009. Fast assets growth witnessed over recent years and insufficient internal capital generation have put incremental pressure on BMCE's capital indicators. All capital ratios have been gradually deteriorating since 2003, reflecting both absolute asset inflation and the evolving nature of asset allocation, with capital-consuming credit exposures more actively replacing less capital-intensive liquid assets. In view of domestic economic momentum, the bank's regional expansion and the limited upside potential of internal capital generation, capital could become a constraining factor for future growth, all the more so as capital is a relatively scarce, thus expensive, resource in Morocco.

Compared to domestic, regional and international peers, BMCE displays higher financial leverage, which weighs on its overall risk profile. At 3.65% as at December 2009, BMCE's equity-to-total assets ratio is lower than that of other similarly rated banks, operating in sometimes less challenging developing markets, and would need to be enhanced given its expansion ambitions and the type of risks it assumes.

BMCE scores C for capital adequacy.

Factor 8: Efficiency

Trend: Neutral

Despite evidence of some success in containing costs, BMCE's efficiency ratios (at 66.8% in 2009) remain weaker than the average for Morocco, particularly when compared with some other private-sector banks. However, this needs to be put into the perspective of branch expansion, deployment of foreign assets, and a number of structural investments, which should all bear fruit at various moments in the future. In the medium term, the bank hopes to benefit from cost synergies from its business affiliates (especially financial-related institutions), tighter cost monitoring after a period of heavy investments, enhanced revenues from both domestic and overseas activities, and business momentum in new business lines.

A three-year average cost-to-income ratio of 64.4% yield a score of C for efficiency.

Factor 9: Asset Quality

Trend: Weakening

Reported NPLs as of year-end 2009 results indicate a weakening asset quality profile with consolidated NPLs to gross loans increasing to 5.88% from 4.89% in 2008 and loan loss coverage ratio slightly decreasing to 75% from 76% in previous year. The improving asset quality trend that has been registered during the 2003-2008 period (with NPLs ratio falling to 4.9% in 2009 from 9% in 2003) seems to have halted in 2009 as a result of less favourable local economic conditions and of what could be the start BMCE's loan book seasoning cycle (following a rapid credit growth witnessed over the last 4 years). While not being directly impacted by the global financial turmoil, Morocco's economy has witnessed some slow-down in its main sectors : manufacturing related to exports, real-estate, remittances and tourism (in addition to a fall in Foreign direct investments). This resulted in so far limited spill-over effects on banks asset quality. Going forward, the local operating environment is projected to improve with GDP likely to register a growth of at least 4.5% in 2010 better than previously forecasted. This could indeed have positive effects on Moroccan banks asset quality profile, by waning credit default pressures and allowing banks to resume a healthy/strong business growth.

BMCE scores D for asset quality.

Global Local Currency Deposit Rating (Joint Default Analysis)

Moody's assigns a global local currency (GLC) deposit rating of Baa3 to BMCE. The rating is supported by BMCE's baseline credit assessment of Ba2, as well as by the rating of the support provider rating, i.e. the Baa2 in the case of Morocco.

Moody's assesses that there is a very high probability that BMCE would receive systemic support in the event of a stress situation, based on: (i) the bank's size (it is the third-largest bank in the country with approximately 15% market share) and its importance to the country's payment systems and economy; and (ii) clear evidence of systemic support provided to banks in the event of need, making Morocco a 'high support' country. The bank's GLC deposit rating thus receives a two-notch uplift from its baseline risk assessment.

Moody's previously used the local currency deposit ceiling (LCDC) as the main input for its assessment of systemic support, i.e. the ability of a national government/the state to support its banks. Although anchoring the probability of support at the LCDC is appropriate in many circumstances -- regarding the provision of liquidity to a selected number of institutions over a short period of time -- this might overestimate the capacity of a central bank to support financial institutions in the event of a banking crisis becoming both truly systemic and protracted. This approach is outlined in the Special Comment entitled "Financial Crisis More Closely Aligns Bank Credit Risk and Government Ratings in Non-Aaa Countries", which was published in May 2009. In line with the guidelines specified in the Special Comment, Moody's has changed the systemic support input for Moroccan banks' ratings to Baa2 from the A3 LCDC. The new Baa2 systemic support anchor for Moroccan banks is two notches above the Ba1 local currency government bond rating.

Notching Considerations

Ratings for any junior obligations of BMCE should be notched off the fully supported deposit rating or GLC deposit rating because Moody's believes that there is no legal authority mechanism in place for Moroccan bank regulators to impose losses on subordinated creditors outside of a liquidation scenario.

Foreign Currency Deposit Rating

At Ba2/Not Prime, BMCE's foreign currency deposit ratings are constrained by the Moroccan foreign currency deposit ceiling.

ABOUT MOODY'S BANK RATINGS

ABOUT MOODY'S BANK RATINGS

Bank Financial Strength Rating

Moody's Bank Financial Strength Ratings (BFSRs) represent Moody's opinion of a bank's intrinsic safety and soundness and, as such, exclude certain external credit risks and credit support elements that are addressed by Moody's Bank Deposit Ratings. BFSRs do not take into account the probability that the bank will receive such external support, nor do they address risks arising from sovereign actions that may interfere with a bank's ability to honor its domestic or foreign currency obligations. Factors considered in the assignment of BFSRs include bank-specific elements such as financial fundamentals, franchise value, and business and asset diversification. Although BFSRs exclude the external factors specified above, they do take into account other risk factors in the bank's operating environment, including the strength and prospective performance of the economy, as well as the structure and relative

fragility of the financial system, and the quality of banking regulation and supervision.

Global Local Currency Deposit Rating

A deposit rating, as an opinion of relative credit risk, incorporates the BFSR as well as Moody's opinion of any external support. Specifically, Moody's Bank Deposit Ratings are opinions of a bank's ability to repay punctually its deposit obligations. As such, they are intended to incorporate those aspects of credit risk relevant to the prospective payment performance of rated banks with respect to deposit obligations, which includes: intrinsic financial strength, sovereign transfer risk (in the case of foreign currency deposit ratings), and both implicit and explicit external support elements. Moody's Bank Deposit Ratings do not take into account the benefit of deposit insurance schemes which make payments to depositors, but they do recognize the potential support from schemes that may provide assistance to banks directly.

According to Moody's joint default analysis (JDA) methodology, the global local currency deposit rating of a bank is determined by the incorporation of external elements of support into the bank's Baseline Risk Assessment. In calculating the Global Local Currency Deposit rating for a bank, the JDA methodology also factors in the rating of the support provider, in the form of the local currency deposit ceiling for a country, Moody's assessment of the probability of systemic support for the bank in the event of a stress situation and the degree of dependence between the issuer rating and the Local Currency Deposit Ceiling.

National Scale Rating

National scale ratings are intended primarily for use by domestic investors and are not comparable to Moody's globally applicable ratings; rather they address relative credit risk within a given country. An Aaa rating on Moody's National Scale indicates an issuer or issue with the strongest creditworthiness and the lowest likelihood of credit loss relative to other domestic issuers. National Scale Ratings, therefore, rank domestic issuers relative to each other and not relative to absolute default risks. National ratings isolate systemic risks; they do not address loss expectation associated with systemic events that could affect all issuers, even those that receive the highest ratings on the National Scale.

Foreign Currency Deposit Rating

Moody's ratings on foreign currency bank obligations derive from the bank's local currency rating for the same class of obligation. The implementation of JDA for banks can lead to high local currency ratings for certain banks, which could also produce high foreign currency ratings. Nevertheless, it should be noted that foreign currency deposit ratings are in all cases constrained by the country ceiling for foreign currency bank deposits. This may result in the assignment of a different, and typically lower, rating for the foreign currency deposits relative to the bank's rating for local currency obligations.

Foreign Currency Debt Rating

Foreign currency debt ratings are derived from the bank's local currency-debt rating. In a similar way to foreign currency deposit ratings, foreign currency debt ratings may also be constrained by the country ceiling for foreign currency bonds and notes; however, in some cases the ratings on foreign currency debt obligations may be allowed to pierce the foreign currency ceiling. A particular mix of rating factors are taken into consideration in order to assess whether a foreign currency bond rating pierces the country ceiling. They include the issuer's global local currency rating, the foreign currency government bond rating, the country ceiling for bonds and the debt's eligibility to pierce that ceiling.

About Moody's Bank Financial Strength Scorecard

Moody's bank financial strength model (see scorecard below) is a strategic input in the assessment of the financial strength of a bank, used as a key tool by Moody's analysts to ensure consistency of approach across banks and regions. The model output and the individual scores are discussed in rating committees and may be adjusted up or down to reflect conditions specific to each rated entity.

Rating Factors

BMCE Bank

Rating Factors	A	B	C	D	E	Total	Trend
----------------	---	---	---	---	---	-------	-------

[1]						Score	
Qualitative Factors (70%)						D	
Factor:		☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	D+	Neutral
Franchise Value		☐	☐	☐	☐		
Market Share and Sustainability		x					
Geographical Diversification					x		
Earnings Stability				x			
Earnings Diversification							
[2]							
Factor: Risk Positioning	☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	D	Neutral
Corporate Governance [2]				x			
- Ownership and Organizational Complexity	--	--	--	--	--		
- Key Man Risk	--	--	--	--	--		
- Insider and Related-Party Risks	--	--	--	--	--		
Controls and Risk Management				x			
- Risk Management				x			
- Controls			x				
Financial Reporting Transparency			x				
- Global Comparability		x					
- Frequency and Timeliness		x					
- Quality of Financial Information				x			
Credit Risk Concentration	--	--	--	--	--		
- Borrower Concentration	--	--	--	--	--		
- Industry Concentration	--	--	--	--	--		
Liquidity Management			x				
Market Risk Appetite			x				
Factor: Operating Environment			☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐	☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐		D-	Improving
Economic Stability				x			

Integrity and Corruption Legal System				x			
Financial Factors (30%)					x	C-	
Factor: Profitability	□□□□□□□□	□□□□□□□□	□□□□□□□□	□□□□□□□□	□□□□□□□□	D+	Neutral
PPP % Avg RWA - Basel I	□	□	□	□	□		
Net Income % Avg RWA - Basel I			1.88%		0.69%		
Factor: Liquidity (Mkt funds-Liquid Assets) % Total Assets	-23.92%					B	Neutral
Liquidity Management			x				
Factor: Capital Adequacy						C	Neutral
Tier 1 ratio (%) - Basel I			6.35%				
Tangible Common Equity / RWA - Basel I			4.56%				
Factor: Efficiency						C	Neutral
Cost/income ratio			64.40%				
Factor: Asset Quality						D	Weakening
Problem Loans % Gross Loans				5.26%			
Problem Loans % (Equity + LLR)				46.49%			
Lowest Combined Score (9%)						D	
Economic Insolvency Override						Neutral	
Aggregate Score						D	
Assigned BFSR						D	

[1] - Where dashes are shown for a particular factor (or sub-factor), the score is based on non public information [2] - A blank score under Earnings diversification or Corporate Governance indicates the risk is neutral

MOODY'S
INVESTORS SERVICE

Banque Marocaine du Commerce Exterieur

Primary Credit Analyst:

Mohamed Damak, Paris (33) 1-4420-7322; mohamed_damak@standardandpoors.com

Secondary Credit Analyst:

Paul-Henri Pruvost, Paris (33) 1 4420 6691; paul-henri_pruvost@standardandpoors.com

Table Of Contents

Major Rating Factors

Rationale

Banque Marocaine du Commerce Exterieur

Major Rating Factors

Strengths:

- Strong commercial position.
- Good funding and liquidity profile.
- Improving geographic diversification.

Weaknesses:

- Weak capitalization.
- Risks associated with geographic expansion strategy.
- High exposure to the real estate sector.

Counterparty Credit Rating

Local Currency

BBp/-/-

Rationale

The unsolicited public information ("pi") rating on Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE) reflects the bank's weak capitalization given its risk profile, risks associated with its geographic expansion strategy, and high exposure to the real estate sector. Counterbalancing these elements are the bank's strong overall commercial position, good funding and liquidity profile and improving geographic diversification.

With consolidated assets of Moroccan dirham (MAD) 158.8 billion on June 30, 2009, BMCE is the third-largest bank in Morocco. It has several subsidiaries in leasing, factoring, credit insurance, consumer finance, asset management, and investment banking. BMCE is focused on further developing its retail and corporate business in Morocco and expanding outside Morocco. To that end, the bank acquired a 42.5% stake in BOA Group (not rated) with the objective of taking control and contributing to infrastructure and project finance forays in Africa through the cooperation between the BOA group and BMCE's U.K.-based investment banking subsidiary Medicapital PLC. While this improves the bank's geographic diversification, Standard & Poor's Ratings Services sees BMCE's expansion strategy as risky owing to the higher credit and operational risks. BOA Group was consolidated in the bank's IFRS financial statements from June 30, 2008. African subsidiaries accounted for about 17.0% of the bank's total loans and 19% of profits in the first half of 2009.

The FinanceCom group remains BMCE's largest shareholder, with a stake of 35.8% on March 31, 2009, while France's Banque Fédérative du Crédit Mutuel (A+/Stable/A-1) owns a 19.9% stake following the acquisition of an additional 5% stake in 2009. BMCE's asset quality indicators deteriorated slightly in the first half of 2009 as a result of the less supportive economic environment that resulted in a slight increase in the absolute amount of nonperforming loans (NPLs). The NPLs-to-total loans ratio reached 4.9% at June 30, 2009. We expect this deterioration to continue over the next 18 months, given the bank's high exposure to the weakening real estate sector—about one-third of its local loan portfolio at June 30, 2009—and the decline in transfers from Moroccan expatriates, some of which service local mortgage loans. On a positive note, we understand that the bank's exposure to the luxury segment is limited. The coverage ratio remained adequate—80.6% at June 30, 2009—but we foresee a decline either in this ratio or in the bank's profitability if the bank decides to allocate provisions conservatively. Although remote in our opinion, a shock to the mid-income real estate sector, to which BMCE is significantly exposed, could significantly hurt BMCE's asset quality indicators.

Although declining, BMCE's liquidity is still sound; 18.6% of the bank's assets were in liquid forms on June 30, 2009. The funding profile benefits from good access to cheap retail deposits and customer deposits that more than cover the loan portfolio. Nevertheless, the ratio of loans to deposits has been increasing over the past five years, a trend that is expected to continue. Capitalization remains weak, in our opinion, given the bank's rapid increase in assets and geographic expansion strategy. The ratio of adjusted total equity to adjusted assets stood at 5.5% at June 30, 2009. In addition, the bank's profitability is modest, with return on assets of 1.0% in the first half of 2009. BMCE has been reliant on subordinated debt issuance to reinforce its regulatory capital ratios, weakening the overall quality of capital. Standard & Poor's excludes subordinated debt from its calculation of capital ratios.

Table 1

Banque Marocaine de Commerce Extérieur Asset Quality, Funding, And Liquidity Ratios					
		--Year-ended Dec. 31--			
%	2009*	2008	2007	2006	2005
Gross nonperforming assets/customer loans plus other real estate owned	4.9	4.9	5.0	6.2	7.7
Net nonperforming assets/customer loans plus other real estate owned	1.0	1.2	1.7	1.2	2.1
Loan loss reserves/gross nonperforming assets	80.6	76.5	67.3	81.9	74.4
Loan loss reserves/customer loans	3.9	3.7	3.4	5.1	5.8
New loan loss provisions/average customer loans	0.6	0.1	0.6	0.6	1.0
Net charge-offs/average customer loans	N.M.	N.M.	N.M.	N.M.	N.M.
Customer deposits/funding base	74.3	81.0	88.2	90.5	88.3
Total loans/customer deposits	89.1	81.6	74.5	71.3	68.1
Total loans/customer deposits plus long-term funds	77.9	73.2	67.7	63.2	59.6
Customer loans (net)/assets (adjusted)	56.3	57.3	55.7	53.8	49.1

*Data as of June 30.

N.A.—Not available. N/A—Not applicable. N.M.—Not meaningful.

Table 2

Banque Marocaine de Commerce Extérieur Profitability Ratios					
		--Year-ended Dec. 31--			
%	2009*	2008	2007	2006	2005
Net interest income/average earning assets	3.0	3.6	3.0	3.0	3.2
Net interest income/revenues	61.8	67.6	58.8	55.8	59.7
Fee income/revenues	18.2	18.9	19.1	16.8	17.1
Market-sensitive income/revenues	16.3	8.2	18.5	2.2	20.1
Personnel expense/revenues	N.A.	N.A.	N.A.	27.8	27.9
Noninterest expenses/revenues	59.8	64.0	59.0	56.1	54.8
New loan loss provisions/revenues	8.1	1.5	7.4	7.0	10.5
Net operating income before loan loss provisions/loan loss provisions	495.0	2,470.8	552.7	629.5	431.8
Net operating income after loan loss provisions/revenues	32.1	34.6	33.6	36.9	34.7
Pretax profit/revenues	32.1	34.6	33.6	35.9	34.5
Tax/pretax profit	28.0	31.9	31.4	33.5	33.1
Core earnings/revenues	23.1	23.6	23.0	24.6	23.3
Core earnings/average adjusted assets	1.0	1.1	1.0	1.2	1.1
Noninterest expenses/average adjusted assets	2.6	3.1	2.6	2.6	2.5

Table 2

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Profitability Ratios (cont.)					
Core earnings/average risk-weighted assets	1.4	1.6	1.7	2.1	1.9
Core earnings/average adjusted common equity	18.8	19.7	13.7	13.0	11.7
Pretax profit/average common equity (%)	33.9	34.8	21.1	19.9	18.2

*Data as of June 30.

N.A.—Not available. N/A—Not applicable. N.M.—Not meaningful.

Table 3

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Capital Ratios					
	--Year-ended Dec. 31--				
%	2009*	2008	2007	2006	2005
Adjusted common equity/risk assets (%)	8.2	7.2	9.5	16.4	15.5
Tier 1 capital ratio					
Adjusted total equity/adjusted assets	5.5	4.9	6.4	6.8	6.5
Adjusted total equity/managed assets	5.5	4.9	6.4	6.8	6.5
Adjusted total equity plus loan loss reserves (specific)/customer loans (gross)	13.3	12.0	14.5	17.1	18.3
Common dividend payout ratio	N.M.	91.6	61.6	44.2	41.5

*Data as of June 30.

N.A.—Not available. N/A—Not applicable. N.M.—Not meaningful.

Table 4

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Summary Balance Sheet					
	--Year-ended Dec. 31--				
Mil. MAD	2009*	2008	2007	2006	2005
Assets					
Cash and money market instruments	29,344.8	30,347.9	27,805.0	22,207.8	19,825.6
Securities	30,235.7	24,661.0	13,087.6	11,721.4	12,699.7
Trading securities (marked to market)	22,467.2	16,830.7	9,663.3	8,643.5	5,767.0
Nontrading securities	7,768.5	7,830.2	3,424.3	2,877.9	6,932.8
Mortgage-backed securities included above	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Loans to banks (net)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Customer loans (gross)	92,508.8	89,042.0	61,050.9	48,237.6	39,347.9
Loan loss reserves	3,654.0	3,332.6	2,065.7	2,452.4	2,263.7
Customer loans (net)	88,854.8	85,709.4	58,985.2	45,785.2	37,084.2
Earning assets	143,487.5	135,289.2	93,858.6	74,283.3	64,782.9
Equity interests/participations (nonfinancial)				184.6	131.8
Investments in unconsolidated subsidiaries (financial companies)	207.1	191.4	184.6	1,636.0	2,043.8
Intangibles (nonservicing)	1,036.6	797.9	294.2	21.3	24.5
Interest-only strips					
Fixed assets	4,076.8	3,570.1	2,345.7	1,840.7	1,528.4
All other assets	5,046.7	5,183.2	3,413.3	1,676.9	2,262.9
Total assets	158,802.5	150,460.8	106,115.6	85,073.9	75,600.9
Intangibles (nonservicing)	1,036.6	797.9	294.2	21.3	24.5
Adjusted assets	157,766.0	149,662.9	105,821.4	85,052.6	75,576.4

Table 4

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Summary Balance Sheet (cont.)					
Liabilities					
Total deposits	119,432.4	121,826.8	91,112.7	72,631.5	63,660.8
Noncore deposits	15,638.9	12,647.1	9,143.6	5,013.3	5,903.6
Core/customer deposits	103,793.5	109,179.7	81,969.1	67,618.1	57,757.2
Acceptances	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Repurchase agreements	9,281.2	4,270.0			
Other borrowings	10,905.8	8,743.2	1,819.0	2,097.0	1,767.0
Other other borrowings	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other credit reserves	301.0	325.5	272.8		
Other liabilities	8,918.0	7,030.5	5,751.4	2,888.0	3,183.2
Total liabilities	148,838.5	142,196.0	98,955.9	77,616.5	68,611.0
Total equity	9,964.1	8,264.8	7,159.7	7,457.4	6,999.9
Mandatorily convertible securities	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Limited life preferred and quasi equity	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Enhanced trust preferred	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Minority interest-equity	2,836.8	2,707.9	580.5	410.4	375.8
Common shareholders' equity (reported)	7,127.3	5,556.9	6,579.2	7,047.1	6,614.1
Share capital and surplus	1,587.5	1,587.5	1,587.5	1,587.5	1,587.5
Revaluation reserve	49.1	(98.7)	(122.1)	0.0	0.0
Retained profits	1,874.5	2,355.2	2,691.5	834.1	736.0
Other equity	(2,116.5)	(3,667.9)	(2,210.3)	0.0	0.0
Total liabilities and equity	158,802.5	150,460.8	106,115.6	85,073.9	75,600.9

*Data as of June 30.

N.A.—Not available. N/A—Not applicable. N.M.—Not meaningful.

Table 5

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Equity Reconciliation Table					
--Year-ended Dec. 31 --					
Mil. MAD	2009*	2008	2007	2006	2005
Common shareholders' equity (reported)	7,127.3	5,556.9	6,579.2	7,047.1	6,614.1
Plus minority interest (equity)	2,836.8	2,707.9	580.5	410.4	375.8
Minus dividends (not yet distributed)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Minus revaluation reserves	(49.1)	98.7	122.1	0.0	0.0
Minus nonservicing intangibles	(1,036.6)	(797.9)	(294.2)	(21.3)	(24.5)
Minus interest-only strips (net)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Minus tax loss carryforwards	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Minus postretirement benefit adjustment	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Adjusted common equity	8,878.5	7,565.6	6,967.6	7,436.1	6,965.4
Plus admissible preferred and hybrids	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Plus general reserves	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Plus unrealized gains	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Minus equity in unconsolidated subsidiaries	(207.1)	(191.4)	(184.6)	(1,636.0)	(2,043.8)
Minus capital of insurance subsidiaries	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Table 5

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Equity Reconciliation Table (cont.)					
Minus adjustment for securitized assets	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Minus other adjustments	0.0	0.0	0.0	0.0	
Adjusted total equity	8,671.3	7,374.2	6,803.0	5,800.2	4,921.6

*Data as of June 30.

N.A.—Not available. N/A—Not applicable. N.M.—Not meaningful.

Table 6

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Profit And Loss					
	--Year-ended Dec. 31 --				
Mil. MAD	2009*	2008	2007	2006	2005
Net interest income	2,065.4	4,124.9	2,519.2	2,116.5	2,005.6
Interest income	4,992.5	9,206.8	6,345.4	5,166.7	3,118.1
Interest expense	2,827.0	5,081.8	3,826.2	3,050.2	1,112.5
Operating noninterest income	1,278.4	1,975.1	1,767.0	1,673.2	1,355.8
Fees and commissions	608.3	1,150.3	818.1	638.5	575.0
Trading gains	486.5	477.4	276.7	0.0	646.8
Other market-sensitive income					
Equity in earnings of unconsolidated subsidiaries	20.8	32.8	16.4	22.2	12.7
Other noninterest income	105.6	289.2	139.5	928.4	93.0
Operating revenues	3,343.8	6,100.0	4,286.2	3,789.6	3,361.3
Noninterest expenses	1,998.3	3,901.1	2,528.3	2,125.7	1,842.2
Personnel expenses	N.A.	N.A.	N.A.	1,055.0	939.1
Other general and administrative expense	1,808.3	3,569.6	2,335.0	848.4	740.5
Net operating income before loss provisions	1,345.5	2,198.9	1,757.9	1,664.0	1,519.1
Credit loss provisions (net new)	271.8	89.0	318.1	264.3	351.9
Net operating income after loss provisions	1,073.7	2,109.9	1,439.8	1,399.7	1,167.3
Nonrecurring/special income	0.0	0.0	0.0	0.6	0.2
Nonrecurring/special expense	0.0	0.0	0.0	29.7	0.1
Amortization of intangibles	0.0	0.0	0.0	9.0	6.6
Impairment of intangibles	0.0	0.0	0.0	0.0	
Pretax profit	1,073.7	2,109.9	1,439.8	1,361.6	1,160.8
Tax expense/credit	300.5	672.9	452.4	456.3	383.8
Net income (before minority interest)	773.2	1,437.0	987.4	905.4	777.1
Minority interest in consolidated subsidiaries	319.8	606.6	134.3	71.3	41.1
Net income before extraordinary	453.4	830.4	853.0	834.1	736.0
Net income after extraordinary	453.4	830.4	853.0	834.1	736.0

*Data as of June 30.

N.A.—Not available. N/A—Not applicable. N.M.—Not meaningful.

Table 7

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Core Earnings Reconciliation Table					
	--Year-ended Dec. 31 --				
Mil. MAD	2009*	2008	2007	2006	2005
Net income (before minority interest)	773.2	1,437.0	987.4	905.4	777.1
Minus nonrecurring/special income	0.0	0.0	0.0	(0.6)	(0.2)
Plus nonrecurring/special expense	0.0	0.0	0.0	29.7	0.1
Plus or minus tax impact of adjustments	0.0	0.0	0.0	(9.7)	0.1
Plus amortization/ impairment of goodwill/ intangibles	0.0	0.0	0.0	9.0	6.6
Minus preferred dividends	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Plus or minus other earnings adjustments	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Core earnings	773.2	1,437.0	987.4	933.7	783.6

*Data as of June 30.

N.A.—Not available. N/A—Not applicable. N.M.—Not meaningful.

Ratings Detail (As Of February 22, 2010)***Banque Marocaine du Commerce Extérieur (Unsolicited Ratings)****Counterparty Credit Rating**

Local Currency BBpi/-/-

Counterparty Credit Ratings History

26-Jan-1999 Local Currency BBpi/-/-

Sovereign Rating

Morocco (Kingdom of)

Foreign Currency BB+/Stable/B

Local Currency BBB/Stable/A-3

*Unless otherwise noted, all ratings in this report are global scale ratings. Standard & Poor's credit ratings on the global scale are comparable across countries. Standard & Poor's credit ratings on a national scale are relative to obligors or obligations within that specific country.

Additional Contact:

Financial Institutions Ratings Europe; FIG_Europe@standardandpoors.com

This unsolicited rating(s) was initiated by Standard & Poor's. It may be based solely on publicly available information and may or may not involve the participation of the issuer's management. Standard & Poor's has used information from sources believed to be reliable, but does not guarantee the accuracy, adequacy, or completeness of any information used.

Copyright (c) 2010 by Standard & Poor's Financial Services LLC (S&P), a subsidiary of The McGraw-Hill Companies, Inc. All rights reserved. No content (including ratings, credit-related analyses and data, model, software or other application or output therefrom) or any part thereof (Content) may be modified, reverse engineered, reproduced or distributed in any form by any means, or stored in a database or retrieval system, without the prior written permission of S&P. The Content shall not be used for any unlawful or unauthorized purposes. S&P, its affiliates, and any third-party providers, as well as their directors, officers, shareholders, employees or agents (collectively S&P Parties) do not guarantee the accuracy, completeness, timeliness or availability of the Content. S&P Parties are not responsible for any errors or omissions, regardless of the cause, for the results obtained from the use of the Content, or for the security or maintenance of any data input by the user. The Content is provided on an "as is" basis. S&P PARTIES DISCLAIM ANY AND ALL EXPRESS OR IMPLIED WARRANTIES, INCLUDING, BUT NOT LIMITED TO, ANY WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE OR USE, FREEDOM FROM BUGS, SOFTWARE ERRORS OR DEFECTS, THAT THE CONTENT'S FUNCTIONING WILL BE UNINTERRUPTED OR THAT THE CONTENT WILL OPERATE WITH ANY SOFTWARE OR HARDWARE CONFIGURATION. In no event shall S&P Parties be liable to any party for any direct, indirect, incidental, exemplary, compensatory, punitive, special or consequential damages, costs, expenses, legal fees, or losses (including, without limitation, lost income or lost profits and opportunity costs) in connection with any use of the Content even if advised of the possibility of such damages. Credit-related analyses, including ratings, and statements in the Content are statements of opinion as of the date they are expressed and not statements of fact or recommendations to purchase, hold, or sell any securities or to make any investment decisions. S&P assumes no obligation to update the Content following publication in any form or format. The Content should not be relied on and is not a substitute for the skill, judgment and experience of the user, its management, employees, advisors and/or clients when making investment and other business decisions. S&P's opinions and analyses do not address the suitability of any security. S&P does not act as a fiduciary or an investment advisor. While S&P has obtained information from sources it believes to be reliable, S&P does not perform an audit and undertakes no duty of due diligence or independent verification of any information it receives. S&P keeps certain activities of its business units separate from each other in order to preserve the independence and objectivity of their respective activities. As a result, certain business units of S&P may have information that is not available to other S&P business units. S&P has established policies and procedures to maintain the confidentiality of certain non-public information received in connection with each analytical process. S&P may receive compensation for its ratings and certain credit-related analyses, normally from issuers or underwriters of securities or from obligors. S&P reserves the right to disseminate its opinions and analyses. S&P's public ratings and analyses are made available on its Web sites, www.standardandpoors.com (free of charge), and www.ratingsdirect.com and www.globalcreditportal.com (subscription), and may be distributed through other means, including via S&P publications and third-party redistributors. Additional information about our ratings fees is available at www.standardandpoors.com/usratingsfees.

The McGraw-Hill Companies